

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 266

23 décembre 2011

S o m m a i r e

BUDGET DE L'ÉTAT

Loi du 16 décembre 2011 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012 page 4365

Chapitre I^{er}.-	Recettes courantes	4385
	Ministère des finances	4385
	Ministère des finances: trésor	4391
Chapitre II.-	Recettes en capital	4399
	Ministère des finances	4399
	Ministère des finances: trésor	4400
Chapitre III.-	Dépenses courantes	4403
	Ministère d'Etat	4403
	Ministère des affaires étrangères	4411
	Ministère de la culture	4422
	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	4430
	Ministère des finances	4435
	Ministère de l'économie et du commerce extérieur	4446
	Ministère des classes moyennes et du tourisme	4454
	Ministère de la justice	4458
	Ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	4465
	Ministère de l'intérieur et à la grande région	4473
	Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle	4486
	Ministère de la famille et de l'intégration	4508
	Ministère de la santé	4526
	Ministère du logement	4537
	Ministère du travail et de l'emploi	4539
	Ministère de la sécurité sociale	4546
	Ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural	4553
	Ministère du développement durable et des infrastructures	4564
	Ministère de l'égalité des chances	4589
Chapitre IV.-	Dépenses en capital	4591
	Ministère d'Etat	4591
	Ministère des affaires étrangères	4593
	Ministère de la culture	4596
	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	4598
	Ministère des finances	4599
	Ministère de l'économie et du commerce extérieur	4604

Ministère des classes moyennes et du tourisme	4607
Ministère de la justice	4608
Ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	4609
Ministère de l'intérieur et à la grande région	4610
Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle ...	4615
Ministère de la famille et de l'intégration	4618
Ministère de la santé	4621
Ministère du logement	4624
Ministère du travail et de l'emploi	4627
Ministère de la sécurité sociale	4628
Ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural ...	4629
Ministère du développement durable et des infrastructures	4632
 Chapitre V.- Recettes pour ordre	 4645
Chapitre VI.- Dépenses pour ordre	4649
 Règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 portant exécution de la loi du 16 décembre 2011 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012.....	 4653

**Loi du 16 décembre 2011
concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 8 décembre 2011 et celle du Conseil d'Etat du 16 décembre 2011 portant qu'il y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre A – Arrêté du budget

Art. 1^{er}. - Arrêté du budget

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2012 est arrêté:

En recettes à la somme de euros 10.692.361.362

soit:

recettes courantes	euros	10.632.514.812
recettes en capital	euros	59.846.550
	euros	10.692.361.362

En dépenses à la somme de euros 11.088.172.184

soit

dépenses courantes	euros	10.175.081.112
dépenses en capital	euros	913.091.072
	euros	11.088.172.184

Le tout conformément aux tableaux annexés.

Chapitre B – Dispositions fiscales

Art. 2. - Prorogation des lois établissant les impôts

Les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2011 sont recouvrés pendant l'exercice 2012 d'après les lois qui en règlent l'assiette, les taux ou tarifs et la perception, sous réserve des dispositions des articles 3 à 7 ci-après.

Art. 3. - Impôt sur le revenu: coefficients de réévaluation

L'article 102, alinéa 6 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifié comme suit:

Le tableau des coefficients de réévaluation figurant à l'alinéa 6 est remplacé par le tableau ci-après:

Année	Coefficient	Année	Coefficient	Année	Coefficient	Année	Coefficient
1918 et	155,51	1941	13,05	1965	5,19	1989	1,60
antérieures		1942	13,05	1966	5,06	1990	1,54
1919	70,69	1943	13,05	1967	4,94	1991	1,50
1920	37,84	1944	13,05	1968	4,79	1992	1,45
1921	38,72	1945	10,41	1969	4,68	1993	1,40
1922	41,56	1946	8,26	1970	4,48	1994	1,37
1923	35,12	1947	7,95	1971	4,28	1995	1,35
1924	31,28	1948	7,44	1972	4,06	1996	1,33
1925	29,89	1949	7,06	1973	3,83	1997	1,31
1926	25,22	1950	6,81	1974	3,50	1998	1,30
1927	19,99	1951	6,31	1975	3,16	1999	1,28

Année	Coefficient	Année	Coefficient	Année	Coefficient	Année	Coefficient
1928	19,17	1952	6,20	1976	2,88	2000	1,24
1929	17,85	1953	6,21	1977	2,70	2001	1,21
1930	17,53	1954	6,15	1978	2,62	2002	1,19
1931	19,55	1955	6,16	1979	2,50	2003	1,16
1932	22,51	1956	6,12	1980	2,35	2004	1,14
1933	22,64	1957	5,85	1981	2,18	2005	1,11
1934	23,52	1958	5,82	1982	1,99	2006	1,08
1935	23,96	1959	5,79	1983	1,83	2007	1,06
1936	23,84	1960	5,78	1984	1,73	2008	1,03
1937	22,58	1961	5,74	1985	1,68	2009	1,02
1938	21,95	1962	5,69	1986	1,68	2010 et	1,00
1939	22,01	1963	5,53	1987	1,68	postérieures	
1940	20,24	1964	5,36	1988	1,66		

Art. 4. - Suppression de la contribution de crise

La loi du 17 décembre 2010 portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant:

1. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2. modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
 1. création d'un fonds pour l'emploi;
 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
3. introduction d'une contribution de crise

est modifiée comme suit:

A l'article 4. (1), les termes «les années 2011 et 2012» sont remplacés par les termes «l'année 2011».

Art. 5. - Prorogation de la bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

La loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs est modifiée comme suit:

A l'article 1^{er}, deuxième phrase, la date du «31 décembre 2011» est remplacée par celle du «31 décembre 2014».

Art. 6. - Taxe sur les véhicules routiers

L'article 40 de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement est modifié comme suit:

- Le point d) du paragraphe (2) est remplacé par le texte suivant:
 «d) 255,00 euros pour les camions à 2 essieux à suspension autre que pneumatique ou équivalente dont la masse maximale autorisée est inférieure ou égale à 15.000 kg et 274 euros pour ceux dont la masse maximale autorisée dépasse 15.000 kg mais est inférieure ou égale à 19.500 kg;
 255 euros pour les camions à 3 ou 4 essieux à suspension autre que pneumatique ou équivalente dont la masse maximale autorisée est inférieure ou égale à 19.500 kg.
 Si la masse maximale autorisée est supérieure à 19.500 kg la taxe s'élève à 280 euros majorée de 25 euros supplémentaires par chaque tranche entière ou commencée de 1.000 kg de masse maximale autorisée, sans dépasser 330 euros pour les camions à 2 essieux et 380 euros pour les camions à 3 essieux.
 Pour les camions à suspension autre que pneumatique ou équivalente à 4 essieux avec une masse maximale autorisée dépassant 28.500 kg la taxe est de 537,00 euros.
 La taxe sera applicable à la première échéance du véhicule concerné.»
- Le troisième tiret du point b) du paragraphe (6) est remplacé par le texte suivant:
 «- 25 euros supplémentaires par chaque tranche entière ou commencée de 1.000 kg de masse maximale autorisée, pour les semi-remorques à 2 essieux ou moins et à suspension autre que pneumatique ou équivalent.
 Au cas où la masse maximale autorisée dépasse 32.500 kg, la taxe est fixée à 455 euros.
 La taxe sera applicable à la première échéance du véhicule concerné.»

Art. 7. - Droits d'accises sur les tabacs

L'article 8 de la loi du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques, est modifié comme suit:

Les paragraphes (5) et (6) sont remplacés par les textes suivants:

«(5) Les tabacs à fumer fine coupe destinés à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer qui sont mis à la consommation dans le pays, sont en outre passibles d'un droit d'accise autonome, d'après un barème établi par le Ministère des Finances, se composant:

- a) d'une part ad valorem ne pouvant pas dépasser 10 pour cent du prix de vente au détail,
 - b) d'une part spécifique ne pouvant pas dépasser 10,00 euros par kilogramme.
- (6) Pour le tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer, le total du droit d'accise commun et du droit d'accise autonome perçus ne peut en aucun cas être inférieur à 25,00 euros par kilogramme.»

Chapitre C – Autres dispositions financières

Art. 8. - Taxe grevant l'obtention du premier permis de chasse

L'admission aux cours préparatoires et à l'examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse est subordonnée au cours de l'année 2012 au paiement d'une taxe de 150 euros.

Chapitre D – Dispositions concernant le budget des dépenses

Art. 9. - Crédits pour rémunérations et pensions

Les crédits pour traitements, indemnités, salaires et pensions sont non limitatifs et sans distinction d'exercice.

Art. 10. - Nouveaux engagements de personnel

(1) Au cours de l'année 2012, le Gouvernement est autorisé à procéder au remplacement du titulaire d'un emploi vacant dans la limite de l'effectif total autorisé.

(2) Pour l'application de cette disposition, l'effectif total du personnel comprend:

- a) les fonctionnaires, les employés et les ouvriers occupés à titre permanent et à tâche complète au service de l'Etat à la date du 31 décembre 2011;
- b) les fonctionnaires, les employés et ouvriers occupés à tâche partielle dans la limite des effectifs en hommes-heures/an au 31 décembre 2011.

Sont comprises dans l'effectif total les vacances d'emploi qui se sont produites avant le 1^{er} janvier 2012 et qui n'ont pas pu être pourvues de titulaires à cette date.

(3) Par dérogation aux deux paragraphes qui précèdent, le Gouvernement est autorisé à procéder au cours de l'année 2012:

- a) à des engagements de renforcement de personnel occupé à titre permanent et à tâche complète dans les différents services de l'Etat, dont le nombre ne peut toutefois pas dépasser de plus de 240 unités l'effectif total tel qu'il est défini au paragraphe (2) a);
- b) à des engagements de renforcement de personnel enseignant dans les ordres d'enseignement post primaire dont le nombre ne peut toutefois pas dépasser 70 unités;
- c) à des engagements de renforcement de personnel enseignant dans l'enseignement fondamental, d'éducateurs intervenant comme deuxième personne dans les classes de l'éducation précoce et de personnel pour les besoins des équipes multiprofessionnelles dans l'enseignement fondamental, dont le nombre ne peut toutefois dépasser 110 unités;
- d) aux engagements de personnel pour les besoins des services de l'Etat reconnus nécessaires pour l'occupation anticipée d'emplois non vacants, sans que la durée de l'occupation anticipée ne puisse être supérieure à six mois;
- e) pour les besoins de l'administration judiciaire, à l'engagement de deux magistrats;
- f) au remplacement à titre définitif des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite. Lorsque le remplaçant est recruté en vue de son admission ultérieure au statut de fonctionnaire, et lorsque le cadre correspondant de l'administration concernée ne comprend pas de vacance de poste, il est placé temporairement hors cadre jusqu'au moment où les droits du fonctionnaire remplacé à l'indemnité de préretraite cessent de plein droit;
- g) à des engagements de renforcement de personnel occupé à titre permanent et à tâche partielle dans les différents services de l'Etat dans la limite de 800 hommes-heures/semaine;
- h) à des engagements de personnel occupé à titre permanent et à tâche complète ou partielle dans les différents services de l'Etat, dans les établissements publics et dans la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois et disposant de la qualité de travailleur handicapé telle que définie par la loi modifiée du 12 septembre 2003 sur les travailleurs handicapés ainsi qu'à des réaffectations d'agents de l'Etat reconnus hors d'état de continuer leur service, mais déclarés propres à occuper un autre emploi dans l'administration par la Commission des pensions prévue par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat respectivement la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, dans la limite de 2.200 hommes-heures/semaine.
- i) à des engagements de personnel enseignant dans la réserve nationale visée par la loi du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques, à titre permanent et à tâche complète, dont le nombre ne peut toutefois pas dépasser 60 unités.

(4) Sont prorogées, pour la durée de l'année 2012, les autorisations de création d'emplois énumérées ci-après et prévues par l'article 24, paragraphe 4) de la loi budgétaire du 18 décembre 2009 ainsi que par les dispositions correspondantes des lois budgétaires antérieures:

1. pour le compte du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative:
 - des ouvriers pour les besoins de l'administration gouvernementale;

2. pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration:

- un assistant social pour les besoins du service d'action socio-familiale – Enfants et adultes.

(5) Les décisions relatives aux engagements de personnel au service de l'Etat y compris celles relatives aux fusions et scissions de postes, incombent au Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur le vu du rapport motivé du chef d'administration et de l'avis de la commission spéciale prévue à l'article 6 de la loi afférente du 24 décembre 1946.

Toutefois, pour les demandes des administrations comportant un transfert de postes entre administrations, entre carrières ou une augmentation des effectifs du personnel au service de l'Etat, la décision visée à l'alinéa 1^{er} incombe au Conseil de Gouvernement. Il en est de même des déplacements d'agents opérés sur décision de la commission des pensions ou à titre de sanction.

Ces procédures sont applicables à tous les engagements au service de l'Etat, quel que soit le statut du personnel.

Par dérogation aux alinéas précédents, le Conseil de Gouvernement peut, sur avis de la commission spéciale visée à l'alinéa premier du point (5) du présent article, autoriser le Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Ministre de la Famille et de l'Intégration, à engager, sans autre forme de procédure et pour une durée ne dépassant pas deux mois, des employés temporaires en remplacement de titulaires absents pour des raisons imprévisibles. Le présent alinéa n'est applicable qu'aux établissements d'enseignement. Il se limite au remplacement d'enseignants, de personnel éducatif et social ainsi que de personnel exerçant une profession de santé. Le ministre du ressort transmet tous les trois mois un relevé récapitulatif des engagements effectués sur base du présent alinéa au Premier Ministre, Ministre d'Etat, qui le transmet à la commission spéciale visée à l'alinéa premier du présent paragraphe.

(6) La participation de l'Etat aux dépenses d'organismes autres que les institutions de sécurité sociale visées à l'article 404 du Code de la sécurité sociale, et dont les frais de personnel sont couverts, en tout ou en partie, par le budget de l'Etat, est limitée, en ce qui concerne les engagements réalisés après le 31 décembre 1969, à ceux autorisés par les Ministres compétents, sur avis de la commission spéciale prévue à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1946 et après délibération du Gouvernement en conseil.

Art. 11. - Recrutement d'employés de nationalité étrangère auprès des administrations de l'Etat

(1) Sont autorisés pour 2012, en cas de nécessité de service dûment motivée et sur avis conforme du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, les engagements suivants de personnes de nationalité autre que celle d'un pays membre de l'Union européenne:

Administration	Carrière	Effectif
I. Services dépendant du Ministère de la Famille et de l'Intégration:		
Maison de soins VIANDEN	infirmier ou aide-soignant	5
Maison de soins DIFFERDANGE	infirmier ou aide-soignant	5
Maison de soins ECHTERNACH	infirmier ou aide-soignant	2
Service des personnes âgées (Centres intégrés)	aide-soignant ou assist. senior	2
	infirmier	1
Centre du Rham	aide-soignant	1
Centre socio-éducatif de l'Etat	Educateur gradué, Infirmier,	25
	Educateur, Educateur instructeur,	
	Chargé de cours	
II. Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle:		
Enseignement fondamental	chargé de cours	6
	agent socio-éducatif	3
Enseignement secondaire et enseignement secondaire technique	chargé d'éducation	6
Education différenciée	agent socio-éducatif	3
Institut national des langues	chargé de cours	4
Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques	employé de la carrière supérieure (psychologue)	1
	employé	2
III. Services dépendant du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération et de l'Action humanitaire:		
Représentations diplomatiques et bureaux décentralisés de la coopération luxembourgeoise	employé de bureau	16

IV. Services dépendant du Ministère de l'Economie
et du Commerce Extérieur:

Représentations économiques	employé de bureau	20
-----------------------------	-------------------	----

V. Services dépendant du Ministère de la Culture:

Bibliothèque nationale	employé de la carrière supérieure	1
------------------------	-----------------------------------	---

VI. Services dépendant du Ministère d'Etat:

Service information et presse	employé de la carrière supérieure	1
-------------------------------	-----------------------------------	---

(2) Le recrutement du personnel visé au présent article ne peut se faire qu'après publication des vacances d'emploi par au moins deux quotidiens luxembourgeois. Les décisions relatives aux engagements de cette catégorie de personnel sont prises par le Gouvernement en conseil.

Le statut du personnel engagé en vertu du paragraphe (1) du présent article est régi par l'article L.121-1 du Code du travail.

Toutefois, le régime du personnel engagé auprès des représentations diplomatiques, économiques et touristiques à l'étranger est fixé par voie de règlement grand-ducal.

Par dérogation à l'alinéa précédent, entre les dates d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi et du règlement grand-ducal visé à l'alinéa précédent, le personnel concerné est soumis à la législation du travail du pays d'occupation.

Art. 12. - Dispositions concernant le Ministère de la Famille et de l'Intégration

Par dérogation aux lois et règlements régissant la matière et sans préjudice des dispositions inscrites à l'article 10, paragraphe (6) ci-avant, le Fonds national de solidarité et la Caisse nationale des prestations familiales, ne peuvent ni engager, ni procéder au paiement des frais de fonctionnement considérés comme appartenant à l'exercice 2012 et dépassant les crédits prévus au budget à titre de participation de l'Etat à ces dépenses que sur autorisation préalable des membres du gouvernement compétents, le Ministre des Finances entendu en son avis. De telles autorisations ne peuvent toutefois être accordées que s'il s'agit de dépenses urgentes et si tout retard est susceptible de compromettre les services en question.

Chapitre E – Dispositions sur la comptabilité de l'Etat

Art. 13. - Indemnités pour pertes de caisse

Le Ministre des Finances peut, dans la limite des crédits inscrits à ces fins au budget des dépenses courantes, accorder aux comptables de l'Etat des indemnités forfaitaires pour pertes de caisse.

Art. 14. - Attribution des amendes et confiscations

L'article 2 de la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive est remplacé par les dispositions suivantes:

«Le produit des amendes et des confiscations en matière répressive reste acquis à l'Etat à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent. Cinq pour cent du produit sont répartis entre les communes du pays pour contribuer à leurs charges de police et de bienfaisance publique. Les cinq pour cent restants sont répartis par le gouvernement entre tous les fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale qui ont donné des preuves réelles de leur zèle, de leur intelligence et de leurs capacités dans l'accomplissement habituel des devoirs de leur service.

Toutefois, les deux montants à répartir ne peuvent être inférieurs à 150.000 euros.

Les produits des amendes et confiscations en matière répressive encaissés pendant les années 2008 à 2011 sont répartis conformément aux pourcentages fixés par la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008».

Art. 15. - Avances: marchés à caractère militaire

La limite de quarante pour cent, prévue au dernier alinéa de l'article 14 de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, ne s'applique pas aux travaux, fournitures et services à caractère militaire.

Art. 16. - Recettes et dépenses pour ordre: droits de douane

Au cours de l'exercice 2012 les dépenses pour ordre concernant les droits de douane constituant des ressources propres à l'Union européenne peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes.

Art. 17. - Recettes et dépenses pour ordre: rémunération de personnel pour le compte d'autorités militaires alliées

Au cours de l'exercice 2012, les recettes et les dépenses effectuées dans l'intérêt de la rémunération du personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées peuvent être imputées au budget des recettes et des dépenses pour ordre. Au cours de l'exercice, les dépenses d'un tel article du budget pour ordre peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes.

Art. 18. - Recettes et dépenses pour ordre: Fonds structurels communautaires, projets ou programmes de l'Union européenne

Les recettes et les dépenses effectuées par l'Etat pour le compte de l'Union européenne sont imputées aux articles afférents du budget pour ordre, correspondant chacun à un fonds, projet ou programme de l'Union européenne. Au cours de l'exercice, les dépenses d'un tel article du budget pour ordre peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes.

Art. 19. - Recettes et dépenses pour ordre: Coopération au développement déléguée

Les contributions de la Belgique dans l'intérêt du cofinancement de projets de développement mis en oeuvre par le Luxembourg ainsi que leur affectation aux projets de développement peuvent être imputées au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 20. - Recettes et dépenses pour ordre: produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants

Le produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants ainsi que son affectation au Fonds pour l'emploi peuvent être imputés sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 21. - Recettes et dépenses pour ordre: produit de la contribution changement climatique

Le produit de la contribution changement climatique prélevée sur les carburants ainsi que son affectation au Fonds de climat et énergie peuvent être imputés sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 22. - Recettes et dépenses pour ordre: produit de la taxe sur les véhicules routiers

Le produit de la taxe sur les véhicules routiers peut être imputé sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre et affecté à raison de:

- 40 pour cent au Fonds climat et énergie,
- 20 pour cent au Fonds communal de dotation financière, le solde étant transféré au budget des recettes ordinaires.

Art. 23. - Recettes et dépenses pour ordre: rémunérations des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique, des centres, foyers et services pour personnes âgées et du Service national de santé au travail.

A. (1) Le paiement par l'Etat des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique ainsi que le remboursement par le Centre hospitalier des montants en question peuvent être imputés sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Au cours de l'exercice, les dépenses pour ordre concernant le versement des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes.

B. Les mêmes dispositions s'appliquent pour ce qui est des traitements, indemnités, salaires et charges sociales des agents publics de l'établissement public dénommé Centres, Foyers et Services pour personnes âgées et de l'établissement public dénommé Service national de santé au travail.

Art. 24. - Recettes et dépenses pour ordre: surtaxes perçues par l'Entreprise des postes et télécommunications

Le produit des surtaxes perçues par l'Entreprise des postes et télécommunications et versées à l'Etat ainsi que leur répartition à qui de droit peuvent être imputés sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Chapitre F – Dispositions concernant des mesures d'intervention économiques et sociales

Art. 25. - Prorogation de dispositions destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi

(I) Sont prorogées avec effet au 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2012:

1. les dispositions de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
2. les dispositions de la loi modifiée du 24 janvier 1979 complétant l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1) création d'un fonds de chômage; 2) réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet et complétant l'article 115 de la loi concernant l'impôt sur le revenu;
3. les dispositions des articles 36 point II et 37 (1) de la loi du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1984.

(II) Les indemnités d'apprentissage et les primes y relatives d'apprentis placés auprès de l'Etat et des établissements publics sont à charge du fonds pour l'emploi, institué par la loi modifiée du 30 juin 1976.

Chapitre G – Dispositions concernant les finances communales

Art. 26. - Fonds communal de dotation financière. Dotation et répartition pour l'année 2012

I) Dotation

(1) Le fonds communal de dotation financière institué par l'article 38 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988 est doté pour l'année 2012 d'après les règles suivantes:

1. un montant de 18 pour cent du produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette et de l'impôt retenu sur les traitements et salaires;
2. un montant de 10 pour cent du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite des sommes dues à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de cette taxe;
3. un montant de 20 pour cent du produit de la taxe sur les véhicules automoteurs;
4. un montant forfaitaire de 25.615.000 euros.

(2) On entend par produit de l'impôt au sens du présent article les recettes faites par le trésor au titre d'un des impôts précités au cours de l'année 2012, sans qu'il ne soit fait de distinction d'exercice.

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée visé au paragraphe précédent, sous 2., est constitué par les recettes brutes faites par le trésor au titre de cette taxe pendant l'année 2012, avant déduction des sommes dues à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de ladite taxe et de la contribution assise sur le produit national brut.

II) Répartition

(1) La dotation est répartie entre les communes d'après les règles suivantes:

Une somme de 99.157 euros est allouée à chaque commune.

Une somme supplémentaire de 18.592 euros est attribuée à la commune pour chaque conseiller communal dépassant le nombre de 7. Le nombre de conseillers à prendre en considération est celui prévu à l'article 184 de la loi électorale du 18 février 2003, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

(2) Le solde est réparti à raison de:

1. 65 pour cent entre les communes d'après leur population;
2. a) 9,75 pour cent au prorata de la base d'assiette de l'impôt foncier des propriétés agricoles et forestières au sens du paragraphe 3, n° 1 de la loi sur l'impôt foncier, telle qu'elle est fixée au 1^{er} janvier 2009;
- b) 5,25 pour cent au prorata de la surface des terrains relatifs aux propriétés agricoles et forestières au sens du paragraphe 3, n° 1 de la loi sur l'impôt foncier, telle qu'elle est fixée au 1^{er} janvier 2009;
3. 20 pour cent entre les communes à titre d'allocation régionale en fonction de la population multipliée par le degré d'urbanisation de la commune, ce degré étant défini par le rapport entre la densité de la population de chaque commune et la densité moyenne du pays.
4. On entend aux termes du présent paragraphe
 - par densité, le rapport entre la population et la superficie du territoire;
 - par population, la population de résidence la plus récente calculée par le service central de la statistique et des études économiques;
 - par superficie, celle publiée par le service central de la statistique et des études économiques.

(3) 1. A la fin de chaque trimestre, des avances à valoir sur le montant annuel revenant à chaque commune dans le cadre du fonds communal de dotation financière sont versées aux communes. Toutefois une première avance peut être versée au début du premier trimestre. Le montant des avances est déterminé pour chaque trimestre par le Ministre des Finances. La répartition de ces avances entre les communes est faite par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, conformément aux dispositions des sections (1) et (2) qui précèdent.

2. Après la fin de l'année, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région détermine sur la base des dispositions des sections (1) et (2) ci-avant les participations définitives ainsi que leur répartition entre les communes et verse aux communes les sommes ainsi fixées, déduction faite des sommes avancées en vertu du paragraphe I. de la présente section.

3. Par dérogation aux dispositions de l'article 76 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat les avances trimestrielles ainsi que les versements définitifs dont question aux alinéas qui précèdent sont imputés sur le même exercice que celui sur lequel ont été imputées les alimentations du fonds y relatives.

III) Divers

A la section IV de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988, l'année 2011 est remplacée par l'année 2012.

Art. 27. - Fonds communal de péréquation conjoncturale

(1) Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est autorisé à rembourser au cours de l'exercice 2012 aux communes, dont le budget ordinaire n'est plus en équilibre et qui en font la demande, tout ou partie de l'avoir du fonds qui provient de la contribution de ces communes.

(2) Dans le cas où une commune, qui introduit une demande en remboursement, a obtenu un ou plusieurs prêts à charge du fonds, le total de sa contribution pouvant entrer en ligne de compte pour être remboursé est à diminuer, au préalable, du montant du capital restant à rembourser au 31 décembre 2011 au titre de ce ou de ces prêts.

(3) Sous réserve des dispositions qui précèdent, aucune commune ne peut prétendre, au cours de l'exercice 2012, à un remboursement supérieur au déficit du service ordinaire de son budget constaté à la clôture de l'exercice 2010.

Chapitre H – Dispositions concernant les fonds d'investissements

Art. 28. - Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. - Projets de construction

(1) Au cours de l'exercice 2012, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits des fonds d'investissements publics les dépenses d'investissements concernant les projets énumérés ci-dessous.

(2) Les dépenses d'investissements concernant les travaux de construction, de transformation et de modernisation ainsi que l'équipement technique et mobilier des bâtiments en question ne peuvent dépasser les sommes ci-après indiquées pour chaque projet sans préjudice des incidences des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

(1) Fonds d'investissements publics administratifs:

– Unité de sécurité Dreiborn	7.300.000 euros
– Ecole Nationale des Sapeurs Pompiers Niederfeulen: rénovation complète	3.100.000 euros
– Ministère de l'Education nationale 29, rue Aldringen: réhabilitation de l'immeuble	9.300.000 euros
– Ferme Grisius Lultzhausen: SN des sports	8.300.000 euros
– Caserne Herrenberg: remise en état de 3 pavillons	9.000.000 euros
– Ponts et Chaussées: dépôt à Walferdange	5.800.000 euros
– Centre Marienthal: travaux d'infrastructure	4.022.000 euros
– Centre pénitentiaire Schrassig: réfection toitures plates et béton mur d'enceinte	6.200.000 euros
– Château de Schoenfels: remise en état et atelier thérapeutique (phase 1)	4.000.000 euros
– Police grand-ducale Strassen: nouvelle construction	2.000.000 euros
– Stand de tir Reckenthal: extension	7.700.000 euros
– Administration de la nature et des forêts Diekirch: nouveau bâtiment sur le site de l'ancien Hôtel du Midi	9.900.000 euros
– Foyer d'accueil pour toxicomanes à Luxembourg	3.800.000 euros
– Ponts et Chaussées Mersch: dépôt	16.000.000 euros
– Palais de justice Diekirch	12.000.000 euros
– Foyer Don Bosco	9.900.000 euros
– Haff Réimech	5.400.000 euros
– Pont Abbaye Neumünster	800.000 euros
– Centre mosellan Ehnen: réaménagement et extension	4.000.000 euros
– Administration des services de secours Gasperich	16.000.000 euros
– Police au Verlorenkost: bâtiment administratif	29.000.000 euros
– Laboratoire pour l'ASTA et infrastructures à Gilsdorf	35.110.000 euros
– Maison Robert Schuman: transformation presbytère	2.500.000 euros
– «Les Rotondes»: aménagement en espace culturel	16.000.000 euros
– Centre de production artistique Bonnevoie	2.200.000 euros
– Centre pénitentiaire Schrassig: structures préfabriquées pour personnel	5.000.000 euros
– Château Schoenfels: aménagement du centre d'accueil (2 ^{ème} phase)	5.000.000 euros
– Service central des imprimés Leudelage	5.000.000 euros
– Ponts et Chaussées Fridhaff: dépôt de sel	2.200.000 euros
– Centre d'accueil Burfelt	2.500.000 euros
– Bireler Haff: transformation	6.000.000 euros
– Théâtre en plein air Wiltz: reconstruction	1.000.000 euros
– Adm. de la Nature et des Forêts Wormeldange: construction bureaux	850.000 euros

(2) Fonds d'investissements publics scolaires:

– Lycée technique des Arts et Métiers: cantine et structures d'accueil (sports)	22.600.000 euros
– Lycée technique hôtelier «Alexis Heck» Diekirch: mise en conformité cuisine	3.700.000 euros
– Lycée technique et Lycée tech. agricole Ettelbrück: infrastructures prioritaires	10.000.000 euros
– Centre de Logopédie: mise en conformité	1.500.000 euros
– Lycée technique Grevenmacher: nouvelle construction	29.000.000 euros
– Lycée des Sports Luxembourg	15.000.000 euros

– LTPS Bascharage (pôle Sud): pavillon préfabriqué	22.000.000 euros
– Lycée technique Dudelange (annexe): hall des sports	7.015.000 euros
– Athénée (rénovation): structure temporaire	32.000.000 euros
– Ecole de la 2 ^e chance à Luxembourg	38.000.000 euros
– Uni Luxembourg: transformation ancienne Ecole Américaine	17.000.000 euros
– Lycée technique M. Adam Pétange: démolition anc. bâtiment rue Batty Weber	2.600.000 euros
– Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck	30.000.000 euros
– Centre de Logopédie: nouvelle construction	26.300.000 euros
– Lycée technique du Centre: nouvelle construction sports et réfectoire	18.000.000 euros
– Lycée classique Echternach: transformation aile Gendarmerie en salles de classe et nouveau hall des sports (phase 1+2)	14.000.000 euros
– Lycée technique Michel Lucius: nouvelle construction sur terrain bloc 2000	12.000.000 euros
– Infrastructures sportives à Diekirch	20.000.000 euros

(3) Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

– Femmes en détresse Rollingergrund: aménagement immeuble	4.200.000 euros
– CIPA Niederkorn: transformation, adaptation au projet SERVIOR	4.500.000 euros
– Kräizbiert Dudelange: mise en conformité Centre Emile Mayrisch	6.000.000 euros
– Pré-barrage du Pont Misère: réhabilitation	1.421.000 euros
– Pré-barrage de Bavigne: réhabilitation	1.050.000 euros
– Barrages secondaires de la Haute-Sûre: réhabilitation	1.165.000 euros
– Domaine Thermal Mondorf: mise en conformité de la cuisine centrale	2.800.000 euros
– Internat socio-familial (ancien CNA) Dudelange: nouvelle construction	6.000.000 euros
– Valériushaff à Tandel (phase 2)	3.000.000 euros
– Ligue HMC Capellen: nouvelle construction	27.400.000 euros
– Centre de réfugiés: divers sites	10.000.000 euros

Art. 29. - Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. - Frais d'études

(1) Au cours de l'exercice 2012, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits des fonds d'investissements publics les frais d'études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du dossier projet de loi, concernant les projets de construction énumérés ci-dessous.

(2) Les dépenses pour frais d'études ne peuvent pas dépasser par projet le montant plafond fixé à l'article 80, paragraphe (1) sous d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.

(1) Fonds d'investissements publics administratifs:

- 3^{ème} bâtiment administratif Kirchberg (Bâtiment Konrad Adenauer)
- Centre Hollenfels
- Caserne Herrenberg: modernisation des bâtiments existants et construction d'un hall sportif
- Bâtiment Schuman: transformation pour les besoins de la Bibliothèque nationale
- Cour des Comptes de l'UE: 2^{ème} extension
- Cour de Justice de l'U.E.: mise en conformité des bâtiments annexes A, B et C
- Nouveau centre pénitentiaire (maison d'arrêt) à Sanem
- Centre d'accueil pour la zone protégée d'intérêt européen «Mullerthal» à Berdorf
- Hémicycle Kirchberg: mise à niveau
- Ponts et Chaussées Echternach: nouvelle construction
- Ponts et Chaussées Grevenmacher: dépôt Potaschbiert
- Centre d'intervention (service incendie et sauvetage) Findel
- Ponts et Chaussées Clervaux: extension
- Centre douanier Gasperich: nouvel atelier à 3 niveaux
- Protection civile Lintgen: construction nouvel hangar
- Maison Robert Schuman: transformation
- Imprimerie et bureaux du PE: structure temporaire
- Bâtiment Jean Monnet Kirchberg
- Police Wiltz
- Château Senningen: nouvelle annexe pour permanence des communications
- Château de Berg: rénovation
- Place de la Constitution: réaménagement

(2) Fonds d'investissements publics scolaires:

- CNFPC Ettelbruck
- Lycée technique agricole Gilsdorf
- Lycée technique Bonnevoie: extension et remise en état
- Lycée Clervaux
- Lycée funiculaire Differdange
- Athénée: rénovation
- Neie Lycée et Lycée technique pour professions éducatives et sociales
- Deuxième Ecole Européenne
- Lycée «Nordstad»
- Lycée Mondorf
- Lycée Michel Rodange: rénovation
- Lycée classique Diekirch, annexe Mersch: rénovation
- Centre d'éducation différenciée Esch/Alzette
- Lycée Hubert Clement Esch/Alzette: réaménagement

(3) Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

- Barrage d'Esch-sur-Sûre: assainissement (2^e phase)
- C.I.P.A. Bofferdange: agrandissement
- Domaine thermal Mondorf
- Centre d'accueil pour réfugiés Waldhaff
- CIPA Echternach: transformation du rez-de-chaussée et création d'une cuisine de production
- Internat socio-familial de Dudelange (ancien CNA): nouvelle construction

Art. 30. - Dispositions concernant le Fonds du Rail – Frais d'études

(1) Au cours de l'exercice 2012, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits du Fonds du Rail les frais d'études d'opportunité, de la relation coût-utilité ainsi que des études de faisabilité technique et des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire avec la comparaison de variantes, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du dossier projet de loi des projets d'infrastructure, d'ouvrages d'art et d'équipements techniques énumérés ci-dessous, ainsi que les frais des études de trafic et des études de bruit concernant tant les projets énumérés ci-dessous que l'ensemble du réseau ferré existant.

(2) Les dépenses pour frais d'études ne peuvent pas dépasser par projet le montant plafond fixé à l'article 80, paragraphe (1) sous d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.

- Nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette
- Gare périphérique de Cessange (espace public)
- Modifications au niveau de la Gare centrale nécessaires dans le cadre des deux projets précédents (y compris les infrastructures ferroviaires dans la gare de Cessange)
- Nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Bettembourg
- Gare périphérique de Howald (espace public)
- Modifications au niveau de la Gare centrale nécessaires dans le cadre des deux projets précédents (y compris les infrastructures ferroviaires dans la gare de Howald)
- Installation d'un nouveau Poste Directeur pour la Gare de Luxembourg
- Réaménagement de la Gare de Luxembourg avec les têtes Sud et Ouest (sans les projets des tirets 3 et 6)
- Gare périphérique de Kirchberg (LUXEXPO)
- Tunnel de raccordement en direction d'Oberkorn
- Optimisation de la ligne Kleinbettingen (modernisation et renouvellement des infrastructures de la ligne et redressement des courbes dans le cadre du projet Eurocap Rail)
- Gare de Differdange: renouvellement et modernisation des installations fixes
- Gare de Luxembourg: reconstruction d'un passage supérieur (rue d'Alsace)
- Ligne du Nord: reconstruction d'un pont-rivière (Ettelbruck)
- Aménagement d'une voie d'évitement à Michelau
- Suppression des passages à niveau N^{os} 91, 91a et 92 à Schifflange (participation Fonds du Rail)
- Suppression du passage à niveau N^o 18 à Heisdorf (participation Fonds du Rail)
- Suppression du passage à niveau N^o 20b à Lorentzweiler (participation Fonds du Rail)
- Triage Bettembourg/Dudelange: extension des faisceaux de débranchement et de réception
- Bettembourg-Dudelange: aménagements futurs pour le fret ferroviaire – phase 1
- Bettembourg-Dudelange: aménagements futurs pour le fret ferroviaire – phase 2
- Gare de Bettembourg: modernisation et renouvellement des infrastructures ferroviaires à l'exception du module B3 concernant la modification des installations fixes en Gare de Bettembourg, entrée Nord
- Triage de Bettembourg-Dudelange: modernisation et renouvellement complets des installations fixes

- Suppression du passage à niveau N° 4a à Bettembourg
- Gare Belval-Usines: modernisation et renouvellement complets des installations fixes
- Port de Mertert: modernisation et extension des installations fixes
- Réaménagement des alentours de la Gare d'Ettelbrück
- Construction d'une sous-station 225kV/2x25kV à Flebour
- Installation d'un système de suivi et de régulation de la circulation des trains en temps réel
- Gestion centralisée nationale des installations de génie technique
- Suppression des passages à niveau N° 13 et N° 14 à Oberkorn
- Ligne du Nord: renouvellement complet des différents tronçons de voie avec amélioration de la plate-forme en vue de la mise en oeuvre de traverses en béton
- Arrêt Pont Rouge ensemble avec système Shuttle

Art. 31. - Dispositions concernant le Fonds des Routes – Projets de construction

(1) Au cours de l'exercice 2012, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits du Fonds des Routes les dépenses d'investissements concernant les projets énumérés ci-dessous.

(2) Les dépenses d'investissements concernant les travaux de construction, des équipements techniques et des équipements de la voirie ne peuvent dépasser les sommes ci-après indiquées pour chaque projet sans préjudice des incidences des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

Division des Services Régionaux de la Voirie à Luxembourg:

– N4 Réaménagement carrefour à Esch/Alzette	2.500.000 euros
– N10 Traversée de Machtum	3.400.000 euros
– N10 Réaménagement à Grevenmacher	2.920.000 euros
– N10 Redressement Machtum - Ahn - Hëttermillen	6.500.000 euros
– N10 Réaménagement esplanade à Remich (part N10)	5.000.000 euros
– N10 Hëttermillen-Stadtbredimus	4.800.000 euros
– N13 Suppression du PN 5 à Dippach-Gare	6.500.000 euros
– N13 Réaménagement N13 / N6 à Windhof	6.100.000 euros
– N14 Réaménagement Boudlerbach - Geisert	2.000.000 euros
– N16 Avenue Fr. Clement à Mondorf-les-Bains	4.950.000 euros
– N16 / CR162 Carrefour Ellange-Gare	2.000.000 euros
– N28 Raccordement N28 / N2 à Bous	4.795.000 euros
– N31 Route d'Esch à Belvaux	2.950.000 euros
– CR102 Relogement du CR102 à Mamer	5.800.000 euros
– CR103 Réaménagement entre Holzem - Dippach	2.100.000 euros
– CR122 Suppression PN20b à Lorentzweiler	5.000.000 euros
– CR129 Redressement Godbrange - Junglinster	2.450.000 euros
– CR132 Réaménagement Roeser - Crauthem - Bettembourg	2.900.000 euros
– CR134 Traversée de Wecker	3.900.000 euros
– CR146 Redressement «Primerbiert» entre Stadtbredimus et Greiveldange	2.950.000 euros
– CR148 Traversée de Welfrange vers N13	2.350.000 euros
– CR153 Redressement à Dalheim	2.300.000 euros
– CR161 Wolser - W.S.A. entre Bettembourg et Dudelange (Accès Eurohub)	200.000 euros
– CR234/CR234B Z.I. Contern et Sandweiler	3.100.000 euros
– OA202 Viaduc de Mersch	17.000.000 euros
– OA265 Réhabilitation OA sur CFL à Bettembourg	2.900.000 euros
– OA276 Reconstruction OA sur l'Alzette à Roeser (CR158)	2.500.000 euros
– OA756 Alzinger Knupp sur la N3 à Alzingen	2.200.000 euros
– Voie Bus N2 Corridor pour facilités de transports en commun	2.000.000 euros
– Voie Bus N3 Corridor pour facilités de transports en commun	2.850.000 euros
– Voie Bus N4 Corridor pour facilités de transports en commun	3.640.000 euros
– Voie Bus N5 Corridor pour facilités de transports en commun	2.000.000 euros
– Voie Bus N6 Corridor pour facilités de transports en commun	2.875.000 euros
– Voie Bus N7 Corridor pour facilités de transports en commun	6.500.000 euros
– Voie Bus N11 Corridor pour facilités de transports en commun	6.800.000 euros
– Voie Bus N12 Corridor pour facilités de transports en commun	4.500.000 euros
– PC5 Soup-Koedange	3.800.000 euros
– PC15 Lintgen – Lorentzweiler et élargissement CR123	3.850.000 euros
– Renforcement, reprofilage et racleage routes nationales et chemins repris	45.050.000 euros
– Redressement et aménagement des routes nationales et chemins repris	3.000.000 euros

Division des Services Régionaux de la Voirie à Diekirch:

– N7/N18 Transversale de Clervaux	33.000.000 euros
– N10 Réaménagement Dasbourg - Marnach	3.500.000 euros
– N10 Redressement Hoesdorf - Bettel	3.000.000 euros
– N12 Accès à la décharge pour matériaux inertes à Folschette	5.200.000 euros
– N12 Renforcement Grosbous - croisement Lehrhof - Hierheck	2.400.000 euros
– N27 Galerie de protection N27 carrière Michelau	4.000.000 euros
– N27A (B7) Accès zone d'activités Fridhaff	25.000.000 euros
– CR322 Redressement Schinker - Wahlhausen	2.400.000 euros
– CR331 Réaménagement Kautenbach - Alscheid	2.500.000 euros
– CR339 Redressement Kalborn - Tintesmühle	2.300.000 euros
– CR348 Réaménagement Schlindermenderscheid - Consthum	2.400.000 euros
– CR349 Réaménagement Welscheid - Scheidel - Kehmen	2.000.000 euros
– CR350 Réaménagement Welscheid - Niederfeulen	2.800.000 euros
– CR352 Redressement Bastendorf - Groesteen	2.200.000 euros
– CR356 Redressement Ermsdorf - Savelborn	2.000.000 euros
– CR357 Redressement Bettendorf - Hessemillen	2.100.000 euros
– CR358 Réaménagement Haller - Savelborn et CR356 dans la traversée de Savelborn	2.200.000 euros
– Voie bus N7 et piste cyclable à l'approche de la gare d'Ettelbruck (Dreieck Patton)	3.000.000 euros
– PC16 Aménagement Goebelsmühle - Kautenbach - Schwarzepull	2.500.000 euros
– Renforcement, reprofilage et racleage routes nationales et chemins repris	21.690.000 euros
– Redressement et aménagement des routes nationales et chemins repris	5.000.000 euros

Division des Ouvrages d'Art:

– OA127 Reconstruction du pont portant N7 sur les CFL à Schieren	4.206.000 euros
– OA174 Reconstruction du pont portant CR357C sur la Sûre à Moestroff	4.152.000 euros
– OA401 Reconstruction du pont frontalier portant N10A sur la Moselle à Grevenmacher (part lux. et allemande à préfinancer par le Luxembourg)	22.000.000 euros
– OA499/498 Reconstruction des tabliers des ponts portant N27 sur le lac barrage à Lultzhausen/Insenborn	27.935.000 euros
– OA753 Reconstruction du pont portant N3 sur l'Alzette à Hesperange (part. Ponts et Chaussées)	3.851.000 euros
– OA1161 Tunnel Howald - protection cathodique	1.800.000 euros
– Contrat d'entretien ouvrages d'art (4 ^{ème} soumission)	6.717.000 euros

Division des Travaux Neufs:

– Pénétrante de Differdange (N32)	7.000.000 euros
– Pénétrante de Lankelz entre l'échangeur Lankelz et la N4C (bd. G.-D. Charlotte) à Esch/Alzette	2.300.000 euros
– N34 Bertrange, section médiane + giratoire «rue de l'industrie/N34»	6.100.000 euros
– Boulevard de Merl (Giratoire N5/N34-route d'Arlon), voie de liaison Bourmicht	23.400.000 euros
– Modification raccordement à la N10 de la bretelle d'accès vers l'échangeur de Schengen	2.500.000 euros
– Mise à 2x2 voies de la N1 entre l'échangeur Senningerberg et l'aéroport	2.500.000 euros
– Mise à 2x2 voies de la N1 entre l'échangeur Irrgarten et l'aéroport	14.000.000 euros
– Elimination des passages à niveau dans la traversée de Schiffflange	7.200.000 euros
– Echangeur Pontpierre	17.250.000 euros
– Echangeur Burange	38.600.000 euros
– Transformation/sécurisation de l'échangeur Sanem sur la A13	27.500.000 euros
– Transformation/sécurisation de l'échangeur Differdange/Gadderscheier sur la A13	6.000.000 euros
– Sécurisation de l'échangeur A7/N11	5.750.000 euros
– Travaux de sécurisation et de finition sur la A13 et la N13 (giratoire)	4.400.000 euros
– Déplacement de la station Shell et modifications afférentes à apporter à la A4	2.900.000 euros
– Voirie d'accès vers la nouvelle maison d'arrêt à Sanem	2.500.000 euros
– Voie de délestage à Echternach, tronçon 1 voie Charly	5.800.000 euros
– Voirie Desserte Aéroport	3.580.000 euros
– Helfenterbrück: giratoire provisoire & sebes	12.900.000 euros
– OA208 nouveau pont ferroviaire dans le cadre de la mise à double voie de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange	5.100.000 euros
– Voies bus sur autoroutes	23.000.000 euros

Art. 32. - Dispositions concernant le Fonds des Routes - Frais d'études

(1) Au cours de l'exercice 2012, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits du Fonds des Routes les frais des études d'opportunité, de la relation coût-utilité ainsi que des études de faisabilité technique et des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire avec la comparaison de variantes, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du dossier projet de loi des projets d'infrastructure, d'ouvrages d'art et d'équipements techniques énumérés ci-dessous, ainsi que les frais des études de trafic et des études de bruits concernant tant les projets énumérés ci-dessous que l'ensemble du réseau existant de la grande voirie.

(2) Les dépenses pour frais d'études ne peuvent pas dépasser par projet le montant plafond fixé à l'article 80, paragraphe (1) sous d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.

Division des Services Régionaux de la Voirie à Luxembourg:

N1 Réaménagement à Senningerberg
 N5 Traversée de Bascharage
 N5 Rodange frontière
 N5B Rue de l'église à Pétange
 N7 Giratoire N7 / CR123 à Bereldange (Carrefour)
 N10 Réaménagement route du Vin à Wormeldange
 N10 Traversée de Stadtbredimus
 CR102 Aménagement carrefour à Schoenfels
 CR110 Route d'Esch à Ehlerange
 CR112 Renforcement entre Buschdorf et Boevange
 CR116 Redressement entre Obenthalt et Buschdorf
 CR124 Suppression du PN18 à Heisdorf
 CR125 Suppression PN17 à Walferdange
 CR132 Syren – Moutfort
 CR132 Redressement Schlammesté - Weiler-la-Tour
 CR132 Traversée d'Eschweiler
 CR132 Traversée de Brouch sur les CR132 / CR136
 CR134 Traversée Hagelsdorf
 CR139 Traversée de Lellig
 CR141 Rue Boxbierg à Wasserbillig
 CR145 Greiveldange-Hëttermillen
 CR147 Carrefour CR147 / CR145 entre Greiveldange et Canach
 CR150 Burmerange - Elvange
 CR164 Rue Boudersberg à Dudelange
 CR174 rue Grand-Duchesse Charlotte à Belvaux
 CR226 Contern – Syren
 CR306 Suppression PN24 et PN24A à Pettingen
 OA61 Reconstruction de l'OA 61 à Greiveldange sur le CR145
 OA423 Pont à Gonderange sur le CR132
 OA438 Reconstruction du pont sur CFL à Betzdorf (CR134)
 OA439 à Hagelsdorf
 Voie Bus N51 Corridor pour facilités de transports en commun
 PC1 Leudelange-Luxembourg
 Etudes en rapport avec le transport commun par la route
 Etudes diverses

Division des Services Régionaux de la Voirie à Diekirch:

B7 Mise à 2x2 voies entre Colmar-Berg et Fridhaff/Ettelbruck
 N7 Gare Ettelbruck
 N7 Couloir multi-modal entre Ettelbruck et Diekirch
 N7 Contournement Nord Diekirch
 N7/E421 Contournement de Hosingen
 N7/E421 Contournement de Heinerscheid

N7/N15 Contournement de Niederfeulen et d'Ettelbruck
 N7/CR377 Réaménagement carrefour Koeppenhaff (carrefour dénivelé Closdelt)
 N10/CR372 Raccordement giratoire pont frontalier à Rosport
 N12 Contournement de Troisvierges
 N12 Raccordement Bastogne - Troine
 N26/26A Aménagement d'un giratoire à l'entrée ouest à Wiltz
 N26A Réaménagement de la rue Michel Thilges à Wiltz
 CR318 Réaménagement rue de Bastogne à Wiltz
 CR324/CR343 Redressement Pintsch - Siebenaler et reconstruction OA475
 CR331 Réaménagement traversée de Wilwerwiltz
 OA152/CR308 Pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin
 Etudes en rapport avec le transport commun par la route
 Etudes diverses

Division des Ouvrages d'Art:

OA115 Réhabilitation des piles du pont routier à Bivels
 OA149 Assainissement du tunnel routier à Lipperscheid
 OA383 Réhabilitation du pont frontalier portant N10 sur la Sûre à Echternach (part lux.)
 OA750 Pont Adolphe, pont provisoire
 OA750 Réhabilitation du Pont Adolphe
 OA788 Pont Passerelle portant N50 sur la Pétrusse à Luxembourg
 OA1048 Viaduc haubanné: inspection décennale
 OA1134 Viaduc Sernigerbach: mise en conformité structure métallique
 Contrat d'entretien ouvrages d'art (5^{ème} soumission)
 Westumfahrung Trier et/ou traversée à Merttert
 Etudes ponts à faible portée
 Etudes charges admissibles sur OA-PCH pour convois exceptionnels
 BD-OA: banque de données OA + études générales OA
 Inspections et expertises d'ouvrages d'art
 Etudes diverses

Division des Travaux Neufs:

Liaison Micheville (A4)
 Echangeur Hesperange et raccord rue des Scillas
 Contournement d'Olm et de Kehlen (N6-CR102-N12)
 Contournement Nord de Strassen (N6-CR181/A6)
 Elargissement du viaduc Haute-Syre (OA1134) sur A1
 Réaménagement des aires de service
 Echangeur Burange (A13)
 Echangeur Pontpierre (N13/A4)
 Amélioration de la sécurité du réseau autoroutier
 Modernisation tunnels existants
 Voies bus sur autoroutes
 Plan d'action contre le bruit routier
 Pont Adolphe à Luxembourg (OA750), y compris pont provisoire
 Pénérante de Differdange (N32) Contournement
 Bascharage-Dippach (N5/E44) Contournement
 Ettelbruck-Niederfeulen (N7-N15) Contournement
 Junglinster (N11/E29)
 Contournement Echternach, dit «Voie Charly» (N10-N11/E29)
 Contournement Remich (N2/E29-N16)
 Contournement Nord Differdange (N31) avec déviation du CR175
 Contournement Troisvierges (N12)

Contournement Hosingen (N7/E421)
 Transversale Clervaux (N7-N18)
 Descente vers la vallée de l'Alzette (CR181-N7)
 Boulevard de Merl (N6-N5-A4-N4)
 Contournement de Cessange
 Contournement sud de Alzingen
 Boulevard Raiffeisen et boulevard Kockelscheuer
 Extension CITA sur la voirie annexe
 Viaducs d'Insenborn (OA498) et de Lultzhausen (OA499) sur N27
 Pont frontalier Grevenmacher (OA401) portant N10A
 Nouvel accès SIDOR (CR169-N4/A4)
 Raccordement échangeur Mertert à la N1 et au Port de Mertert, y compris le nouveau pont frontalier
 Déplacement de la station Shell et modifications afférentes à apporter à la A4
 Elargissement de l'assise de la N27A (ancienne B7) entre giratoire Fridhaff et échangeur
 Erpeldange dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activités Fridhaff
 Mise à 2x2 voies de la B7 de Colmar à Erpeldange
 Contournement Heinerscheid (N7/E421)
 Voirie d'accès vers la nouvelle maison d'arrêt de Sanem
 Optimisation/dédoublage de l'A4 entre les échangeurs Ehlerange/Lankelz et Foetz
 Transformation/sécurisation de l'échangeur Sanem (A13)
 Réhabilitation Pont Passerelle (OA788)
 Desserte intercommunale Belvaux-Oberkorn-Differdange-Niederkorn pour accès friches industrielles
 Mise à 2x2 voies de la N1 entre l'échangeur d'Irrgarten et l'aéroport
 Mise à 2x2 voies de la N1 entre l'échangeur de Senningerberg et l'aéroport
 Mise à 2x3 voies des A3 et A6 entre l'échangeur de Bettembourg et l'échangeur de Capellen
 Bypass Robert Schaffner
 Elimination des passages à niveau dans la traversée de Schifflange
 Nouveau viaduc de Mersch (OA202) et voirie annexe
 Bypass Hellange (A13): réalisation du tronçon manquant entre les échangeurs Hellange et Frisange
 Aménagement d'une station de service sur la liaison avec la Sarre (A13)
 Modification raccordement à la N10 de la bretelle d'accès vers l'échangeur de Schengen
 Transformation/sécurisation de l'échangeur Differdange/Gadderscheier (A13) donnant accès à la N32
 Audits de sécurité sur autoroutes TERN
 Etudes en rapport avec le transport commun par l'autoroute

Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic:

Inspection et classification des autoroutes

Etudes diverses

Art. 33. - Fonds pour la gestion de l'eau – Participation aux frais d'études

(1) Au cours de l'exercice 2012, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits du Fonds pour la gestion de l'eau la participation de l'Etat aux frais d'études d'opportunité, de la relation coût-efficacité ainsi que des études de faisabilité technique et des études en vue de l'établissement de l'étude préalable avec la comparaison de variantes, du projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du dossier projet de loi des projets d'infrastructure, d'ouvrages d'art et d'équipements techniques énumérés ci-dessous, ainsi que la participation de l'Etat relative aux frais d'études des incidences sur l'environnement (EIE), les frais des études olfactives, géotechniques et des études de bruit et de l'étude relative à la gestion de projets concernant les projets énumérés ci-dessous.

(2) Les dépenses pour frais d'études ne peuvent pas dépasser par projet le montant plafond fixé à l'article 80, paragraphe (1) sous d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat. Le taux de la participation de l'Etat aux frais d'études est celui qui est applicable aux projets énumérés ci-dessous:

- Réseau de collecteurs dans la Vallée de l'Attert, phases 2, 3 et 4
- Raccordement de Differdange, Oberkorn et Sanem à la station d'épuration du SIACH à Pétange, avec agrandissement de la station d'épuration de Pétange
- Travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration du SIDEST à Uebersyren avec raccordement des installations de l'aéroport de Luxembourg-Findel
- Agrandissement et modernisation de la station d'épuration à Bleesbrück.

Chapitre I – Dispositions concernant la Sécurité sociale

Art. 34. - Mesures en matière d'assurance maladie: Coefficients des actes et services des nomenclatures des médecins et des laboratoires d'analyses médicales

Les mesures prévues à l'article 5 de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé sont prorogées pour l'exercice 2012 et doivent dégager au cours de cet exercice au profit de l'assurance maladie-maternité une économie se situant dans les limites prévues par ledit article. Un règlement grand-ducal peut, par dérogation à l'article 65 du Code de la sécurité sociale, préciser les modalités d'application du présent article.

Art. 35. - Mutualité des employeurs

(1) L'Etat verse à la Mutualité des employeurs visée à l'article 52 du Code de la sécurité sociale pendant les années 2011 à 2015 un montant annuel de 25.000.000 euros que ladite Mutualité alloue aux employeurs en vue de compenser l'augmentation du coût salarial résultant pour les exercices 2011 à 2015 du relèvement du salaire social minimum au 1^{er} janvier 2011 en application de la loi du 17 décembre 2010 modifiant les articles L. 222-4 et L. 222-9 du Code du travail. Les statuts de la Mutualité des employeurs déterminent les conditions et modalités d'application de cette mesure de compensation.

(2) Il est ajouté au budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011 un article 17.8.32.000 avec le libellé et le crédit suivants:

«17.8.32.000 Versement à la mutualité des employeurs d'une compensation forfaitaire exceptionnelle et transitoire au titre de l'augmentation de certaines charges salariales (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) 25.000.000».

(3) L'article 1^{er} de la loi du 17 décembre 2010 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011 est modifié comme suit:

Art. 1^{er}. - Arrêté du budget

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2011 est arrêté:

En recettes à la somme de euros 9.626.174.480

soit:

recettes courantes	euros	9.547.234.905
recettes en capital	euros	78.939.575
	euros	9.626.174.480

En dépenses à la somme de euros 10.335.236.107

soit

dépenses courantes	euros	9.402.446.168
dépenses en capital	euros	932.789.939
	euros	10.335.236.107

Le tout conformément aux tableaux annexés.

(4) Par dérogation à l'article 48, le présent article s'applique à partir de la date de publication de la présente loi au Mémorial.

Art. 36. - Mesures en matière d'assurance accident

A titre de compensation de la fixation du taux de cotisation unique de l'assurance accident visé à l'article 149 du Code de la sécurité sociale à 1,15 pour cent, l'Etat verse à l'Association d'assurance accident, pour les exercices 2011 et 2012, le montant de 34.400.000 euros.

Art. 37. - Mesures en matière d'assurance dépendance: Contribution de l'Etat

L'article 375, alinéa 2, point 1 du Code de la sécurité sociale prend la teneur suivante:

«1) par une contribution de l'Etat en raison de quarante pour cent des dépenses totales, y compris la dotation à la réserve ».

Art. 38. - Mesures en matière d'assurance dépendance: Fixation, en 2012, de la contribution de l'Etat

Par dérogation à l'article 375, alinéa 2, point 1 du Code de la sécurité sociale la contribution de l'Etat est fixée pour l'exercice 2012 à trente-cinq pour cent des dépenses totales, y compris la dotation à la réserve.

Art. 39. - Mesures en matière d'assurance dépendance: Divers

L'article 34 de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement est abrogé.

Art. 40. - Prise en charge des tâches domestiques dans les établissements d'aide et de soins

Sans préjudice de l'article 357, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, la majoration pour tâches domestiques est fixée transitoirement à un forfait correspondant à 1,19 heures par semaine pour les charges imputables directement, et un forfait correspondant à 1,38 heures par semaine pour les charges imputables indirectement aux personnes dépendantes au sens de l'article 349 du Code de la sécurité sociale, sous condition que l'établissement d'aide et de soins réalise les enquêtes en vue de l'établissement périodique du relevé des activités et tienne à partir de l'exercice 2010, une comptabilité analytique, conformément à l'article 388bis, alinéa 3, point 6) du Code de la sécurité sociale.

La prise en charge des tâches domestiques d'après les présentes dispositions prend fin au 1^{er} janvier de l'année suivant l'exercice pour lequel les établissements d'aide et de soins disposent des données nécessaires pour l'application de l'article 357, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale.

Aux fins de l'application des présentes dispositions il y a lieu d'entendre par les termes «plan comptable uniforme» au sens de l'article 388bis, alinéa 3, point 6) du Code de la sécurité sociale tant le plan comptable actuel que le plan comptable national.

Chapitre J – Dispositions diverses

Art. 41. - Acquisition, aménagement et construction de logements locatifs par des associations sans but lucratif, fondations, fabriques d'église, communautés religieuses ayant conclu une convention avec le gouvernement, hospices civils ou offices sociaux, ou pour travailleurs étrangers par des employeurs-bailleurs

L'Etat est autorisé à inscrire une hypothèque légale sur l'immeuble subventionné en vertu des articles 45.0.51.006, 45.0.51.040 et 45.0.52.000 des tableaux annexés à la présente loi budgétaire. L'Etat se libérera de son engagement relatif à la participation financière après l'inscription de cette hypothèque. Sa radiation est faite par le conservateur des hypothèques sur requête du ministre compétent. Les formalités relatives à l'inscription et à la radiation de l'hypothèque ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor, sauf le salaire des formalités hypothécaires qui est à charge du bénéficiaire de la participation étatique.

Art. 42. - Constitution de services de l'Etat à gestion séparée

Les administrations suivantes sont constituées services de l'Etat à gestion séparée:

I. Administrations dépendant du Ministère de la Culture:

- Musée national d'histoire et d'art;
- Musée national d'histoire naturelle;
- Centre national de l'audiovisuel;
- Bibliothèque nationale;
- Archives nationales;
- Centre national de littérature.

II. Administrations dépendant du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle:

- Centre de Logopédie;
- Athénée à Luxembourg;
- Lycée classique et lycée technique à Diekirch;
- Lycée classique à Echternach;
- Lycée de garçons à Luxembourg;
- Lycée de garçons à Esch-sur-Alzette;
- Lycée Robert Schuman à Luxembourg;
- Lycée Michel Rodange à Luxembourg;
- Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette;
- Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg;
- Lycée technique agricole à Ettelbrück;
- Lycée technique des Arts et Métiers à Luxembourg;
- Lycée technique à Esch-sur-Alzette;
- Lycée technique à Ettelbrück;
- Lycée du Nord;
- Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher;
- Lycée technique à Bonnevoie;
- Lycée technique hôtelier Alexis Heck à Diekirch;
- Lycée technique Michel Lucius à Luxembourg;
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange;
- Lycée Nic. Biever à Dudelange;
- Lycée technique «Ecole de commerce et de gestion»;
- Lycée technique pour professions de santé;
- Lycée technique du Centre à Luxembourg;
- Lycée Josy Barthel à Mamer;

- Lycée technique à Lallange;
- Atert-Lycée à Redange;
- Lycée-pilote;
- Lycée technique pour professions éducatives et sociales;
- Service des restaurants scolaires;
- Uelzecht-Lycée à Dommeldange;
- Nordstad-Lycée;
- Ecole préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive;
- Service de la formation professionnelle;
- Institut national des langues;
- Ecole de la 2^{ème} chance;
- Lycée Bel-Val;
- Campus Geesseknäppchen.

III. Administration dépendant du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:

- Commissariat aux affaires maritimes.

IV. Administration dépendant du Ministère de la Famille et de l'Intégration:

- Service national de la Jeunesse.

V. Administration dépendant du Ministère du Développement durable et des Infrastructures:

- Administration de la Navigation aérienne.

Art. 43. - Dérogation à certains délais prévus par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat pour l'exercice 2012.

I) Pour l'exercice 2012, par dérogation à l'article 9 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, les opérations relatives à l'ordonnancement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivante.

II) Pour l'exercice 2012, par dérogation à l'article 9 (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 29 avril de l'année suivante.

III) 1. Pour l'exercice 2012, par dérogation à l'article 72 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, les fonds dont le comptable extraordinaire n'a pas fait emploi au 31 janvier de l'année qui suit celle qui donne sa dénomination à l'exercice sont reversés à la trésorerie de l'Etat pour le 15 février au plus tard.

2. Pour l'exercice 2012, par dérogation à l'article 73 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, le comptable extraordinaire rend compte de l'emploi de ses fonds à l'ordonnateur dans le délai indiqué dans la décision d'allocation des fonds et qui ne peut être postérieur au dernier jour du mois de février qui suit l'exercice sur lequel ils sont imputables.

Art. 44. - Autorisation d'émission d'emprunts à moyen et long terme

Le Ministre du Trésor est autorisé à émettre, selon les besoins, en une ou plusieurs tranches, un emprunt pour un montant global de 500 millions d'euros.

Le produit d'une ou de plusieurs tranches de cet emprunt sera réparti comme suit:

Un montant de 150 millions d'euros (150.000.000 euros) est porté directement en recette au fonds des routes conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

Un montant de 100 millions d'euros (100.000.000 euros) est porté directement en recette au fonds du rail conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Art. 45. - Dotation financière du Conseil d'Etat

La loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat est modifiée comme suit:

«Art. 32 (1) Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat arrête annuellement la dotation au profit du Conseil d'Etat au vu de l'état prévisionnel établi par ce dernier.

(2) L'examen de la comptabilité des fonds du Conseil d'Etat est confié à une commission spéciale, instituée au sein de celui-ci et assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement.

La composition et les modalités d'opérer de la commission et la désignation du réviseur d'entreprises sont déterminées par le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat.

(3) Le Conseil d'Etat, sur le rapport de la commission spéciale, se prononce sur l'apurement des comptes. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée. »

Art. 46. - Loi modifiée du 28 mars 1997 concernant l'exploitation des chemins de fer

L'article 7, paragraphe (1) de la loi modifiée du 28 mars 1997 concernant l'exploitation des chemins de fer et

- 1) approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgofranco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946,

- 2) approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL),
- 3) concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL, et
- 4) portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire est modifiée comme suit:

les termes «Jusqu'au 31 décembre 2011» sont remplacés par les termes «Jusqu'au 31 décembre 2020».

Art. 47. - Garantie financière dans le cadre de la restructuration ordonnée du groupe bancaire Dexia

(1) Le Gouvernement est autorisé à garantir, pour le compte de l'Etat et moyennant rémunération, les financements levés par Dexia SA et Dexia Crédit Local SA auprès d'établissements de crédit et de déposants institutionnels ainsi que les obligations et les titres de créance émis par Dexia SA et Dexia Crédit Local SA à destination d'investisseurs institutionnels.

(2) Cette garantie s'applique aux financements levés ainsi qu'aux obligations ou titres émis par Dexia SA et Dexia Crédit Local SA jusqu'au 31 décembre 2021 et ayant un terme de dix ans au plus.

(3) Cette garantie est accordée pour un encours d'un montant maximal de 2,7 milliards d'euros. Elle s'exercera sous réserve de l'appel conjoint en garantie du Royaume de Belgique et de la République française.

Chapitre K – Entrée en vigueur de la loi

Art. 48. - Entrée en vigueur de la loi

Par dérogation à l'article 35, la présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012, à l'exception de l'article 7, qui entrera en vigueur le 1^{er} février 2012.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Les Membres du Gouvernement,

Jean-Claude Juncker
Jean Asselborn
Marie-Josée Jacobs
Mady Delvaux-Stehres
Luc Frieden
François Biltgen
Jeannot Krecké
Mars Di Bartolomeo
Jean-Marie Halsdorf
Claude Wiseler
Nicolas Schmit
Octavie Modert
Marco Schank
Françoise Hetto-Gaasch
Romain Schneider

Château de Berg, le 16 décembre 2011.

Henri

64.0 - Impôts directs

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
BUDGET DES RECETTES				
CHAPITRE Ier.- RECETTES COURANTES				
64 - MINISTERE DES FINANCES				
Administration des contributions directes (sections 64.0 à 64.4)				
Section 64.0 - Impôts directs				
37.000	37.10	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des collectivités	1.550.000.000
37.001	37.10	Divers codes	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités	81.578.947
37.010	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette	620.000.000
37.011	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les traitements et salaires	2.650.000.000
37.012	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur certains revenus échus à des contribuables non résidents	1.000.000
37.013	37.20	Divers codes	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	146.927.900
37.020	37.00	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les revenus de capitaux	280.000.000
37.021	37.00	13.60	Impôt sur la fortune	230.000.000
37.022	37.00	13.60	Impôt retenu sur les revenus de l'épargne (non résidents)	45.000.000
37.023	26.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: frais, suppléments et intérêts de retard	10.000.000
37.024	38.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues	1.100.000
37.025	37.00	13.60	Impôt sur le revenu retenu sur les tantièmes	26.000.000
37.026	37.00	13.60	Retenue libératoire nationale sur les intérêts	40.000.000
37.027	37.00	13.60	Contributions de crise	12.000.000
				5.693.606.847
Section 64.1 - Impôts indirects				
36.090	36.09	13.60	Taxe et prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives: prélèvement sur les sommes brutes engagées	200.000

64.1 - Impôts indirects

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
36.091	36.09	13.60	Taxe sur le loto	3.000.000
36.092	36.09	13.60	Prélèvement sur le produit des jeux de casino	18.000.000
				21.200.000
Section 64.2 - Recettes d'exploitation, taxes et redevances				
16.010	16.11	09.20	Recettes provenant de l'exploitation des centrales hydro-électriques	30.000
16.070	16.00	01.22	Produit de la vente de formules de déclarations fiscales, de circulaires administratives et d'objets divers	1.000
36.100	16.00	01.22	ILNAS: recettes du service de métrologie	19.000
38.000	16.00	13.90	ILNAS: Imputation des recettes de redevances d'accréditation	9.600
38.050	38.00	13.90	Autres transferts de revenus non ventilés entre secteurs	100
				59.700
Section 64.3 - Recettes de participations ou d'avances de l'Etat				
28.001	36.02	09.20	Ristournes concédées par la société électrique de l'Our en vertu du paragraphe 5 du contrat de fourniture d'énergie électrique signé le 30.4.1963 entre l'Etat et la S.E.O.	1.000.000
28.003	16.00	05.30	Redevances dues par les concessionnaires de pharmacies	1.300.000
				2.300.000
Section 64.4 - Remboursements de dépenses				
11.350	11.00	01.22 02.10	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des ménages	750.000
12.090	12.21	13.90	Ecotart: Remboursement de loyers d'immeubles et charges locatives accessoires avancés par l'Etat	100
14.380	38.00	12.12	Installations d'éclairage routier.- Remplacement des installations d'éclairage routier endommagées par suite d'accidents de la circulation routière ou par suite de travaux effectués par des tiers: remboursements	420.000
				1.170.100
Administration des douanes et des accises				
Section 64.5 - Douanes et accises				
16.070	16.00	01.22	Recettes d'exploitation (vente d'imprimés et divers)	50.000

64.5 - Douanes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
28.000	36.02	09.20	Produit de la taxe sur l'électricité	1.000.000
36.010	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise	1.009.000.000
36.011	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales	190.000.000
36.012	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes	85.000.000
36.014	36.02	13.60	Redevance de contrôle sur le fuel domestique	2.500.000
36.020	36.03	12.10	Taxe sur les véhicules automoteurs	27.000.000
36.021	16.00	12.10	Droit d'usage de certaines infrastructures routières par des véhicules utilitaires lourds	8.000.000
36.022	37.00	12.10	Taxe sur les bateaux ou navires de plaisance	90.000
36.023	36.02	13.60	Taxe de consommation sur le gaz naturel	6.000.000
36.024	36.02	13.60	Surtaxe sur les boissons confectionnées	15.000
36.060	36.07	13.60	Taxe sur les cabarets	620.000
36.071	26.00	13.60	Intérêts de retard en matière de droits de douane et de taxes y assimilées à l'exclusion des droits d'accise communs	50.000
38.000	16.00	13.60	Taxe de contrôle vétérinaire à l'importation	50.000
38.050	38.00	13.60	Produit d'amendes, de confiscations et recettes similaires	20.000
39.001	16.11	01.22	Remboursement par l'union européenne des frais de perception des droits de douane constituant des ressources propres à ces communautés	4.500.000
				1.333.895.000
Administration de l'enregistrement et des domaines (sections 64.6 à 64.9)				
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes				
16.011	16.11	12.40	Recettes en relation avec les missions de contrôle, de réglementation et de supervision des activités aéronautiques	10.000
36.000	36.01	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	2.400.652.324
36.030	36.05	13.60	Droits d'hypothèques	23.500.000
36.031	36.05	13.60	Hypothèques: salaires	880.000
36.032	36.04	13.60	Taxe d'abonnement sur les titres de société	630.000.000
36.050	36.06	13.60	Droits d'enregistrement	140.000.000
36.100	36.09	11.70	Taxe sur les assurances	38.000.000

64.6 - Impôts, droits et taxes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
36.101	36.09	12.34	Commissariat aux affaires maritimes: taxes d'immatriculation	870.000
38.040	38.50	10.40	Part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (article 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	17.320
38.041	16.00	10.40	Examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse: taxe	6.000
38.050	37.00	13.60	Droits de timbre	11.900.000
39.010	39.20	11.10	Taxes et annuités des brevets d'invention et participation aux recettes du bureau BENELUX des marques et des dessins ou modèles	3.100.000
				3.248.935.644
Section 64.7 - Recettes domaniales				
16.000	16.20	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations publiques	1.445.000
16.010	16.11	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des entreprises	46.700.000
16.020	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations privées	270.000
16.050	16.12	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produit de ventes de bois	1.530.000
16.051	16.12	10.10	Recettes provenant de l'institut viti-vinicole	21.000
16.052	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des ménages	2.337.000
16.060	16.13	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des communautés européennes	3.273.000
16.061	16.13	01.25	Recettes d'exploitation du bâtiment administratif I (bâtiment-tour) et de ses annexes au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	180.000
16.062	16.13	01.25	Loyer du bâtiment administratif II (Robert Schuman) au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	743.000
16.063	16.13	01.25	Loyer du bâtiment de la cour de justice des communautés européennes	100
16.070	16.00	10.40	Etablissement piscicole de Lintgen: vente d'alevins et de truitelles; frais de repeuplement	65.750
16.071	16.00	10.30	Produit des pépinières de l'Etat	16.000
16.072	16.00	01.20	Ventes mobilières	5.650
17.000	13.00	02.10	Vente de biens militaires durables	100
28.000	28.10	01.25	Parking du St Esprit: redevance d'exploitation	674.000
28.020	28.30	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produits du droit de chasse et du droit de pêche	230.000
				57.490.600

64.8 - Recettes d'exploitation et autres

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
Section 64.8 - Recettes d'exploitation et autres				
12.320	16.12	06.42	Remboursements de frais relatifs à la surveillance des personnes exposées professionnellement aux radiations ionisantes	70.000
12.360	16.12	10.40	Recouvrement des frais de repeuplement occasionnés par l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	5.600
12.361	16.12	10.10	Taxes de contrôle des semences	61.000
12.380	16.12	03.10	Recouvrement des frais de justice et remboursement des frais d'exécution de commissions rogatoires transmises à l'étranger	250.000
16.046	16.12	06.32 06.33	Services conventionnés du Ministère de la Santé: remboursements par les services conventionnés du Ministère de la Santé	1.000.000
16.070	16.00	01.10	Recettes en relation avec la publication au mémorial	5.500.000
16.074	16.00	13.90	Ventes de biens non durables et de services (non ventilé entre secteurs)	50.000
28.000	28.10	09.10	Redevance concédée par le bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz	100
36.100	38.10	13.60	Droits en sus et amendes	4.000.000
36.101	16.00	05.30	Recettes provenant des droits perçus en matière d'autorisation de produits biocides	10.000
38.000	16.00	05.30	Contrôle des spécialités pharmaceutiques: taxes d'immatriculation	200.000
38.001	38.10	07.33 07.34	Autres transferts de revenus des entreprises	325.000
38.002	16.00	05.22	Recettes d'expertises relatives aux programmes d'essais cliniques des médicaments	100
38.003	16.00	10.10	Taxes de contrôle des viandes	100
38.004	16.00	10.10	Taxes d'expertises relatives aux organismes génétiquement modifiés	100
38.005	38.10	07.34	Recettes destinées à couvrir les frais d'évacuation de déchets	100
38.006	38.10	13.90	Taxe rémunératoire en matière de régimes complémentaires de pension	1.300.000
38.050	16.00	01.34	Frais d'adjudications publiques pour compte de l'Etat	75.000
38.051	38.00	03.00	Amendes de condamnations diverses, dommages-intérêts, restitution de droits fraudés, confiscations en numéraire, peines disciplinaires et diverses amendes d'ordre	12.500.000
38.052	34.40	03.10	Récupération d'indemnités versées en vertu de la loi du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels	5.000

64.8 - Recettes d'exploitation et autres

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
38.054	16.00	13.90	Autres transferts de revenus (non ventilés entre sec-teurs)	400.000
				25.752.100
Section 64.9 - Remboursements				
12.360	12.30	10.40	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour l'amé-nagement et l'entretien d'installations et de disposi-tifs permettant le libre passage du poisson, de grils empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17,23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	125
12.361	12.30	07.50	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour le re-boisement de terrains en exécution de la loi sur la pro-tection des bois et pour la lutte contre les organismes nuisibles	100
12.380	12.30	03.10	Recouvrement des frais de poursuite et d'instance	35.000
12.381	12.30	03.10	Assistance judiciaire et procédure en débet: recouvre-ments	5.000
14.380	38.10	12.12	Remboursement des frais avancés dans l'intérêt de la ré-paration des dégâts causés par les usagers de la route à la voirie de l'Etat et à ses dépendances	1.800.000
38.000	38.10	04.42	Remboursement d'aides financières de l'Etat pour études supérieures (article 10 de la loi du 8.12.1977); rem-boursements d'aides de l'Etat pour autres études	100
				1.840.325
			Total des recettes du ministère des finances.....	10.386.250.316

65.0 - Recettes versées par les communes et syndicats

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
65 - MINISTERE DES FINANCES: TRESOR Trésorerie de l'Etat (sections 65.0 - 65.8) Section 65.0 - Recettes versées par les communes et syndicats de communes				
11.300	48.22	07.50 10.30 10.40	Communes, syndicats de communes et autres organismes implantés dans les communes assimilés: remboursement des dépenses de personnel en relation avec l'administration des bois	3.000.000
11.301	48.22	10.30	Communes: remboursement de salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	7.200.000
11.302	48.22	10.30	Communes: remboursements de dépenses de personnel mis à disposition par l'Etat	25.000
12.300	48.22	12.12	Communes: versement de la part contributive aux dépenses de fonctionnement des installations d'éclairage routier de la voirie de l'Etat	25.000
12.301	48.22	13.90	Communes: contribution aux coûts de la certification de groupe FSC	2.500
				10.252.500
Section 65.1 - Recettes versées par les établissements de sécurité sociale				
11.353	47.00	05.20 06.00	Organismes de la sécurité sociale: remboursement de dépenses de personnel et de pensions	1.000
16.000	16.20	06.00	Caisse de pension des fonctionnaires et employés communaux: participation au frais d'investissement pour l'implémentation d'un système intégré de gestion du personnel de l'Etat	125.000
42.000	11.00	06.12	Caisse nationale d'assurance pension: restitution sur la contribution versée par l'Etat pour cotisations d'assurance pension	100
42.002	67.00	06.12	Organismes de la sécurité sociale: restitution sur la contribution versée par l'Etat	250.000
				376.100

65.2 - Recettes et bénéfices versés par les établ. pub.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
			Section 65.2 - Recettes et bénéfices versés par les établissements publics	
11.300	48.22	07.50 10.30 10.40	Etablissements publics: remboursement des dépenses de personnel en relation avec l'administration des bois	150.000
11.301	48.22	10.30	Etablissements publics: remboursement des salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	200.000
11.320	11.00	05.22	CHL (Centre hospitalier de Luxembourg): remboursement des traitements et indemnités avancés par l'Etat concernant certaines catégories de personnel de la maternité Grande-Duchesse Charlotte et de la clinique pour enfants	150.000
11.321	11.00	05.22	Centre thermal et de santé de Mondorf: remboursement des traitements et indemnités de certaines catégories de personnel	1.000.000
11.323	11.00	05.22	Autres établissements publics: remboursements de dépenses de personnel avancées par l'Etat	100
28.015	27.10	12.60	P. et T. (Entreprise des postes et télécommunications): part de l'Etat dans le bénéfice	20.000.000
28.016	28.20	13.90	BCEE (Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat): part de l'Etat dans le bénéfice	30.000.000
28.017	46.40	13.90	ILR (Institut luxembourgeois de régulation): part de l'Etat dans le bénéfice	100
38.000	27.00	11.70	BCL (Banque Centrale du Luxembourg): part de l'Etat dans le bénéfice	100
42.310	38.00	06.20	Fonds national de solidarité: versement des recettes et recouvrements, remboursements	30.000
				51.530.300
			Section 65.3 - Recettes et remboursements versés par le secteur des sociétés et quasi-sociétés financières et non-financières	
10.320	16.00	13.90	Secteur des sociétés et quasi-sociétés non-financières: versement des frais de surveillance	100.000
11.320	16.00	05.22	Secteur des sociétés et quasi-sociétés non-financières: remboursement de dépenses de personnel et de pensions (commissaires du gouvernement)	100.000
11.330	11.00	11.70	Secteur des institutions de crédit: remboursement de dépenses de personnel et de pensions	100
11.340	11.00	11.70	Caisse d'assurance des animaux de boucherie: remboursement de 50 % des traitements et indemnités avancés par l'Etat	37.600
16.010	16.11	12.20	SNCF (Société nationale des chemins de fer): participation au frais d'investissement pour l'implémentation d'un système intégré de gestion du personnel de l'Etat	226.850

65.3 - Remboursements versés par les sociétés

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
16.071	16.11	11.00	Secteur des sociétés d'assurances: indemnisation pour sinistres subis et immobilisations	100.000
38.000	16.00	13.90	ILNAS: remboursement des frais d'audit	353.200
38.010	38.10	13.90	Remboursement de dépôts de garantie (bancaire/locative)	20.000
38.011	38.10	13.90	Remboursement d'aides étatiques	50.000
38.012	38.10	13.90	SNCF (Société nationale des chemins de fer): remboursement suivant décompte prévu par convention: avances de l'Etat pour le service public	100.000
				1.087.750
Section 65.4 - Recettes versées par les comptables extraordinaires				
10.011	16.12	13.90	Comptables extraordinaires: remboursement de la part excédentaire des crédits mis à disposition	1.000.000
11.000	46.12	12.44	Remboursement divers de dépenses de personnel et de pensions par l'Administration de la Navigation Aérienne	9.000.000
16.000	16.20	13.90	Recettes provenant de la vente d'ouvrages publiés par l'Etat	3.000.000
16.010	16.11	03.00	Recettes provenant de la tenue de cours à l'intention des travailleurs	37.500
16.034	16.12	05.20	LNS (Laboratoire national de santé): versement des recettes	3.000.000
16.040	16.12	06.32	Maison d'enfants de l'Etat: versement des frais d'entretien des pensionnaires recouvrés	350.000
16.041	16.12	06.32	Office luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration: versement des recettes des centres de logement et des foyers d'accueil pour travailleurs migrants et pour réfugiés; recettes diverses	500.000
16.042	16.12	06.32	Ministère de la Famille et de l'Intégration: recettes du service Solidarité, participation aux frais de placement à l'étranger	250.000
16.043	16.12	06.32	ONE: versement des recettes payées par les bénéficiaires des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille	1.500.000
16.050	16.12	10.10	Département de l'agriculture: versement des recettes et remboursements	173.000
16.051	16.12	Divers codes	Département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: versement des recettes provenant de la vente de biens non durables et de services, autres recettes diverses	5.000
16.052	16.00	01.22	Administration du cadastre et de la topographie: versement des recettes	1.800.000
16.053	16.12	08.30	INS (Institut national des sports à Luxembourg-Fetschenhof): versement des recettes	130.000

65.4 - Recettes versées par les comptables extraordin.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
16.056	16.12	13.90	Département de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche: versement des recettes provenant de la vente de biens non durables et de services, autres recettes diverses	20.000
16.058	16.12	13.90	SCIE (Service central des imprimés et fournitures de bureau de l'Etat): versement des recettes autres que de publications	2.000
16.070	16.00	02.10	Armée luxembourgeoise: versement des recettes provenant de la vente de tickets de repas, recettes diverses et remboursements	200.000
16.071	16.00	02.10	Police grand-ducale: versement des recettes et remboursements	100.000
16.072	16.00	03.30	Centres pénitentiaires: versement du produit du travail des détenus et autres recettes	759.000
16.073	16.00	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: versement des recettes	200.000
16.074	16.00	06.32	Administration des douanes et accises: versement des recettes pour effets d'habillement	50.000
16.079	16.00	06.32	ILNAS: versement des recettes et avances perçues pour la mise à la disposition de normes	95.000
16.080	16.00	06.32	ILNAS: recettes provenant de la surveillance du marché relatives à des produits non conformes	1.000
38.040	16.00	04.50	Département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: versement de droits d'inscription aux cours des adultes et d'autres recettes diverses	255.000
38.041	37.00	01.40	Département des affaires étrangères: versement des recettes et remboursements	1.000.000
38.042	16.00	02.10	Armée luxembourgeoise: versement des recettes provenant de la cantine des volontaires de l'armée	50.000
38.043	38.50	13.90	Coopération au Développement: remboursement d'excédents de cofinancement à l'aide humanitaire	100.000
38.055	16.00	12.10	Administration des ponts et chaussées: versement des recettes d'analyses et d'essais	20.000
39.000	39.10	01.32	Département de l'économie: versement des recettes et remboursements	298.000
				23.895.500
Section 65.5 - Participations de l'Etat dans des sociétés de droit privé				
27.000	27.10	07.10	Société nationale des habitations à bon marché S.A.: dividende	100
28.004	27.10	12.14	SNCT sàrl (Société nationale de contrôle technique): recettes d'exploitation (part de l'Etat)	4.646

65.5 - Participation dans des sociétés privées

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
28.010	28.20	13.90	Participations de l'Etat dans le capital de sociétés anonymes	100.000.000
				100.004.746
			Section 65.6 - Recettes versées par les institutions de l'Union européenne et par d'autres organismes internationaux	
10.000	39.40	13.90	Institutions de l'Union Européenne: contribution aux frais de la Présidence luxembourgeoise	100
10.010	39.40	01.40	Recettes et remboursements dans le cadre de la coopération internationale	500.000
11.300	39.40	12.34	Institutions de l'Union Européenne: remboursement de frais de voyage et de réunions	10.000
11.301	39.40	12.34	Institutions de l'Union Européenne: remboursement de dépenses de personnel	100.000
11.302	39.40	12.34	Institutions internationales autres que l'U.E.: remboursement de frais de voyage et de réunions	100
11.360	39.40	12.34	Institutions internationales autres que l'U.E.: remboursement de dépenses de personnel et de pensions	100
11.361	39.40	13.90	Société internationale de la Moselle: remboursement de dépenses du personnel d'exploitation des barrages-écluses de la Moselle	1.090.000
12.360	39.10	10.10	Communautés Européennes et autres organismes: remboursement des frais de stockage public et d'autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention	100
12.380	39.40	01.24	Union Européenne: participation aux dépenses en relation avec des activités d'information du citoyen européen	100
14.010	39.40	12.34	Société internationale de la Moselle canalisée sàrl/Internationale Mosel GmbH: remboursement forfaitaire des frais d'entretien du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	450.000
16.045	39.10	07.20	Régions-partenaires: contribution à des actions menées dans le cadre de la Grande Région	75.000
39.000	39.10	10.10	Communautés européennes: remboursement des frais de financement relatifs au stockage public de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention	100
39.003	59.10	07.20	FEDER (Fonds européen de développement régional): concours financiers	300.000
39.004	16.00	10.00	Communautés Européennes: remboursement des frais de perception des prélèvements agricoles et d'autres recettes constituant des ressources propres à ces communautés	100

65.6 - Recettes versées par l'UE et des organismes int.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
39.007	31.00	05.20	Commission Européenne: Remboursement FEDER par l'opérateur chef de file des frais avancés par l'Etat dans le cadre du projet INTERREG "ProHolz - ProBois"	100
39.008	39.10	07.30	Institutions de l'Union Européenne: remboursement de frais relatifs à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH)	15.000
53.000	59.10	10.10	FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural): participation aux dépenses résultant de l'application des actions du plan de développement rural suivant les règlements CE no 1698/05 du 20.09.05 et 1290/05 du 21.06.05	300.000
				2.840.800
Section 65.7 - Recettes d'exploitation				
10.002	57.00	13.90	Caisse de consignation: versement de recettes suivant la loi du 29 avril 1999	2.500
16.010	39.10	11.10	Recettes provenant du régime temporaire de garantie en vue du redressement économique en application de la loi du 29 mai 2009	100
16.011	39.10	11.10	Recettes provenant du régime temporaire d'aide au redressement économique en application de la loi du 29 mai 2009	750.000
26.010	26.10	13.10	Intérêts de fonds en dépôt	45.000.000
29.000	96.00	13.90	Gains de change en relation avec des paiements de factures en devises	1.000.000
38.000	38.50	13.90	Recettes diverses provenant de la gestion de la trésorerie	1.000
				46.753.600
Section 65.8 - Autres recettes courantes effectuées par la Trésorerie de l'Etat				
10.000	12.00	13.90	Débiteurs de l'Etat: remboursement de paiements excédentaires, non-dus ou faisant double emploi	1.000.000
10.001	12.00	13.90	Remboursements sur note de crédit	100
10.002	34.00	13.90	Remboursements d'assistance, stage et assignation judiciaire, partie civile et autres frais en relation avec le département de la Justice	10.000
10.003	39.00	13.90	Remboursements en relation avec des projets cofinancés par la Communauté Européenne	1.000
10.004	10.00	06.20	Remboursements d'indemnisation versée par l'Etat à certaines victimes	10.000
10.010	16.20	13.90	Recettes diverses non ventilées	5.000.000

65.8 - Autres rec. cour. effectuées par la Trésorerie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
16.040	33.00	06.32	Services conventionnés par l'Etat: remboursement de la part excédentaire des frais de fonctionnement reçus par l'Etat	3.500.000
38.000	11.00	13.90	Agents de l'Etat: remboursement d'indemnités d'habillement trop perçues	1.000
38.001	11.00	13.90	Agents de l'Etat: remboursement de loyer pour logement de service trop perçu après cessation de bail	1.000
38.052	38.00	08.10	Dons en faveur du fonds pour les monuments historiques	100
				9.523.200
			Total des recettes du ministère des finances: trésor.....	246.264.496
			Total des recettes du chapitre 1er.....	10.632.514.812

94.1 - Autres recettes en capital

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
CHAPITRE II.- RECETTES EN CAPITAL				
94 - MINISTERE DES FINANCES				
Section 94.1 - Autres recettes en capital				
56.000	56.10	06.35	Recouvrements à faire sur la base de la législation sur les dommages de guerre	100
56.040	56.50	13.60	Droits de succession	47.000.000
57.010	57.20	13.90	Consignations à porter définitivement en recettes au profit du Trésor (arrêté grand-ducal du 9.7.1945)	25.000
58.010	51.00	07.10	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location	100
58.031	58.22	01.20	Ventes mobilières: produit des ventes d'objets saisis et confisqués	350.000
76.040	76.31	01.25	Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	1.000.000
76.050	76.32	01.25	Vente de bâtiments à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	1.000.000
77.030	77.00	01.20	Ventes de biens meubles durables	400.000
				49.775.200
Total des recettes du ministère des finances.....				49.775.200

95.0 - Emprunts, certificats et autres recettes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
95 - MINISTERE DES FINANCES: TRESOR Trésorerie de l'Etat (sections 95.0 - 95.1) Section 95.0 - Emprunts, certificats et autres recettes de trésorerie				
58.030	97.00	01.24	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires	100
84.090	84.23	01.53	Institutions financière internationales: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en monnaie nationale à l'évolution de la valeur du dollar américain	100
96.000	96.11	14.10	Produits d'emprunts nouveaux	100
96.001	96.11	01.23	Emission de certificats de trésorerie	100
96.002	96.11	01.23	Débiteurs de l'Etat: remboursement de prêts octroyés par l'Etat	100
				500
Section 95.1 - Autres recettes en capital effectuées par la Trésorerie de l'Etat				
12.371	59.11	04.60	Commission Européenne: participation au projet RICA	69.750
17.000	59.11	02.00	Pays membres de l'O.T.A.N.: remboursements relatifs à des travaux internationaux à intérêt commun exécutés par le Grand-Duché	100
53.360	53.12	07.10	Débiteurs de l'Etat: remboursement de primes ou de subventions accordées dans l'intérêt de l'accession à la propriété immobilière	7.000.000
59.000	59.11	11.00	FEDER (Fonds européen de développement régional): participation aux dépenses résultant de l'aménagement de zones industrielles et de l'exécution de projets analogues	3.000.000
86.030	86.40	04.42	Recettes provenant de la vente de participations de l'Etat	1.000
				10.070.850
Total des recettes du ministère des finances: trésor.....				10.071.350
Total des recettes du chapitre II.....				59.846.550

95.1 - Autres rec. en capital effectuées par la Trésor.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
			Résumé	
			Total des recettes du chapitre Ier.....	10.632.514.812
			Total des recettes du chapitre II.....	59.846.550
			Total général du budget des recettes.....	10.692.361.362

Remarques générales

- 1) Les **crédits pour rémunérations** (traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers) **et pensions** sont "non limitatifs" et "sans distinction d'exercice" (voir l'article correspondant de la loi budgétaire).

Le caractère "non limitatif" de ces crédits permet d'y imputer les augmentations des rémunérations et pensions attribuables à des variations imprévisibles des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires ainsi que d'autres augmentations éventuelles des mêmes catégories de dépenses (voir l'article 08.0.11.310).

La mention "sans distinction d'exercice" permet de régler à charge des crédits des arriérés de rémunérations et de pensions.

- 2) Conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 22.06.1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, le terme de "fonctionnaire" vise indistinctement les fonctionnaires de l'Etat et les personnes qui leur sont assimilées quant au traitement et dont les fonctions figurent aux annexes A et B de ladite loi.

Le terme de "traitement" comprend, outre le traitement de base et l'allocation de famille, les allocations et primes prévues par la loi précitée du 22.06.1963 ainsi que la part patronale dans les cotisations sociales.

Ces remarques s'appliquent pareillement aux "indemnités des employés" et aux "salaires des ouvriers".

- 3) Les crédits pour rémunérations (y compris ceux concernant le personnel de diverses institutions dont les rémunérations sont totalement ou partiellement à charge de l'Etat) sont calculés sur la base de la valeur du point indiciaire fixée par la loi du 7 novembre 2007 et en fonction de l'hypothèse d'une moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires de 753,20 points pour toute l'année 2012.
- 4) Les **autres crédits** concernant des dépenses dont les montants nominaux sont **liés** directement **à l'échelle mobile des salaires** sont également calculés sur la base de l'hypothèse d'une moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires de 753,20 points pour toute l'année 2012.

00.0 - Maison du Grand-Duc

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
BUDGET DES DEPENSES				
CHAPITRE III.- DEPENSES COURANTES				
00 - MINISTERE D'ETAT				
Section 00.0 - Maison du Grand-Duc				
10.000	10.00	01.10	Liste civile. (Crédit non limitatif).....	1.120.280
10.001	10.00	01.10	Frais du personnel attaché à la fonction de Chef de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.752.616
10.002	10.00	01.10	Frais de représentation du Chef de l'Etat	671.093
10.003	10.00	01.10	Frais de représentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier	150.000
10.004	10.00	01.10	Frais du personnel attaché à la fonction d'ancien Chef de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.418.531
10.005	10.00	01.10	Frais de représentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean	233.729
10.007	10.00	01.10	Frais de fonctionnement et dépenses courantes	686.800
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	167.037
				9.200.086
Section 00.1 - Chambre des Députés				
10.000	10.00	01.10	Chambre des Députés	31.210.471
10.001	10.00	01.10	Médiateur. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.245.695
				32.456.166
Section 00.2 - Cour des Comptes				
10.000	10.00	01.10	Dotation au profit de la Cour des Comptes. (Crédit non limitatif).....	3.930.552
				3.930.552
Section 00.3 - Conseil d'Etat				
10.000	10.00	13.90	Dotation au profit du Conseil d'Etat. (Crédit non limitatif).....	3.342.992
				3.342.992

00.4 - Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
Section 00.4 - Gouvernement				
11.000	11.00	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	11.975.864
11.130	11.12	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	219.000
12.000	12.15	01.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Sans distinction d'exercice)	26.000
12.011	12.13	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	270.000
12.012	12.13	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.160.000
12.020	12.14	01.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.000
12.021	12.14	01.10	Service Information et Presse: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.500
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	18.000
12.041	12.12	01.10	Service central de législation: frais de bureau	3.100
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services postaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	730.000
12.070	12.12	01.10	Frais d'entretien d'équipements informatiques et audio- visuels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	137.000
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	79.000
12.110	12.30	01.10	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	240.000
12.125	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	325.000
12.130	12.16	01.10	Frais de publication de communiqués officiels. (Crédit non limitatif).....	1.050.000
12.131	12.16	01.10	Frais de publication du Mémorial, de codes, de recueils de législation, de guides pratiques et de projets de loi, sur papier et sur support informatique, et frais relatifs aux travaux préparatoires à ces publications; frais d'exploitation et d'entretien du site Internet legilux.lu; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000
12.170	12.30	01.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur; dépenses diverses	1.000

00.4 - Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	11.00	01.10	Indemnités de représentation des membres du gouvernement. (Crédit non limitatif)	549.250
12.305	12.30	01.10	Frais en relation avec l'organisation de conférences, de colloques, de séminaires nationaux et internationaux à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
12.321	12.30	01.10	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.800.000
12.330	12.30	01.10	Dépenses pour distinctions honorifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	355.000
12.340	12.30	01.10	Service information et presse: journaux et périodiques, frais d'impression et de publication, documentation; promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg; frais d'études et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	650.000
12.341	12.30	01.30	Frais d'abonnement à des agences de diffusion d'informations	90.000
12.343	12.30	03.60	Service de renseignements: frais de fonctionnement; frais d'installation et autres	612.000
12.344	12.30	01.10	Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance et Comité Directeur pour le Souvenir de la Résistance: dépenses diverses	18.000
12.345	12.14	02.00	Haut-Commissariat de la Protection Nationale: frais de fonctionnement; frais de bureau; dépenses diverses	50.000
12.346	12.30	12.60	Service information et presse: frais de développement de réseaux électroniques d'information	203.000
12.347	12.30	01.10	Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé et Comité Directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	34.000
12.348	12.30	01.40	Centre de recherches et d'études européennes Robert Schuman: dépenses diverses	55.000
12.350	12.30	01.10	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000
12.356	12.30	02.00	Haut-Commissariat de la Protection nationale: frais de fonctionnement pour la gestion de crises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
12.360	12.30	01.10	Frais en relation avec l'organisation d'élections et de référendums. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.365	12.30	11.40	Comité à la simplification administrative (CSA): frais d'études et de consultance ainsi que prestations de services en rapport avec des publications; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000

00.4 - Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.375	12.30	01.10	Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	32.000
12.380	12.12	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques; redevances; entretien et réparation des équipements radio-électriques; consommation; frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	267.000
12.385	52.20	13.90	Computer Emergency Response Team: frais de mise en oeuvre et d'exploitation des opérations de prévention et de prise en charge de la lutte contre la cybercriminalité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	580.000
33.002	33.00	08.50	Participation à la mise en place d'un réseau national de maisons de la laïcité. (Crédit non limitatif).....	100
33.005	33.00	01.10	Financement des partis politiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.565.000
33.010	33.00	08.40	Subsides aux organisations professionnelles de la presse	93.463
33.013	33.00	01.10	Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale	455.000
34.040	34.40	01.10	Dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
34.090	34.40	01.10	Subsides jugés opportuns par le gouvernement	20.000
35.060	35.10	01.43	Contribution à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	55.000
43.000	43.22	01.10	Remboursement des dépenses relatives aux opérations électorales et référendaires avancées par les communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.550	12.12	01.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	25.653
12.805	12.30	01.10	Frais en relation avec l'organisation de conférences, de colloques, de séminaires nationaux et internationaux à Luxembourg	15.583
				30.772.213
Section 00.5 - Conseil économique et social				
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	392.197
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	189.896
11.020	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	2.651

00.5 - Conseil économique et social

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	7.650
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	37.750
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations. (Sans distinction d'exercice)	20.000
12.060	12.12	01.10	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	500
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	21.000
12.120	12.30	01.10	Conseil économique et social: indemnités des membres, frais d'experts et d'études; frais de traduction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	289.800
12.121	12.30	01.10	Délégations luxembourgeoises du Comité économique et so- cial de la Grande Région, du Comité économique et social européen: indemnités des membres, frais d'experts et d'études, frais de traduction. (Crédit non limitatif).....	13.000
12.125	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	1.000
12.130	12.16	01.10	Frais de publication	31.500
12.310	12.30	01.43	Délégations luxembourgeoises du Comité économique et so- cial de l'UE (CESE) et du Comité économique et social de la Grande Région (CESGR): frais de réunion, frais de se- crétariat	2.000
35.060	35.00	01.10	Contributions à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)	3.500
				1.012.444
Section 00.6 - Centre de Communications du Gouvernement				
11.010	11.00	02.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.189.511
11.020	11.00	02.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	758.819
11.040	11.00	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	02.00	Indemnités d'habillement	3.280
11.130	11.12	02.00	Indemnités pour services extraordinaires	3.000
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	33.760
12.030	12.30	02.00	Frais d'acquisition de vêtements de travail	1.300
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau	15.750
12.050	12.12	02.00	Achat de biens et de services de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.075.000
12.060	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	25.000

00.6 - Centre de Communications du Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.061	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommuni- cations pour les autres administrations. (Sans distinction d'exercice)	400.000
12.070	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques	25.000
12.071	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques pour les autres administrations. (Sans distinction d'exercice)	60.000
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	153.320
12.125	12.30	02.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	200.000
12.134	12.16	02.00	Frais de publication et impression des annuaires téléphoniques de l'administration gouvernementale; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	67.800
12.190	12.30	02.00	Frais de formation du personnel	20.000
12.300	12.30	02.00	Achat de denrées alimentaires pour la cantine	2.000
				6.033.740
Section 00.7 - Cultes				
11.000	11.00	08.50	Traitements des ministres des cultes	24.870.495
12.080	12.11	08.50	Séminaire de Luxembourg: bâtiments: exploitation et en- retien	26.000
33.010	12.12	08.50	Culte catholique: remboursement de frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire	6.250
33.011	33.00	08.50	Subsides aux cultes protestants	44.675
33.012	33.00	08.50	Subsides au culte israélite	24.500
33.013	33.00	08.50	Subsides pour activités interconfessionnelles	3.000
33.014	33.00	08.50	Subsides au culte catholique	41.150
33.015	33.00	08.50	Subsides aux cultes orthodoxes	3.000
33.016	33.00	08.50	Subsides au culte musulman	2.480
34.060	34.40	04.42	Culte catholique: bourses d'études aux élèves du sémi- naire	2.480
				25.024.030
Section 00.8 - Médias et Communications				
11.132	11.12	08.40	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif).....	58.250
11.136	11.12	08.40	Conseil national des programmes: indemnités pour servi- ces extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500

00.8 - Médias et Communications

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.010	12.13	12.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	100
12.011	12.13	12.60	Conseil National des programmes: frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.500
12.012	12.13	12.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	85.000
12.013	12.13	12.60	Conseil National des programmes: frais de route et de séjour à l'étranger	12.000
12.020	12.14	12.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.500
12.040	12.12	12.60	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	800
12.080	12.11	12.60	Bâtiments; exploitation et entretien	3.250
12.120	12.30	12.60	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	24.240
12.125	12.30	12.60	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	24.000
12.191	12.30	12.60	Frais de formation professionnelle	500
12.300	12.15	08.40	Conseil National des programmes: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de documentation, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	53.000
12.345	12.30	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de promotion, frais de documentation, acquisition de machines de bureau et d'équipements spéciaux, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	464.800
12.370	12.30	08.40	Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise. (Sans distinction d'exercice)	256.000
31.050	31.32	08.40	Promotion de la presse écrite. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.520.000
31.052	33.00	12.60	Subside à la société BCE (Broadcast Center Europe) pour contribution aux frais d'exploitation en vue d'assurer le maintien des infrastructures essentielles de télévision. (Sans distinction d'exercice)	950.000
33.012	33.00	08.40	Médias et communications: subsides à des associations	5.000
35.030	35.40	12.60	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	108.900
41.010	41.40	12.60	Prise en charge par l'Etat des frais encourus par l'autorité de régulation indépendante en matière postale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	465.279
41.011	41.40	12.60	Dotation en faveur de l'établissement public "Commission Nationale pour la Protection des Données". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.645.200
41.012	41.40	12.60	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public "Fonds national de soutien à la production audiovisuelle". (Crédit non limitatif)	20.000.000

00.8 - Médias et Communications

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
35.530	35.40	12.60	Contributions à des organismes internationaux	3.800
				31.684.619
			Section 00.9 - Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg	
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	134.305
11.130	11.12	01.10	Indemnités pour services extraordinaires	1.750
12.000	12.15	13.90	Indemnités pour services de tiers	3.900
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	100
12.011	12.13	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	8.000
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	8.000
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	1.200
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	1.700
12.100	12.11	01.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	6.000
12.130	12.16	01.10	Frais de publication	3.000
12.190	12.30	01.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	7.000
35.060	35.00	01.43	Contribution à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	4.200
				199.155
			Total des dépenses du ministère d'Etat.....	143.655.997

01.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES				
Section 01.0 - Dépenses générales				
11.130	11.12	01.43	Indemnités pour services extraordinaires	27.000
11.131	11.12	01.43	Conférences et réunions internationales: indemnités des délégués luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.700
12.012	12.13	01.43	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.470.000
12.020	12.14	01.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	5.840
12.040	12.12	01.40	Frais de bureau	79.250
12.060	12.30	01.40	Frais d'entretien et adaptation du système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des affaires étrangères et de ses missions à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.828.646
12.070	12.30	01.40	Frais d'entretien des équipements informatiques	1.870
12.080	12.11	01.40	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	23.000
12.120	12.15	01.40	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.121	12.30	01.42	Frais de traduction. (Sans distinction d'exercice)	3.500
12.125	12.30	01.42	Frais d'entretien, de fonctionnement et de maintenance des sites Internet du Ministère des Affaires Etrangères et de ses missions à l'étranger; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	27.000
12.140	12.16	01.40	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise relatives à l'Union Européenne et à son élargissement; activités de promotion du Luxembourg, notamment dans le cadre des activités des missions diplomatiques et consulaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	68.800
12.190	12.30	01.42	Participation à des stages et cours de perfectionnement; participation à des cours de formation en vue des concours d'admission à des organisations internationales ou européennes, stages d'accueil pour jeunes cadres: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	7.000
12.192	12.30	01.42	Frais d'organisation et de réalisation de conférences au Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

01.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.250	12.00	12.14	Activités en relation avec la candidature du Luxembourg pour un siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, activités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	684.400
12.300	12.30	01.42	Passeports et visas: frais d'acquisition de matériel; entretien et réparation des machines; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	52.000
12.310	12.30	01.42	Achat de timbres de chancellerie. (Crédit non limitatif).....	7.000
12.320	12.30	01.42	Frais d'abonnement à des agences d'information et à des bases de données. (Sans distinction d'exercice)	91.000
12.340	12.30	01.42	Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	143.800
12.350	12.30	01.42	Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	42.000
12.352	12.30	01.42	Aide aux Luxembourgeois en situation de détresse à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000
12.361	12.30	01.42	Dépenses diverses en rapport avec les obligations protocolaires et avec la représentation extérieure du Ministère des Affaires Etrangères. (Sans distinction d'exercice)	26.000
12.362	12.30	01.42	Frais protocolaires en relation avec l'aéroport. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.010	33.00	01.42	Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger	23.500
35.010	35.20	01.42	Centres communs des visas de pays membres de l'UE: participation aux frais de mise en place. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
35.060	35.00	01.43	Conférences et réunions internationales: participation aux frais communs; dépenses diverses des délégations luxembourgeoises; frais généraux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.301
				4.633.007
Section 01.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger				
11.000	11.00	01.42	Traitements des fonctionnaires	13.154.281

01.1 - Missions luxembourgeoises à l'étranger

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.090	11.12	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.826.600
11.091	12.30	01.42	Indemnités et dépenses statutaires du personnel affecté aux missions de coopération. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	145.500
11.140	11.40	01.42	Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	601.750
11.141	11.40	01.42	Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	375.000
11.300	11.00	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: indemnités, salaires et charges sociales des employés de bureau et du personnel ouvrier recrutés sur place; dépenses diverses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.180.856
12.011	12.13	01.42	Frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	528.000
12.012	12.13	01.42	Remboursement des frais de voyages statutaires des agents à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	245.341
12.080	12.00	01.42	Frais généraux d'entretien des immeubles. (Sans distinction d'exercice)	820.000
12.081	12.11	01.42	Bâtiments: chauffage, eau, gaz, électricité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	730.000
12.084	12.11	01.42	Immeuble administratif à Bruxelles: frais de fonctionnement et d'entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.200.000
12.100	12.11	01.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.983.965
12.250	12.00	01.42	Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts. (Sans distinction d'exercice)	1.170.000
12.251	12.00	01.42	Frais de mise en place et de fonctionnement de nouvelles missions luxembourgeoises à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.022.908
12.254	12.00	01.42	Frais de déplacement. (Sans distinction d'exercice)	370.000
12.256	12.00	01.42	Frais de contentieux et d'experts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	110.000

01.1 - Missions luxembourgeoises à l'étranger

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	12.30	01.42	Frais de représentation, actions de promotion économique, commerciale et culturelle du Luxembourg à l'étranger organisées par les missions, Maisons du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger: frais protocolaires en relation avec l'utilisation des salons VIP et autres frais en relation avec les aéroports à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	825.000
				40.289.201
			Section 01.2 - Relations internationales.- Contributions à des organismes internationaux	
11.300	11.00	02.50	Missions de gestion civile ou militaire de crise et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales: dépenses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.975
12.300	35.40	02.50	Missions de gestion civile ou militaire de crise et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	62.500
35.030	35.40	Divers codes	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales et frais s'y rattachant; autres dépenses à caractère international. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.460.666
35.031	35.40	01.43 03.10 06.36	Subventions à des institutions et organisations internationales; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	1.405.000
35.032	35.40	02.50	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales ainsi qu'aux mécanismes de gestion de crise de l'UE. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.002.561
35.033	35.40	02.50	Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
35.060	35.00	01.54	Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	425.000
				11.470.702
			Section 01.3 - Relations internationales.- Relations économiques européennes et internationales et autres actions	
12.140	12.16	01.52	Promotion de l'image du Luxembourg	20.500

01.3 - Relations économiques internationales et autres

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
35.040	35.50	01.52 01.53 01.54	Assistance économique et technique, actions humanitaires et actions de formation sur le plan international. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.650.000
				2.670.500
			Section 01.4 - Immigration	
11.000	11.00	01.40	Traitements des fonctionnaires	707.632
11.010	11.00	01.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.179.730
11.020	11.00	01.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	01.40	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	44.714
11.040	11.00	01.40	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.130	11.10	01.40	Indemnités pour services extraordinaires	1.900
12.000	12.15	01.40	Frais de traduction et d'interprétation et autres indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	130.000
12.002	12.15	01.40	Indemnités pour services de tiers: jetons de présence	730
12.020	12.14	01.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	3.450
12.040	12.12	01.40	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	1.200
12.070	12.12	01.40	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	30.000
12.080	12.11	01.40	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	202.000
12.120	12.30	01.40	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.150	12.30	01.40	Frais d'examens médicaux	1.500
12.190	12.30	01.40	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit non limitatif).....	25.000
12.250	12.00	01.42	Centre de rétention. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.579.940
12.300	12.30	01.42	Dépenses directes et indirectes en relation avec le retour de personnes en situation irrégulière. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000
12.301	12.30	01.40	Titres de séjour: frais d'acquisition de matériel; entretien et réparation de machines; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	75.000
12.320	12.30	01.40	Frais d'abonnements à des agences d'informations et à des bases de données	16.200

01.4 - Immigration

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.300	35.00	01.40	Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires; subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG. (Sans distinction d'exercice)	50.000
				6.049.296
			Section 01.5 - Direction de la Défense	
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	2.897
11.300	11.00	02.00	Participants aux missions de gestion de crise non membres de l'armée: rémunérations et indemnités spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.100
12.000	12.15	02.00	Indemnités pour services de tiers	2.500
12.012	12.13	02.00	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	105.000
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.100
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	3.900
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	17.108
12.120	12.30	02.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif).....	2.000
24.000	24.10	02.10	Location de lots de chasse et de terrains. (Sans distinction d'exercice)	18.600
33.010	33.00	02.00	Subsides aux organisations d'anciens combattants et assimilés, de mutilés de guerre et d'anciens officiers et sous-officiers de réserve	8.000
33.011	33.00	02.00	Subside au profit du Musée national d'histoire militaire	2.479
33.013	33.00	02.00	Subsides aux organisations promouvant l'idée d'une politique européenne de sécurité et de défense	6.000
34.040	35.40	02.00	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats; dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.000
35.031	35.40	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'O.T.A.N.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.100.000
35.033	35.40	02.00	Participation du Luxembourg aux frais des quartiers généraux de l'Eurocorps. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	287.000

01.5 - Direction de la Défense

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
35.034	35.40	02.00	Contributions du Luxembourg à des activités de réforme du secteur de sécurité, notamment dans le cadre d'organisations internationales. (Crédit non limitatif)	500.000
35.035	35.40	02.10	Contributions du Luxembourg et assistance aux partenaires dans le cadre de missions de prévention et de gestion de crise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.500.000
35.036	35.40	02.10	Contributions du Luxembourg aux frais d'installations militaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.000.000
35.039	35.40	02.10	Contributions et actions de partenariat en matière de capacités militaires dans le cadre de l'UE et de l'O.T.A.N.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000
35.040	35.50	02.00	Projets de réhabilitation à réaliser dans le cadre des missions de gestion de crises des organisations internationales ou dans le cadre de la coopération bilatérale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
35.041	12.30	02.00	Location et mise à disposition d'organismes et de pays partenaires en matière de défense, de services et d'infrastructures dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500.000
37.010	37.20	02.00	Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	650.000
				26.780.784
Section 01.6 - Défense nationale				
11.000	11.00	02.10	Traitements des fonctionnaires	34.209.871
11.010	11.00	02.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.066.892
11.020	11.00	02.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.221.636
11.040	11.00	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.060	11.10	02.10	Indemnités d'apprentissage - patron de stage. (Crédit non limitatif)	100
11.070	11.00	02.10	Rémunérations des volontaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.282.941
11.080	11.31	02.10	Frais médicaux divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	79.000

01.6 - Défense nationale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.081	11.20	02.10	Accidents de service de toute nature: dommages-intérêts; remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
11.090	11.12	02.10	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	858.837
11.100	11.40	02.10	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000
11.110	11.12	02.10	Indemnités pour pertes de caisse	185
11.120	11.12	02.10	Gratifications pour croix de service et chevrons. (Crédit non limitatif).....	32.724
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	44.205
11.131	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif).....	32.810
11.140	11.40	02.10	Location de logements de service; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	58.000
11.141	11.40	02.10	Frais d'alimentation. (Sans distinction d'exercice)	920.000
11.150	11.10	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires prestées notamment dans le cadre de l'Ecole de l'armée et des entraînements et instructions militaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	390.000
11.300	11.10	02.10	Indemnités spéciales allouées aux membres de l'armée ou membres originaires au service de l'armée engagés dans des missions de crise et autres missions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000
12.000	12.15	02.10	Indemnités pour services de tiers	182.420
12.010	12.13	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	55.000
12.012	12.13	02.10	Frais de route et de séjour à l'étranger; autres frais de transport à l'étranger	190.000
12.020	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances. (Crédit non limitatif).....	155.210
12.021	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles. (Sans distinction d'exercice)	293.000
12.022	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: réparations et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.400.000
12.030	12.30	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	1.100.000
12.040	12.12	02.10	Frais de bureau	94.000

01.6 - Défense nationale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.050	12.12	02.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	126.000
12.060	12.30	02.10	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement d'un réseau de transmission de données informatiques. (Sans distinction d'exercice)	763.000
12.070	12.15	02.10	Location et entretien des équipements informatiques	310.000
12.080	12.11	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	1.265.000
12.090	12.21	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	89.970
12.100	12.11	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	621.440
12.140	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	280.000
12.150	12.30	02.10	Prestations médicales, paramédicales et vétérinaires	15.000
12.160	12.30	02.10	Acquisition de matériel médical et pharmaceutique. (Sans distinction d'exercice)	165.000
12.180	12.30	02.10	Acquisition de matériel didactique	4.000
12.190	12.30	02.10	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	1.250.000
12.191	12.30	02.10	Reconversion des soldats volontaires de l'armée	50.000
12.192	12.30	02.00	Frais en relation avec la mise en oeuvre d'accords sur la maîtrise d'armement en Europe; frais en relation avec le traité "Open Skies"; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	35.000
12.200	12.30	02.10	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Crédit non limitatif).....	16.560
12.302	12.30	02.00	Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses	22.500
12.303	12.30	02.10	Frais de participation aux missions de gestion de crise et autres missions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.185.000
12.304	12.30	02.00	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel notamment du charroi. (Crédit non limitatif).....	3.905.115

01.6 - Défense nationale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.310	12.30	02.10	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	85.000
12.320	12.30	02.10	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	60.000
12.350	12.30	02.10	Acquisition de munitions. (Sans distinction d'exercice)	600.000
12.351	12.30	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers. (Sans distinction d'exercice)	137.300
12.352	12.30	02.10	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger; frais de transport pour matériel et personnel militaire et civil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	130.000
12.353	12.30	02.10	Frais en relation avec exercices et manoeuvres à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	40.000
12.360	12.30	02.10	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	350.000
12.370	12.30	02.10	Musique militaire: acquisition d'accessoires de musique; réparation d'instruments et d'accessoires de musique; acquisition de matériel et de papier de musique	17.000
12.380	12.30	02.10	Education et loisirs	15.000
12.381	12.30	02.10	Frais de fonctionnement de la cantine des volontaires de l'armée: achat de marchandises; frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000
35.030	35.40	02.00	Contributions à des institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	28.200
				75.893.216
Section 01.7 - Coopération au développement et action humanitaire				
12.011	12.14	01.53	Frais de déménagement des agents à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000
12.012	12.13	01.53	Frais de route et de séjour et de voyages statutaires à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire	475.000
12.050	12.12	01.53	Frais de port. (Crédit non limitatif).....	4.860
12.140	12.16	01.53	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement. (Sans distinction d'exercice)	140.000

01.7 - Action humanitaire

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	01.53	Actions de formation, d'études et de recherche; séminaires et conférences. (Sans distinction d'exercice)	200.000
12.250	12.14	01.53	Bureaux de coopération dans les pays en développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.188.850
12.300	12.30	01.53	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement. (Sans distinction d'exercice)	630.000
32.020	35.40	01.52	Congé de la coopération au développement: indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000
33.000	33.00	01.54	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales (ONG) pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement et autres mesures à cet effet. (Sans distinction d'exercice)	1.855.000
33.010	33.00	01.54	Participation aux frais du Cercle de coopération des organisations non gouvernementales et autres mesures visant à promouvoir la coopération au développement	315.000
35.000	35.10	01.53	Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union Européenne; dépenses diverses dans le même but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.096.000
35.030	35.40	01.53 05.10 06.36	Coopération au développement: contribution à des programmes et priorités thématiques d'institutions internationales autres que l'Union Européenne. (Sans distinction d'exercice)	18.602.000
35.031	35.40	01.53	Coopération au développement: contributions volontaires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne. (Sans distinction d'exercice)	22.955.000
35.032	35.40	01.53	Coopération au développement: contributions obligatoires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	492.000
35.060	35.00	01.52 01.53 01.54	Subsides au titre de l'action humanitaire: aide d'urgence suite à des catastrophes naturelles, des conflits armés et des situations de crise humanitaire; aide alimentaire; activités de prévention, de réhabilitation ou de reconstruction consécutive à une situation d'urgence. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	34.500.000
93.000	93.00	01.52	Alimentation du fonds de la coopération au développement. (Crédit non limitatif).....	167.658.774
				260.192.484
			Total des dépenses du ministère des affaires étrangères.....	427.979.190

02.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
02 - MINISTERE DE LA CULTURE				
Section 02.0 - Culture: dépenses générales				
11.020	11.00	08.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	11.906
11.130	11.12	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S. C.O.: indemnités pour services extraordinaires	100
11.131	11.12	08.50	Commissions diverses: indemnités pour services extraor- dinaires	8.200
12.000	12.15	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S. C.O.: indemnités pour services de tiers	100
12.001	12.15	08.00	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indem- nités pour services de tiers	580.000
12.002	12.15	08.00	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	4.850
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	13.500
12.012	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	110.000
12.020	12.14	08.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	11.000
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	7.100
12.042	12.12	01.40	Echanges transfrontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg	10.600
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	5.350
12.070	12.12	08.00	Location et entretien des équipements informatiques	7.500
12.080	12.11	08.00	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	34.500
12.101	12.11	08.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.084
12.102	35.30	08.00	Frais de location du palais Cà del Duca dans l'intérêt de la participation d'artistes luxembourgeois à la Bien- nale de Venise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	54.740
12.120	12.30	08.00	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	179.752
12.130	12.16	08.00	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)	35.000
12.140	12.16	08.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	13.500
12.141	12.16	08.20	Centres d'exposition et d'animation: dépenses diverses	25.000

02.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	08.00 08.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	7.000
12.300	12.30	08.20	Animation socio-culturelle: dépenses diverses	113.400
12.301	12.30	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: frais divers	9.000
12.302	12.30	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: dépenses diverses	7.000
12.303	12.30	01.40 08.00	Relations culturelles internationales: frais divers	375.000
12.304	12.30	08.00	Mission culturelle du Luxembourg en France: dépenses diverses	25.000
12.305	12.30	08.00	Harmonisation des statistiques culturelles des Etats membres de l'Union Européenne. (Sans distinction d'exercice)	210.000
12.306	12.30	08.00	Frais de gestion de la halle des soufflantes	100
12.307	12.30	08.00	Droits d'auteur. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.308	12.30	08.00	Dépenses diverses dans l'intérêt des activités des musées régionaux	25.000
12.311	12.30	08.00	Frais d'assurances liés à l'organisation par les divers départements du Ministère d'expositions de grande envergure. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.000	33.00	08.20 06.34	Animation socio-culturelle: conventions avec des associations	6.750.000
33.001	33.00	08.10 08.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'institut grand-ducal	80.000
33.005	33.00	08.10	Participation au financement des activités du Théâtre national du Luxembourg	1.500.000
33.007	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des bibliothèques gérées par des associations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	390.000
33.010	33.00	08.10 08.20	Subsides aux associations pour la réalisation d'activités culturelles	500.000
33.011	33.00	01.40 08.00	Relations culturelles internationales: subsides aux associations	65.000
33.014	31.00	08.40	Aide à la presse culturelle: subsides aux éditeurs	82.300
33.017	41.40	08.00	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle	357.334
33.022	33.00	08.20	Participation au financement de l'agenda culturel national	90.000
33.023	33.00	08.00	Participation dans l'intérêt de l'organisation de la fête européenne de la musique	40.000

02.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.029	33.00	08.00	Participation de l'Etat au financement de l'Institut culturel européen Pierre Werner	207.320
33.032	33.00	08.10	Participation de l'Etat au financement de la Biennale de Venise. (Sans distinction d'exercice)	200.000
33.033	33.00	08.10	Promotion d'activités culturelles sur le plan international	450.000
33.034	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'association sans but lucratif "Espace culturel Grande Région". (Crédit non limitatif).....	15.000
33.035	41.40	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la structure chargée de l'animation culturelle de l'espace "Rotondes"	1.178.000
34.060	34.40	08.10	Bourses dans l'intérêt de la création artistique	120.000
34.061	34.40	08.10	Bourses attribuées dans le cadre des accords culturels	80.000
34.062	34.40	08.10	Subsides aux particuliers pour activités culturelles	150.000
34.071	34.50	08.00	Bourses en faveur d'élèves et d'étudiants poursuivant des études spéciales dans le domaine culturel	8.000
34.072	34.50	08.00	Participation de l'Etat aux indemnités prévues dans la loi sur le congé culturel	5.000
35.030	35.40	04.00	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	278.665
35.060	35.00	08.00	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.150
35.061	35.00	08.00	Cotisations à l'Organisation internationale de la Francophonie	289.000
41.010	41.40	08.40	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public chargé de diffuser des programmes de radio socioculturels	4.540.758
41.011	41.40	08.00 08.20	Dotation à l'établissement public "Centre culturel de rencontre, abbaye de Neumünster". (Crédit non limitatif).....	3.000.000
41.012	41.40	08.00	Dotation à l'établissement public "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte". (Crédit non limitatif).....	8.079.000
41.013	41.40	08.30	Dotation à l'établissement public "Centre de Musiques Amplifiées". (Crédit non limitatif).....	2.435.000
41.014	41.40	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Henri Pensis chargée de la gestion de l'orchestre philharmonique du Luxembourg. (Crédit non limitatif).....	12.100.000
41.015	41.40	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition "Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain"	1.750.000

02.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.016	41.40	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean". (Crédit non limitatif)	6.555.250
41.017	41.40	08.10	Convention avec l'Université du Luxembourg dans l'intérêt de la valorisation du patrimoine historique et culturel	200.000
41.050	41.40	01.34	Services de l'Etat à gestion séparée: frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.017.452
43.000	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des infrastructures régionales gérées par des communes. (Sans distinction d'exercice)	200.000
43.001	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de production et de co-production des théâtres municipaux de la ville de Luxembourg	350.000
43.002	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville de Luxembourg	154.000
43.003	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion du théâtre de la ville d'Esch-sur-Alzette	350.000
43.004	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville d'Esch-sur-Alzette	99.200
43.005	43.22	08.00	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire du Nord	50.000
43.007	43.22	08.10	Subsides aux communes pour la réalisation d'activités culturelles	50.000
43.008	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des bibliothèques gérées par des communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
93.000	93.00	08.10	Alimentation du fonds social culturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.070.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.512	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	10.948
33.529	33.00	08.00	Participation de l'Etat au financement de l'Institut culturel européen Pierre Werner	26.527
41.517	41.40	13.90	Convention avec l'Université du Luxembourg dans l'intérêt de la valorisation du patrimoine historique et culturel	200.000
				57.454.386
Section 02.1 - Service des sites et monuments nationaux				
11.000	11.00	08.10	Traitements des fonctionnaires	855.286
11.010	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	471.354
11.020	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	11.906

02.1 - Service des sites et monuments nationaux

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.030	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	72.095
11.040	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	703
12.010	12.13	08.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	28.000
12.020	12.14	08.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.000
12.040	12.12	08.10	Frais de bureau	20.000
12.050	12.12	08.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	11.000
12.080	12.11	08.10	Bâtiment abritant le service des sites et monuments na- tionaux: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	24.975
12.141	12.16	08.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	35.000
12.170	12.30	08.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur	1.000
12.300	12.30	08.10	Frais de restauration d'objets du patrimoine mobilier de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	11.800
12.310	12.30	08.10	Frais hypothécaires et d'enregistrement relatifs aux procédures de protection	600
12.320	12.30	08.10	Entretien de sites et de monuments. (Crédit non limitatif).....	430.000
33.010	33.00	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur d'objets du patrimoine mobilier: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif	3.000
34.070	34.50	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur d'objets du patrimoine mobilier: subsides à des particuliers	3.000
43.000	43.22	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur d'objets du patrimoine mobilier: subsides aux communes et aux syndicats de communes	3.000
				1.988.819
Section 02.2 - Musée national d'histoire et d'art				
11.000	11.00	08.10	Traitements des fonctionnaires	3.507.571
11.010	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.621.669
11.020	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	66.966
11.030	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	510.376
11.040	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement	16.632
11.130	11.12	08.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	5.031

02.2 - Musée national d'histoire et d'art

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.220	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	124.000
12.221	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	930.500
41.050	41.12	08.10 08.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire et d'art	2.254.000
				9.036.845
Section 02.3 - Bibliothèque nationale				
11.000	11.00	08.20	Traitements des fonctionnaires	2.701.289
11.010	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.988.064
11.020	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	14.882
11.030	11.00	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	476.795
11.040	11.00	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	08.20	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	2.880
41.050	41.12	08.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de la Bibliothèque nationale	3.674.888
				8.858.898
Section 02.4 - Archives nationales				
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	1.144.383
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	485.023
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	11.906
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	76.504
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	820
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	1.190
41.050	41.12	01.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des Archives nationales	826.860
				2.546.686
Section 02.5 - Centre national de l'audiovisuel				
11.000	11.00	08.20	Traitements des fonctionnaires	194.858
11.010	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.374.725
11.020	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.953

02.5 - Centre national de l'audiovisuel

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.030	11.00	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	93.287
33.000	33.00	08.10	Participation aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales	50.000
33.001	35.00	08.10	Participation aux frais d'organisation du festival "Discovery Zone"	150.000
33.003	33.00	08.10	Développement de programmes spécifiques en matière de photographie: bourses d'aide à la création	30.000
41.050	41.12	08.10 08.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Centre national de l'audiovisuel	3.300.000
				5.198.823
Section 02.6 - Musée national d'histoire naturelle				
11.000	11.00	08.10	Traitements des fonctionnaires	2.267.680
11.010	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.402.557
11.020	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	56.549
11.030	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	425.311
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement	3.104
11.130	11.12	08.10	Indemnités pour services extraordinaires	2.600
33.002	33.00	08.10	Convention avec la fondation "Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie"	252.000
33.010	33.00	08.10	Subsides aux associations partenaires du Musée national d'histoire naturelle	15.000
34.070	34.50	08.10	Subsides à caractère bénévole aux collaborateurs scientifiques du Centre de Recherche Scientifique	31.200
41.050	41.12	08.10 08.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire naturelle	1.815.000
				7.271.001
Section 02.7 - Centre national de littérature				
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	700.731
11.010	11.10	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	84.978
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	8.930
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	137.485
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	586
41.050	41.12	01.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Centre national de littérature	268.500
				1.201.210

02.8 - Commissariat à l'enseignement musical

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 02.8 - Commissariat à l'enseignement musical	
11.020	11.00	13.90	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	08.00	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	1.000
12.000	12.15	08.00	Indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	18.275
12.001	12.15	08.00	Formation continue des enseignants: indemnités pour services de tiers	7.500
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.700
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	2.500
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services de télécommunications	2.300
12.070	12.12	08.00	Entretien des équipements informatiques	400
12.080	12.11	08.00	Bâtiments: exploitation et entretien	1.250
12.190	12.30	08.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	7.000
34.060	34.41	08.00	Bourses d'études et de voyages et autres aides ayant le même objet	20.000
35.060	35.00	08.00	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800
43.000	43.22	08.00	Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical	11.284.000
43.001	43.22	08.00	Participation de l'Etat au financement de la formation orchestre organisée par le Commissariat à l'enseignement musical en collaboration avec les conservatoires dans le cadre de la division supérieure	15.000
				11.361.825
			Total des dépenses du ministère de la culture.....	104.918.493

03.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
Section 03.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales				
11.020	11.10	04.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	11.906
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	207.697
11.132	11.12	04.44	Organisation du brevet de technicien supérieur: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	278.535
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	52.410
12.002	12.15	04.44	Organisation du brevet de technicien supérieur: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	424.360
12.010	12.13	04.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	500
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	30.000
12.020	12.14	04.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.500
12.040	12.12	04.10	Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur	5.800
12.041	12.12	04.10	Frais de bureau	17.000
12.050	12.12	04.60	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications pour les besoins du CEDIES	55.214
12.060	12.12	04.10	Location et entretien des installations de télécommunications	1.000
12.070	12.12	04.60	Location et entretien des équipements informatiques	12.650
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif).....	39.928
12.121	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif).....	40.000
12.125	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	245.050
12.130	12.16	04.00	Frais de publication; frais d'impression; dépenses diverses	97.000
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	10.500
12.142	12.16	04.10	Frais d'organisation de la foire des études et de la formation	269.000
12.190	12.30	04.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	26.000

03.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.221	12.30	04.43	Evaluation externe de l'Université: frais divers	361.000
12.301	12.30	04.10	Commissions consultatives diverses: frais de fonctionnement	3.700
12.302	12.30	04.44	Mise en place d'un comité d'accréditation pour les formations de l'enseignement supérieur	148.355
12.303	12.30	04.00	Organisation des journées nationales d'éthique et de séminaires dans le cadre de la recherche sur la résolution de conflits: dépenses diverses	1.000
33.000	33.00	04.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du gestionnaire des projets européens	50.000
33.001	41.40	04.00	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation RESTENA gérant la gestion du réseau téléinformatique de l'enseignement supérieur et de la recherche	700.000
33.002	33.00	04.00	Participation de l'Etat au financement des frais de fonctionnement, des activités et des projets de l'association sans but lucratif "LUXEMBOURG INCOME STUDY"	171.600
33.003	33.00	04.00	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation "Campus Europae"	500.000
33.005	33.00	04.43	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'institut d'enseignement et de recherche doctoral et postdoctoral en droit procédural. (Crédit non limitatif)	1.000.000
33.007	33.00	04.43	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'institut pour le droit européen de la circulation	100.000
33.010	33.00	04.00	Subsides aux associations estudiantines	12.750
34.010	34.31	04.42	Bourses pour études supérieures en faveur d'étudiants nécessiteux ne remplissant pas les conditions d'études concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et de cas sociaux	270.000
34.060	34.40	04.42	Bourses pour études à l'institut universitaire européen de Florence et aux Collèges d'Europe de Bruges et de Nantolin	101.887
34.062	34.40	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: subventions d'intérêt. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	810.000
34.063	34.40	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: bourses d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	88.000.000
34.065	34.40	04.42	Bourses aux étudiants québécois dans le cadre de l'entente de coopération signée entre le Luxembourg et le Québec. (Crédit non limitatif)	22.500
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	408.832

03.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	66.000
35.060	34.40	04.10	Frais de location de chambres d'étudiants universitaires et frais accessoires	12.000
41.050	41.12	04.44	Dotation dans l'intérêt des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique organisant le brevet de technicien supérieur	47.000
44.000	33.43	04.43	Participation de l'Etat aux frais de loyer de la Miami University. - John E. Dolibois European Center	176.822
44.001	33.43	04.43	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Institut universitaire international. (Crédit non limitatif).....	2.095.000
44.003	35.30	04.42	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôte à Paris. (Sans distinction d'exercice)	70.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.690	12.30	04.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	290
34.564	34.40	04.42	Aide financière pour études supérieures: primes d'encouragement	23.000
				96.978.786
Section 03.1 - Université du Luxembourg				
11.000	11.00	04.40	Traitements des fonctionnaires	1.457.831
11.010	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.136.964
11.020	11.00	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	499.497
11.040	11.00	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
33.000	33.00	04.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation "Amis de l'Université"	50.000
41.010	41.40	04.10	Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de l'établissement public "Université du Luxembourg". (Crédit non limitatif).....	101.666.674
41.011	41.40	04.10	Contribution financière de l'Etat à l'Université du Luxembourg dans l'intérêt de la mise en oeuvre du plan d'action "Technologies de la santé". (Crédit non limitatif).....	15.103.747
				119.914.913

03.2 - Recherche et innovation

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
Section 03.2 - Recherche et innovation				
11.010	11.00	04.60	Indemnités des employés occupés à titre permanent	860.621
11.020	11.00	04.60	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	04.60	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif).....	31.000
12.000	12.15	04.60	Comité supérieur de la recherche et de l'innovation: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	42.350
12.010	12.13	04.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.500
12.012	12.13	04.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	80.000
12.040	12.12	04.60	Frais de bureau	7.000
12.100	12.11	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	146.765
12.120	12.30	04.60	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	563.700
12.140	12.16	04.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	5.000
12.190	12.30	04.60	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	1.000
12.191	12.30	04.60	Participation aux frais d'organisation de conférences scientifiques	100
32.010	32.00	04.60	Mesures destinées à promouvoir la participation des entreprises à la mise en oeuvre du plan d'action national en matière de sciences et technologies spatiales et aéronautiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
33.000	41.40	04.60	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation "Integrated BioBank of Luxembourg" chargée de la gestion de la "Biobanque Luxembourg". (Sans distinction d'exercice)	15.400.000
33.006	33.00	04.60	Contributions financières dans l'intérêt de la mise en oeuvre du plan d'action national en matière de sciences et technologies spatiales et aéronautiques. (Crédit non limitatif).....	100.000
33.010	33.00	04.60	Subsides à des associations pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	1.000
33.015	33.00	04.60	Mesures dans l'intérêt de la promotion de la recherche, du développement technologique et du transfert de technologie: participation aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois ou étrangers, études, expertises et mesures directes	1.100.000

03.2 - Recherche et innovation

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
35.010	35.20	04.60	Contributions à des institutions étrangères dans le cadre de projets de recherche et d'études initiés par le Comité supérieur de la recherche et de l'innovation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
35.020	35.30	04.60	Contributions à des projets et programmes de recherche bilatéraux et internationaux; cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.900.000
41.013	41.40	04.60	Dotation au Fonds National de la Recherche	45.000.000
41.014	41.40	04.60 01.40	Dotation au Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe	3.900.000
41.015	41.40	04.60	Participation de l'Etat au programme de recherche et de développement entrepris par le centre d'études de populations, de pauvreté et de politique socio-économique	10.150.000
41.016	41.40	04.60	Contributions financières de l'Etat dans l'intérêt de la mise en oeuvre de centres de compétence établis en partenariat public-privé. (Crédit non limitatif).....	100
41.017	41.40	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre de projets-pilotes de partenariat public-privé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
41.018	41.40	04.60	Contribution financière au CRP-Gabriel Lippmann dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	15.300.000
41.019	41.40	04.60	Contribution financière au CRP-Henri Tudor dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	22.420.000
41.020	41.40	04.60	Contribution financière au CRP-Santé dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	21.500.000
41.021	41.40	04.60	Contribution financière au CRP-Santé dans l'intérêt de la mise en oeuvre de missions déterminées dans le cadre du plan d'action "Technologies de la santé"	2.140.000
				155.950.436
Total des dépenses du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.....				372.844.135

04.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
04 - MINISTERE DES FINANCES				
Section 04.0 - Dépenses générales				
11.090	11.12	01.23	Indemnités de poste et de logement d'agents détachés à l'étranger. (Crédit non limitatif).....	184.175
11.130	11.12	11.70	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	43.224
11.300	11.12	03.20	Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	600.000
12.000	12.15	11.70	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.500
12.012	12.13	01.20	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif).....	510.000
12.020	12.14	11.70	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.080
12.040	12.12	01.20	Frais de bureau	31.000
12.080	12.11	01.20 01.25	Bâtiments: exploitation et entretien	7.230
12.090	12.21	Divers codes	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.400.000
12.100	12.11	Divers codes	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	21.500.000
12.120	12.30	01.20	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.121	12.30	01.25	Domaines de l'Etat: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	240.000
12.122	12.30	01.20	Développement de certains domaines de la législation sur la comptabilité de l'Etat: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	260.000
12.123	12.30	01.20	Développement de la place financière: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000
12.190	12.30	01.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	4.000
12.300	12.30	13.90	Crédit commun: dépenses imprévues. (Sans distinction d'exercice)	1.000
12.310	12.30	13.90	Crédit commun: dépenses sur exercices clos. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000

04.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.320	12.00	13.90	Affectation du personnel excédentaire de la WSA dans le cadre d'un contrat de prestation de main d'oeuvre. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.132.282
33.011	33.00	01.22	Subventions dans l'intérêt des activités d'organismes et d'associations relevant du département des finances	58.750
34.040	34.40	06.35	Subventions pour cause de dommages matériels subis par suite de guerres, d'événements politiques et de calamités naturelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
35.030	35.40	01.43	Contributions à des organisations internationales. (Crédit non limitatif).....	33.265
41.010	12.00	01.20	Banque centrale du Luxembourg: remboursement des frais en relation avec l'établissement de la balance des paiements du Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.661.337
43.010	43.21	13.20	Attribution aux communes d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	600.000
93.000	93.00	13.90	Alimentation du fonds de crise institué par la loi du 27.7.1938. (Crédit non limitatif).....	100
				37.280.143
Section 04.1 - Inspection générale des finances				
11.000	11.00	01.23	Traitements des fonctionnaires	1.633.444
11.010	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	308.680
11.020	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	86.553
11.040	11.00	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	01.23	Indemnités d'habillement	240
12.000	12.15	01.23	Indemnités pour services de tiers	100
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	100
12.020	12.14	01.23	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.250
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	19.750
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	100
12.070	12.12	01.23	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	8.150
12.080	12.11	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien	19.500
12.120	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000

04.1 - Inspection générale des finances

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.125	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.190	12.30	01.23	Colloques, séminaires, stages et journées d'études et frais d'organisation et de participation	2.000
				2.580.167
Section 04.2 - Trésorerie de l'Etat				
11.000	11.00	01.23	Traitements des fonctionnaires	2.171.136
11.010	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	64.761
11.020	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	9.900
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	6.000
12.080	12.11	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	44.250
12.190	12.30	01.23	Frais de perfectionnement du personnel	5.000
12.300	12.12	01.23	Frais de banque. (Crédit non limitatif).....	175.000
12.350	10.00	01.23	Régularisation de déséquilibres d'articles du budget pour ordre. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
23.000	23.00	01.23	Intérêts imputés en débit pour les fonds structurels et autres fonds européens. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
23.010	91.60	01.23	Pertes de change en relation avec des paiements de fac- tures en devises. (Crédit non limitatif).....	250.000
				2.726.347
Section 04.3 - Direction du contrôle financier				
11.000	11.10	01.30	Traitements des fonctionnaires	156.350
11.020	11.00	01.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.010	12.13	01.30	Frais de route et de séjour	450
12.020	12.14	01.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.850
12.040	12.12	01.30	Frais de bureau	11.700
12.120	12.30	01.30	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000
12.190	12.30	01.30	Formation du personnel	1.000
				174.450

04.4 - Contributions directes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
Section 04.4 - Contributions directes				
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	47.797.745
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.993.547
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.273.239
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	6.704
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	37.592
12.001	12.25	01.22	Part de l'Etat dans l'indemnité revenant aux personnes participant au recensement annuel dans l'intérêt de l'assiette des impôts directs	78.540
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	37.500
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	30.000
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	190.000
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	150.000
12.055	12.12	01.22	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	1.850.000
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	50.830
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	179.216
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	388.500
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.175.000
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.780.000
12.110	12.30	01.22	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	140.000
12.120	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	814.000
12.190	12.30	01.22	Cours de formation pour les agents des contributions	15.000

04.4 - Contributions directes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	12.30	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables; codes et études fiscaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000
12.310	12.30	01.22	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	37.000
12.350	12.12	01.22 01.25	Frais de banque. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	49.500
12.360	12.30	01.22	Frais de surveillance des immeubles. (Sans distinction d'exercice)	220.000
				62.644.213
Section 04.5 - Enregistrement et domaines				
11.000	11.00	01.22 01.25	Traitements des fonctionnaires	25.866.434
11.010	11.00	01.22 01.25	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.413.134
11.020	11.00	01.22 01.25	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.302
11.030	11.00	01.22 01.25	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	661.348
11.040	11.00	01.22 01.25	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	01.22 01.25	Indemnités d'habillement	4.000
11.110	11.12	01.22 01.25	Indemnités pour pertes de caisse	6.000
11.130	11.12	01.22 01.25	Indemnités pour services extraordinaires	49.800
11.132	11.12	01.22	Indemnités de responsabilité des conservateurs des hypothèques. (Crédit non limitatif).....	170.000
12.000	12.15	01.22 01.25	Indemnités pour services de tiers	40.500
12.010	12.13	01.22 01.25	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	29.000
12.020	12.14	01.22 01.25	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	17.500
12.040	12.12	01.22 01.25	Frais de bureau	81.000

04.5 - Enregistrement et domaines

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.041	12.12	01.22 01.25	Frais de bureau: consommables bureautiques. (Crédit non limitatif).....	65.000
12.050	12.12	01.22 01.25	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	900.000
12.060	12.12	01.22 01.25	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	6.500
12.070	12.12	01.22 01.25	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	151.000
12.080	12.11	01.22 01.25	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	125.000
12.081	12.11	01.22 01.25	Bâtiments: nettoyage	39.000
12.090	12.21	01.22 01.25	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	425.500
12.100	12.11	01.22 01.25	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	94.000
12.125	12.12	01.22 01.25	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.750.000
12.140	12.16	01.22 01.24	Frais en relation avec l'organisation de réunions et de conférences	1.200
12.190	12.30	01.22 01.25	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	88.300
12.300	12.30	01.22 01.25	Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dos- siers, registres et documentation administrative desti- nés aux contribuables; codes et études fiscaux. (Crédit non limitatif).....	140.000
12.310	12.30	01.22	Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	450.000
12.320	12.30	01.22	Dépenses à faire par les comptables de l'administration en vertu de la loi du 15.3.1892 sur la procédure en dé- bet en matière de faillite ainsi que de la loi du 27.2. 1979 portant règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des cu- rateurs à successions vacantes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.550.000
12.330	12.30	01.25	Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et pro- duits domaniaux. (Crédit non limitatif).....	25.000
12.350	12.30	01.22 01.25	Fabrication de papier-timbre et de timbres mobiles; carnets d'avertissements taxés; dépenses de l'atelier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	153.500

04.5 - Enregistrement et domaines

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.370	12.50	01.25	Impôt foncier dû par le domaine de l'Etat; taxes annuelles de cabaretage; participation aux travaux connexes due par le domaine de l'Etat dans le cadre de projets de remembrement; dépenses en rapport avec la liquidation de l'office des séquestres. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	365.000
12.380	12.30	01.25	Frais d'abonnement à des banques de données internationales. (Crédit non limitatif).....	5.000
12.390	12.12	01.25	Frais de banque. (Crédit non limitatif).....	80.000
23.000	21.11	13.10	Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	125.000
24.010	12.12	01.22 01.25	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	4.500
				36.887.618
Section 04.6 - Douanes et accises				
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	37.532.958
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	490.986
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.302
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	721.106
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	350.000
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse. (Crédit non limitatif).....	63.000
11.120	11.12	01.22	Gratifications pour croix de service	30.625
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	179.300
11.131	11.12	01.22	Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif).....	1.500
11.300	11.00	01.22	Prime de formation	228.500
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	40.000
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	270.000
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	50.000
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	90.000
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	705.000

04.6 - Douanes et accises

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	75.000
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	2.519.200
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	390.000
12.081	12.11	01.22	Entretien des logements de service. (Sans distinction d'exercice)	135.000
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.000
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.253.000
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.352.000
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	17.000
12.190	12.30	01.22	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	33.000
12.300	12.30	01.22	Armement et équipement du personnel; exercices de tir	80.000
12.305	12.30	01.22	Education physique et sports; acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	9.000
12.310	12.30	03.20	Frais d'entretien et d'assurance des chiens; dépenses dans le cadre de la lutte anti-drogue	47.000
12.320	12.30	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs, comptes et pièces comptables; imprimés destinés à la revente ainsi que frais de confection de bandelettes fiscales (fournitures faites par l'administration belge des douanes et accises); enveloppes, dossiers, registres et documentation administratives. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000
12.330	12.30	01.22	Honoraires et frais d'experts; frais d'analyse et de contrôle; frais d'interprètes et frais de traduction; frais judiciaires; dommages-intérêts; restitution d'intérêts de retard; indemnités pour visiteuses; frais de manutention et frais de destruction de marchandises saisies. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000
12.340	12.30	03.20	Frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle	20.000
12.360	12.12	01.22	Frais de banque. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000

04.6 - Douanes et accises

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.370	12.50	01.22	Impôt foncier et taxes communales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.000
12.390	12.30	01.22	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement et de vêtements de travail	70.000
24.010	12.12	01.22	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	42.500
36.010	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur certains produits soumis à accise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				48.287.177
Section 04.7 - Cadastre et topographie				
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	10.362.509
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	204.913
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	249.466
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	8.100
12.000	12.15	01.22	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.500
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	21.000
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	43.600
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	1.200
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	63.000
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations. (Sans distinction d'exercice)	117.000
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommuni- cations. (Sans distinction d'exercice)	11.000
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit non limitatif).....	673.000
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	48.000
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	29.400
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	98.100

04.7 - Cadastre et topographie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	842.350
12.140	12.16	01.22	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	30.000
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	13.000
12.190	12.30	01.22	Cours de formation et de recyclage du personnel	25.000
12.300	12.30	01.22	Frais d'entretien et de renouvellement du matériel d'arpentage, de bornes, d'appareillages, de signalisations géodésiques; mise à jour, conservation et restauration de la documentation; dépenses diverses	40.000
12.330	12.30	01.22	Renouvellement du stock et actualisation de la carte topographique, de cartes dérivées et des photos aériennes du Grand-Duché de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	132.000
12.370	12.30	01.22	Exploitation et entretien du réseau permanent GPS. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	85.000
12.390	12.12	01.22	Frais de banque. (Crédit non limitatif).....	700
24.010	12.12	01.22	Location de terminaux électroniques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	500
				13.112.538
Section 04.8 - Dette publique				
12.300	12.30	01.23	Commissions bancaires, frais de notation, frais d'avocats, frais de cotation en bourse, abonnements aux systèmes d'informations financières et autres frais connexes à l'émission et la gestion de la dette publique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000
12.301	12.30	01.23	Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
21.005	93.00	13.10	Alimentation du fonds de la dette publique: intérêts. (Crédit non limitatif).....	130.000.000
93.000	41.40	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
93.001	41.40	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville:intérêts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000

04.8 - Dette publique

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
93.002	41.40	07.20	Crédits contractés sous la garantie de l'Etat par l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest: intérêts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				130.550.300
			Total des dépenses du ministère des finances.....	334.242.953

05.0 - Economie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
<p align="center">05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR</p> <p align="center">Section 05.0 - Economie</p>				
11.000	11.00	11.10	Traitements des fonctionnaires	261.763
11.010	11.10	11.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	100
11.020	11.00	11.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	8.930
11.100	11.40	11.10	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.250
11.130	11.12	11.10	Indemnités pour services extraordinaires	3.000
12.000	12.15	11.10	Indemnités pour services de tiers	250
12.010	12.13	11.10	Frais de route et de séjour	1.000
12.012	12.13	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif).....	540.000
12.020	12.14	11.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	19.000
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	17.000
12.070	12.12	11.10	Entretien des équipements informatiques: frais de main- tenance et élimination des déchets	25.500
12.080	12.11	11.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	400.000
12.081	12.11	11.10	Frais de gardiennage et d'entretien du site "EUROHUB Sud". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.906.673
12.110	12.30	11.10	Frais de contentieux: mise en oeuvre des actions en cessation dans le cadre de l'application de la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
12.120	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.287.400
12.121	12.30	11.10	Observatoire de la Compétitivité: frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	150.000
12.122	12.30	11.10	Observatoire de la formation des prix: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
12.141	12.16	11.10	Organisation de journées du consommateur	82.000
12.144	12.16	11.10	Frais de publication	9.000
12.145	12.16	09.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	117.000

05.0 - Economie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	11.10	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel administratif: frais d'organisation et de participation	27.000
12.191	12.30	09.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	92.500
12.300	12.30	11.10	Direction de la propriété intellectuelle: remboursement des frais en rapport avec les dépôts de brevets européens et divers autres frais	150.000
12.303	12.30	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.945.000
12.305	12.30	11.10	Observatoire de la Compétitivité: frais de fonctionnement	35.000
12.310	12.30	11.30	Mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes, dans l'intérêt de la promotion des investissements dans l'économie et du développement de celle-ci: frais du comité de développement économique et d'autres organismes de prospection, expertises et études, autres dépenses directes, participation à des dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.909.575
12.320	12.30	09.10	Mesures éventuelles en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers et en d'autres produits de première nécessité: indemnités pour services de tiers, frais de route et de séjour, dépenses diverses. (Crédit non limitatif).....	50.000
14.010	14.10	07.50 11.10	Entretien des aires de service, des zones de verdure, des bassins de retenue et des ouvrages hydrauliques annexes situés dans le périmètre des zones industrielles à caractère national	20.000
31.050	31.32	11.10	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité économique, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de prestations de services, de faciliter leur établissement, leur extension ou leur redressement: dépenses et frais connexes, participation à des dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000
31.053	31.32	11.30	Interventions en faveur de restructurations profondes ou de reconversions d'entreprises industrielles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
31.054	31.32	11.10	Participation de l'Etat dans les actions d'information, de publicité, de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes FEDER. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	160.000
32.010	41.40	11.10	Participation aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Security made in Lëtzebuerg (smiLe)"	1.490.500

05.0 - Economie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
32.011	31.00	11.30	Mesures et interventions destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois et internationaux de recherche-développement et de transfert technologiques, études, expertises et dépenses directes dans le même but	50.000
32.012	32.00	11.10	Promotion des initiatives en matière de "responsabilité sociale des entreprises" (RSE)	45.000
32.013	41.40	11.10	Participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille Technologique (CVT)	171.000
32.015	41.40	11.10	Assistance technique sur la directive REACH pour entreprises	142.655
32.016	31.00	11.10	Promotion de l'esprit d'entreprise et développement de l'intérêt pour les technologies nouvelles: actions d'éveil et de sensibilisation, organisation de conférences, séminaires et de concours: participations à des dépenses directes et indirectes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
32.019	31.00	09.00	Mesures destinées à promouvoir et à mettre en oeuvre des mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.. (Sans distinction d'exercice)	200.000
33.000	33.00	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs. (Sans distinction d'exercice)	866.000
33.001	33.00	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre Européen des Consommateurs. (Sans distinction d'exercice)	192.000
33.003	41.40	09.20	Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "My Energy"	700.000
33.004	33.00	09.20	Soutien aux producteurs de biogaz en tant que rémunération du biogaz injecté dans le cadre de l'exécution du règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz. (Crédit non limitatif).....	4.011.500
33.010	31.00	11.10	Participation de l'Etat dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.012	31.00	11.10	Participation de l'Etat dans le financement de programmes communautaires et/ou d'autres institutions européennes ou internationales en matière de propriété intellectuelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000
35.060	35.00	09.20 11.10	Cotisations et contributions à des organisations et institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	375.000

05.0 - Economie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.010	41.40	11.10	Participation financière de l'Etat dans l'intérêt des projets de recherche, de développement et d'innovation réalisés par l'Observatoire de la compétitivité en collaboration avec le Statec et divers organismes de recherche. (Sans distinction d'exercice)	500.000
				19.342.796
			Section 05.1 - Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)	
11.000	11.00	01.32	Traitements des fonctionnaires	7.749.605
11.010	11.00	01.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.364.282
11.020	11.00	01.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	7.229
11.030	11.00	01.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100
11.070	11.10	01.32	Indemnités des agents au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	8.310
11.100	11.40	01.32	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.031
11.130	11.12	01.32	Indemnités pour services extraordinaires	8.400
12.000	12.15	01.32	Indemnités pour services de tiers	1.400
12.010	12.13	01.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	5.920
12.020	12.14	01.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	7.000
12.040	12.12	01.32	Frais de bureau	94.900
12.050	12.12	01.32	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	120.000
12.070	12.12	01.32	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	120.714
12.080	12.11	01.32	Bâtiments: exploitation et entretien	114.970
12.090	12.21	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	396.000
12.120	12.30	01.32	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	700.000
12.121	12.30	01.32	Mise en place de la Centrale des Bilans. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	335.100
12.130	12.16	01.32	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	200.000
12.190	12.30	01.32	Frais de formation	45.000
12.192	12.30	01.32	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	15.000

05.1 - STATEC

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.220	12.30	01.32	Programme de recherche concernant des sujets macro-économiques relatifs aux missions du STATEC en matière d'analyse économique. (Sans distinction d'exercice)	190.000
12.300	12.30	01.32	Enquêtes pour le compte de la Commission européenne: imprimés, indemnités aux enquêteurs et dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	2.030.000
12.301	12.30	01.32	Recensement fiscal: dépenses diverses	22.000
12.302	12.30	01.32	Système INTRASTAT: frais d'impression de la documentation, gravure de CD-Rom et développement et maintenance du support informatique, campagne de promotion. (Sans distinction d'exercice)	85.585
12.305	12.30	01.32	Organisation du 50e anniversaire du STATEC: dépenses diverses	15.000
12.310	11.00	01.32	Recensement général de la population en 2011. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	545.450
12.320	12.30	01.32	Enquête sur les budgets des ménages	270.000
12.330	12.12	01.32	Enquête pilote sur les loyers	20.000
24.010	12.12	01.32	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Sans distinction d'exercice)	260.000
32.013	41.40	01.10	Participation aux frais de fonctionnement d'un groupement d'intérêt économique dénommé "Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance"	182.348
35.060	35.00	01.32	Contributions à des institutions nationales et internationales	3.700
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	01.32	Indemnités pour services extraordinaires	4.081
				17.923.125
			Section 05.4 - Conseil de la concurrence	
11.000	11.10	11.10	Traitements des fonctionnaires	160.443
11.130	11.12	11.10	Indemnités pour services extraordinaires	1.000
12.000	12.15	11.10	Indemnités pour services de tiers	750
12.012	12.13	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	10.600
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	10.000
12.120	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.190	12.30	11.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	4.500
				187.393

05.5 - Commission et office des licences

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 05.5 - Promotion du commerce extérieur.- Commis- sion et office des licences	
11.010	11.00	11.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	31.124
12.040	12.12	11.10	Commission et office des licences: frais de bureau	1.890
12.140	12.16	11.10	Promotion du commerce extérieur: frais de publicité, d'exposition et de commercialisation, y compris des frais relatifs à des missions préparatoires ainsi que frais de séjour et de réception de personnes tierces, dans l'intérêt des exportations luxembourgeoises; ac- tivités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but; élaboration de matériel promotionnel sous forme de brochures, films, bandes vidéo, etc.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	405.000
12.141	12.30	01.42 11.10	Promotion de l'expansion économique et commerciale: organisation de participations, d'actions de promotion et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés; organisation de pareilles manifes- tations; acquisition et édition de matériel d'exposi- tion; acquisition et édition de matériel de promotion; organisation de campagnes et d'actions de publicité; participation à des congrès. (Sans distinction d'exercice)	770.000
31.030	31.12	11.10	Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de ser- vices d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme; autres dépenses dans le même but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
31.051	31.32	11.10	Interventions de l'Etat dans les frais engagés par les entreprises ou par des organismes luxembourgeois ayant des activités de promotion commerciale à l'occasion de participations à des foires et à des salons spécialisés à l'étranger	250.000
31.052	31.32	11.00	Participation aux frais de fonctionnement du GIE "Luxem- bourg for Business". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.001	33.00	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expan- sion commerciale à l'étranger: subsides à des organismes luxembourgeois et étrangers	90.000
				1.548.214
			Section 05.6 - Commissariat aux affaires maritimes	
11.000	11.00	12.34	Traitements des fonctionnaires	161.617
11.010	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	778.129
11.020	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.131	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	4.100

05.6 - Commissariat aux affaires maritimes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.050	41.12	12.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Commissariat aux Affaires Maritimes. (Crédit non limitatif).....	250.000
				1.193.946
			Section 05.8 - Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS)	
11.000	11.00	09.00	Traitements des fonctionnaires	1.816.892
11.010	11.00	09.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	534.013
11.020	11.00	09.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	09.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	23.007
11.100	11.40	11.10	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.464
11.130	11.12	11.10	Indemnités pour services extraordinaires	5.590
12.000	12.15	11.10	Indemnités pour services de tiers	6.665
12.010	12.13	11.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.230
12.020	12.14	11.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	20.200
12.030	12.16	11.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection pour les agents du service de métrologie	500
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	18.400
12.050	12.12	11.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	13.500
12.080	12.11	11.10	Bâtiments: exploitation et entretien	57.450
12.090	12.21	11.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	329.200
12.100	12.11	11.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	95.800
12.120	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	111.600
12.125	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	232.700
12.144	12.16	11.10	Frais de publication	8.700
12.146	12.16	11.10	Participation financière de l'Etat à l'organisation de la semaine luxembourgeoise de la qualité et du prix luxembourgeois pour la qualité	16.500
12.190	12.30	11.10	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel	7.500

05.8 - I.L.N.A.S.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.191	12.30	11.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	4.000
12.200	12.30	11.10	Assurances conclues dans l'intérêt des auditeurs et experts engagés par l'Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.050
12.250	12.00	11.10	Frais de fonctionnement du laboratoire d'essais	20.000
12.300	12.30	11.10	Frais d'expertises et d'audits de reconnaissance mutuelle. (Crédit non limitatif).....	11.000
12.301	12.30	11.10	Surveillance du marché des équipements électrotechniques, des télécommunications et des jouets. (Crédit non limitatif).....	75.000
12.302	12.30	11.10	Surveillance des prestataires émettant des certificats qualifiés. (Crédit non limitatif).....	100
12.304	12.30	11.10	Frais d'audits à refacturer. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
12.320	12.30	11.10	Acquisition et entretien d'instruments de contrôle pour les besoins du Service de Métrologie: dépenses diverses	18.800
31.059	31.32	11.10	Cotisation et contribution au Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité	3.600
32.013	41.40	11.10	Participation aux frais de fonctionnement d'un groupement d'intérêt économique dénommé "Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance"	190.000
35.060	35.00	11.10	Cotisations et contributions à des organismes et institutions internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	133.000
41.010	41.40	11.10	Contribution financière au CRP-Henri Tudor dans l'intérêt de la mise en place d'un Institut National de Métrologie ayant fait l'objet d'une convention	95.000
				4.153.561
Section 05.9 Economie solidaire				
12.250	12.00	11.10	Frais d'exploitation courants. (Sans distinction d'exercice)	430.950
33.002	33.00	11.10	Aides financières aux associations pour la réalisation d'activités nationales et internationales relevant du domaine de l'économie solidaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	428.648
				859.598
Total des dépenses du ministère de l'économie et du commerce extérieur.....				45.208.633

06.0 - Classes moyennes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
<p style="text-align: center;">06 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES</p> <p style="text-align: center;">ET DU TOURISME</p> <p style="text-align: center;">Section 06.0 - Classes moyennes</p>				
11.130	11.12	11.40	Indemnités pour services extraordinaires	11.000
12.000	12.15	11.40	Indemnités pour services de tiers	10.500
12.010	12.13	11.40	Frais de route et de séjour	150
12.012	12.13	11.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	16.000
12.020	12.14	11.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.750
12.040	12.12	11.40	Frais de bureau	2.250
12.070	12.12	11.40	Location et entretien des équipements informatiques	1.500
12.080	12.11	11.40	Bâtiments: exploitation et entretien	4.700
12.120	12.30	11.40	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	30.000
12.121	12.30	11.40	Evaluation et certification ISO 9000 du service des au- torisations	7.700
12.125	12.30	11.40	Frais d'experts et d'études en matière informatique	12.000
31.030	31.12	11.40	Application des lois-cadre ayant pour objet l'améliora- tion structurelle des petites et moyennes entreprises du secteur des classes moyennes: bonifications d'intérêt. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000
31.040	31.31	11.40	Application de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du sec- teur des classes moyennes: subventions au titre de l'ar- ticle 2 alinéa (3) de la loi. (Sans distinction d'exercice)	75.000
31.050	31.32	11.40	Subsides destinés à favoriser a) la prospection des marchés et la vente des produits de l'artisanat luxem- bourgeois à l'intérieur du pays et dans les pays étran- gers, b) l'organisation de congrès sur le plan national et international relevant des professions indépendantes ainsi que l'établissement des organismes professionnels institués par la loi qui les représentent, c) la parti- cipation à des réunions professionnelles à l'étranger, notamment dans le cadre des communautés européennes et d) la participation à des séminaires et cours de forma- tion professionnelle à l'étranger	90.000
31.051	31.32	11.40	Contributions destinées à favoriser la participation à des foires et manifestations professionnelles	50.000
31.052	31.32	11.40	Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillan- ce: cotisation et contribution au Mouvement luxembour- geois pour la qualité	3.655

06.0 - Classes moyennes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.000	12.30	11.40	Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	1.050.000
33.010	33.00	11.40	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement du comité national de recherches organisé dans le cadre de l'institut international des classes moyennes	3.000
41.000	31.00	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: participation aux frais d'organismes professionnels	4.323.604
41.001	31.00	11.40 11.50	Cours de formation professionnelle pour exploitants de débits de boissons alcooliques et non alcooliques, cours de formation accélérée pour commerçants, cours de formation pour l'accès à la profession de transporteur: participation aux frais exposés par la chambre de commerce	200.000
41.002	31.00	11.40	Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: participation aux frais	85.000
41.003	31.22	11.40	Participation de l'Etat à raison de 50% dans les frais effectifs des élections pour le renouvellement de la Chambre des Métiers. (Crédit non limitatif).....	3.500
41.004	31.00	11.40	Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels	125.000
				9.106.309
Section 06.1 - Tourisme				
11.300	11.00	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: indemnités des agents. (Crédit non limitatif).....	656.545
12.010	12.13	11.60	Frais de route et de séjour	200
12.012	12.13	11.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	20.000
12.020	12.14	11.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.675
12.040	12.12	11.60	Frais de bureau	670
12.100	12.11	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	107.500
12.120	12.30	11.60	Exécution du huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études et de concepts relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique pour le compte du Ministère du Tourisme. (Sans distinction d'exercice)	285.849

06.1 - Tourisme

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.121	12.30	11.60	Frais d'élaboration de fiches de rémunération des agents aux représentations touristiques à l'étranger et des animateurs touristiques	2.150
12.125	12.30	11.60	Frais d'experts et d'études en matière informatique	27.400
12.140	12.16	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	226.000
12.141	12.16	11.60	Participation à des foires, salons, expositions et autres manifestations à caractère touristique. (Sans distinction d'exercice)	770.000
12.142	12.16	11.60	Frais de réalisation et d'impression de brochures, dépliants et prospectus. (Sans distinction d'exercice)	65.000
12.300	12.30	11.60	Aménagement, signalisation, équipement et entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables: dépenses diverses	225.600
12.301	12.30	11.60	Parc naturel germano-luxembourgeois: aménagement et frais de propagande	100
12.302	12.30	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: frais de port. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000
12.303	12.30	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: autres frais courants de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	95.000
33.010	33.00	11.60	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux	100
33.011	33.00	08.10	Participation aux frais de l'association de gérance du musée du vin à Ehnen	77.000
33.012	33.00	11.60	Participation aux frais des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	492.775
33.014	33.00	11.60	Organisation de concours: primes d'encouragement et de récompense	30.000
33.015	41.40	11.60	Participation aux frais de l'office national du tourisme	2.100.000
33.016	33.00	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de la Schengen asbl	73.822
33.017	33.00	11.60	Participation de l'Etat dans le financement des manifestations touristiques et culturelles organisées par le musée "A Possen"	87.000

06.1 - Tourisme

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.019	12.00	11.60	Exécution du huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais d'études et de concepts relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique réalisées par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif. (Sans distinction d'exercice)	100
33.021	33.00	11.60	Exécution du huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais de rémunération et de fonctionnement dans le cadre de projets ou initiatives touristiques d'envergure gérés par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif. (Sans distinction d'exercice)	1.459.951
33.022	33.00	11.60	Participation aux frais de réalisation d'un guide de randonnées par les Editions Guy Binsfeld	12.000
33.023	33.00	11.60	Participation aux cours de formation touristique continue en vue de la standardisation et de la coordination des bureaux de tourisme régionaux et locaux	100
33.027	33.00	11.50	Participation de l'Etat dans le financement d'équipes nationales participant à des concours, compétitions et expositions internationales dans le domaine de la gastronomie	6.200
33.029	33.00	11.50 11.60	Subsides aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiatives et aux autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	83.000
35.010	35.20	11.60	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	68.180
35.060	35.20	11.60	Contributions à des organismes internationaux	10.613
43.001	43.22	11.60	Subsides en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	65.000
43.004	43.22	11.60	Exécution du huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études et de concepts relatifs au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique. (Sans distinction d'exercice)	10.000
43.010	43.21	11.50 11.60	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes pour l'entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables	14.000
				7.126.530
Total des dépenses du ministère des classes moyennes et du tourisme.....				16.232.839

07.0 - Justice

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
07 - MINISTERE DE LA JUSTICE				
Section 07.0 - Justice				
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	12.000
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	15.000
12.001	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de traduction et d'interprétation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
12.012	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	390.000
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.500
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques; menues dépenses	41.850
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	3.500
12.120	12.30	03.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	286.000
12.130	12.16	03.10	Publication et mise à jour des codes luxembourgeois et des répertoires de jurisprudence. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	35.000
12.190	12.30	03.10	Remboursement des frais d'inscription aux cours et aux épreuves d'évaluation de langue luxembourgeoise pour les candidats à la naturalisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	55.000
12.302	12.30	03.10	Cellule anti-blanchiment: dépenses de mise en place et de fonctionnement. (Crédit non limitatif).....	100
12.305	12.30	03.30	Impôts dus par l'Etat du fait de sa participation dans le groupement d'intérêt économique "Buanderie centrale". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
12.310	12.30	04.42	Frais d'organisation des cours complémentaires en droit luxembourgeois et du stage judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	311.000
12.311	11.12	03.10	Frais d'organisation du recrutement et du stage des attachés de justice. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000
12.391	12.30	01.43 03.10	Organisation de colloques internationaux, frais de réunions, réceptions officielles; dépenses diverses	17.000
33.010	31.00	03.10	Subsides aux barreaux et autres associations juridiques nationales	2.500
33.011	33.00	03.30	Subsides à des organismes s'occupant du reclassement des anciens détenus	1.900

07.0 - Justice

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.050	11.00	03.10	Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.200.000
34.070	34.50	03.10	Subsides dans l'intérêt de la publication de la pasicrisie, de chroniques et d'ouvrages de droit	4.500
34.090	34.40	03.10	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles; indemnisation en cas de détention préventive inopérante; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000
35.060	35.00	03.10	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	86.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	1.004
12.512	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	9.020
				2.884.874
			Section 07.1 - Services judiciaires	
11.000	11.00	03.10	Traitements des fonctionnaires	49.247.039
11.010	11.00	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	5.239.343
11.020	11.00	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.021
11.030	11.00	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.376.807
11.040	11.00	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.080	12.00	03.10	Frais médicaux. (Crédit non limitatif).....	300
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif).....	10.000
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	43.850
11.131	11.12	03.10	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
11.132	12.00	03.10	Frais de justice; exécution des commissions rogatoires; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	170.000
11.133	11.12	03.10	Médiation pénale, civile et commerciale: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	7.500
12.001	12.15	03.10	Médiation pénale, civile et commerciale: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.000

07.1 - Services judiciaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.002	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de gardiennage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.642.000
12.003	12.15	03.10	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	87.000
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	36.900
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	14.500
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau; dépenses diverses	418.400
12.041	12.12	03.10	Bibliothèque centrale de la magistrature	155.000
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.750.000
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	16.400
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	700.000
12.090	12.21	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à l'intérieur du secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	30.000
12.100	12.11	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	94.050
12.125	12.30	03.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	1.000.000
12.190	12.30	03.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation; formation du personnel	90.000
12.300	12.30	03.10	Frais de justice; exécution de commissions rogatoires; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.750.000
12.301	12.30	03.10	Encadrement et assistance des victimes d'infractions	90.000
12.310	12.30	03.10	Assistance judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000
12.321	12.30	03.10	Gestion de la fourrière judiciaire nationale. (Crédit non limitatif).....	591.200
12.330	12.30	03.10	Exécution du régime des peines de substitution: frais d'organisation des travaux d'intérêt général	15.000
12.335	12.30	03.10	Service central d'assistance sociale: frais de consultation dans l'intérêt des agents du service	12.000
12.391	12.30	03.10	Frais de réunion, cérémonies, réceptions officielles et frais de représentation	2.500

07.1 - Services judiciaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.090	34.40	03.10	Patronage des condamnés libérés et aide aux condamnés sous le régime de la mise à l'épreuve	120.000
34.091	34.40	03.10	Programme d'aide aux mineurs tombant sous la loi modifiée du 10.08.1992 sur la protection de la jeunesse	65.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	730
12.500	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	1.840
				70.332.580
			Section 07.2 - Etablissements pénitentiaires	
11.000	11.00	03.30	Traitements des fonctionnaires	31.238.614
11.010	11.00	03.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	449.387
11.020	11.00	03.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	03.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	800.858
11.100	11.40	03.30	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif).....	148.000
11.110	11.12	03.30	Indemnités pour pertes de caisse	350
11.120	11.12	03.30	Gratifications pour croix de service	28.150
11.130	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	8.300
11.131	11.12	03.30	Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif).....	15.000
12.000	12.15	03.30	Indemnités pour services de tiers	100
12.010	12.13	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	25.000
12.020	12.14	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	23.900
12.021	12.14	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	23.900
12.040	12.12	03.30	Direction générale des établissements pénitentiaires: frais de bureau	2.000
12.041	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau	29.300
12.042	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: frais de bureau	9.900
12.050	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	283.500
12.051	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	13.000
12.052	12.12	03.30	Secrétariat général: achat de biens et de services postaux et de télécommunications	500

07.2 - Etablissements pénitentiaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.060	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: location et entretien des installations de télécommunications	35.000
12.061	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: location et entretien des installations de télécommunications	3.000
12.070	12.12	03.30	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	315.000
12.080	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	265.000
12.081	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	50.000
12.082	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: exploitation et entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.670.000
12.083	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: exploitation et entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	380.000
12.150	12.30	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; vaccinations préventives dans l'intérêt du service. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.008.300
12.190	12.30	03.30	Formation du personnel et frais de consultance	80.000
12.191	12.30	03.30	Formation des détenus et frais d'encadrement	112.700
12.210	12.30	03.30	Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.712.000
12.300	12.30	03.30	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel	30.000
12.310	12.30	03.30	Entretien des détenus: habillement, chaussures, couchage. (Crédit non limitatif).....	235.000
12.311	12.30	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage; dépenses diverses	347.000
12.320	12.30	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif).....	398.000
12.330	12.30	03.30	Frais de location de chambres-cellules pour détenus au centre hospitalier de Luxembourg	36.514
12.331	12.30	03.30	Remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg et au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbrück des frais découlant de l'organisation de services de soins au centre pénitentiaire de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.139.510
12.340	12.50	03.30	Droit d'accise et taxe de consommation dus par le centre pénitentiaire de Givenich. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000

07.2 - Etablissements pénitentiaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.350	12.30	03.30	Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de matériel de protection individuelle; acquisition de munitions; acquisition de matériel anti-feu; matériel de sécurité; acquisition de croix de service	58.950
12.370	12.30	03.30	Programme de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	826.800
33.000	33.00	03.30	Participation de l'Etat au financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus. (Sans distinction d'exercice)	262.800
34.090	11.00	03.30	Salaires des détenus. (Crédit non limitatif).....	1.315.000
42.000	42.00	03.30	Prise en charge des cotisations de sécurité sociale des détenus. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	12.921
				47.395.454
			Section 07.3 - Juridictions administratives	
11.000	11.10	03.10	Traitements des fonctionnaires	2.724.138
11.010	11.10	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	265.002
11.020	11.10	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	350
11.130	11.12	03.10	Juges suppléants: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
11.131	11.12	03.10	Frais de justice; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
11.132	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	204.000
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	450
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	1.000
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau; dépenses diverses	57.500
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	32.620
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	2.600
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien; dépenses diverses	91.000
12.190	12.30	03.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	10.000

07.3 - Juridictions administratives

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	12.30	03.10	Frais de justice; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000
12.391	12.30	03.10	Frais de réunion, cérémonies, réceptions officielles, frais de représentation	1.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.580	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien	10.500
				3.404.360
			Total des dépenses du ministère de la justice.....	124.017.268

08.0 - Fonction publique et réforme administrative

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	
			Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses	
11.000	11.00	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	81.538.785
11.010	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	55.680.320
11.020	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	40.665
11.030	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	17.339.241
11.040	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
11.130	11.12	01.33	Cours, jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	680.000
11.131	11.12	01.33	Réforme administrative: indemnités pour services extra- ordinaires	1.000
11.132	11.12	01.33	Conseil de discipline des fonctionnaires et employés de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif).....	25.000
11.150	11.12	01.33	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000
11.170	11.31	01.10	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnai- res ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000
11.310	11.00	01.33	Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses supplémentaires ré- sultant ou pouvant résulter de nouvelles mesures léga- les, réglementaires et contractuelles, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires ainsi que du recrutement de personnel; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	28.601.771
11.311	11.00	01.33	Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'au- tres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

08.0 - Fonction publique et réforme administrative

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.312	12.15	01.33	Cotisations, intérêts et frais à payer à des organismes de sécurité sociale étrangers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
11.313	12.15	01.33	Régularisation de montants indûment versés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.001	12.16	01.33	Cours, jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	43.000
12.010	12.13	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif).....	270
12.012	12.13	01.33	Frais de route et de séjour à l'étranger	167.000
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	5.400
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	25.000
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	7.100
12.110	12.30	01.33	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.000
12.120	12.30	01.33	Réforme administrative - Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	370.000
12.121	12.30	01.33	Réforme administrative - Plans d'amélioration et de qualité. (Sans distinction d'exercice)	235.000
12.122	12.30	01.33	Frais d'experts et d'études - Réforme en matière salariale et statutaire. (Crédit non limitatif).....	210.000
12.125	12.30	01.33	Système intégré de gestion du personnel de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	476.000
12.140	12.16	01.33	Frais relatifs à l'optimisation du recrutement. (Crédit non limitatif).....	60.000
12.141	12.16	01.33	Réforme administrative - Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; frais divers dans l'intérêt du recrutement du personnel de l'Etat	180.000
33.000	11.00	01.33	Cantine et crèches de la Fonction publique. (Crédit non limitatif).....	1.241.153
33.001	33.00	01.33	Accord salarial: Dépenses à charge du budget de l'Etat pour le secteur public élargi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.983.000
34.010	11.00	01.33	Indemnités des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.362.000

08.0 - Fonction publique et réforme administrative

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.080	34.50	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics. (Crédit non limitatif).....	3.600.000
35.060	35.20	01.33	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	256.864
41.000	33.00	01.33	Subside à la chambre des fonctionnaires et employés publics pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs et le recouvrement des frais de bureau	37.185
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	01.33	Cours, jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires	5.710
12.621	12.30	01.33	Frais d'experts et d'études	4.080
				196.425.844
			Section 08.1 - Pensions	
11.051	11.00	01.33	Suppléments de pension bénévoles à des fonctionnaires de l'Etat ou à leurs survivants; rentes permanentes bénévoles à des employés de l'Etat n'ayant pas droit à une pension ou à leurs survivants. (Crédit non limitatif).....	100
11.130	11.12	01.33	Commission des pensions: jetons de présence des membres de la commission; indemnité du délégué du gouvernement; indemnités du secrétaire et du personnel auxiliaire. (Sans distinction d'exercice)	30.000
12.150	12.30	01.33	Commission des pensions: honoraires et frais de déplacement des médecins, frais de clinique et de laboratoire. (Sans distinction d'exercice)	7.000
93.000	93.00	01.33 12.20	Alimentation du Fonds des pensions introduit par la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	419.013.438
				419.050.538
			Section 08.2 - Administration du personnel de l'Etat	
11.000	11.00	01.33	Traitements des fonctionnaires	162.036
11.010	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	642.194
11.020	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	69.613
11.040	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100

08.2 - Administration du personnel de l'Etat

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	450
12.000	12.15	01.33	Traitement des déclarations en matière d'allocation de repas. (Sans distinction d'exercice)	35.000
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour	100
12.030	12.16	01.33	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	100
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	18.595
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	13.000
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	4.000
12.250	12.00	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi. (Crédit non limitatif).....	220.000
				1.165.288
Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique				
11.010	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	291.960
11.030	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	64.016
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	654
11.130	11.12	01.33	Direction de l'institut et formation générale des sta- giaires: indemnités pour services extraordinaires	168.351
11.131	11.12	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indem- nités pour services extraordinaires	100.034
12.000	12.15	01.33	Formation générale des stagiaires: indemnités pour ser- vices de tiers	118.080
12.001	12.15	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indem- nités pour services de tiers	257.437
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	21.985
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	12.096
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	4.840
12.140	12.16	01.33	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	7.000
12.190	12.30	01.33	Frais de perfectionnement et de stage à l'étranger	5.000
12.191	12.30	01.33	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	1.000

08.3 - Institut National d'Administration Publique

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.631	11.12	01.33	Indemnités pour services extraordinaires	149
				1.052.602
			Section 08.4 - Sécurité dans la fonction publique	
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	314.974
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	59.642
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.10	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	6.456
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	5.100
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	1.000
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	3.150
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	15.000
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	4.000
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	500
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études	38.000
12.200	12.30	04.10	Dépenses relatives aux assurances-responsabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'au- torité directe du ministre de l'éducation nationale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	54.000
12.300	12.30	01.34	Achats de biens et de services spécifiques	620
				502.542
			Section 08.5 - Centre des technologies de l'information de l'Etat	
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	15.065.793
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.434.147
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	475.287
11.040	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.060	11.10	01.34	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le ca- dre d'un contrat d'apprentissage	61.000
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	5.700
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	5.800

08.5 - CTIE

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.131	11.12	Divers codes	Primes en application de l'article 11 de la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE et autres administrations). (Crédit non limitatif).....	1.773.222
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	4.700
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	29.000
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	1.200
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	55.000
12.041	12.12	01.34	Crédit commun: matériel de bureau. (Crédit non limitatif).....	575.000
12.042	12.12	01.34	Crédit commun: frais d'impression	207.000
12.043	12.12	01.34	Crédit commun: Frais de reliure et de façonnage	42.000
12.044	12.12	01.34	Crédit commun: Frais de location et d'exploitation des machines de bureau et d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	172.000
12.045	12.12	01.34	Crédit commun: Frais d'entretien de machines de bureau et d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	170.000
12.046	12.12	01.34	Crédit commun: Frais d'impression de sécurité	220.000
12.047	12.12	01.34	Achat de matériel consommable pour les besoins du traitement de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.297.346
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	28.885
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.105.872
12.071	12.12	01.34	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: frais de location et d'entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	819.350
12.100	12.11	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	576.000
12.125	12.30	01.34	Frais d'experts pour études et réalisations dans le domaine des technologies de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	18.000.000
12.131	12.16	13.90	Frais de publication. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	419.000

08.5 - CTIE

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.170	12.30	13.90	Entretien des équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	180.000
12.190	12.30	01.34	Frais de formation du personnel (CTIE et autres administrations)	250.000
12.300	12.30	01.34	Participation aux frais d'un centre de secours informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.702.395
12.301	12.30	01.34	Frais de surveillance des immeubles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	270.000
12.303	12.30	01.34	Frais de mise en place et d'exploitation d'un service central d'aide aux usagers du réseau de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	467.225
12.304	12.30	01.34	Audit et consultance pour la sécurité des systèmes d'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	594.000
12.305	12.30	01.34	Frais externes liés directement ou indirectement aux projets ou activités des technologies de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	293.000
12.310	12.30	13.90	Frais de diffusion des ouvrages édités par l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	19.000
24.010	12.12	01.34	Location et maintenance de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.930.000
33.001	33.00	01.34	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur associatif en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information. (Sans distinction d'exercice)	10.000
43.000	43.22	01.34	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur communal en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000
				72.359.122
Section 08.8 - Service médical - Dépenses diverses				
11.000	11.10	01.33	Traitements des fonctionnaires	737.709
11.010	11.10	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	119.036
12.000	12.15	01.33	Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif).....	20.000
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.000
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau: matériel de bureau, journaux, livres et périodiques	9.096

08.8 - Service médical - Dépenses diverses

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	3.852
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	29.657
12.150	12.30	01.33	Prestations médicales et paramédicales	13.000
12.160	12.30	01.33	Acquisition et entretien de matériel médical	8.000
12.190	12.30	01.33	Frais de formation du personnel	2.000
12.300	12.30	01.33	Location et maintenance du logiciel médical pour les besoins du service de la santé au travail et pour le médecin de contrôle. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	48.500
				991.850
			Total des dépenses du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative.....	691.547.786

09.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION				
Section 09.0 - Dépenses générales				
11.130	11.12	13.90	Indemnités pour services extraordinaires	5.539
12.012	12.13	01.10 03.50	Frais de route et de séjour à l'étranger	22.000
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	6.200
12.070	12.12	01.10	Location et entretien des équipements informatiques	1.700
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	5.000
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000
12.140	12.16	01.10 03.50	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	1.000
12.250	12.00	03.10	Inspection générale de la Police grand-ducale: Frais de fonctionnement	80.000
12.300	12.30	01.10	Frais à assumer par l'Etat dans le cadre de la mise en oeuvre du projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité. (Crédit non limitatif).....	10.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
11.630	11.12	13.90	Indemnités pour services extraordinaires	2.130
				153.569
Section 09.1 - Finances communales				
11.060	43.22	01.10	Part de l'Etat dans les majorations biennales et les ma- jorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communaux (article 4-2* du règlement grand- ducal du 4.4.1964). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.620.000
11.130	11.12	01.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	3.200
43.000	43.22	13.20	Subvention à la Ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes	991.574
43.002	43.22	01.10	Subventions au secteur communal pour stimuler le déve- loppement de ses relations avec les organisations commu- nales des autres pays (jumelages)	35.945
43.003	43.22	08.20	Répartition de la participation de l'ensemble des commu- nes dans le financement de l'enseignement musical	11.284.000

09.1 - Finances communales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
43.010	43.21	01.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967). (Crédit non limitatif).....	100
43.011	43.21	13.20	Subventions d'équilibre et de compensation aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.763.000
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987). (Crédit non limitatif).....	456.857.000
				485.554.819
Section 09.2 - Commissariats de district				
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	1.715.717
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	197.842
11.030	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	63.970
11.040	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
12.100	12.11	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	55.000
12.102	12.11	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.500
12.250	12.12	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	31.585
12.251	12.12	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	41.550
12.252	12.12	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	20.000
35.060	35.00	01.10	Cotisations à des organismes internationaux	4.500
				2.174.764
Section 09.3 - Caisse de prévoyance				
42.000	42.00	06.12	Part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance pension et d'assurance maladie dues à la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	42.850.224

09.3 - Caisse de prévoyance

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
42.002	42.00	03.20	Prise en charge par l'Etat des pensions allouées aux anciens membres de la police et à leurs survivants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.401.176
				49.251.400
			Section 09.4 - Service de contrôle de la comptabilité des communes	
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	951.732
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	48.887
11.020	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour	16.500
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	4.000
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et services auprès de l'Administration des postes et télécommunications	2.000
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	36.600
12.125	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	800
				1.060.619
			Section 09.5 - Police grand-ducale	
11.000	11.00	03.20	Traitements des fonctionnaires	143.771.537
11.010	11.00	03.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.063.141
11.020	11.00	03.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	17.177
11.030	11.00	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.161.936
11.040	11.00	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.060	43.00	03.20	Remboursement à la Ville de Luxembourg des rémunérations des agents chargés temporairement de certaines missions au sein de la Direction régionale de la Police Grand-Ducale à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
11.070	11.10	02.10 03.20	Rémunération des volontaires de police. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.772.754
11.080	11.31	03.20	Frais médicaux et funéraires divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.500
11.090	11.12	03.20	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif).....	37.114
11.100	11.40	03.20	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif).....	940.000
11.120	11.12	03.20	Gratifications pour croix de service. (Crédit non limitatif).....	135.554

09.5 - Police grand-ducale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.130	11.12	03.20	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	85.915
11.131	11.12	03.20	Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif).....	400.000
11.140	11.40	03.20	Location de logements de service; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	710.000
11.141	11.40	03.20	Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	363.000
11.150	11.12	03.20	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif).....	350.000
11.300	11.12	03.20	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	135.360
12.000	12.15	03.20	Indemnités pour services de tiers	42.500
12.010	12.13	03.20	Frais de route et de séjour; frais de déménagement. (Sans distinction d'exercice)	126.200
12.012	12.13	02.00 02.10 03.20	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	200.000
12.020	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances. (Crédit non limitatif).....	260.000
12.021	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carbu- rants et combustibles. (Sans distinction d'exercice)	1.083.000
12.022	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers. (Sans distinction d'exercice)	1.115.300
12.023	12.14	03.20	Frais d'exploitation d'un hélicoptère de police. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.300.000
12.030	12.30	03.20	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'arti- cles de literie et de rideaux; dépenses diverses	840.000
12.040	12.12	03.20	Frais de bureau	550.000
12.042	12.12	03.20	Frais concernant les carnets de convocation en matière d'infraction à la circulation routière, papillons zone bleue: divers. (Crédit non limitatif).....	45.000
12.050	12.12	03.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	1.155.000
12.051	12.12	03.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations; voies louées pour les réseaux informatiques et systèmes de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.300.000
12.060	12.12	03.20	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	175.000

09.5 - Police grand-ducale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.070	12.12	03.20	Location et entretien des équipements informatiques	3.330.000
12.080	12.11	03.20	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.010.000
12.090	12.21	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.056.174
12.100	12.11	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.522.103
12.120	12.30	03.20	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	100.000
12.140	12.16	03.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	100.000
12.190	12.30	03.20	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses	500.000
12.200	12.30	03.20	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Crédit non limitatif).....	28.800
12.251	12.00	03.20	Centre de coopération Policière et Douanière: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	86.000
12.252	12.00	03.20	Direction de la Sécurité Intérieure: frais de fonctionnement	5.500
12.303	12.30	03.20	Frais de participation aux opérations de maintien de la paix ainsi qu'aux opérations de coopérations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	166.900
12.304	12.30	06.36	Frais résultant de la prise en charge des victimes et des témoins dans le domaine: - de la libre circulation des personnes et l'immigration - à la traite des êtres humains - à la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000
12.310	12.30	03.20	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	60.000
12.320	12.30	03.20	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	47.000
12.321	12.30	03.20	Services de gardiennage, de surveillance et de contrôle technique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.330	12.30	03.20	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	37.000

09.5 - Police grand-ducale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.340	12.30	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé. (Sans distinction d'exercice)	1.555.000
12.345	12.30	03.20	Coopération policière européenne: développement et exploitation de nouveaux systèmes d'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
12.350	12.30	03.20	Acquisition de munitions. (Sans distinction d'exercice)	370.000
12.351	12.30	03.20	Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir; frais d'entretien du stand de tir; frais d'acquisition et d'entretien des équipements spéciaux	468.000
12.360	12.30	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes. (Crédit non limitatif)	15.000
12.390	12.12	03.20	Frais de banque. (Crédit non limitatif)	22.500
24.010	12.12	03.20	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	27.600
35.060	35.00	03.20	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	478.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.521	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	120.000
12.522	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	299
12.840	12.30	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	2.013
				185.539.177
Section 09.6 - Administration des services de secours				
11.000	11.00	03.50	Traitements des fonctionnaires	2.528.570
11.010	11.00	03.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.879.589
11.020	11.00	03.50	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	14.789
11.030	11.00	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	751.183
11.040	11.00	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100

09.6 - Administration des services de secours

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.100	11.40	03.50	Indemnités d'habillement	2.928
11.130	11.12	03.50	Indemnités pour services extraordinaires	72.305
11.150	11.12	03.50	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif).....	2.000
12.000	12.15	03.50	Indemnités pour services de tiers	143.945
12.001	12.15	03.50	Indemnités à allouer aux volontaires des services de secours. (Crédit non limitatif).....	1.400.000
12.010	12.13	03.50	Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif).....	110.000
12.012	12.13	03.50	Frais de route et de séjour à l'étranger	20.000
12.020	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances. (Crédit non limitatif).....	64.744
12.021	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	93.000
12.022	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: réparations et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	233.000
12.030	12.16	03.50	Fourniture de vêtements de travail et de protection	375.636
12.040	12.12	03.50	Frais de bureau	20.000
12.050	12.12	03.50	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	242.956
12.060	12.12	03.50	Location et entretien des installations de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	310.000
12.070	12.12	03.50	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	73.767
12.080	12.11	03.50	Bâtiments: exploitation et entretien	229.000
12.081	12.11	03.40	Service médical: bâtiments: exploitation et entretien	10.000
12.100	12.11	03.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	606.053
12.120	12.30	03.50	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	106.000
12.125	12.11	03.40 03.50	Mise en place et mise à jour d'un site Internet et Intranet de l'Administration des services de secours	145.000
12.130	12.16	03.50	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)	46.000
12.140	12.16	03.50	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	34.500

09.6 - Administration des services de secours

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.150	12.30	03.50	Prise en charge des honoraires restés en souffrance dans le cadre du S.A.M.U.	1.000
12.151	12.30	03.50	Prise en charge des honoraires médicaux et des indemnités du personnel des professions de santé dus dans le cadre des examens médicaux des volontaires de la Division de la Protection civile. (Crédit non limitatif).....	35.000
12.170	12.16	03.50	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	25.132
12.180	12.30	03.50	Acquisition de matériel didactique	50.000
12.190	12.30	03.50	Formation du personnel	123.870
12.200	12.30	03.50	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Crédit non limitatif).....	34.127
12.300	12.30	03.50	Distinctions honorifiques et autres témoignages de gratitude pour les volontaires de la protection civile particulièrement méritants	3.000
12.310	12.30	03.50	Frais d'instruction et d'entraînement des volontaires de la protection civile	141.000
12.320	12.30	03.50	Acquisition et entretien du matériel d'intervention; autres frais d'intervention. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	547.126
12.321	12.30	03.50	Renouvellement du petit matériel dans le cadre des plans de pandémie	36.200
12.330	12.30	03.50	Indemnités pour frais de représentation	1.000
31.050	33.00	03.50	Subside à l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	515.000
32.020	34.40	03.50	Congé spécial des volontaires de la protection civile: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif).....	32.000
33.011	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	55.528
33.012	31.00	03.40	Subvention à la caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	6.197
33.013	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	10.412
33.014	33.00	03.50	Subsides aux unités de secours de la protection civile pour l'organisation d'événements d'envergure dans le cadre de la valorisation du bénévolat des services de secours	3.000
35.040	35.50	03.50	Part contributive du Luxembourg aux frais de fonctionnement du CSEM (Centre Séismologique Euro Méditerranéen)	1.000

09.6 - Administration des services de secours

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
35.060	35.00	03.50	Frais résultant d'assistance au Luxembourg en cas de catastrophe dans le cadre des accords bilatéraux. (Crédit non limitatif).....	100
43.000	43.22	03.40	Emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie. (Crédit non limitatif).....	4.000.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.500	12.15	03.50	Indemnités pour services de tiers	1.902
12.510	12.13	03.50	Frais de route et de séjour	660
12.512	12.13	03.50	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	96
12.580	12.11	03.50	Bâtiments: exploitation et entretien	582
32.520	32.00	03.50	Congé spécial des volontaires de la protection civile: indemnités compensatoires	566
				15.139.563
Section 09.7 - Grande Région				
12.012	12.13	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	2.700
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	2.800
12.080	12.11	07.20	Bâtiments: exploitation et entretien	147.000
12.320	33.00	07.20	Frais de fonctionnement du secrétariat permanent et commun du Comité Economique et Social de la Grande Région	60.000
35.010	33.00	07.20	Participation de l'Etat dans les actions et projets INTERREG IV A Grande Région. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	106.058
35.065	35.20	07.20	Participation à des actions menées dans le cadre de la coopération transfrontalière de proximité. (Sans distinction d'exercice)	147.000
				465.558
Section 09.8 - Aménagement communal				
12.000	12.15	07.20	Indemnités pour services de tiers	6.000
12.010	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	2.500
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	8.000
12.120	12.30	07.20	Etudes dans l'intérêt du développement urbain des communes. (Sans distinction d'exercice)	10.000
12.140	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	28.000

09.8 - Aménagement communal

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	07.20	Frais de formation; colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	6.000
43.000	43.22	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration et l'exécution de projets d'aménagement ainsi que de projets de développement urbain. (Sans distinction d'exercice)	120.000
43.001	43.22	07.20	"Prix d'urbanisme" à allouer au profit de communes ou d'autres promoteurs	20.000
43.010	43.21	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration de plans de développement général dans le cadre de la fusion des communes. (Sans distinction d'exercice)	100.000
				300.500
Section 09.9 - Administration de la gestion de l'eau				
11.000	11.10	10.40	Traitements des fonctionnaires	6.003.127
11.010	11.10	10.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	532.657
11.020	11.10	11.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	11.693
11.030	11.10	10.40	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.604.429
11.040	11.10	10.40	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	10.40	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	20.262
11.130	11.12	13.90	Indemnités pour services extraordinaires	1.200
12.000	12.13	10.40	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000
12.010	12.13	10.40	Frais de route et de séjour	35.100
12.012	12.13	10.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	38.000
12.020	12.14	10.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	160.000
12.030	12.16	10.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection	9.150
12.040	12.12	10.40	Frais de bureau	43.500
12.041	12.12	10.10	Préparation des cartes des zones inondables conformément à la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.050	12.12	10.40	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	38.700
12.060	12.12	10.40	Location et entretien des installations de télécommunications	4.400
12.070	12.12	10.40	Location et entretien des équipements informatiques	271.627

09.9 - Administration de la gestion de l'eau

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.080	12.11	10.40	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	73.850
12.100	12.11	10.40	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	241.943
12.110	12.30	10.10	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	900.000
12.122	12.30	10.40	Frais d'accréditation de laboratoire	36.303
12.125	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études informatiques	10.000
12.140	12.16	10.40	Frais de sensibilisation et d'information; acquisition de matériel didactique et audiovisuel; participation à des foires	95.000
12.160	12.30	10.40	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire. (Sans distinction d'exercice)	387.000
12.170	12.30	10.40	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	22.000
12.171	12.30	10.40	Frais d'exploitation et d'entretien des stations de mesure du réseau hydrologique. (Sans distinction d'exercice)	16.000
12.190	12.30	10.40	Formation continue, séminaires, stages de perfectionnement et journées d'études: frais d'organisation et de participation	38.000
12.302	12.30	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état des conditions d'écoulement des eaux et remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des eaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000
12.304	12.30	10.40	Frais en relation avec des projets de recherche. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.310	12.30	10.40	Pisciculture: exécution de la loi sur la pêche; frais d'entretien et de repeuplement	18.000
12.311	12.16	07.33	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau. (Sans distinction d'exercice)	7.000
12.312	12.16	07.33	Conventions Rombach-Martelange et stations d'épuration du Lac de la Haute-Sûre. (Sans distinction d'exercice)	801.970
12.320	12.30	10.40	Aménagement et entretien, aux frais des propriétaires riverains des cours d'eau, d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grills empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures). (Crédit non limitatif).....	100

09.9 - Administration de la gestion de l'eau

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.321	12.30	10.40	Frais en relation avec des conférences internationales et les actes et manifestations connexes	5.000
12.330	12.30	10.40	Acquisition de poissons en vue de l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie. (Crédit non limitatif).....	2.800
14.010	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de réparation des cours d'eau frontaliers. (Crédit non limitatif).....	100
14.014	14.10	10.10	Travaux extraordinaires de nettoyage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau aux abords de la Moselle canalisée.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
14.016	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de réparation à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000
24.000	24.10	10.40	Location de lots de pêche par l'Etat (article 21 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures). (Crédit non limitatif).....	250
33.000	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'eau	9.000
35.020	35.30	07.30	Participation de l'Etat dans les actions et projets cofinancés par les fonds structurels européens. (Sans distinction d'exercice)	163.000
35.060	35.00	07.50	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	67.457
41.010	33.00	07.50	Contributions financières à la réalisation de travaux de recherche en matière de gestion des eaux par des Centres de Recherche publics et de l'Université du Luxembourg. (Sans distinction d'exercice)	550.000
43.001	43.22	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'investissements, d'entretien des installations sanitaires, d'entretien et de nettoyage des berges du lac effectuées par les communes ou syndicats de communes riverains du Lac de la Haute-Sûre. (Sans distinction d'exercice)	200.000
43.020	35.30	07.30	Participation de l'Etat dans les partenariats de cours d'eau. (Sans distinction d'exercice)	185.000
93.000	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la pêche de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (articles 7 et 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	61.985

09.9 - Administration de la gestion de l'eau

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
93.001	93.00	10.40	Versement au fonds spécial des eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg et de la République Fédérale d'Allemagne du produit de la vente des permis de pêche (article 8 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, approuvée par la loi du 21.11.1984). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.473
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	13.90	Indemnités pour services extraordinaires	500
				13.535.076
			Total des dépenses du ministère de l'intérieur et à la grande région.....	753.175.045

10.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
<p align="center">10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</p> <p align="center">Section 10.0 - Dépenses générales</p>				
11.130	11.12	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	136.580
12.001	12.15	04.33 04.34 04.43	Commissions d'études: indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	101.150
12.010	12.13	04.33 04.34 04.43	Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Sans distinction d'exercice)	30.486
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	161.900
12.020	12.14	04.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.100
12.041	12.12	04.00	Frais de bureau	3.000
12.042	12.12	04.00	Frais de documentation	10.000
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.103
12.120	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études	11.500
12.125	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	204.000
12.126	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice)	9.000
12.130	12.16	04.00	Frais de publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages édités par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: frais d'impression; frais pour droits d'auteur; acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.927.000
12.140	12.16	04.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	200.000
12.170	12.30	04.00	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	1.000
12.300	12.30	04.00	Services d'expertise pour la conception et le développement d'une application de gestion de l'enseignement modulaire dans le cadre de la mise en oeuvre de la réforme de la formation professionnelle. (Sans distinction d'exercice)	379.688
12.308	12.30	04.00	Service informatique: dépenses de fonctionnement et frais divers	130.000

10.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.315	12.30	04.00	Service de la scolarisation des enfants étrangers: dépenses diverses	100.000
12.321	12.30	04.33 04.34	Activités culturelles transfrontalières des lycées au niveau de la Grande Région	15.000
33.000	33.40	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Lycée technique privé Emile Metz. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.261.129
33.002	41.40	04.33 04.34	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation Restena pour l'accès des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique aux services téléinformatiques	700.000
33.010	33.00	04.00	Cours, stages, recherches, études et activités ou manifestations à caractère pédagogique: subsides	28.500
33.011	33.00	04.00	Animation culturelle et éducation aux médias dans les écoles et par les écoles: subsides	10.000
33.013	33.00	04.00 04.34	Promotion de l'esprit d'entreprendre et de l'initiation à la gestion d'entreprises: subsides	128.737
33.017	33.00	04.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'asbl ANEFORE chargée de la gestion du programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie	172.448
34.060	34.40	04.33 04.34	Bourses d'études et de voyages pour des activités à caractère pédagogique	57.000
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	34.500
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.500
41.010	41.40	04.33 04.34	Dotation au centre de coordination des projets d'établissement des enseignements secondaire et secondaire technique	534.535
41.050	41.12	04.00	Animation culturelle et éducation aux médias par les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique. (Sans distinction d'exercice)	47.000
41.052	41.12	04.34	Services de l'Etat à gestion séparée: frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.132.259
44.000	44.00	04.52	"Letzebuurger Aktiounskrees Psychomotorik" a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	576.740
				16.172.855
Section 10.1 - Centre de technologie de l'éducation				
11.000	11.00	04.10	Traitements des fonctionnaires	1.673.200

10.1 - Centre de technologie de l'éducation

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.010	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	116.518
11.020	11.10	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	4.464
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	93.358
11.100	11.40	04.10	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	353
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires	2.000
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	10.000
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	1.450
12.041	12.12	04.10	Service de photocopie couleur: entretien et fournitures	4.500
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	2.500
12.080	12.11	04.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	27.000
12.300	12.30	04.10	Frais de fonctionnement, dépenses diverses	90.000
12.301	12.30	04.10 04.33 04.34	Elaboration et mise en oeuvre de projets et de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établisse- ments de l'enseignement public: dépenses diverses	684.300
				2.709.643
Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
11.000	11.00	04.01	Traitements des fonctionnaires	399.906
11.010	11.00	04.01	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.602.741
11.020	11.00	04.01	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	04.33 04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	49.179
11.100	11.40	04.01	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	235
11.130	11.12	04.01	Institut de formation continue: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	237.175
11.132	11.12	04.01	Innovation pédagogique: recherche, conception et mise en oeuvre de projets; indemnités pour services extraordi- naires. (Sans distinction d'exercice)	318.559
12.040	12.12	04.01	Frais de bureau	10.600
12.080	12.11	04.01	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	86.645
12.125	12.30	04.01	Frais d'experts et d'études en matière informatique	202.400

10.2 - Recherche/innovation pédagog. et technologiques

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	04.01	Institut de formation continue: colloques, séminaires, stages et journées d'études; frais d'organisation et de participation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.497.100
12.194	12.30	04.01	Organisation d'un concours de sciences naturelles par équipes	24.000
12.195	12.30	04.01	Conseil scientifique: indemnités pour services de tiers	10.000
12.196	12.30	04.01	Accueil temporaire d'élèves à comportement difficile: projet-pilote d'une école spécialisée	20.403
12.221	12.30	04.01	Innovation pédagogique: recherche, conception et mise en oeuvre de projets. (Sans distinction d'exercice)	1.032.867
12.222	12.30	04.01	Agence pour le développement de la qualité scolaire: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	1.076.970
12.300	12.30	04.01	Centre de documentation: frais d'alimentation et frais connexes	50.000
35.020	35.30	04.01	Transferts de revenus au secteur privé de pays membres de l'Union européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	94.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
11.600	11.40	04.10	Indemnités d'habillement	470
				6.713.350
Section 10.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire				
11.000	11.00	04.10	Traitements des fonctionnaires	1.152.805
11.010	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	615.404
11.020	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	8.930
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100
11.040	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires	7.650
11.131	11.12	04.33 04.34	Cours de rattrapage: indemnités pour services extraordinaires	20.000
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	85.000
12.001	12.15	04.10	Cours de rattrapage: indemnités pour services de tiers	36.000
12.002	12.15	04.10	Suivi psycho-socio-éducatif des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique: indemnités pour services de tiers	61.000
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	9.000

10.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	14.560
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	13.500
12.080	12.11	04.10	Bâtiments: exploitation et entretien	16.450
12.190	12.30	04.10	Organisation de colloques sur les problèmes ayant trait à l'orientation, la psychologie et l'éducation: frais divers	9.824
12.191	12.30	04.10	Formation initiale et continue du personnel des Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires et du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires	49.000
12.300	12.30	04.10	Acquisition de matériel psycho-pédagogique; frais divers	18.000
33.010	33.00	04.10	Subsides aux associations de parents d'élèves	13.000
33.011	33.00	04.10	Participation aux frais du secrétariat de la F.A.P.E.L.	40.000
34.060	34.40	04.20 04.32	Subsides extraordinaires à des élèves de familles à re- venu modeste fréquentant les enseignements fondamental, secondaire et secondaire technique à l'étranger	80.000
34.061	34.40	04.32	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique au Grand-Duché de Luxembourg. (Crédit non limitatif).....	2.255.000
				4.505.323
Section 10.4 - Sports scolaires et périscolaires				
12.090	12.21	04.10	Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.742.260
12.300	12.30	04.10	Frais de transport des élèves aux installations d'éduca- tion physique	83.750
33.010	33.00	04.13	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.L.	57.860
33.011	33.00	04.12	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.P.	68.890
33.012	33.00	04.13	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.L.	28.615
33.013	33.00	04.12 04.13 04.20	Contribution de l'Etat à l'assurance responsabilité ci- vile des sportifs de la L.A.S.E.L. et de la L.A.S.E.P.	1.973
33.014	33.00	04.12	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.P.	194.375

10.4 - Sports scolaires et périscolaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.015	33.00	06.34	Subside à l'association luxembourgeoise pour la pratique des activités physiques et sportives des personnes inadaptées et handicapées mentales (A.L.P.A.P.S.) pour l'organisation des activités sportives nationales et régionales	4.980
				2.182.703
			Section 10.5 - Etablissements privés d'enseignement	
44.000	33.40	04.50	Participation de l'Etat aux frais des établissements privés d'enseignement fondamental, secondaire et secondaire technique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	67.758.744
				67.758.744
			Section 10.6 - Service des restaurants scolaires	
11.000	11.00	04.10	Traitements des fonctionnaires	100
11.010	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	143.049
11.020	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.481.714
11.040	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.060	11.00	04.10	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage. (Crédit non limitatif).....	123.840
11.100	11.40	04.10	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	10.775
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires au profit des restaurants scolaires	6.942
41.050	41.12	04.10	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du service des restaurants scolaires. (Crédit non limitatif).....	4.000.000
				6.766.620
			Section 10.7 - Education différenciée	
11.000	11.00	04.52	Traitements des fonctionnaires	22.314.890
11.010	11.00	04.52	Indemnités des employés occupés à titre permanent	12.634.374
11.020	11.00	04.52	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.071.274
11.040	11.00	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.060	11.10	04.52	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.263

10.7 - Education différenciée

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.100	11.40	04.50 04.52	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	18.131
11.130	11.12	04.52	Indemnités pour services extraordinaires	42.755
11.150	11.12	04.52	Indemnités pour leçons supplémentaires. (Sans distinction d'exercice)	106.753
12.000	12.15	04.52	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	10.000
12.010	12.13	04.52	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	6.700
12.012	12.13	04.52	Frais de route et de séjour à l'étranger	15.000
12.080	12.11	04.52	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	680.930
12.090	12.21	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.158.600
12.100	12.11	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	898.208
12.160	12.30	04.52	Acquisition et entretien de matériel médical et pharma- ceutique	1.340
12.190	12.30	04.52	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	178.000
12.252	12.00	04.52	Institut pour déficients visuels: frais d'exploitation courants	76.163
12.253	12.00	04.52	Institut pour infirmes moteurs cérébraux: frais d'ex- ploitation courants	73.150
12.255	12.00	04.52	Centre d'observation: frais d'exploitation courants	19.568
12.256	12.00	04.52	Centre régional et de propédeutique professionnelle à Warken: frais d'exploitation courants	88.000
12.257	12.00	04.52	Centre régional et de propédeutique professionnelle à Walferdange: frais d'exploitation courants	35.500
12.258	12.00	04.52	Centre régional et de propédeutique professionnelle à Clervaux: frais d'exploitation courants	69.000
12.260	12.00	04.52	Centre régional de Differdange-Fousbann: frais d'explo- itation courants	70.000
12.261	12.00	04.52	Centre d'intégration scolaire: frais d'exploitation cou- rants	21.154
12.264	12.00	04.52	Centre régional d'Echternach: frais d'exploitation cou- rants	37.000
12.265	12.00	04.52	Centre régional d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	88.000

10.7 - Education différenciée

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.267	12.00	04.52	Centre régional de Luxembourg: frais d'exploitation courants	78.900
12.269	12.00	04.52	Centre régional de Roeser: frais d'exploitation courants	24.408
12.270	12.00	04.52	Centre régional de Rumelange: frais d'exploitation courants	20.000
12.271	12.00	04.52	Centre régional de Roodt-sur-Syre: frais d'exploitation courants	41.595
12.272	12.00	04.52	Institut pour enfants autistiques et psychotiques: frais d'exploitation courants	60.000
12.280	12.00	04.52	Direction de l'Education différenciée: dépenses de fonctionnement	11.820
12.282	12.00	04.52	Equipes multiprofessionnelles: dépenses de fonctionnement	155.000
32.010	12.00	04.52	Prise en charge des frais de transport et de surveillance d'enfants à besoins éducatifs spéciaux fréquentant des écoles spécialisées au Grand-Duché et à l'étranger	10.000
33.000	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.010	33.00	06.34	Subsides aux associations s'occupant d'enfants inadaptés et handicapés	1.500
34.010	34.31	06.34	Contribution aux parents assurant le transport non rémunéré d'enfants inadaptés	3.000
34.011	34.31	06.34	Contribution au placement d'enfants à besoins éducatifs spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000
35.010	35.20	04.52	Contribution à l'Agence Européenne pour le Développement de l'Education spécialisée	15.600
41.050	41.12	04.52	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Centre de logopédie	490.000
44.004	33.00	04.52	Subside à la société "thérapie équestre" pour séances d'hippothérapie dans l'intérêt de l'éducation différenciée	53.875
44.007	33.00	04.52	Projet "Liewenshaff" initié par l'a.s.b.l. "Paerdsatelier" à Heiderscheid: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	927.243
44.009	33.00	04.52	"Schrëtt fir Schrëtt" a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	221.720
				44.340.714
Section 10.8 - Service de la formation des adultes				
11.000	11.00	04.30	Traitements des fonctionnaires	100

10.8 - Service de la formation des adultes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.010	11.00	04.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.679.496
11.020	11.00	04.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	104.009
11.030	11.00	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100
11.040	11.00	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	04.33	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	450.000
12.000	12.15	04.53	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.000
12.010	12.13	04.53	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	500
12.190	12.30	04.53	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.500
12.300	12.30	04.53	Dépenses de fonctionnement	6.440
33.000	33.00	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux: conventions avec les associations or- ganisatrices	90.000
33.001	33.00	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir en langues luxembourgeoise, allemande et fran- çaise: conventions avec les associations organisatrices. (Crédit non limitatif).....	300.000
43.000	43.22	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux: conventions avec les communes organi- satrices	65.000
43.001	43.22	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir en langues luxembourgeoise, allemande et fran- çaise: conventions avec les communes organisatrices. (Crédit non limitatif).....	200.000
				3.109.245
Section 10.9 - Inspectorat				
11.000	11.00	04.20	Traitements des fonctionnaires	3.373.395
11.010	11.00	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	461.557
11.020	11.00	04.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	44.630
11.131	11.12	04.20	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	77.000
11.132	11.12	04.20	Réunions du collège des inspecteurs: indemnités. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	140.000
12.000	12.15	04.20	Indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	2.535
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	71.685

10.9 - Inspectorat

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.041	12.12	04.20	Frais de bureau	51.205
12.050	12.12	04.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	45.000
12.080	12.11	04.20	Bâtiments: exploitation et entretien	37.230
12.090	12.21	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	41.440
12.100	12.11	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	34.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.510	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	782
				4.380.559
			Section 11.0 - Enseignement fondamental	
11.000	11.00	04.20	Traitements des fonctionnaires	401.295.937
11.010	11.10	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	52.657.537
11.020	11.00	04.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	16.536.361
11.030	11.00	04.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	267.049
11.040	11.00	04.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	04.20	Indemnités d'habillement	937
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	156.000
11.132	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre du passage de l'enseignement fondamental à l'enseigne- ment secondaire et secondaire technique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	821.813
11.133	11.12	04.20	Surplus de travail dans le cadre de la tâche d'enseigne- ment et des activités connexes: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.068.203
12.000	12.15	04.20	Indemnités pour services de tiers	7.500
12.001	12.15	08.50	Enseignement religieux: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.915.012
12.002	12.15	04.00	Indemnités pour services de tiers dans le cadre du pas- sage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire et secondaire technique	51.960
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	54.288

11.0 - Enseignement fondamental

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.090	12.21	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.100	12.11	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.120	12.30	04.20	Frais d'experts et d'études	23.690
12.302	12.30	04.20	Classes à régime linguistique spécial: frais divers	100
12.303	12.30	04.20	Promotion de la lecture: frais divers	4.000
12.305	12.30	04.20	Classes spécialisées de l'Etat: frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	142.000
32.020	32.00	04.20	Commission scolaire nationale: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500
33.000	33.00	04.00	Manifestations de la jeunesse; rencontres internationales et échanges scolaires: participation de l'Etat	3.100
33.001	33.00	04.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du centre de documentation et d'animation interculturelles (C.D.A.I.C.)	8.500
33.003	33.00	04.20	Participation de l'Etat aux frais des cours d'appui organisés en faveur d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage	52.250
33.004	33.00	04.20	Education musicale: participation aux frais de l'association M.U.S.E.P.	4.750
33.005	33.00	04.20	Education artistique: participation aux frais de l'association "Arts à l'école"	2.500
41.050	41.12	04.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. (Crédit non limitatif).....	180.000
43.000	43.22	04.20	Frais du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental: remboursement de la part de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.061.590
43.001	43.22	04.20	Remboursement aux communes des frais d'entretien des locaux occupés par les classes spécialisées de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.000
43.006	43.22	04.20	Prix attribués dans le cadre du Schoulsportdag sur le plan communal	5.000
43.008	43.22	04.20	Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	125.000
43.010	43.22	04.20	Remboursement au Fonds de dépenses communales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

11.0 - Enseignement fondamental

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
43.011	43.22	04.20	Remboursement à la Ville de Luxembourg des frais du personnel éducatif mis à disposition de l'école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. (Sans distinction d'exercice)	208.306
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.510	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	881
43.501	43.22	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat	383.594
				507.086.758
			Section 11.1 - Enseignement secondaire et enseignement secondaire technique	
11.000	11.00	04.33 04.34	Traitements des fonctionnaires	380.839.578
11.010	11.00	04.33 04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	62.124.667
11.020	11.00	04.33 04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	15.323.110
11.030	11.00	04.33 04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	18.103.751
11.040	11.00	04.33 04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	04.33 04.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	108.828
11.130	11.12	04.33 04.34	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.529.000
11.132	11.12	Divers codes	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	19.078.014
11.150	11.12	04.33 04.34	Indemnités pour heures supplémentaires du personnel non enseignant. (Crédit non limitatif).....	100
12.000	12.15	04.33 04.34	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	423.075
12.010	12.13	04.33 04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	153.000
12.090	12.21	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	227.536
12.100	12.11	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	979.381

11.1 - Enseignement second. et enseign. second. techn.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	04.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	11.900
12.300	12.30	04.33 04.34	Fournitures diverses pour examens et commissions d'études	30.600
12.306	12.30	04.00	Siège de l'association européenne des écoles hôtelières et de tourisme à Luxembourg: participation de l'Etat aux frais de secrétariat	20.800
12.309	12.30	04.00	Bibliothèque des élèves des différents établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique: frais d'alimentation et frais connexes	2.500
12.311	34.40	04.33 04.34	Conférence nationale des élèves: frais divers	1.500
24.000	24.10	04.33 04.34	Location de terrains. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.466
32.010	31.00	04.34	Aide particulière aux entreprises, aux établissements hospitaliers et de soins et aux établissements éducatifs pour l'accueil d'élèves de l'enseignement secondaire technique en stage de formation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.524.220
35.010	35.20	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du "Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	316.920
41.010	41.40	04.33 04.34	Convention avec l'Université du Luxembourg dans l'intérêt de l'organisation du stage pédagogique. (Sans distinction d'exercice)	411.624
41.050	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Athénée de Luxembourg	350.000
41.051	41.12	04.33 04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée classique et du lycée technique de Diekirch	780.000
41.052	41.12	04.33 04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée classique d'Echternach	350.000
41.053	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée de garçons de Luxembourg	200.000
41.054	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette	269.100
41.055	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée Robert Schuman à Luxembourg	230.400
41.056	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée Michel Rodange à Luxembourg	250.000
41.057	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette	362.000
41.058	41.12	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg	986.000
41.059	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique agricole d'Ettelbruck	724.500

11.1 - Enseignement second. et enseign. second. techn.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.060	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique des arts et métiers Luxembourg	835.000
41.061	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique d'Esch-sur-Alzette	980.000
41.062	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique d'Ettelbruck	1.000.000
41.063	41.12	04.33 04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée du nord	619.000
41.064	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée technique Joseph Bech de Grevenmacher	390.000
41.065	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique de Bonnevoie	590.000
41.066	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch	499.800
41.067	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée technique Michel Lucius de Luxembourg	365.000
41.068	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique Mathias Adam de Pétange	931.500
41.069	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée Nic. Biever de Dudelange	772.628
41.070	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique "Ecole de commerce et de gestion"	170.000
41.071	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique pour professions de santé	480.000
41.072	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique du centre de Luxembourg	1.000.000
41.073	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Lycée Josy Barthel à Mamer	579.600
41.074	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique de Lallange	398.475
41.075	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Atert-Lycée à Redange	983.450
41.076	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée-pilote	500.000
41.077	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique pour professions éducatives et sociales	402.175
41.078	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Nordstad-Lycée	492.600
41.079	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Uelzecht-Lycée	377.775
41.080	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des installations communes des différents établissements scolaires du Campus Geeseknäppchen	2.220.770

11.1 - Enseignement second. et enseign. second. techn.

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.081	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'école de la 2e chance	150.000
41.082	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée Bel-Val	972.400
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
41.510	41.40	04.33 04.34	Convention avec l'Université du Luxembourg dans l'inté- rêt de l'organisation du stage pédagogique	672.936
				524.109.779
			Section 11.2 - Institut national des langues	
11.000	11.00	04.34	Traitements des fonctionnaires	1.495.434
11.010	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	5.210.675
11.020	11.00	04.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	930.206
11.030	11.00	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	382.365
11.040	11.00	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	04.53	Indemnités d'habillement	2.109
11.130	11.12	04.53	Indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités. (Crédit non limitatif).....	90.600
				8.111.489
			Section 11.3 - Service de la formation professionnelle	
11.000	11.00	04.34	Traitements des fonctionnaires	3.396.907
11.010	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	8.432.903
11.020	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	144.802
11.030	11.00	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	562.867
11.040	11.00	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.060	11.00	04.34	Indemnités pour élèves apprentis dans le cadre de la formation professionnelle de base. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	2.343
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	404.000
11.150	11.12	04.34	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents des centres de formation professionnelle continue. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	260.000

11.3 - Service de la formation professionnelle

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.305	12.30	04.34	Mise en oeuvre de la réforme de la formation professionnelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	735.000
32.010	31.00	04.32	Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	56.000.000
32.020	32.00	04.34	Indemnités complémentaires aux indemnités d'apprentissage dues aux personnes adultes en formation sous contrat d'apprentissage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500.000
32.021	32.00	04.34	Congé individuel de formation: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.606.570
33.000	33.00	04.32	Organisation de cours de formation professionnelle à l'intention des jeunes socialement défavorisés: conventions avec des associations. (Crédit non limitatif).....	52.551
33.001	33.00	04.00	Participation financière de l'Etat à des organismes mettant en oeuvre des actions nationales ayant trait à l'éducation et la formation dans le cadre des fonds structurels européens. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.002	33.00	04.00	Participation financière à l'a.s.b.l. OLAP	120.000
33.004	33.00	04.32	Participation de l'Etat aux rémunérations du secrétariat de l'a.s.b.l. LUXSKILL	32.516
33.005	33.00	04.00	Promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans l'éducation et la formation	75.440
33.006	33.00	04.00	Participation aux frais de personnel de l'a.s.b.l. Acipro	66.245
34.050	34.31	04.32	Participation aux frais des apprentis fréquentant des cours de formation professionnelle théorique à l'étranger à défaut d'un enseignement national dans la spécialité	100
34.051	34.31	04.32	Aides à la formation, primes et indemnités de formation (loi du 16 mars 2007). (Crédit non limitatif).....	420.000
41.000	31.22	04.53	Subsides aux chambres professionnelles pour l'organisation de cours et séminaires dans l'intérêt de la formation professionnelle continue	30.000
41.001	31.22	04.34	Participation aux frais d'organisation de cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel par la chambre des métiers. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	900.000
41.002	31.00	04.53	Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat	874.815

11.3 - Service de la formation professionnelle

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.003	31.22	04.34	Subside destiné à la chambre des métiers pour couvrir partiellement les frais résultant de l'organisation de la formation professionnelle	50.000
41.005	31.22	04.34	Participation aux frais encourus par la chambre des métiers dans le cadre du brevet de maîtrise	50.000
41.010	41.40	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue	1.774.000
41.050	41.12	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Service de la formation professionnelle. (Crédit non limitatif).....	3.700.000
				84.691.259
Section 11.4 - Sports.- Dépenses générales				
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	314.975
11.020	11.10	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	4.465
11.130	11.12	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	7.844
11.131	11.12	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif).....	61.652
11.132	11.12	08.30	Campagne contre le manque de mouvement et promotion sportive d'été: indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	2.500
12.000	12.15	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	3.822
12.001	12.15	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	775.780
12.002	12.15	08.30	Campagne contre le manque de mouvement et promotion sportive d'été: indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	13.000
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	10.440
12.012	12.13	08.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	29.000
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	10.260
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	19.600
12.050	12.12	08.30	Achat de biens et services postaux et de télécommunications	360
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.400
12.090	12.21	08.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.810

11.4 - Sports.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.100	12.11	08.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	112.127
12.120	12.30	08.30	Frais d'experts et d'études	45.000
12.140	12.16	08.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	6.220
12.160	12.30	05.30	Service médico-sportif: analyses et matériel médical; dépenses diverses. (Crédit non limitatif).....	135.635
12.191	12.30	08.30	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	1.200
12.200	12.30	08.30	Contribution à l'assurance-accidents et à l'assurance-responsabilité civile collectives des sportifs ainsi qu'à la caisse de secours mutuel des sportifs. (Crédit non limitatif).....	153.599
12.300	12.30	08.30	Trophée national et autres distinctions	11.000
12.301	12.30	08.30	Campagnes de sensibilisation contre la toxicomanie	2.000
12.302	12.30	08.30	Projets "e-Lëtzebuerg": dépenses diverses	35.000
12.303	12.30	08.30	Réalisation d'un inventaire de l'infrastructure sportive au Luxembourg	20.000
12.304	12.30	08.30	Relations et réunions internationales; frais d'organisation et dépenses diverses	4.680
12.310	12.30	08.30	Animation et appui du sport-loisir et campagne contre le manque de mouvement: dépenses diverses	125.000
12.320	12.30	08.30	Relations sportives avec des pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg: frais divers	5.000
12.330	12.30	08.30	Bases nautiques au Lac de la Haute-Sûre: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	8.000
12.340	12.30	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: conservation des collections et du matériel de sport; organisation d'expositions; dépenses diverses	17.000
12.360	12.30	08.30	Organisation d'une promotion sportive d'été: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	68.000
12.361	12.30	08.30	Appui et soutien d'actions en faveur du bénévolat dans le domaine du sport: dépenses diverses	97.000
12.363	12.30	08.30	Mesures dans le cadre du plan d'action national "Gesond iessen - méi bewegen": dépenses diverses	95.500
24.000	24.10	08.30	Location et affermage de terres auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.760
32.020	32.00	08.30	Congé sportif: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	343.495

11.4 - Sports.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.010	33.00	08.30	Subsides au Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois, aux fédérations sportives agréées et aux sociétés affiliées	617.800
33.011	33.00	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: subsides	70.000
33.012	33.00	08.30	Contributions dans l'intérêt de l'organisation ou de la participation à des championnats à l'échelon mondial et européen	81.000
33.013	33.00	08.30	Participation à l'indemnisation des cadres administratifs des fédérations sportives agréées et du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois	1.221.620
33.014	33.00	08.30	Mesures de promotion dans l'intérêt du sport de compétition et d'élite	512.500
33.016	33.00	08.30	Actions en faveur du bénévolat dans le domaine du sport des jeunes	145.000
33.017	35.00	08.30	Relations sportives avec des pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg: participation aux frais des fédérations et des clubs	10.000
33.018	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	205.000
33.019	33.00	08.30	Contribution au Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois pour l'organisation des Jeux des Petits Etats d'Europe à Luxembourg en 2013: première tranche	100.000
33.020	33.00	08.30	Contribution financière dans l'intérêt de la réalisation des programmes sportifs élaborés par les fédérations; aide à la section sportive de l'armée; participation financière au Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois pour la préparation aux jeux olympiques.	590.500
33.021	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des fédérations sportives agréées	587.600
33.022	33.00	08.30	Participation dans les indemnités d'entraîneurs fédéraux engagés avec l'agrément et sous le contrôle de l'Etat	1.301.475
33.023	33.00	05.30	Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD): participation aux frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	75.000
35.031	35.40	05.30 08.30	Contribution pour le fonctionnement de l'agence mondiale antidopage (AMA). (Crédit non limitatif).....	11.087
35.060	35.20	08.30	Cotisations à des organisations et institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	19.902
41.010	41.40	08.30	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche public	130.000

11.4 - Sports.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.011	31.22	08.30	Remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) d'une tâche partielle de médecin et d'infirmière pour le contrôle médico-sportif. (Sans distinction d'exercice)	49.428
41.050	41.40	13.90	Participation aux frais de fonctionnement et d'entretien de la base nautique à Lultzhausen	128.000
43.000	43.22	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes. (Sans distinction d'exercice)	170.000
43.020	43.52	08.30	Remboursement des frais de fonctionnement de la salle de gymnastique du complexe sportif du parc Hosingen au syndicat intercommunal SISPOLO. (Sans distinction d'exercice)	32.000
				8.642.036
Section 11.5 - Institut national des sports				
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	315.354
11.010	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	246.858
11.020	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.418
11.030	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	908.778
11.040	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	08.30	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	3.865
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires	3.720
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers	100
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	120
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	5.320
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	700
12.050	12.12	08.30	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	3.500
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	320.000
12.210	12.30	08.30	Dépenses d'alimentation. (Crédit non limitatif).....	120.000
12.300	12.30	08.30	Frais d'exploitation et d'entretien des installations de l'I.N.S. à Luxembourg-Fetschenhof et à Pulvermuhl (annexe); dépenses diverses	28.000
				1.966.833

11.6 - Centre national sportif et culturel

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 11.6 - Centre national sportif et culturel	
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	368.956
11.010	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	69.364
11.020	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	61.773
11.040	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
41.010	41.40	08.30	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du centre national sportif et culturel. (Crédit non limitatif).....	6.425.000
				6.925.293
			Section 11.7 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports	
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	301.665
11.010	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	100
11.020	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	4.465
11.030	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100
11.040	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	182.560
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	309.680
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	25.065
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.500
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	9.153
12.140	12.16	08.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	2.000
12.180	12.30	08.30	Acquisition de matériel didactique et audiovisuel	3.000
12.190	12.30	08.30	Organisation de colloques, de formations et de conféren- ces nationales et internationales sur les problèmes de l'éducation physique et du sport; participation d'ex- perts étrangers et nationaux aux formations à l'école nationale de l'éducation physique et des sports; indem- nités, frais de déplacement et de séjour	15.000
12.191	12.30	08.30	Organisation de stages et d'entraînements dans le cadre des centres de formation: frais de transport et de sé- jour. (Crédit non limitatif).....	68.100
12.192	12.30	08.30	Développement des contacts et échanges avec des institu- tions à l'étranger: dépenses diverses	950

11.7 - Ecole nationale de l'éduc. physique et des sports

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	12.30	08.30	Location d'installations et de matériel; achat de matériel et d'équipement de sport dans l'intérêt des centres de formation et des formations de l'école nationale de l'éducation physique et des sports; dépenses diverses	5.900
33.000	33.00	08.30	Programmes d'échanges européens: frais divers	800
34.060	34.40	08.30	Participation de chargés de cours et de stagiaires de l'école nationale de l'éducation physique et des sports à des formations, des perfectionnements et des recyclages à l'étranger; frais de déplacement et de séjour	5.800
35.010	35.20	08.30	Cotisations internationales	1.700
				939.638
			Total des dépenses du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.....	1.301.112.841

12.0 - Famille

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION	
			Section 12.0 - Famille	
11.131	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	10.000
11.300	31.11	06.36	Remboursement à l'établissement public "Centres, Foyers et Services pour personnes âgées" de traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales 1) d'agents détachés auprès de l'Etat, 2) d'agents bénéficiant d'un recalcul se rapportant à des périodes antérieures à la création de l'établissement public. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	118.153
12.001	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	9.900
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	25.200
12.012	12.13	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	66.600
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	11.300
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau; dépenses diverses	23.400
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	14.450
12.122	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études: suivi des projets financés par le Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000
12.123	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études	184.000
12.124	12.30	06.36	Frais de formation et d'information dans le cadre du chèque-service. (Crédit non limitatif).....	240.000
12.250	12.00	06.32	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Ombudscomit� fir d'Rechter vum Kand	243.973
12.251	12.00	06.32	Centre pour l'égalité de traitement: Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	81.000
12.300	12.30	06.36	Centre de formation socio-familiale, colloques, séminaires et journées d'études: frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisition d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; frais d'organisation et de participation; dépenses diverses	20.700
12.306	12.30	06.36	Promotion du bénévolat: formation, documentation, sensibilisation, coordination, projets divers	21.500
33.001	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés assurant des services aux initiatives bénévoles dans les domaines du social, des secours, de la culture, du sport, de l'environnement, de la jeunesse, des femmes, du troisième âge et/ou accomplissant des missions d'information et de sensibilisation du public	180.775

12.0 - Famille

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.002	33.00	06.33	Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration: solde de la participation de l'Etat résultant de décomptes se rapportant à des exercices antérieurs et qui n'ont pas pu être clôturés dans les limites de la période complémentaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.800.000
33.003	33.00	06.32	Remboursement aux associations conventionnées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration des frais relatifs aux indemnités d'apprentissage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	470.000
33.005	33.00	13.90	Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.010	33.00	06.33 06.36	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des organismes ou des personnes oeuvrant dans les domaines social, familial ou thérapeutique	76.000
35.060	35.00	06.36	Contributions à des organismes internationaux	23.642
41.010	41.40	04.60	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics	240.000
42.000	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités du congé pour raisons familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
43.020	43.52	06.13	Frais de l'opérateur dans le cadre du chèque-service. (Crédit non limitatif).....	1.380.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.580	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	711
12.623	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études	50.000
41.510	41.40	04.60	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics	108.000
				13.424.504
Section 12.1 - Service d'action socio-familiale.- Enfants et adultes				
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	127.039
11.020	11.10	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.100	12.11	06.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	47.000
12.123	12.30	06.32	Frais d'audit dans le domaine de la Jeunesse	10.000

12.1 - Serv. d'action socio-familiale.- Enf. et adultes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.140	12.16	06.32 06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées	90.000
12.141	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information aux questions de politique et travail jeunesse	10.000
12.300	12.30	06.32	Promotion et soutien du bien-être des enfants et des jeunes: Droits de l'enfant, intégration sociale, développement personnel; dépenses diverses	70.000
12.302	12.30	06.36	Prise en charge par l'Etat des frais de production des signes distinctifs identifiant les chiens d'assistance instaurés par la législation relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance.	2.000
12.310	12.30	06.36	Développement de la qualité et de la conception pédagogique dans les services d'accueil socio-éducatif de jour pour enfants et pour la petite enfance	187.000
12.320	12.30	06.36	Information, consultation et promotion familiale: frais de publication, dépenses diverses	11.500
12.341	33.00	06.32	Participation à la promotion de la mobilité et de l'accessibilité transfrontalières des personnes handicapées	34.000
31.040	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de structures privées dans le cadre du chèque-service accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	48.000.000
33.000	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978, ainsi que d'autres services pour enfants et familles	8.838.984
33.001	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'adoption conventionnés	866.279
33.003	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats socio-familiaux conventionnés	7.765.536
33.006	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes	9.480.971
33.007	33.00	06.36	Participation de l'Etat à des frais spécifiques liés à des mesures d'aide à l'enfance et à la famille	1.111.000
33.008	33.00	06.36	Participation de l'Etat à des frais liés aux enfants et jeunes accueillis en famille d'accueil ou suivis en milieu ouvert. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.284.000
33.011	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres médico-sociaux. (Crédit non limitatif).....	2.283.332
33.014	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non-conventionnées	15.000
33.015	33.00	06.36	Remboursement aux centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978 des frais pour médicaments et matériel médico-technique	80.000

12.1 - Serv. d'action socio-familiale.- Enf. et adultes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.017	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'initiatives de travail social communautaire	329.322
33.019	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de mise en place, de fonctionnement et d'étude de projets-pilotes destinés à soutenir la création de nouveaux emplois de proximité dans le domaine socio-familial	180.000
33.021	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des services pour jeunes conventionnés	7.087.748
33.022	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de secrétariat des associations de jeunesse et d'organismes s'occupant des loisirs des jeunes	100.000
33.026	33.00	06.32	Subsides pour activités dans l'intérêt des jeunes	103.000
33.029	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de l'élaboration et de la mise en oeuvre de projets "Plan communal Jeunesse"	5.000
33.030	33.00	06.32	Participation exceptionnelle et transitoire de l'Etat aux frais de fonctionnement des services d'hébergement et d'activités de jour pour personnes handicapées, suite à la nécessité, pour les institutions concernées, de disposer d'un délai d'adaptation et d'organisation en raison de l'entrée en vigueur d'un nouveau type de financement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.031	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conventionnés pour personnes handicapées	46.438.896
33.032	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de formation continue et de projets innovateurs dans le cadre des services d'accueil socio-éducatif de jour pour enfants et pour la petite enfance	82.000
33.034	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'un accompagnement renforcé des enfants à besoins spécifiques placés dans les centres d'accueil et internats socio-familiaux conventionnés pour jeunes	200.000
33.036	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de structures reconnues comme prestataires du chèque-service accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.135.000
33.037	43.21	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services offrant un accompagnement aux structures d'éducation et d'accueil pour enfants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.522.213
33.038	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de services conventionnés concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.110.357
33.040	33.00	06.32	Subventions extraordinaires aux organismes gestionnaires de mesures d'aide à l'enfance et à la famille (Article 17 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.041	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des Centres d'insertion socioprofessionnelle conventionnés	1.964.105

12.1 - Serv. d'action socio-familiale.- Enf. et adultes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.010	34.30	06.32	Placement familial: secours aux familles d'accueil et à des associations sans but lucratif oeuvrant dans ce domaine	35.000
34.090	34.49	06.32	Prise en charge par l'Etat des frais liés à l'aide humaine nécessaire à la compensation du handicap de personnes atteintes d'un handicap sensoriel dans le cadre de formations professionnelles continues et de situations d'examens de promotion légaux ou réglementaires. (Crédit non limitatif).....	5.000
34.091	34.49	06.32	Subventions diverses aux ménages dans le cadre du chèque-service accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000
41.000	41.40	06.32	Accord de coopération avec l'Université de Luxembourg	507.500
43.000	43.22	06.32	Subsides pour l'élaboration et la mise en oeuvre de projets "Plan communal Jeunesse"	60.000
43.002	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres communaux de rencontre pour jeunes	100.000
43.004	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services communaux conventionnés pour adultes	558.060
43.005	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais des communes concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	99.369.861
				286.707.003
Section 12.2 - Solidarité				
11.130	11.12	06.20	Indemnités pour services extraordinaires	400
11.131	11.12	06.20	Indemnités pour services extraordinaires de la commission de médiation	900
12.000	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers	75
12.001	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers de la commission de médiation	900
12.120	12.30	06.20	Frais d'experts et d'études; Assistance technique dans le cadre de la gestion du fonds d'assainissement en matière de surendettement. (Crédit non limitatif).....	800
12.121	12.30	06.20	Frais d'experts et d'études dans le domaine de l'exclusion sociale	16.000
12.300	12.30	06.20	Prévention, information et sensibilisation en matière de surendettement; indemnités; frais de publication; dépenses diverses	15.000
12.301	12.30	06.20	Mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'inclusion sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

12.2 - Solidarité

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.350	33.00	06.20	Accompagnement psycho-thérapeutique et socio-pédagogique des victimes d'incidents collectifs à portée traumatisante; frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500
33.000	33.00	06.20	Participation financière de l'Etat à des projets mis en oeuvre dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'inclusion sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
34.010	34.31	06.20	Secours du chef de pertes essuyées par suite d'accidents ou d'événements imprévus; secours particuliers; secours urgents et secours de route; subventions diverses; secours extraordinaires et suppléments de rente aux crédientiers des assurances sociales. (Sans distinction d'exercice)	150.000
34.011	42.00	06.20	Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance-maladie-maternité des personnes indigentes résidant au Luxembourg temporairement non bénéficiaires d'un régime de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500
34.012	53.20	06.20	Secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	900
34.013	34.31	06.20	Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	228.000
34.014	34.32	06.20	Prestations sociales; hébergement des sans-abri; frais de retour au pays d'origine. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
35.060	35.00	06.20	Remboursement de secours avancés à des résidents du Grand-Duché de Luxembourg en pays étrangers; subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.231
43.000	43.22	06.20	Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
43.001	43.22	06.20	Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigents étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
43.020	43.52	06.20	Frais de l'opérateur pour le logiciel informatique des offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	473.635
43.040	43.52	06.20	Participation aux frais de fonctionnement des offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.500.000
				9.546.241

12.3 - Office luxemb. de l'accueil et de l'intégration

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 12.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration	
11.000	11.00	06.36	Traitements des fonctionnaires	1.247.449
11.010	11.00	06.36	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.733.653
11.020	11.00	06.36	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	7.832
11.030	11.00	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	316.074
11.040	11.00	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.36	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.300
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	1.000
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	9.000
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	6.300
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	37.000
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau	31.500
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000
12.081	12.11	06.36	Bâtiment OLA: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	72.000
12.090	12.21	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	15.400
12.100	12.11	06.36	Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locati- ves accessoires payés à des secteurs autres que le sec- teur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	405.500
12.130	12.16	06.36	Frais d'experts, d'études et de traduction. (Crédit non limitatif).....	108.400
12.140	12.16	06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	16.000
12.170	12.30	06.36	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur pour les secteurs immi- gration et réfugiés	210.000
12.193	12.30	06.36	Plan national d'intégration et de lutte contre les dis- criminations. (Crédit non limitatif).....	143.000
12.194	12.30	06.36	Mise en oeuvre du contrat d'accueil et d'intégration. (Crédit non limitatif).....	176.000
12.300	12.30	06.36	Frais de formation	1.800
12.301	12.30	06.36	Mise en oeuvre de programmes nationaux dans le cadre des programmes communautaires concernant la lutte contre la discrimination. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000

12.3 - Office luxemb. de l'accueil et de l'intégration

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.302	12.30	06.36	Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration et foyers d'accueil pour demandeurs de protection internationale: service de gardiennage. (Crédit non limitatif)	4.275.000
33.010	33.00	06.36	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers; subsides à des associations socio-culturelles favorisant l'intégration des étrangers; subsides pour des projets d'intégration d'envergure nationale	90.000
33.011	33.00	06.36	Subsides aux frais de fonctionnement et d'exploitation de foyers d'hébergement pour travailleurs gérés par des organisations privées	45.000
33.012	33.00	06.36	Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs de protection internationale; aides en vue d'un retour au pays d'origine; activités péri et parascolaires; dégâts causés à des tiers; frais de contentieux; fonctionnement des foyers d'accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.500.000
33.013	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir, au moyen de l'action et de la recherche, le dialogue, la rencontre et l'échange entre étrangers et Luxembourgeois	1.053.133
33.014	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers	407.050
33.015	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet notamment la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des étrangers	325.499
33.017	33.00	06.36	Participation de l'Etat à la réalisation de projets européens dans le cadre de l'intégration des étrangers, de la lutte contre les discriminations ainsi que dans le cadre du Fonds Européen pour réfugiés, du Fonds européen d'intégration, du Fonds social européen et du Réseau européen des migrations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000
33.018	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des Fédérations d'associations d'étrangers regroupées dans l'association "Maison des asbl"	87.000
33.019	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des associations dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre du plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations. (Crédit non limitatif)	80.000
33.020	33.00	06.36	Participation de l'Etat à l'élaboration et à la réalisation de projets et d'activités d'intégration dans l'intérêt de ressortissants communautaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000

12.3 - Office luxemb. de l'accueil et de l'intégration

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.010	34.31	06.36	Secours à des travailleurs migrants en situation légale, de réfugiés reconnus et d'étrangers en situation illégale; frais de contentieux. (Crédit non limitatif).....	80.000
43.000	43.22	06.36	Subsides aux administrations communales initiant et soutenant des projets en vue de l'intégration des étrangers	300.000
				22.351.990
Section 12.4 - Fonds national de solidarité				
11.000	11.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	2.960.418
11.010	11.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	642.008
11.020	11.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.080	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	77.974
12.100	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	752.960
12.110	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif).....	84.500
12.250	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants	395.410
12.300	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	92.600
12.310	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.050.000
34.010	34.31	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 26.7.1986 portant introduction d'un revenu minimum garanti, compte tenu des recettes du fonds. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	149.810.608
34.011	42.00	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 13.6.1975 : allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	421.700

12.4 - Fonds national de solidarité

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.013	34.31	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les avances de pensions alimentaires définitivement irrécouvrables (article 14 de la loi du 26.7.1980). (Crédit non limitatif)	2.404.000
34.014	34.32	06.20	Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation de vie chère en faveur des ménages à revenu modeste. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	37.858.500
34.015	34.32	06.20	Dotation du fonds national de solidarité au titre de la participation au prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique 1) aux personnes admises à durée indéterminée dans les centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers de jour psychogériatriques dûment agréés conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique; 2) aux personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.200.000
34.016	34.31	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 12.09.2003 portant introduction d'un revenu pour personnes gravement handicapées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.348.638
42.010	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 11 juin 2002 portant introduction d'un forfait d'éducation à allouer à certains parents âgés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.111.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.580	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	250.000
12.750	12.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants	82.666
				310.543.082
Section 12.5 - Caisse nationale des prestations familiales				
11.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	5.306.968
11.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	2.736.245
11.020	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	15.156
12.070	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques	230.975

12.5 - Caisse nationale des prestations familiales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.080	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	437.600
12.090	42.00	06.13	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	1.117.660
12.110	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif).....	80.100
12.250	12.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants	1.337.203
12.300	12.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais liés au déménagement de la CNPF. (Crédit non limitatif).....	100
12.310	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.470.000
41.010	41.40	06.13	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics	412.000
42.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	290.871.000
42.001	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales; allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.529.000
42.002	42.00	06.15	Prise en charge par l'Etat des allocations de maternité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.859.000
42.004	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation de rentrée scolaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	37.388.000
42.005	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation d'éducation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	67.782.000
42.006	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de l'article 12 de la loi du 17.6.1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	219.589.000
42.007	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	105.976.000

12.5 - Caisse nationale des prestations familiales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
42.008	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	61.278.000
42.009	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat du boni pour enfants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	212.276.000
42.011	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.631.000
				1.033.323.007
Section 12.6 - Maisons d'enfants de l'Etat				
11.000	11.00	06.32	Traitements des fonctionnaires	4.122.107
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	718.563
11.020	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	12.731
11.030	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	384.979
11.040	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	2.080
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	56.083
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	63.917
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour	19.720
12.030	12.16	06.32	Fourniture de vêtements de travail et de protection	493
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	110.000
12.090	12.21	06.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	2.500
12.100	12.11	06.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	25.000
12.120	12.30	06.32	Frais d'experts et d'études	2.000
12.150	12.30	06.32	Prestations médicales, paramédicales et vétérinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000
12.190	12.30	06.32	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	8.000
12.250	12.00	06.32	Frais d'exploitation; dépenses diverses	515.566
12.251	12.00	06.32	Service Treffpunkt: Frais d'exploitation, dépenses diverses	142.852
12.253	12.00	06.32	Ecole orthopédagogique: Frais d'exploitation, dépenses diverses	1.500

12.6 - Maisons d'enfants de l'Etat

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	33.00	06.32	Collaboration avec des services et des professionnels de la santé mentale	7.500
34.010	34.31	06.32	Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service social des maisons d'enfants de l'Etat	11.000
				6.266.691
Section 12.7 - Service d'action socio-familiale.- Personnes âgées				
12.140	12.16	06.33	Publication du programme national d'actions en faveur des seniors	21.000
12.300	12.30	06.33	Année européenne du vieillissement actif: frais d'organisation, conférences, séminaires, campagnes, dépenses diverses	85.000
12.301	12.30	06.33	Institut de Gérontologie: frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisition d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; publicité; dépenses diverses	30.000
12.302	12.30	06.33	Plan d'action "maladies démentielles". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	35.000
12.303	12.30	06.33	Lëtzebuurger Senioren-Academie:frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisitions d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; publicité; dépenses diverses	23.000
12.305	12.30	06.33	"Senioren Telefon" formation et supervision; publicité; documentation et équipement divers requis, dépenses diverses	12.000
33.001	33.00	13.90	Participation de l'Etat aux frais du projet "Nuetswaach". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
33.010	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	6.182.152
33.011	33.00	06.33	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG IV dans le domaine de la formation en soins palliatifs	32.000
33.013	33.00	06.33	Participation de l'Etat au prix d'équilibre à payer par les usagers âgés et/ou dépendants dont les ressources s'avèrent insuffisantes dans les services de maintien à domicile. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.212.500
33.014	33.00	06.33	Subsides à des organismes privés développant: 1) des mesures d'initiation aux technologies modernes de communication; frais de connexion et frais divers 2) des projets contribuant à la participation, à l'intégration et à la citoyenneté des personnes âgées	16.200
33.015	31.00	06.33	Subsides à des services pour personnes âgées intervenant au niveau de l'entraide	73.000

12.7 - Serv. d'action socio-familiale.- Personnes âgées

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.016	33.00	06.33	Participation de l'Etat à la mise en place d'un plan d'action "maladies démentielles". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.500
33.019	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de la prise en charge de personnes en fin de vie aussi bien au niveau du maintien à domicile qu'en centres d'accueil pour personnes en fin de vie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000
33.020	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais liés à l'organisation de formations professionnelles continues en soins palliatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
43.040	31.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de communes et aux frais d'établissements publics gérés par des communes pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	421.803
				10.266.155
Section 12.8 - Centre socio-éducatif de l'Etat				
11.000	11.00	06.32	Traitements des fonctionnaires	3.128.452
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.353.138
11.020	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	554.853
11.040	11.10	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	11.911
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	23.566
11.131	11.12	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires	1.000
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	20.000
12.001	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: primes d'apprentissage	25.000
12.002	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services de tiers	36.398
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	8.039
12.040	12.12	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: centre de documentation	17.850
12.041	12.12	06.32	Acquisition de machines de bureau de faible valeur	2.300
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	351.604
12.100	12.11	06.32	Centre socio-éducatif de l'Etat: loyers d'immeubles et et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	33.600

12.8 - Centre socio-éducatif de l'Etat

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.150	12.30	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pensionnaires qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pensionnaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
12.210	12.30	06.32	Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif).....	140.000
12.250	12.00	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: frais d'exploitation et frais divers	120.377
12.251	12.00	06.32	Centre socio-éducatif de Schrassig: frais d'exploitation et frais divers	114.110
12.252	12.00	06.32	Initiatives de prévention en matière de toxicomanie au service des pensionnaires des centres socio-éducatifs et frais divers	13.426
12.253	12.00	06.32	Centre socio-éducatif Unité fermée pour mineurs: frais d'exploitation et frais divers	25.000
12.300	12.30	06.32	Dépenses relatives au travail des pensionnaires; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif).....	65.800
12.310	12.50	06.32	Droit d'accise et taxe de consommation dus par les centres socio-éducatifs; taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits achetés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	372
34.010	34.31	06.32	Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service psychosocial du centre socio-éducatif de l'Etat	10.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.580	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	987
				7.157.983
			Section 12.9 - Service national d'action sociale	
11.000	11.00	06.20	Traitements des fonctionnaires	732.245
11.010	11.00	06.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	506.339
11.020	11.00	06.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	15.440
11.040	11.00	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.20	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	61
12.000	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers	4.463
12.010	12.13	06.20	Frais de route et de séjour	2.250
12.040	12.12	06.20	Frais de bureau	786

12.9 - Service national d'action sociale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.050	12.12	06.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	350
12.110	12.30	06.20	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif).....	100
12.120	12.30	06.20	Frais d'experts et d'études	1.500
12.150	12.30	06.20	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du service national de santé au travail et/ou du contrôle médical de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.719
12.170	12.30	06.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur	1.000
12.310	12.30	06.20	Frais de gestion des indemnités d'insertion allouées aux personnes soumises aux activités d'insertion profession- nelle prévues à l'article 10 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti. (Crédit non limitatif).....	154.412
33.000	33.00	06.20	Participation aux frais de fonctionnement de services d'action sociale en exécution de l'article 38 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	2.964.650
				4.386.515
Section 13.0 - Office national de l'enfance				
11.000	11.10	06.32	Traitements des fonctionnaires	436.446
11.010	11.10	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	100
11.020	11.10	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	16.942
11.030	11.10	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100
11.040	11.10	13.90	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	118
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	5.000
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	5.000
12.110	12.30	06.32	ONE: Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
12.125	12.30	06.32	Frais d'experts et d'études en matière informatique	95.000
12.150	12.30	06.32	ONE: Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de l'Office National de l'Enfance. (Crédit non limitatif).....	5.000
12.250	12.00	06.32	Frais d'exploitation courants	90.000
33.000	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour jeunes	11.010.691
33.001	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des services de pla- cement familial conventionnés	2.040.671

13.0 - Office national de l'enfance

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.003	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'aide socio-éducative en milieu ouvert (centres d'accompagnement en milieu ouvert)	1.941.265
33.004	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de l'aide socio-familiale en famille	199.735
33.005	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par des forfaits mensuels et journaliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	29.745.929
33.006	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conventionnés de logement pour jeunes en milieu ouvert	1.879.172
33.007	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil de jour conventionnés pour jeunes	1.070.158
33.008	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par des forfaits horaires	1.500.000
34.011	34.30	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'indemnisation des familles d'accueil par des forfaits journaliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.600.000
34.012	34.30	06.32	Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.676.093
				64.318.520
Section 13.1 - Service national de la jeunesse				
11.000	11.00	06.32	Traitements des fonctionnaires	887.004
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.620.583
11.020	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	42.461
11.030	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	381.950
11.040	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.688
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	24.363
33.022	33.00	06.32	Participation aux frais de fonctionnement des services volontaires de jeunes: soutien aux organismes intermédiaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
33.023	33.00	06.32	Soutien aux organisations bénévoles: remboursement de frais d'assurances	50.000
34.010	12.30	06.32	Frais de fonctionnement des services volontaires de jeunes: allocations aux bénéficiaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.030.000
34.012	34.30	06.32	Soutien aux bénévoles: remboursement de frais de formation	75.000

13.1 - Service national de la jeunesse

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.061	34.40	06.32	Congé-jeunesse: remboursement aux employeurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	275.000
41.050	41.12	06.32	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Service National de la Jeunesse	3.332.500
				8.870.649
			Total des dépenses du ministère de la famille et de l'intégration.....	1.777.162.340

14.0 - Ministère de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
14 - MINISTERE DE LA SANTE				
Section 14.0 - Ministère de la santé				
11.010	11.00	05.22	Maternité: indemnités des employés occupés à titre permanent	100
11.130	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires	43.878
11.132	11.12	05.00	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: indemnités	2.430
12.000	12.15	05.00	Indemnités pour services de tiers	17.600
12.003	12.15	05.00	Contrôle sanitaire des viandes et de l'hygiène des locaux dans les établissements agréés sur la base de la réglementation communautaire. (Crédit non limitatif).....	468.000
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	6.000
12.012	12.13	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	130.000
12.015	12.13	05.00	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	650
12.020	12.14	05.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.200
12.040	12.12	05.00	Ministère de la santé: frais de bureau	8.100
12.042	12.12	05.00	Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA): frais de fonctionnement	14.500
12.043	12.12	05.00	Conseil Supérieur pour Professions de Santé: frais de fonctionnement	7.000
12.044	12.12	05.00	Comité Ethique de Recherche: participation aux frais de fonctionnement du secrétariat	42.800
12.045	12.12	05.00	Commission nationale de contrôle et d'évaluation prévue à la loi sur le droit de mourir en dignité: frais de fonctionnement et frais en rapport avec l'enregistrement des testaments de vie. (Crédit non limitatif).....	7.500
12.046	12.12	05.00	Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA): frais liés à l'obligation de mettre en oeuvre la collecte électronique continue des données pour l'EFSA conformément aux art. 23 et 33 du Règlement CE no 178/2002. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000
12.050	12.12	05.00	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	200
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	225.000

14.0 - Ministère de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.122	12.30	05.22	Mise en oeuvre de la réforme du système de soins de santé et planification hospitalière et extrahospitalière: frais d'experts, d'études et de publication. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	180.000
12.125	12.30	05.00	Projets de construction et de modernisation du secteur conventionné: frais d'experts et d'études relatifs à la planification et au contrôle. (Crédit non limitatif).....	100
12.126	12.30	05.00	Frais d'études et d'évaluation de projets et de programmes d'action du secteur conventionné. (Crédit non limitatif).....	5.000
12.127	12.30	05.00	Actions et projets dans le cadre de la stratégie e-Santé. (Sans distinction d'exercice)	1.620.000
12.151	12.30	05.10	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses	19.000
12.152	12.30	05.30	Frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endocervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer	95.000
12.153	12.30	05.00	Prélèvements d'organes: prise en charge des frais d'interventions sur le donneur défunt, non opposables à l'UCM. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000
12.190	12.30	05.00	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel des administrations et services relevant du ministère de la santé	25.000
12.250	12.00	05.00	Service de remplacement de nuit des médecins-généralistes: frais de fonctionnement et indemnités. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.139.073
12.320	12.30	05.00	Distinction honorifique pour les donneurs de sang bénévoles: dépenses diverses	22.388
12.342	12.30	05.00	Assurance responsabilité civile pour les médecins ou étudiants en médecine en voie de formation spécifique en médecine générale effectuant leur stage pratique au Luxembourg dans le cadre d'une pratique de médecine générale ou en milieu hospitalier	590
12.345	12.30	05.00	Frais de fonctionnement d'une structure nationale de médiation dans le domaine médical du Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
31.012	31.21	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg de frais découlant du fonctionnement d'un service de recensement des pollens et des spores fongiques au Luxembourg. (Sans distinction d'exercice)	85.300
31.031	31.12	05.20	Remboursement à des organismes nationaux des frais découlant de l'organisation de cours et de publications pour la propagation des soins palliatifs	10.000
31.032	31.12	05.22	Analyses HIV: remboursement au CHL de frais non opposables à l'UCM	92.500

14.0 - Ministère de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
31.050	31.32	05.20	Service médical d'urgence et de garde, service des urgences néonatales, service de permanence et de garde des hôpitaux: participation aux frais. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.284.878
31.051	31.32	04.50	Cours pour personnel paramédical: remboursement aux patrons de stage de la part de l'Etat dans les indemnités des élèves paramédicaux (secteurs autres que les hôpitaux de moyen et court séjour) et de stagiaires en réintégration/intégration. (Crédit non limitatif).....	100
31.052	31.32	04.50	Interventions de l'Etat dans les frais engagés par des médecins-généralistes lors de l'installation de cabinets de groupe dans une région non urbaine. (Crédit non limitatif).....	50.000
33.001	33.00	05.10	Sécurité dans le domaine de la transfusion sanguine: participation aux frais du personnel de la Croix-Rouge	543.000
33.002	33.00	05.10	Participation aux frais de fonctionnement du laboratoire de rétrovirologie auprès du CRP-Santé	394.293
33.003	33.00	05.10	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le domaine de la santé de l'environnement	88.500
33.004	33.00	05.00	Subsides aux associations oeuvrant dans le domaine de la formation médicale et pharmaceutique continue	70.000
33.005	33.00	05.30	Subsides dans l'intérêt de la formation continue du personnel des professions de santé	15.000
33.006	33.00	05.10	Participation aux frais de fonctionnement de l'organisme chargé de l'organisation de la formation médicale continue	15.000
33.008	41.40	05.00	Participation aux frais de Centres de ressources pour la santé créés auprès de Centres de recherche publics	756.716
33.009	33.00	05.00	Participation aux frais de fonctionnement de l'Ecole Nationale du dos	158.000
33.011	33.00	05.00	Subsides à la société des sciences médicales	5.000
33.012	33.00	05.00	Subsides pour frais d'organisation et de participation à des congrès sanitaires, réunions scientifiques, expositions et publications scientifiques	16.500
33.013	33.00	05.23	Subsides divers à des associations oeuvrant en matière d'action socio-thérapeutique	64.000
33.014	33.00	05.23	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans divers domaines de l'action socio-thérapeutique	6.656.917
33.015	33.00	05.23	Maladies de la dépendance: participation aux frais de fonctionnement de services oeuvrant dans le domaine des toxicomanies	9.165.520
33.016	33.00	05.10	Ligue de prévention et d'action médico-sociales: remboursement des frais de gérance des services du Ministère de la Santé	45.000
33.017	33.00	05.23	Santé mentale: participation aux frais de fonctionnement de services extra-hospitaliers de santé mentale	11.867.273

14.0 - Ministère de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.018	33.00	05.10	Participation aux cotisations versées à des organismes internationaux par la Croix-Rouge	20.000
33.019	33.00	05.10	Subsides dans l'intérêt de la mise en oeuvre de la promotion de la santé	100.000
33.020	33.00	05.10	Participation à des frais de placement d'enfants dans des centres nationaux et étrangers dans un but médico-social	30.000
33.021	33.00	05.20	Participation aux frais de fonctionnement de la Ligue médico-sociale. (Crédit non limitatif).....	4.740.116
33.022	33.00	05.10	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le cadre du suivi et du traitement des nouvelles maladies pouvant être en relation avec la profession	50.000
33.024	33.00	05.00	Participation aux frais de fonctionnement d'un service de coordination et de promotion des dons d'organes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	135.000
34.011	34.32	05.10	Traitement des maladies sociales et d'autres affections; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes: subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000
34.012	34.32	05.10	Examen médical avant mariage: remboursement des honoraires médicaux et médico-techniques; dépenses diverses (loi du 19.12.1972). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	280.000
34.060	34.40	04.42	Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides	2.500
34.061	34.40	04.42	Médecins luxembourgeois en voie de formation à l'étranger: bourses. (Crédit non limitatif).....	302.000
34.062	31.32	05.20	Indemnités allouées aux médecins effectuant un stage dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale. (Crédit non limitatif).....	1.050.000
34.063	34.41	05.20	Participation financière à la formation complémentaire en dermato-histologie d'un médecin-spécialiste en dermatologie ou en anatomie pathologique	84.662
35.010	35.20	05.00	Collaboration de l'Etat luxembourgeois avec le "Centre antipoison" de Mainz: participation aux frais de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
35.060	35.00	05.00	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	300.000
41.010	41.40	04.60	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics. (Sans distinction d'exercice)	267.000

14.0 - Ministère de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
42.000	42.00	05.00	Remboursement au Collège Médical d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif. (Sans distinction d'exercice)	38.512
42.003	31.00	05.10	Remboursement au Collège Vétérinaire d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires	3.101
11.632	11.12	05.00	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: indemnités	496
12.500	12.15	05.00	Indemnités pour services de tiers	3.800
12.512	12.13	05.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	423
12.542	12.12	05.00	Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA): frais de fonctionnement	270
12.543	12.12	05.00	Conseil Supérieur pour Professions de Santé: frais de fonctionnement	225
12.651	12.30	05.00	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses	265
				46.501.976
			Section 14.1 - Direction de la santé	
11.000	11.00	05.00	Traitements des fonctionnaires	7.028.725
11.010	11.00	05.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	5.869.442
11.020	11.00	05.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	245.778
11.040	11.00	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	05.00	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.550
11.130	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires	10.500
12.001	12.15	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services de tiers	70.000
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	97.700
12.040	12.12	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais de bureau et dépenses diverses	2.500
12.042	12.12	05.10	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression	10.000
12.101	12.11	05.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	242.000

14.1 - Direction de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.102	12.11	05.00	Division de la Radioprotection: frais de location d'un local pour l'entreposage intérimaire de sources radioactives hors usage. (Crédit non limitatif).....	3.750
12.120	12.30	05.00	Contrôle des médicaments, des cosmétiques, des organismes génétiquement modifiés, des biocides et des aliments nouveaux: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif).....	12.000
12.121	12.30	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais d'experts et d'études	6.000
12.122	12.30	05.00	Division de la Radioprotection: Mesures pour réduire l'irradiation médicale au Luxembourg.	25.000
12.125	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études relatifs à la santé au travail	40.000
12.126	12.30	05.10	Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de la Santé Publique	109.600
12.128	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'expertises dans le cadre des procédures d'autorisation et dans le cadre des conventions, traités et accord internationaux. (Crédit non limitatif).....	100
12.129	12.30	05.00	Maintenance technique et évolutive du coût d'exploitation de l'application d'un système d'information pour la gestion des données relatives aux postes à risque	50.000
12.131	12.16	05.10	Assistance pour accompagnement en vue d'une accréditation selon la norme ISO 17020 de la division de l'Inspection Sanitaire	2.750
12.132	12.16	05.10	Service de la sécurité alimentaire - Contrôle officiel des denrées alimentaires: frais d'échantillonnage et d'analyse officiels prévus par la loi du 25 septembre 1953, ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels. (Crédit non limitatif).....	17.500
12.140	12.30	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections (service de l'éducation pour la santé): frais de sensibilisation et d'information. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	520.000
12.142	12.16	05.00	Information et éducation des travailleurs dans les entreprises dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail et prophylaxie des maladies professionnelles: dépenses diverses	16.200
12.143	12.16	05.00	Division de la médecine curative: information et formation pour professionnels de santé et personnel apparenté	6.000
12.170	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils. (Crédit non limitatif).....	37.000
12.250	12.00	05.00	Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	176.000

14.1 - Direction de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.251	12.00	05.10	Division de l'inspection sanitaire: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	43.000
12.252	12.00	05.20	Division de la médecine curative: frais de bureau et dépenses diverses	16.500
12.253	12.00	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: frais de bureau et dépenses diverses	22.500
12.254	12.00	05.00	Services audiophonologiques: frais d'exploitation; dépenses diverses	30.000
12.255	12.00	05.00	Services d'orthoptie et de pléoptie: frais d'exploitation; dépenses diverses	32.000
12.256	12.00	05.00	Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radio-activité; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	117.000
12.257	12.00	05.10	Service de la médecine de l'environnement: frais de fonctionnement	12.000
12.258	12.00	05.00	Service des statistiques sanitaires: dépenses diverses	107.000
12.259	12.00	05.10	Division de la médecine préventive et sociale (service de l'éducation pour la santé): frais de fonctionnement	11.400
12.260	12.00	05.10	Division de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	23.500
12.261	12.00	05.10	Division de la médecine du travail: frais de fonctionnement	35.500
12.262	12.12	05.00	Service d'action socio-thérapeutique: frais de fonctionnement	5.100
12.263	12.00	05.10	Service de la Sécurité Alimentaire: frais de fonctionnement	52.000
12.264	12.00	05.10	Frais d'expert et d'études sécurité alimentaire	15.000
12.301	12.30	05.20	Frais d'analyses dans le cadre de la médecine de l'environnement. (Crédit non limitatif).....	3.000
12.302	12.30	05.10	Division de la médecine scolaire: honoraires médicaux et matériel médical. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	255.000
12.303	12.30	05.10	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies; frais concernant la médecine de catastrophe. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	198.900
12.304	12.30	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisition de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation. (Crédit non limitatif).....	4.352.300

14.1 - Direction de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.305	12.30	05.00	Mise en route de la réforme de la médecine scolaire au niveau national. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
12.306	12.30	05.10	Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice)	291.518
12.307	12.30	05.00	Programmes de médecine préventive organisés avec l'UCM dans le cadre de l'article 17 du Code des assurances sociales: programme de vaccination contre la grippe. (Sans distinction d'exercice)	75.000
12.308	12.30	05.10	Frais d'un programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile	8.000
12.309	12.30	05.10	Prise en charge de dépenses effectuées dans l'intérêt de l'éducation pour la santé dans le cadre de manifestations relevant du domaine de la santé	5.000
12.310	12.30	05.00	Inspection des pesticides et des produits phytopharmaceutiques: frais de surveillance des pesticides et des vendeurs agréés; dépenses diverses	500
12.311	12.30	05.10	Programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	750.000
12.313	12.30	07.32	Evacuation de déchets radioactifs et d'autres produits dangereux. (Crédit non limitatif).....	250
12.314	12.30	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, stockage et distribution d'iode stable. (Crédit non limitatif).....	100
12.316	12.00	05.00	Division de la Radioprotection: assurance qualité des équipements de mesure dans le domaine de radioprotection et du laboratoire de radiophysique	45.000
12.318	12.30	05.00	Mise en oeuvre de la Promotion de la Santé: Projet "ECOLE-SANTE"	60.000
12.319	12.30	05.10	Participation à un programme de médecine préventive dans le cadre de l'article 17 du Code des Assurances Sociales: programme de vaccination des jeunes filles contre Human Papilloma Virus HPV (cancer du col de l'utérus). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000
12.320	12.30	05.10	Participation à un programme de médecine préventive dans le cadre de l'article 17 du Code des Assurances Sociales: programme de prévention de l'avortement par des mesures d'information et de mise à disposition de contraceptifs aux jeunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	950.000
12.321	12.30	05.10	Participation à un programme de médecine préventive dans le cadre de l'article 17 du Code des Assurances sociales: programme d'action, de prévention et de dépistage des facteurs de risque des maladies cardio- et cérébro-vasculaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000

14.1 - Direction de la santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.323	12.30	05.00	Prix annuel de Santé en Entreprise	15.000
12.340	12.30	05.00	Frais de maintenance d'un centre de pharmacovigilance	23.000
12.341	12.30	05.22	Frais d'installation d'un réseau d'échange de données internationales en matière de médicaments. (Crédit non limitatif).....	4.000
12.342	12.30	05.00	Frais de fonctionnement de l'Agence nationale du médicament humain et vétérinaire. (Sans distinction d'exercice)	32.000
12.343	12.30	05.00	Frais en relation avec le contrôle des conventions en matière de "stupéfiants/psychotropes et précurseurs"	7.500
31.050	31.32	05.00	Participation de l'Etat dans le cadre du démarrage des services de médecine du travail aux frais d'organisation d'une formation postuniversitaire de médecin du travail. (Sans distinction d'exercice)	3.500
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
11.631	11.12	05.00	Service de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services extraordinaires	398
12.510	12.13	05.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	236
12.632	12.16	05.10	Frais de publication	500
12.763	12.00	05.10	Frais d'exploitation courants	100
				23.158.597
Section 14.2 - Laboratoire national de santé				
11.000	11.00	05.20	Traitements des fonctionnaires	8.632.127
11.010	11.00	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	6.847.262
11.020	11.00	05.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	826.849
11.040	11.00	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	05.20	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	42.500
11.130	11.12	05.20	Indemnités pour services extraordinaires	2.100
12.000	12.15	05.20	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	75.000
12.010	12.13	05.20	Frais de route et de séjour	500
12.020	12.14	05.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	20.500
12.040	12.12	05.20	Frais de bureau	167.000
12.050	12.12	05.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	165.000

14.2 - Laboratoire national de santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.060	12.12	05.20	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	9.000
12.070	12.12	05.20	Location et entretien des équipements informatiques	65.000
12.080	12.11	05.20	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif).....	505.000
12.100	12.11	05.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif).....	35.000
12.120	12.30	05.20	Frais d'assistance technique en matière informatique. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	40.000
12.121	12.30	05.20	Frais d'accréditation de laboratoire	100.000
12.160	12.30	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérum et matériels divers de laboratoire	2.370.000
12.161	12.30	05.20	Frais pour animalerie, linge, élimination des déchets et de désinfection, matériel divers	88.000
12.162	12.30	05.20	Entretien et réparation des machines et appareils. (Crédit non limitatif).....	480.000
12.171	12.30	05.20	Crédit de fonctionnement du Registre Morphologique des Tumeurs	18.000
12.190	12.30	05.20	Frais d'inscription à des stages de formation continue, à des séminaires et à des congrès	20.000
12.220	41.40	05.20	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: frais de fonctionnement	45.000
12.300	12.30	05.20	Service de cytologie: frais d'exploitation propres	80.000
12.301	12.30	05.20	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs	200.000
12.302	12.30	05.10	Division du contrôle alimentaire: contrôle des denrées et boissons alimentaires, résidus de pesticides, pro- duits cosmétiques et objets usuels et médicaments; frais d'études et dépenses diverses	155.000
12.303	12.30	05.20	Frais d'analyses à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	304.000
12.304	12.30	05.20	Acquisition de biens et services spécifiques en vue de la recherche médicale suite à un legs fait au Labora- toire national de santé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.305	12.30	05.10	Crédit de fonctionnement du Registre des Maladies infec- tieuses	10.000
12.306	12.30	05.20	Division de bactériologie et parasitologie: programme de dépistage de chlamydiatrachomatis au Luxembourg	17.000

14.2 - Laboratoire national de santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.307	12.30	05.20	Division de chimie biologique et hormonologie: programme de médecine préventive pour le dépistage prénatal de maladies congénitales. (Crédit non limitatif).....	338.000
12.308	12.30	05.20	Division de sérologie, virologie, cytogénétique: programme de dépistage des HPV oncogènes. (Crédit non limitatif).....	10.000
12.309	12.30	05.20	Médecine légale: Frais de fonctionnement du laboratoire d'analyses ADN	194.000
12.311	11.00	05.20	Service Hémato-oncologique: frais de fonctionnement	110.000
12.312	11.00	05.20	Frais en relation avec le déménagement à Dudelange. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
34.050	11.00	05.20	Indemnités des stagiaires	6.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.662	12.30	05.20	Entretien et réparation de machines et appareils	506
				21.978.744
			Section 14.3 - Centre thermal et de santé de Mondorf	
11.010	31.11	05.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	457.429
11.030	31.11	05.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	368.395
11.031	31.11	05.23	Salaires pris en charge par l'Etat des ouvriers occupés à titre permanent à l'entretien des espaces extérieurs du centre thermal	486.349
31.020	31.22	05.23	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs	1.343.436
				2.655.609
			Total des dépenses du ministère de la santé.....	94.294.926

15.0 - Logement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
15 - MINISTERE DU LOGEMENT				
Section 15.0 - Logement				
11.010	11.00	07.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.865.196
11.020	11.00	07.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	6.326
11.060	11.00	07.10	Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat.- Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel. (Crédit non limitatif).....	552.186
11.130	11.12	07.10	Indemnités pour services extraordinaires	4.200
12.000	12.15	07.10	Indemnités pour services de tiers	61.695
12.010	12.13	07.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.000
12.012	12.13	07.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	3.400
12.020	12.14	07.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.260
12.030	12.16	07.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	400
12.040	12.12	07.10	Frais de bureau	50.260
12.050	12.12	07.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	110.000
12.070	12.12	07.10	Location et entretien des équipements informatiques	18.270
12.080	12.11	07.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	165.500
12.100	12.11	07.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	223.500
12.120	12.30	07.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	188.900
12.121	12.30	07.10	Frais de fonctionnement de l'Observatoire de l'habitat. (Sans distinction d'exercice)	462.333
12.122	12.30	13.90	Frais d'experts et d'études nécessaires à la transposi- tion et la mise en place du Paquet Logement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
12.140	12.16	07.10	Participation à des expositions; organisation de con- cours et de conférences; confection de plans et de ma- quettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses	170.000
12.190	12.30	07.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	800
12.300	12.30	07.10	Centre de consultation pour le logement individuel et familial; frais de fonctionnement; acquisition de maté- riel didactique; dépenses diverses	2.250

15.0 - Logement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
31.000	31.11	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat (article 25 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	169.000
31.030	31.12	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	189.000
33.000	12.30	13.90	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'une agence immobilière sociale	100.000
33.010	33.00	07.10	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans les domaines du logement	41.000
34.080	34.50	07.10	Aide au logement: subventions d'intérêt (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.000.000
34.081	34.52	07.10	Allocations de logement et de loyer. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
34.083	53.10	07.10	Aide au logement: participation de l'Etat aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement (art. 12bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	88.000
35.020	35.30	13.90	Participation de l'Etat dans les actions et projets cofinancés par des instruments européens. (Sans distinction d'exercice)	1.000
35.060	35.00	07.10	Contribution à des organismes internationaux	1.500
43.000	43.22	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (article 25 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
43.001	43.22	07.10	Participation financière de l'Etat aux études réalisées par les communes dans le cadre de l'assainissement de logements (article 45 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Sans distinction d'exercice)	100
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.510	12.13	07.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	535
12.620	12.30	13.90	Frais d'experts et d'études	907
				49.737.518
			Total des dépenses du ministère du logement.....	49.737.518

16.0 - Travail. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	
			Section 16.0 - Travail. - Dépenses générales	
11.130	11.12	06.40	Indemnités pour services extraordinaires	8.500
11.131	11.12	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services extraordinaires	819
12.000	12.15	06.40	Indemnités pour services de tiers	5.000
12.001	12.15	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services de tiers	1.200
12.010	12.13	06.40	Frais de route à l'intérieur du pays	900
12.012	12.13	06.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	125.000
12.020	12.14	06.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	7.000
12.040	12.12	06.40	Office national de conciliation: frais de bureau	415
12.041	12.12	06.40	Frais de bureau	27.000
12.080	12.11	06.40	Bâtiments: exploitation et entretien	17.914
12.120	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études, de consultance et de traduction; participation à des études d'organisations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
12.121	12.30	06.40	Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports	160
12.122	12.30	06.40	Frais de contrôle des entreprises de travail intérimaire, des projets financés par le fonds pour l'emploi et d'institutions conventionnées par le Ministère du Travail et de l'Emploi. (Crédit non limitatif).....	200.000
12.140	12.16	06.40	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	220.000
12.141	12.16	06.40	Frais de rédaction et d'édition de documentation en rapport avec la législation du travail	85.000
12.150	12.30	06.34	Frais d'expertises médicales de la commission spéciale de réexamen en matière de travailleurs handicapés	25.000
12.190	12.30	06.43	Colloques, séminaires, stages, cours et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
12.300	12.30	06.34	Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi (ORPE): honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports, publications, frais d'organisation de conférences thématiques, frais de campagnes d'information et de sensibilisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

16.0 - Travail. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.301	12.30	06.43	Frais résultant des actions entamées par le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le cadre 1. de l'ancienne loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi telle qu'elle a été intégrée dans le code du travail 2. du comité permanent de l'emploi 3. du comité de coordination tripartite 4. de la responsabilité sociale des entreprises: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports, publications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.302	12.30	06.34	Observatoire du marché de l'emploi	500.000
32.011	31.00	06.43	Prestations de réemploi: participation à la création et à la promotion de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois, aides en faveur d'actions pour une meilleure employabilité des demandeurs d'emploi, de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelles susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible. (Crédit non limitatif).....	200.000
32.012	32.00	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation : délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de la sécurité. (Crédit non limitatif).....	40.000
32.013	32.00	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des travailleurs participant à des cours de langue luxembourgeoise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
33.000	33.00	06.43	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés ayant pour but une adaptation progressive au travail productif de personnes sans emploi	189.865
33.001	33.00	06.42	Cofinancement public national de projets dans le cadre du Fonds social européen (FSE) et du programme INTERREG. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000
33.002	33.00	06.40	Action de prévention et de lutte contre les traumatismes psycho-sociaux provoqués notamment par toute forme de harcèlement moral ou de stress sur le lieu de travail	100.000
33.013	33.00	06.40	Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs	370.000
33.014	33.00	06.40	Participation à l'organisation de cours de langue luxembourgeoise dans l'intérêt du renforcement de la politique d'intégration de la main-d'oeuvre étrangère	100.000
33.016	33.00	06.40	Participation aux frais d'information et de consultation des travailleurs effectués par les secrétariats sociaux des organisations des travailleurs	360.000
33.190	12.30	06.40	Participation dans les frais d'organisation et de participation par des tiers à des conférences, congrès, colloques, séminaires, stages, cours et journées d'études	500

16.0 - Travail. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.090	34.40	06.40	Subsides aux apprentis et travailleurs méritants ainsi qu'aux organisations oeuvrant en faveur de la promotion de l'apprentissage	6.700
35.030	35.40	06.40	Cotisations à des institutions internationales. (Crédit non limitatif).....	100
41.000	33.00	06.35	Remboursement à la Chambre des salariés du supplément de pension à allouer conformément à la loi du 26.3.1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.158
41.001	33.00	04.50	Subsides à la Chambre des salariés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière	150.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.512	12.13	06.40	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.444
32.512	32.00	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation: délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de la sécurité	1.032
				3.855.907
Section 16.1 - Agence pour le développement de l'emploi				
11.000	11.00	06.43	Traitements des fonctionnaires	10.420.484
11.010	11.00	06.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.864.128
11.020	11.00	06.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	2.921
11.030	11.00	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	312.752
11.040	11.00	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.43	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	3.400
11.130	11.12	06.43	Indemnités pour services extraordinaires	13.195
12.000	12.15	06.43	Indemnités pour services de tiers	7.500
12.001	12.15	06.43	Frais des agents de gardiennage. (Sans distinction d'exercice)	145.446
12.010	12.13	06.43	Frais de route et de séjour	37.500
12.020	12.14	06.43	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	9.500
12.040	12.12	06.43	Frais de bureau	250.000
12.050	12.12	06.43	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	517.710

16.1 - Agence pour le développement de l'emploi

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.070	12.12	06.43	Location et entretien des équipements informatiques	20.910
12.080	12.11	06.43	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	230.844
12.090	12.21	06.43	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	77.736
12.100	12.11	06.43	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.319.642
12.125	12.30	06.43	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	567.100
12.140	12.16	06.43	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	126.900
12.150	12.30	06.43	Prestations médicales et paramédicales liées au fonc- tionnement de la Commission mixte	2.500
12.160	12.30	06.43	Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceu- tique et de laboratoire	600
12.170	12.30	06.43	Acquisition et entretien de petit outillage, de logi- ciels et d'équipements spéciaux de faible valeur	26.293
12.180	12.30	06.43	Acquisition et entretien de matériel didactique et psy- chotechnique	10.000
12.190	12.30	06.43	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	20.000
12.300	12.30	06.43	Frais d'exploitation du laboratoire psychotechnique	3.000
12.302	12.30	06.43	Frais résultant de l'encadrement psycho-social des de- mandeurs d'emploi en application de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action na- tional en faveur de l'emploi 1998	3.000
35.060	35.00	06.43	Participation au réseau de coopération technique des services publics de l'emploi	3.000
				19.996.161
Section 16.2 - Inspection du travail et des mines				
11.000	11.00	06.42	Traitements des fonctionnaires	5.543.469
11.010	11.00	06.42	Indemnités des employés occupés à titre permanent	622.721
11.020	11.00	06.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.041
11.030	11.00	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	245.341
11.040	11.00	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.42	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	14.900
12.010	12.13	06.42	Frais de route et de séjour	15.750

16.2 - Inspection du travail et des mines

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.020	12.14	06.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	90.000
12.030	12.16	06.42	Fourniture de vêtements de travail et de protection	4.500
12.040	12.12	06.42	Frais de bureau	113.000
12.050	12.12	06.42	Achat de biens et de services auprès des fournisseurs postaux et téléphoniques	36.000
12.080	12.11	06.42	Bâtiments: exploitation et entretien	14.000
12.090	12.21	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	11.000
12.100	12.11	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.601.500
12.120	12.30	06.42	Etudes et travaux d'analyses spéciales	1.500
12.121	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	320.000
12.122	12.30	06.42	Etudes et travaux d'analyses concernant les mesures de sécurité applicables dans certains tunnels routiers	17.000
12.125	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	100.000
12.131	12.16	06.42	Frais de publication Internet	2.000
12.132	12.16	06.42	Frais de publicité et de sensibilisation	22.000
12.170	12.30	06.42	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux et informatiques de faible valeur	16.000
12.190	12.30	06.42	Amélioration des conditions de travail: frais d'éducation, formation interne des inspecteurs du travail et du nouveau personnel, stages et séminaires de formation et de perfectionnement; dépenses diverses	25.000
12.300	12.30	06.42	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses	200.000
34.110	31.00	06.42	Participation au programme pluriannuel d'actions communautaires et nationales en matière de conditions de travail. (Sans distinction d'exercice)	70.000
35.030	35.00	06.42	Contributions à des organismes internationaux	24.000
				9.119.822
Section 16.3 - Ecole supérieure du travail				
11.130	11.12	04.50	Indemnités pour services extraordinaires	37.360
12.000	12.15	04.50	Indemnités pour services de tiers	15.911

16.3 - Ecole supérieure du travail

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.010	12.13	04.50	Frais de route et de séjour	7.122
12.040	12.12	04.50	Frais de bureau	6.313
12.050	12.12	04.50	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	5.900
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	5.600
12.140	12.16	04.50	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	2.500
12.170	12.30	04.50	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur	100
12.190	12.30	04.50	Cours de formation: frais de fonctionnement	205.069
				285.875
Section 16.4 - Fonds pour l'emploi				
93.000	93.00	06.14	Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	228.506.847
93.001	93.00	06.14	Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000.000
93.002	93.00	06.14	Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif).....	100
				348.506.947
Section 16.5 - Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées				
12.040	12.12	06.34	Commissions des travailleurs handicapés: frais de docu- mentation	2.000
12.170	12.30	06.34	Entretien et réparation des équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
31.050	31.32	06.34	Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées en application de l'article 15 de la loi du 12 septembre 2003 sur les travailleurs handicapés ainsi que du règlement grand-ducal d'application; enquêtes et ex- pertises à effectuer en exécution de la même loi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.801.904
31.051	31.32	06.34	Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées aux ateliers protégés conformément aux disposi- tions de la loi du 12 septembre 2003 sur les travail- leurs handicapés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	23.406.500

16.5 - Emploi des accidentés et des handicapés

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
32.020	31.00	06.34	Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés au titre de l'article 36 de la loi du 12 septembre 2003. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.130.623
33.001	33.00	06.34	Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés. (Sans distinction d'exercice)	11.883.032
34.090	34.30	06.34	Mesures d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles des travailleurs handicapés dans des institutions publiques ou privées: frais de transport; primes et indemnités d'encouragement et de rééducation (article 8 de la loi du 12 septembre 2003). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	51.209
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
33.501	33.00	06.34	Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés	796.916
				45.073.184
			Total des dépenses du ministère du travail et de l'emploi.....	426.837.896

17.0 - Sécurité sociale. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
17/18 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE				
Section 17.0 - Sécurité sociale. - Dépenses générales				
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	5.000
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	29.400
12.012	12.13	06.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	110.000
12.020	12.14	13.90	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.650
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	49.605
12.130	12.16	06.10	Frais de publication	100
12.140	12.16	06.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	20.000
12.250	12.00	06.10	Ministère: frais de documentation et frais divers de fonctionnement; Commission de surveillance et Conseil scientifique: frais de bureau, de documentation et frais d'envoi	5.250
33.010	33.00	06.10	Subventions pour frais d'organisation et de participa- tion à des conférences et congrès ainsi qu'à des publi- cations en rapport avec la sécurité sociale	250
				221.255
Section 17.1 - Inspection générale de la sécurité sociale				
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	2.370.506
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.351.498
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	150.430
11.040	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	720
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	1.900
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	7.000
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	100
12.020	12.14	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.600
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	55.000
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	12.310

17.1 - Inspection générale de la sécurité sociale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.070	12.12	06.10	Entretien du matériel informatique: participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale, section informatique. (Crédit non limitatif).....	459.880
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	10.500
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	3.260
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	841.000
12.125	12.30	06.10	Frais d'experts en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	321.400
12.130	12.16	06.10	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)	35.000
12.190	12.30	06.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	32.500
12.300	33.00	06.10	Cotisation à l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (ALOSS)	2.660
35.060	35.20	06.10	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	7.500
				5.665.964
Section 17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale				
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	4.294.087
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	613.734
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	521
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	595
12.001	12.15	06.10	Indemnités du personnel engagé sur contrat à temps partiel	318.026
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	1.350
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	18.900
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	18.287
12.080	12.11	06.10	Frais de petit entretien des locaux et du mobilier	372
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	291.094
12.150	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400

17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.160	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	4.120
12.190	12.30	06.10	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel de l'Administration du contrôle médical	5.800
12.250	12.00	06.10	Part dans les frais communs du bâtiment administratif à Hollerich. (Crédit non limitatif).....	152.785
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.501	12.15	06.10	Indemnités du personnel engagé sur contrat à temps partiel	34.314
12.570	12.12	13.90	Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale	2.339
				5.756.824
			Section 17.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale	
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	1.509.308
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	343.512
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	32.018
11.040	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	118
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	4.500
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	51.000
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	4.800
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	15.500
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	68.000
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	51.900
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	77.208
12.150	12.30	06.10	Rapports médicaux, frais d'expertises et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	175.000
12.160	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	3.450

17.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.500	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers.	608
12.580	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	670
				2.337.792
			Section 17.4 - Conseil supérieur de la sécurité sociale	
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	283.780
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	77.802
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	15.795
11.040	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	62
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif).....	39.969
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	7.500
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	1.080
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	4.400
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	15.943
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	650
12.150	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.550	12.12	06.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	1.187
				462.368
			Section 17.5 - Assurance maladie - maternité - dépen- dance - Caisse nationale de santé	
11.000	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires	167.037
34.010	42.00	06.30	Prise en charge par l'Etat des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., article 32). (Crédit non limitatif).....	247.010

17.5 - Caisse nationale de santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
42.003	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en nature. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	851.567.245
42.004	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.691.844
42.005	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité: dotation forfaitaire. (Crédit non limitatif).....	20.000.000
42.007	42.00	06.12	Participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	175.000.000
42.008	42.00	05.20	Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
				1.092.823.136
Section 17.6 - Cellule d'évaluation et d'orientation				
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	2.483.520
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.392.640
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	6.603
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	1.000
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	500
12.010	12.15	06.10	Frais de route et de séjour	18.000
12.020	12.15	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	8.700
12.040	12.15	06.10	Frais de bureau	20.700
12.050	12.15	06.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	15.000
12.080	12.15	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	100
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif).....	249.832
12.120	12.15	06.10	Frais d'experts et d'études; indemnités des évaluateurs vacataires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	268.747
12.125	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	130.000
12.150	12.15	06.15	Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de la cellule d'évaluation et d'orientation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	338.880

17.6 - Assurance dépendance

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.160	12.15	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	3.556
12.190	12.15	06.10	Frais d'inscription pour stages de formation et de spécialisation du personnel de la cellule d'évaluation et d'orientation	13.000
12.191	12.30	06.10	Frais d'organisation de la Journée Nationale de l'Assurance Dépendance. (Sans distinction d'exercice)	100
12.250	12.15	06.10	Part dans les frais communs du bâtiment administratif à Hollerich. (Crédit non limitatif)	126.716
12.300	12.30	06.10	Cotisation à l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (ALOSS)	1.680
				5.079.274
Section 17.7 - Mutualités: conseil supérieur de la mutualité				
11.130	31.11	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	670
12.000	31.11	06.10	Indemnités pour services de tiers	4.930
12.010	31.11	06.10	Frais de route et de séjour	200
12.040	31.11	06.10	Frais de bureau	260
33.010	31.00	06.10	Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'Etat, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	47.000
35.030	31.00	06.10	Cotisations à l'association internationale de la mutualité. (Crédit non limitatif)	6.021
				59.081
Section 17.8 - Mutualité des employeurs				
32.000	32.00	13.90	Versement à la Mutualité des employeurs d'une compensation forfaitaire exceptionnelle et transitoire au titre de l'augmentation de certaines charges salariales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000.000
				25.000.000
Section 18.0 - Assurance pension contributive				
42.000	42.00	06.12	Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.291.882.792

18.0 - Assurance pension contributive

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
42.001	34.30	06.12	Participation de l'Etat dans le financement de l'assurance pension: cotisations dues au titre du congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.125.495
42.005	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation des périodes de service militaire obligatoire (loi du 30.5.1984). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.370
				1.303.014.657
Section 18.1 - Assurance accidents				
42.000	42.00	06.15	Contribution forfaitaire compensatoire et exceptionnelle de l'Etat au titre de la réduction en 2011 et 2012 du taux de cotisation de 0,1% de l'assurance accident. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	34.400.000
42.001	42.00	04.10 06.15 06.43	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Prise en charge des dépenses provenant d'accidents visés par les articles 90 ancien et nouveau du Code des assurances sociales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.021.624
				40.421.624
Section 18.2 - Dommages de guerre corporels				
11.010	11.00	06.35	Indemnités des employés occupés à titre permanent	62.590
11.130	11.12	06.35	Indemnités pour services extraordinaires	200
12.000	12.15	06.35	Indemnités pour services de tiers	120
12.010	12.13	06.35	Frais de route et de séjour	100
12.110	12.30	06.35	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.121	12.30	06.35	Frais d'expertises	3.000
34.000	34.20	06.35	Crédits mis à la disposition de l'office des dommages de guerre pour l'indemnisation des dommages de guerre corporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.075.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.580	12.11	06.35	Bâtiments: exploitation et entretien	506
				3.141.616
Total des dépenses du ministère de la sécurité sociale.....				2.483.983.591

19.0 - Agriculture. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	
			Section 19.0 - Agriculture. - Dépenses générales	
11.000	11.00	10.20	Traitements des fonctionnaires	162.291
11.100	11.40	10.10	Unité de contrôle: indemnités d'habillement	2.970
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	11.000
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	2.000
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	500
12.011	12.13	10.10	Unité de contrôle: frais de route et de séjour	8.200
12.012	12.13	10.10	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	188.000
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.500
12.021	12.14	10.10	Unité de contrôle: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	23.000
12.030	12.16	10.10	Unité de contrôle: fourniture de vêtements de travail et de protection	2.300
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	42.300
12.041	12.12	10.10	Unité de contrôle: frais de bureau	12.000
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	70.000
12.051	12.12	10.10	Unité de contrôle: achat de biens et de services postaux et de télécommunications	3.000
12.070	12.12	10.10	Unité de contrôle: location et entretien des équipements informatiques	4.370
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	5.850
12.081	12.11	10.10	Unité de contrôle: bâtiments: exploitation et entretien	2.000
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.000
12.121	12.30	10.10	Unité de contrôle: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif).....	1.000
12.140	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement en relation avec le stand d'exposition pour la promotion des marques nationales pour produits agricoles et viticoles	55.000
12.146	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; participation à des foires et expositions à l'intérieur du pays et à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	172.500

19.0 - Agriculture. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	10.10	Unité de contrôle: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	1.500
12.191	12.30	10.10	Séminaires et cours de formation spécifiques touchant les dossiers à traiter par le personnel du département de l'agriculture.	3.000
12.192	12.30	07.20	Développement rural: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	25.000
24.010	12.12	10.10	Location de logiciels informatiques dans le cadre du système du contrôle intégré - volet gestion animale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	85.000
31.050	31.32	10.10	Intervention de l'Etat en faveur des services d'échange de machines et d'entraide	38.000
33.010	33.00	01.10 01.54	Subventions dans l'intérêt des activités d'organismes et d'associations relevant du département de l'agriculture	370.500
33.016	33.00	07.20	Participation de l'Etat dans les dépenses concernant la gestion et le fonctionnement du réseau, des mesures d'assistance technique, d'information, de publicité et d'évaluation dans le cadre du programme de développement rural 2007-2013. (Sans distinction d'exercice)	97.500
34.060	34.40	04.34	Subsides à des parents d'élèves du lycée technique agricole en pension à l'internat St-Joseph à Ettelbruck	66.000
35.060	35.00	10.10	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	186.700
41.010	31.22	10.10	Participation de l'Etat aux frais administratifs de l'établissement public "Caisse d'assurance des animaux de boucherie". (Crédit non limitatif).....	11.200
41.011	41.40	10.20	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public "Office national de remembrement". (Crédit non limitatif).....	4.000.000
43.000	43.22	10.20	Travaux d'entretien et de réparation des chemins d'exploitation, voies d'eau et autres ouvrages d'art non privés, créés ou maintenus lors du remembrement ainsi que des éléments de verdure bordant les chemins à assurer par les communes, en exécution de l'article 43 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 1996 (participation de l'Etat). (Crédit non limitatif).....	1.000
				5.701.181
Section 19.1 - Mesures économiques et sociales spéciales				
12.120	12.30	10.10	Frais d'études pour la création et l'implantation de zones horticoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000

19.1 - Mesures économiques et sociales spéciales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	12.30	10.10	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.340	31.11	07.50 10.10	Frais d'organisation d'un système de collecte de déchets problématiques auprès des exploitations agricoles, viticoles et horticoles	130.000
12.355	12.30	07.50	Frais en relation avec le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	923.000
31.053	31.32	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de services de comptabilité et de conseils de gestion agricoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.600.000
31.055	31.32	10.10	Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
31.056	31.32	10.10	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.355.000
31.060	34.32	04.00 10.00	Participation de l'Etat à l'octroi d'une aide pour la cession de lait et de certains produits laitiers et de fruits et légumes aux élèves de certains établissements scolaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
33.010	33.00	07.50	Subventions en faveur d'organisations se consacrant à la protection de l'environnement et agréées par le ministère de l'agriculture pour des actions de vulgarisation en relation avec une agriculture respectant les impératifs de la protection de l'espace naturel	37.200
33.011	33.00	07.50	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG dans les domaines de l'agriculture, de la viticulture, de la sylviculture et du développement rural. (Sans distinction d'exercice)	130.000
33.012	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du service des aides sociales en agriculture, organisé par le LMR (association des services d'échange de machines et d'entraide). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	32.000
33.013	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des programmes de coordination, de vulgarisation et d'information en agriculture et viticulture. (Sans distinction d'exercice)	935.100

19.1 - Mesures économiques et sociales spéciales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.023	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'association pour la promotion de la marque nationale de la viande de porc. (Sans distinction d'exercice)	98.650
34.103	34.50	10.10	Subventions en faveur de la recherche et de l'étude de méthodes de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits agricoles et notamment de produits de qualité. (Sans distinction d'exercice)	50.000
34.104	34.50	10.10	Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité, de promotion et de commercialisation de produits de qualité et la participation à des foires et expositions; participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur le produit du terroir par la Chambre d'Agriculture. (Sans distinction d'exercice)	365.000
35.001	35.10	10.10	Remboursement à l'Union Européenne de dépenses non reconnues dans le cadre du financement de la politique agricole commune. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
42.000	34.30	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse nationale de santé par les assurés agricoles obligatoires de cette caisse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.470.000
42.001	34.30	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse nationale de pension par les assurés agricoles obligatoires de cette caisse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.100.000
43.000	43.22	10.10	Subvention à la Ville d'Ettelbrück pour l'organisation de la foire agricole	60.000
				13.596.250
Section 19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture				
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	7.418.487
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.016.195
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	9.278
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	547.525
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	177.816
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	21.950
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	2.952
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	17.844
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	39.000
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	120.000

19.2 - Services techniques

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	2.500
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	69.000
12.041	12.12	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes et de plombs de contrôle dans le cadre de la certification officielle des semences et plants et du contrôle phytosanitaire. (Crédit non limitatif).....	13.500
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	76.700
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	3.600
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	120.000
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	83.000
12.100	12.11	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	98.000
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	120.000
12.125	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	220.000
12.140	12.16	10.10	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions et manifestations	6.000
12.141	12.16	10.10	Frais en relation avec le financement d'actions concrètes dans le cadre de la transposition du plan d'action national sur l'agriculture biologique	205.000
12.160	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	220.045
12.170	12.30	10.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur; dépenses diverses en relation avec les champs d'essais et l'organisation de contrôles et d'essais	62.450
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	18.000
12.315	12.30	10.10	Frais en relation avec le système de contrôle du mode de production biologique de produits agricoles	72.500
12.316	12.30	10.10	Frais de contrôle de la marque nationale de la viande porc et des produits transformés	9.400
12.330	12.30	10.10	Frais inhérents aux contrôles techniques des semences de céréales et de plants fourragères ainsi que des plants de pommes de terre. (Crédit non limitatif).....	60.000

19.2 - Services techniques

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
32.011	32.00	10.10	Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production dans l'intérêt des races bovine et porcine. (Sans distinction d'exercice)	2.190.000
33.016	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer. (Sans distinction d'exercice)	54.250
33.017	31.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fédération horticole luxembourgeoise. (Sans distinction d'exercice)	58.700
33.027	33.00	10.10	Mesures spéciales d'ordre technique: subventions pour la rationalisation d'exploitations agricoles; la réalisation d'infrastructures d'élevage pour animaux de basse cour par des associations privées et mesures en faveur de la conservation de races; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	150.000
34.100	34.50	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle, pour l'assurance multi-risques récoltes et l'assurance risques-bétail. (Crédit non limitatif).....	524.500
41.010	41.40	04.60	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics. (Sans distinction d'exercice)	480.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
12.500	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	1.102
12.510	12.13	10.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	168
				16.289.462
Section 19.3 - Sylviculture				
12.030	12.16	10.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	182.000
12.070	12.12	10.30	Location et entretien des équipements informatiques	4.000
12.120	12.30	10.30	Etudes sur le milieu forestier: frais d'études et d'analyses; indemnités pour services de tiers; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	1.194.000
12.125	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	99.000
12.130	12.16	10.30	Frais de publication	36.000
12.140	12.16	10.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	35.000

19.3 - Sylviculture

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.300	12.30	10.30	Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers; achat de plants forestiers; vêtements et équipements de travail; établissement et entretien des pépinières forestières; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	1.650.000
12.301	12.30	07.30 10.30	Exécution de la loi sur la protection des bois et de la loi concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles: reboisement de terrains et exploitation de forêts appartenant à des propriétaires n'ayant pas satisfait aux conditions légales; dépenses résultant de l'affiliation de l'Etat à l'association d'assurance mutuelle contre les risques d'incendie et d'une assurance responsabilité civile des propriétaires forestiers privés et publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.000
12.302	12.30	10.30 07.50	Participation de l'Etat au projets INTERREG: achats de biens et services spécifiques. (Sans distinction d'exercice)	25.000
31.050	31.32	10.30	Participation aux frais de fonctionnement d'un système de certification de la gestion durable des forêts	15.000
33.010	31.00	10.30	Participation de l'Etat en faveur de la conservation et de l'amélioration des forêts du pays par des associations de sylviculteurs. (Sans distinction d'exercice)	177.600
				3.433.600
Section 19.4 - Service d'économie rurale				
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	3.516.317
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	844.194
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	9.278
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100.511
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	858
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	16.500
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	500
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	27.600
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	875
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	31.000
12.090	12.21	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	358.320
12.125	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	1.500

19.4 - Service d'économie rurale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.140	12.16	10.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; dépenses diverses	1.000
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	4.000
12.300	12.30	10.10	Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs. (Crédit non limitatif).....	93.000
12.301	12.30	10.10	Acquisition et entretien d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif).....	1.750
12.310	12.30	10.10	Réunions périodiques et voyages et autres activités d'information pour le perfectionnement des chefs d'exploitation dont la comptabilité est tenue par le service d'économie rurale, pour la promotion de la coopération et de l'entraide entre agriculteurs et pour des actions visant à introduire des méthodes de production plus soucieuses de l'environnement: frais d'organisation; frais de documentation; frais d'entretien, de maintenance et d'expert en relation avec les différents programmes informatiques; dépenses diverses	4.950
24.010	12.12	10.10	Location de logiciels informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	32.990
				5.045.243
Section 19.5 - Administration des services vétérinaires				
11.000	11.00	10.00	Traitements des fonctionnaires	3.575.925
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	762.972
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	150.249
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	10.10 10.11	Indemnités d'habillement	600
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	18.000
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	20.800
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	30.000
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	2.500
12.031	12.16	10.10	Vétérinaires officiels: fourniture de vêtements de travail et de protection	2.500
12.040	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau	26.300
12.041	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: frais de bureau	9.000
12.050	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	24.500

19.5 - Administration des services vétérinaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.051	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000
12.060	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: location et entretien des installations de télécommunications	250
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	36.000
12.100	12.11	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.900
12.120	12.30	10.10	Frais d'analyses à effectuer dans des laboratoires externes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	428.000
12.122	12.30	05.20	Frais d'accréditation du Laboratoire de Médecine Vétérinaire de l'Etat. (Crédit non limitatif).....	19.500
12.123	12.30	05.20	Frais d'accréditation de l'Inspection Vétérinaire. (Crédit non limitatif).....	8.000
12.125	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	22.500
12.150	12.30	10.10	Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	570.000
12.160	12.30	10.10	Achat de vaccins, de sérums, de désinfectants, de réactifs de laboratoire, de matériel d'identification des bovins, des porcins et des ovins et de matériel de lutte contre les épizooties et prestations de services directs en relation avec la police sanitaire du bétail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	950.000
12.162	12.30	10.10	Vétérinaires officiels: acquisition et entretien de matériel vétérinaire	6.000
12.190	12.30	10.10	Cours de formation continue, conférences	8.000
12.250	12.00	10.10	Frais de fonctionnement de l'Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA) (part du département de l'agriculture)	16.000
12.300	12.30	10.10	Enlèvement de déchets toxiques de laboratoire	13.000
12.310	12.30	10.10	Frais d'enlèvement de cadavres ou de désinfection d'installations dans le cadre de la lutte contre les épizooties; prise en charge des frais en rapport avec l'élimination de matériel animalier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
				6.718.696
Section 19.6 - Viticulture				
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	1.046.779

19.6 - Viticulture

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	448.336
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.302
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	373.121
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	12.049
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	3.300
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	255
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	4.220
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	2.610
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	8.000
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	21.500
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations. (Sans distinction d'exercice)	11.700
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	2.500
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	130.000
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	12.000
12.160	12.30	10.10 10.11	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	156.000
12.190	12.30	10.10 10.11	Cours d'enseignement viticole: indemnités; voyages d'é- tudes; vulgarisation de connaissances viti-vinicoles; frais de formation du personnel, dépenses diverses	20.300
12.300	12.30	10.11	Exploitation de l'institut viti-vinicole	69.000
33.010	31.00	10.10	Subventions à l'organisation professionnelle des vigne- rons indépendants	2.000
33.011	31.00	10.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de so- lidarité viticole (loi modifiée du 23.4.1965)	644.700
33.013	31.00	10.10	Subvention en faveur de la propagande des vins et de la participation de la viticulture luxembourgeoise aux ex- positions et foires	40.000
33.015	53.10	13.90	Améliorations viticoles: reconstitution des vignes, y compris la démolition et la construction de murs de sou- tènement des vignes en terrasses; travaux de consolida- tion des coteaux en mouvement; sélection qualitative des cépages (participation de l'Etat au coût de travaux)	14.000
34.050	34.31	10.10	Subsides pour études viti-vinicoles et arboricoles ainsi que pour la fréquentation d'écoles spécialisées à l'étranger	1.500
34.100	34.50	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de con- trats conclus pour l'assurance-grêle et l'assurance-gel. (Crédit non limitatif).....	525.000

19.6 - Viticulture

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.101	34.50	10.20	Améliorations viticoles dans le cadre du remembrement viticole: compensation partielle des pertes de revenu causées par la reconstitution des vignobles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	130.000
41.010	41.40	04.60	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics. (Sans distinction d'exercice)	189.750
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
11.630	11.12	13.90	Indemnités pour services extraordinaires	560
12.580	12.15	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	4.000
				3.878.482
			Total des dépenses du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural.....	54.662.914

20.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
20 ET 21 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES				
Section 20.0 - Dépenses générales				
11.130	11.12	12.00	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	10.500
12.000	12.15	12.00	Indemnités pour services de tiers	12.500
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	9.000
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.000
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	2.700
12.050	12.12	12.00	Achat de biens et services postaux et de télécommunica- tions	10.500
12.070	12.12	12.00	Location et entretien des équipements informatiques	10.000
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
12.110	12.30	12.00	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	235.000
12.125	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000
12.130	12.16	12.00	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)	45.000
12.140	12.16	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation, d'information et de participation à des foires et expositions. (Sans distinction d'exercice)	75.000
12.190	12.30	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	45.000
12.300	12.30	12.14	Frais de gestion du modèle de trafic géré par la Cellule Modèle de Transport (CMT) Etat-Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	344.100
35.060	35.00	12.00	Cotisations et contributions à des organismes et insti- tutions internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				1.082.400

20.1 - Département de l'aménagement du territoire

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 20.1 - Département de l'aménagement du territoire (DATer)	
11.130	11.12	07.20	Indemnités pour services extraordinaires	1.000
12.000	12.15	07.20	Indemnités pour services de tiers	3.000
12.010	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	4.000
12.012	12.13	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	40.000
12.020	12.14	07.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.000
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	22.000
12.070	12.12	07.20	Location et entretien des équipements informatiques	40.000
12.080	12.11	07.20	Bâtiments: exploitation et entretien	2.500
12.120	12.30	07.20	Aménagement du territoire: frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	1.144.500
12.122	12.30	07.50	Parcs naturels: frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	90.000
12.125	12.30	07.20	Frais de consultance en relation avec le système d'in- formation géographique (SIG). (Sans distinction d'exercice)	10.000
12.130	12.16	07.20	Frais de publication d'études, d'études d'impact et de rapports; frais de confection et de publication de plans et de cartes. (Sans distinction d'exercice)	45.000
12.140	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	45.000
12.190	12.30	07.20	Frais de formation; colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participa- tion	10.000
12.250	12.00	07.20	Frais de fonctionnement de l'unité de coordination ESPON	457.000
12.251	33.00	07.20	Frais de fonctionnement du Centre écologique et touris- tique du Parc Housen incombant à l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	220.000
35.010	33.00	07.20	Participation de l'Etat dans les actions et projets INTERREG. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	146.366
35.060	35.00	07.20	Contributions à des organismes internationaux	31.000
41.010	41.12	07.20	Participation de l'Etat au financement des démarches de service et de recherche avec des établissements publics scientifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	87.400
43.000	33.00	07.20	Participation à l'assistance technique nécessaire à l'é- laboration des plans régionaux	50.000

20.1 - Département de l'aménagement du territoire

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
43.001	12.30	07.20	Participation de l'Etat au financement des démarches conventionnées de planification conjointe réalisées avec le secteur communal. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	370.700
43.030	43.51	07.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels	996.000
43.031	63.21	07.50	Participation de l'Etat à des projets particuliers réalisés par les parcs naturels. (Sans distinction d'exercice)	136.000
43.300	43.52	07.20	Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement ou à assurer la mise en oeuvre des plans régionaux	10.000
				3.964.466
Section 20.2 - Environnement: Dépenses générales				
11.130	11.12	07.30	Indemnités pour services extraordinaires	500
12.000	12.15	07.30	Indemnités pour services de tiers	200
12.012	12.13	07.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	122.000
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.500
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	11.700
12.070	12.12	07.30	Entretien du matériel informatique. (Sans distinction d'exercice)	83.000
12.082	12.11	07.30	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	40.000
12.100	12.11	07.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000
12.120	12.30	07.30	Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, la protection de la nature, du sol et de l'atmosphère, les énergies nouvelles et renouvelables, les réductions de CO ₂ , les concepts énergétiques; études d'impact sur l'environnement; frais connexes.. (Sans distinction d'exercice)	360.000
12.121	12.30	07.30	Etablissement d'un cadastre de la biodiversité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000
12.122	12.30	07.30	Monitoring de la diversité biologique. (Sans distinction d'exercice)	240.000
12.125	12.30	07.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	1.500
12.130	12.16	07.30	Frais de publication	53.000
12.140	12.16	07.30	Acquisition et publication de matériel d'information, de matériel didactique et audiovisuel; organisation de colloques et de conférences sur des problèmes de l'environnement; participation à des foires; dépenses diverses	300.000

20.2 - Environnement: Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.190	12.30	07.30	Frais de formation du personnel	3.500
12.301	12.30	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des sols. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500
12.304	12.30	07.35	Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto et d'instruments subséquents. (Sans distinction d'exercice)	110.000
12.305	12.30	07.30	Conseil Supérieur pour le Développement Durable: indemnités, frais de route et de séjour, frais d'études et d'experts; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	70.000
12.306	12.30	07.30	Observatoire de l'environnement naturel: indemnités, frais de route et de séjour, frais d'études et d'experts; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	90.000
12.310	12.30	07.50	Frais d'exécution de la convention de Washington du 3.3.1973 portant sur le commerce de certaines espèces de la faune et de la flore sauvage, approuvée par la loi du 19.2.1975. (Crédit non limitatif).....	100
12.311	12.30	07.30	Mesures et interventions destinées à permettre la mise en place d'un réseau national d'information en matière d'environnement: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement et d'équipement; études, expertises, publications et dépenses directes dans le même but. (Sans distinction d'exercice)	80.000
12.314	12.30	07.50	Attribution du label écologique dans le cadre de l'initiative communautaire: frais d'administration et de fonctionnement	26.000
12.315	12.30	07.30	Exploitation d'un système intégré de gestion de l'environnement. (Sans distinction d'exercice)	11.500
12.316	33.00	07.30	Etudes, conseils, planification et réalisation de projets pilotes en matière d'utilisation rationnelle et de promotion d'énergies nouvelles et renouvelables mis en oeuvre par l'Agence de l'énergie ou d'autres organismes: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	25.000
33.000	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'environnement	135.000
33.001	33.00	07.50	Participation aux frais d'établissements d'utilité publique chargés de la gestion de réserves naturelles	110.000
33.002	41.40	07.30	Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "My Energy". (Sans distinction d'exercice)	1.006.000

20.2 - Environnement: Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.004	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt d'activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques en faveur des jeunes dans l'intérêt de la protection de l'environnement	60.500
33.005	33.00	07.30	Participation financière à des projets à finalité environnementale mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales. (Sans distinction d'exercice)	135.000
33.006	33.00	07.50	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables au niveau régional et local. (Sans distinction d'exercice)	35.000
33.007	33.00	07.50	Participation financière aux frais de missions déterminées et confiées à la ligue luxembourgeoise pour la protection des oiseaux (LNVL) dans le cadre du centre d'accueil "Haff Réimech". (Sans distinction d'exercice)	50.000
33.012	33.00	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique. (Sans distinction d'exercice)	866.000
33.014	33.00	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL). (Sans distinction d'exercice)	49.800
35.020	35.30	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional. (Sans distinction d'exercice)	23.000
35.021	35.30	07.30	Participation de l'Etat dans les actions et projets cofinancés par des instruments financiers européens. (Sans distinction d'exercice)	100.000
35.060	35.00	07.30 07.50	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	262.000
41.010	41.40	04.60	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement et aux frais relatifs aux missions confiées au CRTE- Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRP HT-Centre de Recherche Public Henri Tudor). (Sans distinction d'exercice)	631.664
43.040	43.52	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal. (Sans distinction d'exercice)	700.000
43.300	43.22	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion de développement durable au niveau local et régional réalisés par les communes et syndicats intercommunaux. (Sans distinction d'exercice)	95.000

20.2 - Environnement: Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
43.301	43.22	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables au niveau local et régional réalisé par les communes et les syndicats de communes. (Sans distinction d'exercice)	65.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.512	12.13	07.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	632
				7.107.596
			Section 20.3 - Administration de l'environnement	
11.000	11.00	07.30	Traitements des fonctionnaires	5.959.852
11.010	11.00	07.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	603.420
11.020	11.00	07.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.021
11.030	11.00	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	63.752
11.040	11.00	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.080	11.31	07.30	Frais médicaux	250
11.100	11.40	07.30	Indemnités d'habillement	1.100
12.000	12.15	07.30	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.010	12.13	07.30	Frais de route et de séjour	150
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	23.600
12.030	12.16	07.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	2.500
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	42.000
12.050	12.12	07.30	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations. (Crédit non limitatif).....	95.000
12.060	12.12	07.30	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	1.000
12.070	12.12	07.30	Location et entretien des équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	76.000
12.120	12.30	07.30	Etudes et évaluation de l'impact des activités indus- trielles, agricoles et urbaines sur la salubrité de l'environnement: frais d'études et d'analyses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	292.000
12.122	12.30	07.30	Etudes et consultance en relation avec la gestion des déchets. (Sans distinction d'exercice)	140.000
12.125	12.30	07.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	64.000
12.130	12.16	07.30	Frais de publication	30.000

20.3 - Administration de l'environnement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.140	12.16	07.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; frais divers en relation avec l'organisation des réunions de travail	10.000
12.141	12.16	07.34	Actions pédagogiques et formation dans l'intérêt de la protection de l'environnement	13.000
12.160	12.30	07.30	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire et d'analyses	20.000
12.190	12.30	07.30	Cours de formation du personnel	10.000
12.300	12.30	07.34 07.35 07.40	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales; frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance; frais de traitement de données; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	350.000
12.302	12.30	07.35	Frais d'études, d'experts et de consultances dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique, contre l'effet de serre et contre le bruit; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	270.000
12.303	12.30	07.30	Loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés: frais de gestion et de contrôle des dossiers de demande d'autorisation; frais de contrôle des établissements classés; dépenses diverses	95.000
12.305	12.30	07.35	Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (directive 2003/87/CE): frais d'établissement et de maintien d'un registre en vue de la comptabilité et de la gestion des quotas d'émission, frais de surveillance des déclarations des exploitants et de contrôle des établissements visés, dépenses diverses. (Crédit non limitatif).....	270.000
12.306	12.30	07.30	Réglementations relatives aux installations techniques et visant la protection de l'atmosphère: frais de formation, de gestion et de contrôle; dépenses diverses	85.000
12.309	12.30	07.30	Enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques (REACH)	44.000
12.310	12.16	07.34	Frais de rapatriement ou d'élimination des déchets en exécution de la réglementation communautaire relative au transfert de déchets. (Crédit non limitatif).....	100
12.314	12.16	07.34	Frais de fonctionnement de projets de gestion des déchets. (Sans distinction d'exercice)	170.000
12.316	12.16	07.34	Frais de gestion des sites contaminés et du cadastre des sites potentiellement pollués. (Sans distinction d'exercice)	79.000
12.317	12.30	13.90	Etudes, consultance et analyses dans le domaine de l'assurance et du contrôle de la qualité dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique et l'effet de serre. (Sans distinction d'exercice)	10.000

20.3 - Administration de l'environnement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.095	34.49	09.20	Prime d'encouragement pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.500.000
				21.325.945
			Section 20.4 - Administration de la nature et des forêts	
11.000	11.00	07.50 10.30 10.40	Traitements des fonctionnaires	10.685.211
11.010	11.00	07.50 10.30 10.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	796.060
11.020	11.00	07.50 10.30 10.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	170.698
11.030	11.00	07.50 10.30 10.40	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	16.504.490
11.040	11.00	07.50 10.30 10.40	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	3.514
11.080	11.00	07.50 10.30 10.40	Frais médicaux. (Crédit non limitatif).....	250
11.100	11.40	07.50 10.30 10.40	Indemnités d'habillement	70.200
11.120	11.12	07.50 10.30 10.40	Gratifications pour croix de service. (Crédit non limitatif).....	4.500
11.130	11.12	07.50 10.30 10.40	Indemnités pour services extraordinaires	622.500
12.000	12.15	07.50 10.30 10.40	Indemnités pour services de tiers	18.000
12.010	12.13	07.50 10.30 10.40	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	36.000
12.020	12.14	07.50 10.30 10.40	Administration générale: frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	210.000
12.021	12.14	07.50 10.30 10.40	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	210.000

20.4 - Administration de la nature et des forêts

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.030	12.16	07.50 10.30 10.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection	55.000
12.040	12.12	07.50 10.30 10.40	Frais de bureau	80.000
12.050	12.12	07.50 10.30 10.40	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations. (Sans distinction d'exercice)	210.000
12.060	12.12	07.50 10.30 10.40	Location et entretien des installations de télécommuni- cations	500
12.070	12.12	07.50 10.30 10.40	Location et entretien des équipements informatiques	44.800
12.080	12.11	07.50 10.30 10.40	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	151.500
12.090	12.21	07.50 10.30 10.40	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.600
12.100	12.11	07.50 10.30 10.40	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	32.500
12.120	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études dans le domaine de la pro- tection de l'environnement	225.000
12.121	12.30	10.30 10.40	Réalisation d'un monitoring de l'évolution des réserves forestières intégrales: frais d'études et de fonctionne- ment; indemnités pour services de tiers	184.000
12.125	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	70.000
12.130	12.16	07.50 10.30 10.40	Frais de publication	30.000
12.140	12.16	07.50 10.30 10.40	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	59.000
12.190	12.30	07.50 10.30 10.40	Formation initiale et continue: organisation de cours de formation et d'entraînement, achat de matériaux, dépen- ses diverses	110.000
12.300	12.30	07.50 10.30	Préparation de nouveaux plans d'aménagement, d'inventai- re et d'études stationnelles dans les forêts soumises au régime forestier; acquisition et réparation de matériel géodésique, dendrométrique, photogrammétrique et carto- graphique: acquisition de bornes; délimitation de forêts et de parcelles dans les bois domaniaux	25.000
12.301	12.30	08.30 10.30	Infrastructures et activités servant à l'éducation, la sensibilisation et la récréation du public en milieu na- turel	130.000

20.4 - Administration de la nature et des forêts

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.302	12.30	07.33 07.50 10.40	Protection et aménagement de l'environnement naturel. (Sans distinction d'exercice)	1.300.000
12.303	12.30	07.50 10.30	Entité mobile de la Direction de l'administration de la nature et des forêts: frais de fonctionnement	12.000
12.304	12.30	10.30	Exécution des dispositions de la directive 1999/105/CE, concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction	25.000
12.310	12.30	07.50	Mesures à prendre pour la protection de la forêt contre les agents biotiques, le bostryche, les autres insectes et champignons nuisibles, et contre les agents abiotiques, notamment les pollutions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	175.000
12.340	12.30	10.40	Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier et les animaux protégés; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	58.000
12.380	12.30	07.50 10.30	Mise en place, entretien et frais de fonctionnement d'un réseau de suivi à long terme des écosystèmes forestiers: frais d'études et d'analyses; indemnités pour services de tiers; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	21.000
24.001	24.10	07.50	Création de réserves cynégétiques; indemnisation des propriétaires particuliers	15.000
31.050	31.32	07.50	Participation de l'Etat au financement de mesures d'amélioration de l'environnement naturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000
33.000	33.00	07.50 10.30	Participation aux frais de fonctionnement du système de certification FSC. (Sans distinction d'exercice)	34.600
34.050	34.31	07.50 10.30 10.40	Participation d'une mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services	180.000
43.041	43.52	07.50	Participations de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes.. (Sans distinction d'exercice)	200.000
43.042	43.52	07.50	Participation de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes réalisés dans le cadre d'une convention. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	900.000
93.002	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la chasse du droit supplémentaire perçu sur les permis de chasse en vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 20.7.1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

20.4 - Administration de la nature et des forêts

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
93.003	93.00	10.40	Versement au fonds cynégétique des droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse en vertu de l'article 9 de la loi du 30.5.1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
93.004	93.00	10.40	Versement du produit du droit supplémentaire perçu sur le permis de chasse au fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	419.463
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.580	12.11	07.50 10.30 10.40	Bâtiments: exploitation et entretien	22.200
12.801	12.30	08.30 10.30	Infrastructures et activités servant à l'éducation, la sensibilisation et la récréation du public en milieu naturel	7.550
43.541	43.52	07.50	Participations de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes.. (Sans distinction d'exercice)	50.000
				34.409.336
			Section 20.5 - Transports.- Dépenses générales	
11.130	11.12	12.00	Indemnités pour services extraordinaires	725
12.000	12.15	12.00	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	100
12.010	12.13	12.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	7.000
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	120.000
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	11.000
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	16.000
12.060	12.12	12.00	Location et entretien des installations de télécommunications	500
12.070	12.12	12.00	Location et entretien des équipements informatiques	8.000
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	45.000
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	640.000
12.140	12.16	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	100.000
12.190	12.30	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	50.000

20.5 - Transports.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.010	33.00	12.00	Promotion du transport combiné fret ferroviaire et fluvial. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000
35.060	35.00	12.00	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	147.900
41.000	31.22	12.00	Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce	5.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.520	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	767
				1.161.992
			Section 20.6 - Circulation et sécurité routières	
11.130	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	32.000
12.000	12.15	12.10	Indemnités pour services de tiers	6.000
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif).....	90.000
12.140	12.16	12.10	Mesures préventives contre les accidents de la circulation: frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	220.000
12.160	12.30	12.10	Acquisition et entretien de matériel médical	125
12.310	12.30	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique (SNCT) des frais pour l'exécution des tâches prévues par le contrat de gestion du 4 décembre 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la SNCT. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.700.000
12.320	12.30	12.10	Frais de fonctionnement relatifs au contrôle technique routier des véhicules utilitaires	60.000
33.000	32.00	12.10	Participation aux frais des cours de formation dispensés par le Centre de Formation pour conducteurs	265.000
33.010	33.00	12.10	Subsides à des organismes privés oeuvrant en matière de sécurité et d'éducation routières	76.600
33.011	33.00	12.10	Subsides à des organismes privés oeuvrant pour la promotion de la mobilité douce	9.000
41.000	31.22	12.10	Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la Chambre de Commerce	102.000
41.001	12.30	12.10	Cours de formation pour conducteurs professionnels de poids lourds, d'autobus et d'autocars. (Crédit non limitatif).....	1.200.000
				8.760.725

20.7 - Transports publics et ferroviaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 20.7 - Transports publics et ferroviaires	
11.000	11.00	12.20	Traitements des fonctionnaires	172.972
12.141	12.16	12.10	Frais d'impression d'horaires d'autobus et de matériel en relation avec les conditions tarifaires	45.000
12.300	12.30	12.13	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisé par l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.045.261
12.310	12.30	12.13	Frais liés au contrôle des titres de transport et de l'application des règles tarifaires dans les autobus circulant sur le réseau RGTR. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.000
31.020	31.22	12.20	Services publics d'autobus et ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	177.342.212
31.023	31.22	12.20	Contributions à la S.N. des C.F.L. conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 sur le statut de la S.N. des C.F.L.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.300.000
31.040	31.31	12.13	Services publics d'autobus assurés par des entreprises privées en exécution des conventions conclues avec l'Etat. (Crédit non limitatif).....	127.062.000
32.001	32.00	12.20	Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	155.563.762
33.001	41.40	12.13	Dotation dans l'intérêt de la couverture des frais de la Communauté des Transports. (Crédit non limitatif).....	7.500.000
33.010	33.00	12.00	Subsides aux associations promouvant les transports publics	3.000
33.011	31.31	12.13	Subsides aux entreprises privées dans l'intérêt du service de transport en commun pendant la nuit	225.000
33.012	33.00	04.30	Subsides à l'Association des Transports Scolaires des Elèves de l'Ecole Européenne (ATSEE). (Crédit non limitatif).....	100
34.090	34.32	04.30	Gratuité du transport des élèves de l'enseignement post-primaire. (Crédit non limitatif).....	4.700.000
34.091	34.32	04.50	Transports effectués pour le compte des élèves fréquentant les établissements de l'éducation différenciée et de l'intégration scolaire, des personnes fréquentant les centres pour handicapés physiques et polyhandicapés ainsi que des travailleurs handicapés et des jeunes en mal d'insertion professionnelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	34.800.000

20.7 - Transports publics et ferroviaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34.092	34.32	12.13	Transports sur commande dans l'intérêt de personnes infirmes à mobilité réduite. (Crédit non limitatif).....	4.370.000
43.000	43.22	12.13	Services publics d'autobus et quasi-gratuité du transport des jeunes assurés par la Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.550.000
43.001	43.22	12.13	Subventions aux communes en vue de compenser les déchets de recettes résultant de l'application sur leurs réseaux de transports publics de la tarification nationale uniforme	140.000
43.002	43.22	12.13	Subsides aux communes organisant le "Late Night Bus"	210.000
43.003	43.22	12.13	Participation aux frais d'études et d'information des communes et syndicats de communes dans le cadre de l'élaboration des plans de déplacement locaux. (Crédit non limitatif).....	100
43.020	31.00	12.13	Services publics d'autobus et quasi-gratuité du transport des jeunes assurés par le T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'Etat. (Crédit non limitatif).....	22.000.000
93.000	93.00	12.20	Dotation au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge de la gestion de l'infrastructure ferroviaire conformément à la directive 91/440 CEE. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	113.138.195
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
34.592	34.49	12.13	Transport sur commande dans l'intérêt de personnes infirmes à la mobilité réduite	5.654
				666.243.256
Section 20.8 - Administration des enquêtes techniques				
11.000	11.00	12.00	Traitements des fonctionnaires	376.139
11.010	11.00	12.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	100
11.020	11.00	12.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.010	12.13	12.00	Frais de route et de séjour	500
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	20.000
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.000
12.030	12.16	12.00	Fourniture de vêtements de travail et de protection	800
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	1.500
12.050	12.12	12.00	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	100
12.060	12.12	12.00	Location et entretien des installations de télécommunications	100
12.070	12.12	12.00	Location et entretien des équipements informatiques	1.300

20.8 - Administration des enquêtes techniques

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	10.000
12.100	12.11	12.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.130	12.16	12.00	Frais de publication Internet	100
12.170	12.30	12.00	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	2.000
12.190	12.30	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	2.000
12.191	12.30	12.00	Cours de formation et de recyclage	10.000
35.060	35.00	12.00	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	1.200
				432.139
Section 20.9 - Navigation et transports fluviaux				
11.000	11.00	12.34	Traitements des fonctionnaires	1.820.082
11.010	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	60.378
11.020	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.030	11.00	12.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	40.536
11.100	11.40	12.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	1.612
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	6.023
11.150	11.12	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires	8.000
12.010	12.13	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	8.000
12.020	12.14	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	13.815
12.030	12.16	12.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	3.600
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	11.600
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	13.700
12.060	12.12	12.34	Location et entretien des installations de télécommunications	3.890
12.070	12.12	12.34	Location et entretien des équipements informatiques	7.600
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	31.000
12.120	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	53.100

20.9 - Navigation et transports fluviaux

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.140	12.16	12.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	2.000
12.170	12.30	12.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	10.000
12.190	12.30	12.34	Cours de formation et de perfectionnement; frais d'organisation et de participation	7.300
12.200	12.30	12.34	Primes d'assurance-responsabilité civile. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.310
12.300	12.30	12.34	Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	138.000
14.010	14.10	12.32	Barrages-écluses de la Moselle et infrastructures relevant du domaine public fluvial: Entretien et renouvellement des installations et équipements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	475.000
14.011	14.10	12.34	Participation aux frais d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages hydrauliques communs de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	322.000
31.030	31.12	12.34	Régime d'aide pour l'installation de transpondeurs AIS à bord des bateaux de marchandises et de passagers	21.000
35.010	35.20	12.34	Participation financière de l'Etat aux frais de mise en exploitation en rapport avec le dédoublement des écluses sur la Moselle allemande. (Crédit non limitatif).....	1.000
35.030	35.40	12.34	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif).....	165.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
11.650	11.12	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires	830
12.510	12.13	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.447
				3.229.923
Section 21.0 - Direction de l'aviation civile				
11.000	11.00	12.40	Traitements des fonctionnaires	1.726.128
11.010	11.00	12.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	405.545
11.020	11.00	12.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	12.40	Indemnités d'habillement	1.880
11.130	11.12	12.40	Indemnités pour services extraordinaires	16.100
11.150	11.12	12.40	Indemnités pour heures supplémentaires	5.000
12.000	12.15	12.40	Indemnités pour services de tiers	3.900
12.010	12.13	12.40	Frais de route et de séjour	800

21.0 - Direction de l'aviation civile

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.012	12.13	12.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	90.000
12.020	12.14	12.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	12.000
12.030	12.16	12.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection	1.200
12.040	12.12	12.40	Frais de bureau	18.000
12.050	12.12	12.40	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cation	5.000
12.070	12.12	12.40	Location et entretien des équipements informatiques et électroniques	38.000
12.080	12.11	12.40	Bâtiments: exploitation et entretien	35.000
12.090	12.21	13.90	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	268.435
12.120	12.30	12.40	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	24.000
12.121	12.30	12.40	Frais liés à la surveillance des activités aéronautiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000
12.122	12.30	12.40	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.140	12.16	12.40	Frais de promotion de l'aéronautique luxembourgeoise	4.000
12.150	12.30	12.40	Section de médecine aéronautique: frais d'expertises mé- dicales et autres. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500
12.170	12.30	12.40	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur	2.000
12.190	12.30	12.40	Cours de formation et de recyclage. (Crédit non limitatif).....	25.000
32.000	32.00	12.40	Participation aux frais de gestion des activités assu- mées par l'agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne. (Crédit non limitatif).....	564.000
33.000	33.00	12.40	Contribution au mouvement luxembourgeois pour la qualité	850
35.030	35.40	12.40	Contribution au budget d'EUROCONTROL. (Crédit non limitatif).....	1.434.624
35.060	35.00	12.40	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'orga- nismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	254.700
				4.951.862
Section 21.1 - Administration de la navigation aérienne				
11.000	11.00	12.44	Traitements des fonctionnaires	3.834.277
11.001	41.12	12.44	Traitements des fonctionnaires Air Navigation Service Provider	9.913.688

21.1 - Administration de la navigation aérienne

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
11.010	11.00	12.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	100
11.011	41.12	12.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent Air Navigation Service Provider	579.625
11.020	11.00	12.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	1.004
11.021	41.12	12.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire Air Navigation Service Provider	5.021
11.030	11.00	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	306.052
11.031	41.12	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent Air Navigation Service Provider	276.592
11.040	11.00	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.041	41.12	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire Air Navigation Service Provider	100
41.050	41.12	12.44	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Administration de la Navigation Aérienne. (Crédit non limitatif).....	8.700.000
				23.616.559
Section 21.2 - Garage du Gouvernement				
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	10.313
11.101	11.40	01.34	Masse d'habillement	9.300
11.150	11.40	01.34	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif).....	240.000
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	900
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	100
12.300	12.30	01.34	Mise à disposition de voitures et autres équipements logistiques requis pour des renforts sporadiques lors de manifestations officielles. (Crédit non limitatif).....	100
12.301	12.30	01.34	Frais de location de véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
41.000	12.00	12.10	Cours de formation continue pour les chauffeurs du Garage du Gouvernement	1.500
				512.313
Section 21.3 - Aéroports et transports aériens				
32.001	12.00	12.40	Remboursement à la société de l'aéroport de certains frais d'exploitation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.985.000

21.3 - Aéroports et transports aériens

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33.000	33.00	12.40	Participation aux frais de promotion d'organismes promouvant les activités aéroportuaires. (Crédit non limitatif).....	950.000
35.060	35.40	12.40	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	859.000
				18.794.000
Section 21.4 - Administration des chemins de fer				
11.000	11.10	12.20	Traitements des fonctionnaires	189.387
11.010	11.10	12.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	116.183
11.020	11.10	12.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	100
12.000	12.15	13.90	Frais des agents de gardiennage. (Sans distinction d'exercice)	20.000
12.010	12.13	12.20	Frais de route et de séjour	2.000
12.012	12.13	12.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	60.000
12.020	12.14	12.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.500
12.030	12.16	12.20	Fourniture de vêtements de travail et de protection	2.000
12.040	12.12	12.20	Frais de bureau	25.000
12.050	12.12	12.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	5.000
12.060	12.12	12.20	Location et entretien des installations de télécommunications	1.000
12.070	12.12	12.20	Location et entretien des équipements informatiques	126.602
12.080	12.11	12.20	Bâtiments: exploitation et entretien	30.000
12.100	12.11	12.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000
12.120	12.30	12.20	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif).....	300.000
12.130	12.16	12.20	Frais de publication Internet	100
12.140	12.16	12.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	5.000
12.170	12.30	12.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	6.000
12.190	12.30	12.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	40.000
32.000	12.30	12.20	Remboursement des traitements, indemnités et salaires des agents de la S.N. des C.F.L. détachés à l'Administration des Chemins de Fer. (Crédit non limitatif).....	1.760.048

21.4 - Administration des chemins de fer

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
35.060	35.00	12.20	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	35.000
				2.731.920
			Section 21.5 - Travaux publics.- Dépenses générales	
11.130	11.12	12.00	Indemnités pour services extraordinaires	4.500
12.000	12.15	12.00	Indemnités pour services de tiers	500
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	60.000
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.200
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	7.000
12.070	12.12	12.00	Location et entretien des équipements informatiques	47.000
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	10.000
12.100	12.11	04.00	Location à long terme d'immeubles scolaires et administratifs pour les besoins de l'Etat: loyers et charges accessoires, expertises et études, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.700.000
12.110	12.30	12.10	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	136.000
12.140	12.16	12.00	Campagnes de sensibilisation et d'information; participation à des foires et à des expositions	30.000
12.190	12.30	01.34 12.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	23.000
12.300	12.30	12.10	Dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	2.250
33.000	33.00	12.14	Participation de l'Etat aux frais de mise en place et d'exploitation d'un système d'information routière	46.145
34.040	34.40	12.10	Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
35.060	35.00	07.33 09.20 12.12	Cotisations à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)	62.000
41.000	31.22	01.34	Subside à la chambre des métiers pour favoriser les activités intéressant le département des travaux publics	47.500

21.5 - Travaux publics.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
41.010	41.40	07.20	Participation aux frais de fonctionnement de l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000
93.000	41.40	07.20	Crédits contractés sous la garantie de l'Etat par l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest: intérêts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.400.000
				21.129.095
Section 21.6 - Ponts et chaussées.- Dépenses générales				
11.000	11.00	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	34.968.076
11.010	11.00	Divers codes	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.075.550
11.020	11.00	Divers codes	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	21.086
11.030	11.00	Divers codes	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	38.485.071
11.040	11.00	Divers codes	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.100	11.40	Divers codes	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	250.000
11.130	11.12	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires	41.000
11.150	11.12	07.33 09.20 12.12	Heures supplémentaires des fonctionnaires: service d'hiver, accidents de la circulation, enduisage, inondations, tempêtes et autres imprévus. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	600.000
12.010	12.13	07.33 09.20 12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	145.000
12.020	12.14	07.33 09.20 12.12	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	2.300.000
12.030	12.16	07.33 09.20 12.12	Fourniture de vêtements de travail et de protection	145.000
12.040	12.12	07.33 09.20 12.12	Frais de bureau	315.000
12.050	12.12	07.33 09.20 12.12	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	350.000

21.6 - Ponts et chaussées.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.060	12.12	07.33 09.20 12.12	Entretien des installations de télécommunications	8.000
12.070	12.12	07.33 09.20 12.12	Location et entretien des équipements informatiques	80.000
12.080	12.11	07.33 09.20 12.12	Bâtiments administratifs, hangars et dépôts: exploita- tion et entretien. (Sans distinction d'exercice)	1.550.000
12.100	12.11	12.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis- trations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	66.000
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000
12.121	12.30	12.10	Frais d'accréditation du Laboratoire	10.000
12.125	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)	215.000
12.170	12.30	12.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	620.000
12.190	12.30	12.10	Formation informatique du personnel des Ponts et Chaus- sées	25.000
12.250	12.00	12.10	Frais résultant des obligations et recommandations en matière de sécurité et de santé au travail. (Sans distinction d'exercice)	30.000
12.300	12.30	12.10	Etablissement d'un inventaire de la voirie et recense- ment de la circulation: indemnités, honoraires et four- nitures diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	135.000
12.301	12.30	12.10	Services spéciaux: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	220.000
12.303	12.30	12.10	Frais d'analyse et de sous-traitance d'essais, ayant donné lieu à des avances correspondantes. (Crédit non limitatif).....	750
24.010	12.12	12.10	Location de logiciels informatiques	230.000
				83.925.633
Section 21.7 - Ponts et chaussées.- Travaux propres				
12.300	12.30	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclai- rage public de la voirie de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.950.000
14.000	14.10	12.12	Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	6.125.000

21.7 - Ponts et chaussées.- Travaux propres

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
14.001	14.10	12.12	Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)	4.500.000
14.002	14.10	12.12	Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage; dépôts de matériel de saupoudrage le long de la voirie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000
14.003	14.10	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)	1.500.000
14.004	14.10	12.12	Voirie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.600.000
14.005	14.10	08.30	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)	250.000
14.006	14.10	12.12	Assainissement et entretien d'arbres d'alignement, d'ar- bres remarquables et d'arbres classés monuments histori- ques le long de la voirie de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	75.000
14.007	12.30	12.12	Frais d'entretien des installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	730.000
14.008	14.10	12.12	Entretien des tunnels sur le réseau de grande voirie. (Sans distinction d'exercice)	1.450.000
14.012	14.10	12.32	Moselle canalisée et domaine du port de Mertert: entre- tien du chenal, des ouvrages d'art et des berges. (Sans distinction d'exercice)	160.000
14.013	14.10	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d' entretien exécutés dans la partie commune de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	360.000
14.014	14.10	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux d'en- retien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)	300.000
14.015	14.10	12.32	Moselle canalisée: réalisation des travaux d'entretien sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République française et le Grand-Duché de Luxembourg. (Sans distinction d'exercice)	6.000
14.030	14.10	08.10	Ouvrages d'art et alentours de la forteresse de Luxem- bourg: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)	700.000
43.000	43.22	12.12	Chemins vicinaux: enduisage et remises en état à la sui- te de déviations imposées par les chantiers sur des rou- tes de l'Etat; subsides aux communes. (Sans distinction d'exercice)	425.000
43.001	43.22	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclai- rage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes. (Sans distinction d'exercice)	1.500.000

21.7 - Ponts et chaussées.- Travaux propres

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
14.501	14.10	12.12	Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)	35.116
				26.166.116
			Section 21.8 - Bâtiments publics.- Dépenses générales	
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	10.276.669
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.637.143
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	8.929
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.288.355
11.040	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	100
11.070	11.00	01.34	Indemnités des agents au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	24.100
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)	14.550
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	3.000
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	300
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	72.500
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	83.000
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	2.500
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	60.000
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services postaux et de télécommuni- cations	70.000
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	53.000
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)	126.000
12.170	12.30	01.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipe- ments spéciaux de faible valeur	100.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.510	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	640
				14.820.786
			Section 21.9 - Bâtiments publics.- Compétences propres	
12.082	12.11	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: ex- ploitation, entretien et réparation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.450.000

21.9 - Bâtiments publics.- Compétences propres

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
12.083	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité; taxes et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.725.000
12.084	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.900.000
12.089	12.11	01.34	Immeubles loués par l'Etat: travaux d'entretien et de réparation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	950.000
12.090	12.21	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles faisant l'objet d'un contrat de location-vente. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
12.091	12.21	01.34	Bâtiments de l'Etat: contrats de fourniture d'énergie en relation avec les frais d'exploitation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.650.000
12.125	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	26.000
12.300	12.30	01.34	Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	700.000
12.301	12.30	01.34	Fêtes publiques, religieuses et culturelles; cérémonies et réceptions officielles; conférences; illuminations, installations de tribunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	125.000
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
12.589	12.11	01.34	Immeubles loués par l'Etat: travaux d'entretien et de réparation	3.583
				16.529.683
			Total des dépenses du ministère du développement durable et des infrastructures.....	960.895.745

22.0 - Egalité des chances

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
22 - MINISTERE DE L'EGALITE DES CHANCES				
Section 22.0 - Egalité des chances				
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	3.500
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	1.800
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	800
12.012	12.13	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	13.770
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau; dépenses diverses	11.150
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	12.750
12.120	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)	700.000
12.130	12.16	06.36	Frais de publication	50.000
12.190	12.30	06.36	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	50.000
12.302	12.30	06.36	Campagne médiatique promouvant l'égalité des chances en- tre les femmes et les hommes	267.000
12.305	12.30	06.36	Mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.000	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fon- ctionnement des centres d'accueil et des services conven- tionnés pour personnes en détresse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.987.631
33.002	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais des activi- tés du Conseil National des femmes du Luxembourg	257.401
33.003	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des projets mis en oeuvre dans le cadre de programmes communautaires en ma- tière d'égalité des femmes et des hommes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
33.004	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des actions des organisations non étatiques oeuvrant en faveur de l'éga- lité des femmes et des hommes	60.000
33.010	33.00	06.36	Subsides à des organismes oeuvrant en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre du plan d'action national "Egalité 2009-2014"	65.000
33.011	33.00	06.36	Participation de l'Etat à la réalisation d'actions posi- tives dans le domaine de l'emploi. (Sans distinction d'exercice)	90.000
				12.571.002
Total des dépenses du ministère de l'égalité des chances.....				12.571.002

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Total des dépenses du chapitre III.....	10.175.081.112

30.4 - Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
CHAPITRE IV.- DEPENSES EN CAPITAL				
30 - MINISTERE D'ETAT				
Section 30.4 - Gouvernement				
74.000	74.10	01.10	Acquisition de véhicules automoteurs	35.000
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	5.000
74.020	74.22	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: acquisition et installation d'équipements; frais accessoires. (Sans distinction d'exercice)	25.000
74.040	74.22	01.10	Acquisition d'équipements spéciaux	8.000
74.050	74.22	01.10	Acquisition d'équipements informatiques	60.000
74.060	74.40	01.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	30.000
74.301	74.22	02.00	Haut-Commissariat à la Protection nationale: frais d'acquisition pour la gestion de crises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
74.305	74.22	02.00	Haut-Commissariat à la Protection Nationale: frais d'acquisition d'équipements spéciaux, de bureau et de télécommunication	22.300
74.310	52.20	13.90	Computer Emergency Response Team: acquisition et installation d'équipements spéciaux; frais accessoires	95.000
				281.300
Section 30.5 - Conseil économique et social				
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	1.000
74.020	74.22	01.10	Acquisition d'installations de télécommunications	2.000
74.040	74.22	01.10	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000
				4.000
Section 30.6 - Centre de communications du Gouvernement				
74.000	74.10	02.00	Acquisition de véhicules automoteurs	32.000
74.010	74.22	02.00	Acquisition de machines de bureau	7.500
74.020	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications	9.000
74.021	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications pour les autres administrations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	715.000

30.6 - Centre de communications du Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.040	74.22	02.00	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	125.000
74.050	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques	55.000
74.051	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	225.000
74.060	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incor- porels	50.000
74.061	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incor- porels pour les autres administrations. (Sans distinction d'exercice)	150.000
				1.368.500
Section 30.7 - Cultes				
52.004	52.10	08.50	Participation aux frais de réfection et de remise en état d'édifices publics à caractère national. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.500
				36.500
Section 30.8 - Médias et Communications				
51.050	51.20	08.40	Participation de l'Etat aux frais de développement du secteur des technologies de l'information et des commu- nications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.010	74.22	08.40	Acquisition de machines de bureau	2.500
74.011	74.22	08.40	Conseil National des Programmes: acquisition de machines de bureau	100
74.040	74.22	08.40	Médias audiovisuels: acquisition d'équipements spéciaux	15.000
74.041	74.22	08.40	Conseil national des programmes: Acquisition d'équipe- ments spéciaux	4.000
				21.700
Section 30.9 - Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg				
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	1.500
				1.500
Total des dépenses du ministère d'Etat.....				1.713.500

31.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES				
Section 31.0 - Dépenses générales				
74.040	74.22	01.40	Acquisition d'équipements spéciaux	54.874
74.050	74.22	01.40	Acquisition d'équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	25.000
74.051	74.22	13.90	Frais de remplacement de scanner. (Crédit non limitatif).....	10.000
74.060	74.40	01.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	4.500
74.061	74.22	01.40	Frais de développement du logiciel, d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.311	74.22	01.40	Cellule de crise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				94.574
Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger				
72.010	72.10	01.42	Ambassades, représentations permanentes et autres missions: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles, y compris gros entretien. (Sans distinction d'exercice)	410.000
74.070	74.22	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art	30.000
74.250	74.00	01.42	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Sans distinction d'exercice)	502.000
74.251	74.22	01.42	Frais d'installation et d'équipement de nouvelles missions luxembourgeoises à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	26.000
				968.000
Section 31.4 - Immigration				
74.250	74.22	01.40	Centre de rétention: acquisitions. (Crédit non limitatif).....	10.000
				10.000

31.5 - Direction de la défense

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
Section 31.5 - Direction de la défense				
54.060	54.41	02.00	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000
54.061	54.41	02.00	Participation au financement de travaux internationaux à intérêt commun exécutés par les pays membres de l'O.T.A.N.; contribution au programme N.S.M.A.T.C.C.; contribution au programme A.W.A.C.S.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.900.000
54.062	54.41	02.00	Participation au financement d'infrastructures immobilières des organismes internationaux concourant à la défense du pays. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	857.156
93.000	93.00	02.10	Alimentation du fonds d'équipement militaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	37.000.000
				39.807.156
Section 31.6 - Défense nationale				
74.000	74.10	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	217.000
74.010	74.22	02.10	Acquisition de machines de bureau	15.000
74.020	74.22	02.10	Acquisition d'installations de télécommunications	2.000
74.030	74.22	02.10	Acquisition d'appareils médicaux. (Sans distinction d'exercice)	17.500
74.040	13.00	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	270.500
74.050	74.22	02.10	Acquisition d'équipements informatiques	76.840
74.060	74.40	02.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Sans distinction d'exercice)	397.740
74.080	74.22	02.10	Acquisition de mobilier de bureau	5.000
74.250	74.22	02.10	Acquisition de mobilier et d'équipement connexe pour la cantine des volontaires de l'armée	5.000
74.300	74.22	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel. (Sans distinction d'exercice)	34.400
74.310	13.00	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice)	76.000
74.320	13.00	02.10	Equipement de casernement et équipement divers. (Sans distinction d'exercice)	220.000
74.330	13.00	02.10	Matériel de protection c.b.r.n.	2.000

31.6 - Défense nationale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.340	74.22	02.10	Acquisition d'instruments de musique	27.300
74.390	74.22	02.10	Système de surveillance et d'accès (SDE). (Sans distinction d'exercice)	7.000
74.391	74.22	02.10	Acquisition de matériel de sport	5.000
74.392	74.22	02.10	Acquisitions majeures pour missions de gestion de crise et autres missions. (Crédit non limitatif).....	48.750
				1.427.030
			Section 31.7 - Coopération au développement et action humanitaire	
74.250	74.22	01.53	Bureaux de coopération dans les pays en développement: acquisitions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	93.863
				93.863
			Total des dépenses du ministère des affaires étrangères.....	42.400.623

32.0 - Culture: dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
32 - MINISTERE DE LA CULTURE				
Section 32.0 - Culture: dépenses générales				
52.010	52.20	08.00	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement d'infrastructures culturelles par des associations sans but lucratif. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000
61.010	61.41	08.00	Participation de l'Etat aux frais d'investissement du Centre de musiques amplifiées	100.000
63.000	63.21	08.20	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes d'infrastructures culturelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000
63.040	63.51	08.10	Musées régionaux: subsides	37.730
72.000	72.30	08.10	Construction et aménagement du Musée national de la résistance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.000	74.10	08.00	Acquisition de véhicules automoteurs	32.000
74.050	74.22	08.00	Acquisition d'équipements informatiques	1.500
74.060	74.40	08.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	3.000
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'objets historiques et archéologiques. (Crédit non limitatif).....	100
74.071	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art	70.000
74.072	74.22	08.10	25ème anniversaire du traité de Schengen: acquisition de la "Colonne des nations"	22.000
74.300	74.22	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: acquisition de matériel didactique et d'équipement pour les ateliers d'enfants	2.000
93.000	93.00	08.10	Alimentation du fonds pour les monuments historiques. (Crédit non limitatif).....	10.000.000
				14.118.430
Section 32.1 - Service des sites et monuments nationaux				
74.060	74.40	08.10	Acquisition de logiciels et d'autres biens incorporels	7.500
74.300	74.22	08.10	Acquisition de mobilier et de documents historiques	3.000
				10.500

32.2 - Musée national d'histoire et d'art

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 32.2 - Musée national d'histoire et d'art	
61.010	61.41	08.10 08.20	Dotation dans l'intérêt de l'aménagement de l'aile Wilt-heim du Musée national d'histoire et d'art	600.000
				600.000
			Section 32.5 - Centre national de l'audiovisuel	
61.010	61.41	08.10	Dotation dans l'intérêt de l'acquisition d'équipements audiovisuels à haute résolution	400.000
63.041	63.51	08.10	Participation aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma régionales non commerciales	25.000
				425.000
			Total des dépenses du ministère de la culture.....	15.153.930

33.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
33 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
Section 33.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales				
41.050	41.12	04.10	Dotation au profit des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique organisant les brevets de technicien supérieur dans l'intérêt de l'acquisition d'équipements spéciaux	127.000
53.010	53.20	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 22 juin 2000). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
54.011	54.21	04.10	Participation à la construction de pavillons et de chambres d'étudiants; acquisition de concessions et de droits de réservation de chambres pour étudiants luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.000	74.10	04.10	Acquisition de véhicules automoteurs	26.000
74.010	74.22	04.10	Acquisition de machines de bureau	7.500
74.040	74.22	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	19.073
74.050	74.22	04.10	Acquisition d'équipements informatiques	6.000
				185.773
Section 33.2 - Recherche et innovation				
74.010	74.22	04.60	Acquisition de machines de bureau	3.000
74.050	74.22	04.60	Acquisition d'équipements et de logiciels informatiques	5.000
				8.000
Total des dépenses du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.....				193.773

34.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
34 - MINISTERE DES FINANCES				
Section 34.0 - Dépenses générales				
53.010	53.20	06.35	Indemnisation des dommages de guerre mobiliers et immobiliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
54.030	54.41	01.53	Participation aux reconstitutions des ressources et aux programmes des institutions de Bretton-Woods et autres interventions en faveur des pays en voie de développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500.000
54.031	54.41	01.52 01.53	Participation aux programmes de la BERD, de la BEI et d'autres institutions européennes; autres interventions en faveur des pays de la Méditerranée et des pays en transition. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000
54.032	54.41	01.52 01.53	Agence de transfert de technologie financière - ATTF: actions de formation bancaire en faveur des pays en transition et en développement	1.000.000
54.034	54.41	01.53	Participation dans les programmes de la Banque et du Fonds Asiatiques de développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000
54.035	54.41	01.53	Participation aux programmes du FIDA (Fonds international de développement agricole) et autres interventions en faveur du développement agricole. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	940.000
54.036	54.41	01.53	Participation dans les programmes de la Banque et du Fonds africains de développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000
71.040	71.31	01.25	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000
71.050	71.32	01.25	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000
73.060	73.43	01.25	Travaux d'aménagement dans l'intérêt de la valorisation de terrains faisant partie du domaine de l'Etat; participation à des frais de viabilisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	90.000
81.030	81.50	07.10	Société nationale des habitations à bon marché: augmentation du capital social. (Crédit non limitatif).....	100
81.031	81.40	01.20	Participations dans le capital social de la société ayant pour objet le développement des friches industrielles; appel de la garantie de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100

34.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
81.035	81.40	11.40	Participation dans le capital social de sociétés, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000
81.040	81.50	01.52	Société nationale de crédit et d'investissement: majoration de la dotation; dotation spéciale pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat. (Crédit non limitatif).....	100
81.050	51.20	11.70	Office du ducroire: majoration de la dotation; alimentation du fonds spécial d'assurance ducroire pour le compte de l'Etat; rachat de créances au titre de la réduction de la dette des pays pauvres hautement endettés ou au titre de l'aide au développement. (Crédit non limitatif).....	100
84.070	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces; versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires. (Crédit non limitatif).....	100
84.091	84.23	01.53	Groupe de la Banque Mondiale: augmentation et ajustement de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
84.098	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
84.105	84.24	01.53	Banque asiatique de développement: souscription et ajustement de la souscription du Grand-Duché au capital social moyennant versement en espèces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	640.700
84.123	84.23	01.53	Banque de développement du Conseil de l'Europe: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces. (Crédit non limitatif).....	100
84.237	93.00	01.53	Bons du Trésor émis et à émettre au profit d'organisations financières internationales: alimentation du Fonds de la dette publique en couverture de leur amortissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.800.000
				44.481.600
Section 34.1 - Inspection générale des finances				
74.010	74.22	01.23	Acquisition de machines de bureau	1.000
74.050	74.22	01.23	Acquisition d'équipements informatiques	5.000
74.060	74.40	01.23	Acquisition de logiciels informatiques	4.000
				10.000

34.2 - Trésorerie de l'Etat

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 34.2 - Trésorerie de l'Etat	
74.010	74.22	01.23	Acquisition de machines de bureau	1.000
				1.000
			Section 34.3 - Direction du contrôle financier	
74.010	74.22	01.30	Acquisition de machines de bureau	1.000
74.040	74.22	01.30	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000
				2.000
			Section 34.4 - Contributions directes	
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	49.000
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	2.500
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	30.000
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	50.000
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	150.000
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels	50.000
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	12.400
				343.900
			Section 34.5 - Enregistrement et domaines	
74.000	74.10	01.22 01.25	Acquisition de véhicules automoteurs	18.000
74.010	74.22	01.22 01.25	Acquisition de machines de bureau	15.650
74.020	74.22	01.22 01.25	Acquisition d'équipements de télécommunications	1.000
74.040	74.22	01.22 01.25	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000
74.050	74.22	01.22 01.25	Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit non limitatif).....	55.000
74.060	74.22	01.22 01.25	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incor- porels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	54.500
74.080	74.22	01.22 01.25	Acquisition de mobilier de bureau	15.000
				160.150

34.6 - Douanes et accises

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
Section 34.6 - Douanes et accises				
72.010	72.10	01.22	Constructions; frais de transformation et d'aménagement d'immeubles et parties d'immeubles affectés au service de l'administration. (Sans distinction d'exercice)	70.000
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	190.000
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	10.000
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	33.000
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.000
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.000
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.276.000
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	45.000
74.300	74.22	01.22	Acquisition de matériel nécessaire à la lutte anti-drogues	45.000
				1.775.000
Section 34.7 - Cadastre et topographie				
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	32.000
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	6.000
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	12.700
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	44.000
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	148.000
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels. (Sans distinction d'exercice)	309.000
				551.700
Section 34.8 - Dette publique				
91.005	93.00	14.10	Alimentation du fonds de la dette publique: amortissements. (Crédit non limitatif).....	100
91.006	91.11	13.90	Appel à la garantie de l'Etat et ajustements de valeur d'opérations de trésorerie liées aux risques de crédit et aux risques de marché. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				200

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Total des dépenses du ministère des finances.....	47.325.550

35.0 - Economie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
<p style="text-align: center;">35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR</p> <p style="text-align: center;">Section 35.0 - Economie</p>				
31.050	31.32	11.10	Garantie locative à l'exploitation d'une structure d'accueil dédiée aux technologies de la santé et de l'environnement	400.000
51.040	51.10	11.30	Application de la législation en matière d'aides aux entreprises industrielles et de prestation de services ayant une influence motrice sur le développement et la diversification économiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.050.000
51.041	51.10	11.30	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: création et aménagement d'infrastructures extraordinaires, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.350.000
51.045	51.10	11.30	Application de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
51.052	51.20	11.30	Application de la législation ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays: subventions en capital à la création et au démarrage de petites entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
51.053	51.20	11.10	Participation aux dépenses d'investissement en relation avec le projet de reconstruction du Parc des foires et expositions au Kirchberg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000
63.000	63.21	11.30	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, en vue de promouvoir et de faciliter l'établissement, le développement et l'extension d'entreprises de production de biens et de services, dépenses et frais connexes: participation au coût de certains travaux communaux ou intercommunaux et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
63.001	63.21	12.50	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000

35.0 - Economie

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
71.000	71.11	11.30	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	173.800
71.010	71.12	11.30	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000
72.010	72.10	11.30	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: acquisition, construction et aménagement de bâtiments et d'équipements, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.600.000
73.071	73.41	11.30	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: aménagement de terrains et création d'ouvrages, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses, y compris les participations remboursables aux dépenses d'acquisition et d'aménagement de terrains effectuées par les syndicats intercommunaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.000.000
74.000	74.10	11.10	Acquisition de véhicules automoteurs	30.000
74.040	74.22	09.20	Acquisition d'équipements spéciaux	10.000
74.050	74.22	09.20	Acquisition d'équipements informatiques	115.000
74.060	74.40	11.10	Acquisition de logiciels	46.000
74.061	74.43	11.10	Redevance à verser à l'a.s.b.l. Etat-Luxorr pour l'utilisation des droits de reproduction par reprographie et par numérisation	281.981
74.250	74.22	11.10	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Sans distinction d'exercice)	110.000
81.030	51.12	11.40	Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
93.000	93.00	11.30	Alimentation du Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur privé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	43.000.000
93.001	93.00	11.30	Alimentation du fonds climat et énergie. (Crédit non limitatif).....	5.000.000
				92.417.081

35.1 - STATEC

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 35.1 - Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)	
74.050	74.22	01.32	Acquisition d'équipements informatiques	89.000
74.051	74.22	13.90	Acquisition d'équipements informatiques dans l'intérêt de la mise en place de la Centrale des Bilans	56.900
74.060	74.40	01.32	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	63.000
				208.900
			Section 35.4 - Conseil de la concurrence	
74.050	74.22	11.10	Acquisition d'équipements informatiques	2.000
74.060	74.40	11.10	Acquisition de logiciels	500
				2.500
			Section 35.8 - Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS)	
74.000	74.10	11.10	Acquisition de véhicules automoteurs	32.000
74.030	74.22	11.10	Acquisition d'équipements de laboratoire	11.600
74.042	74.22	11.10	Acquisition d'équipements spéciaux	950
				44.550
			Total des dépenses du ministère de l'économie et du commerce extérieur.....	92.673.031

36.0 - Classes moyennes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
36 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
Section 36.0 - Classes moyennes				
52.000	52.10	11.40	Participation de l'Etat à la dotation en capital des mutualités de cautionnement du Commerce et de l'Artisanat. (Sans distinction d'exercice)	1.000.000
53.040	53.10	11.40	Application des lois-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des petites et moyennes entreprises du secteur des classes moyennes: subventions en capital. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.000.000
53.042	31.12	11.50	Subventions en capital allouées en faveur de projets hôteliers exceptionnels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.050	74.22	11.40	Acquisition d'équipements informatiques	3.000
74.060	74.40	11.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	3.000
				8.006.100
Section 36.1 - Tourisme				
52.040	63.51	11.60	Participation de l'Etat aux frais des syndicats d'initiative et ententes de syndicats d'initiative occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des pistes cyclables, circuits VTT et sentiers pédestres	26.000
63.002	43.22	08.30 11.60	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables	74.000
74.000	74.10	11.60	Acquisition de véhicules automoteurs	25.000
74.040	74.22	11.60	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques	46.000
74.050	74.22	11.60	Acquisition d'équipements informatiques	1.800
74.080	74.22	11.60	Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	7.000
93.000	93.00	11.60	Alimentation du fonds pour la promotion touristique. (Crédit non limitatif).....	7.000.000
				7.179.800
Total des dépenses du ministère des classes moyennes et du tourisme.....				15.185.900

37.0 - Justice

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
37 - MINISTERE DE LA JUSTICE				
Section 37.0 - Justice				
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000
				1.000
Section 37.1 - Services judiciaires				
74.000	74.10	03.10	Acquisition de véhicules automoteurs	20.000
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	25.000
74.020	74.22	03.10	Acquisition d'installations de télécommunications	1.000
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	20.000
74.050	74.22	03.10	Acquisition d'équipements informatiques	7.000
74.060	74.40	03.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	2.500
				75.500
Section 37.2 - Etablissements pénitentiaires				
74.000	74.10	03.30	Acquisition de véhicules automoteurs	22.000
74.010	74.22	03.30	Acquisition de machines de bureau	10.500
74.040	74.22	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux	410.000
74.050	74.22	03.30	Acquisition d'équipements informatiques	21.000
74.060	74.40	03.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	127.000
				590.500
Section 37.3 - Juridictions administratives				
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	10.000
				10.000
Total des dépenses du ministère de la justice.....				677.000

38.3 - Institut National d'Administration Publique

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			38 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	
			Section 38.3 - Institut National d'Administration Publique	
74.010	74.22	01.33	Acquisition de machines de bureau	7.000
74.040	74.22	01.33	Acquisition d'équipements spéciaux	2.000
				9.000
			Section 38.5 - Centre des technologies de l'information de l'Etat	
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	85.000
74.010	74.22	01.34	Acquisition de machines de bureau	5.000
74.011	74.22	13.90	Crédit commun: acquisition de machines de bureau	108.000
74.021	74.22	13.90	Crédit commun: acquisition d'installations de télécommu- nications	4.500
74.041	74.22	13.90	Crédit commun: acquisition d'équipements spéciaux	12.000
74.043	74.22	13.90	Crédit commun: acquisition de matériel pour la sécurisa- tion de documents. (Crédit non limitatif).....	45.000
74.050	74.22	01.34	Acquisition d'équipements informatiques (CTIE et autres administrations). (Sans distinction d'exercice)	4.156.000
74.051	74.22	Divers codes	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipe- ments. (Sans distinction d'exercice)	2.700.000
74.060	74.40	Divers codes	Acquisition de logiciels (CTIE et autres administra- tions). (Sans distinction d'exercice)	3.000.000
74.061	74.40	Divers codes	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition de logi- ciels	200.000
				10.315.500
			Section 38.8 - Service médical - Dépenses diverses	
74.040	74.22	01.33	Acquisition d'équipements spéciaux	8.000
				8.000
			Total des dépenses du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative.....	10.332.500

39.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION				
Section 39.0 - Dépenses générales				
74.010	74.22	13.20	Acquisition de machines de bureau	27.500
74.040	74.22	13.20	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000
74.050	74.22	13.20	Centre de documentation communale: acquisition d'équipements informatiques	2.500
74.061	74.40	13.20	Centre de documentation communale: acquisition de logiciels	100
74.063	74.40	01.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	95.000
74.250	74.22	03.10	Inspection générale de la Police grand-ducale: acquisitions	38.500
				164.600
Section 39.1 - Finances communales				
63.000	63.21	04.20	Participation de l'Etat aux frais de construction d'écoles régionales groupant les classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.500.000
63.001	63.21	13.20	Subsides dans l'intérêt de la réalisation de travaux d'urbanisation et d'équipement de la Ville de Luxembourg et de la Ville d'Esch-sur-Alzette	800.000
63.003	63.21	04.10	Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce. (Sans distinction d'exercice)	714.500
63.004	63.21	13.20	Aides en capital de l'Etat au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.900.000
63.020	63.51	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.). (Sans distinction d'exercice)	250.000
63.022	63.51	07.40	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE). (Sans distinction d'exercice)	200.000

Section 39.1 - Finances communales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
63.023	63.51	07.40	Participation de l'Etat au financement par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) de la conduite d'eau potable de Grousbaus à Junglinster via Mersch. (Sans distinction d'exercice)	3.500.000
63.024	63.51	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.). (Sans distinction d'exercice)	150.000
63.025	63.51	13.20	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du Syndicat des Eaux du Sud (S.E.S.)	400.000
63.026	63.51	13.20	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements à intérêt national réalisés par des syndicats intercommunaux	50.000
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds pour la réforme communale. (Crédit non limitatif)	2.000.000
				31.464.500
Section 39.2 - Commissariats de district				
74.250	74.22	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	6.000
74.251	74.22	13.90	Commissariat de district de Diekirch: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	10.000
74.252	74.22	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	1.000
				17.000
Section 39.4 - Service de contrôle de la comptabilité des communes				
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	5.000
				5.000
Section 39.5 - Police grand-ducale				
72.000	72.30	03.20	Construction de bâtiments dans le pays: Travaux effectués par le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif)	100
74.000	74.10	03.20	Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique. (Sans distinction d'exercice)	2.200.000

39.5 - Police grand-ducale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.010	74.22	03.20	Acquisition de machines de bureau	100.580
74.040	74.22	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	300.000
74.041	74.22	03.20	Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000
74.050	74.22	03.20	Acquisition de systèmes et d'équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	1.967.658
74.080	74.22	03.20	Acquisition de mobilier de bureau	5.000
74.251	74.22	03.20	Centre de coopération Policière et Douanière: frais d'acquisition	10.000
74.300	74.22	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.593.000
74.305	74.22	03.20	Coopération policière européenne: développement de nouveaux systèmes d'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.040.000
74.310	74.22	03.20	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice)	1.099.420
				8.320.758
Section 39.6 - Administration des services de secours				
63.000	63.21	03.50	Participation de l'Etat au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile	925.000
72.000	72.30	13.90	Part de l'Etat dans les frais de construction d'un immeuble abritant l'Administration des services de secours et du Service d'incendie et de sauvetage de la Ville de Luxembourg: Remboursement à la Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif).....	100
74.000	74.10	03.50	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	2.751.962
74.010	74.22	03.50	Acquisition de machines de bureau	26.110
74.020	74.22	03.50	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	388.166
74.040	74.22	03.50	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	623.117
74.050	74.22	03.50	Acquisition d'équipements informatiques	194.002
74.060	74.40	03.50	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	204.732
				5.113.189

39.9 - Administration de la gestion de l'eau

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 39.9 - Administration de la gestion de l'eau	
52.010	52.20	07.30	Subsides à des associations et à des particuliers pour la construction de fosses à lisier et à purin. (Sans distinction d'exercice)	100
53.010	53.20	07.40	Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers	100.000
63.000	63.21	07.33	Travaux et fournitures divers dans l'intérêt de la gestion des eaux; participation de l'Etat au financement de projets communaux. (Sans distinction d'exercice)	115.000
72.010	72.10	10.10	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Sans distinction d'exercice)	45.000
73.032	73.21	07.50 10.10	Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau à charge de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	1.100.000
73.070	73.41	10.00	Travaux de génie civil et d'infrastructures. (Sans distinction d'exercice)	125.000
74.000	74.10	10.00	Acquisition de véhicules automoteurs	115.000
74.010	74.22	07.40	Acquisition de machines de bureau	19.000
74.020	74.22	10.00	Acquisition d'installations de télécommunications	100.000
74.030	74.22	10.00	Acquisition d'appareils de laboratoire	335.658
74.031	74.22	10.00	Acquisition d'appareils dans le cadre de projets de recherche. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.040	74.22	07.40	Acquisition d'équipements spéciaux	150.000
74.050	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques pour la Direction de la Gestion de l'Eau	5.000
74.051	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques pour les besoins de l'Administration de la Gestion de l'Eau.	147.700
74.060	74.40	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour la Direction de la Gestion de l'Eau	4.000
74.061	74.40	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins de l'Administration de la Gestion de l'Eau.	257.500
74.080	74.22	10.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	5.500
74.300	74.22	10.40	Acquisition de matériel piscicole	4.250
93.000	93.00	07.33 07.40	Alimentation du fonds pour la gestion de l'eau. (Crédit non limitatif).....	30.800.000
				33.428.808

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Total des dépenses du ministère de l'intérieur et à la grande région.....	78.513.855

40.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
40 ET 41 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Section 40.0 - Dépenses générales				
41.050	41.12	04.33 04.34	Dotation au profit des services de l'Etat à gestion séparée dans l'intérêt de l'acquisition d'équipements spéciaux	2.270.000
74.300	74.22	04.00	Acquisition d'équipements spéciaux et de logiciels	320.000
				2.590.000
Section 40.1 - Centre de technologie de l'éducation				
74.300	74.22	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux et de logiciels	51.300
74.301	74.22	04.10 04.33 04.34	Elaboration et mise en oeuvre de projets et de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements de l'enseignement public: acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	1.000.000
				1.051.300
Section 40.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
74.010	74.22	04.01	Acquisition de machines de bureau	8.000
				8.000
Section 40.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire				
74.040	74.22	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	2.669
				2.669
Section 40.5 - Etablissements privés d'enseignement				
64.000	52.21	04.50	Participation de l'Etat aux frais d'investissement des établissements privés d'enseignement fondamental, secondaire et secondaire technique (article 29(2) de la loi du 13 juin 2003). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	17.000.000
				17.000.000

40.7 - Education différenciée

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 40.7 - Education différenciée	
74.000	74.10	04.52	Acquisition de véhicules automoteurs	60.000
74.010	74.22	04.52	Acquisition de machines de bureau	25.000
74.040	74.22	04.52	Acquisition d'équipements spéciaux	115.000
74.300	74.22	04.52	Acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	135.000
				335.000
			Section 40.8 - Service de la formation des adultes	
74.040	74.22	04.53	Acquisition d'équipements spéciaux	8.000
				8.000
			Section 40.9 - Inspectorat	
74.040	74.22	04.20	Acquisition d'équipements spéciaux	15.000
				15.000
			Section 41.1 - Enseignement secondaire et enseignement secondaire technique	
54.080	54.22	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais d'infra- structure du "Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				100
			Section 41.4 - Sports.- Dépenses générales	
52.000	52.10	08.30	Subsides aux fédérations et sociétés sportives dans l'intérêt de la réalisation, de l'aménagement et de l'amélioration d'installations sportives	90.000
74.010	74.22	08.30	Acquisition de machines de bureau	3.700
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	5.000
74.041	74.22	08.30	Bases nautiques au Lac de la Haute-Sûre: acquisition de matériel pour les activités sportives	35.000
74.070	74.22	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collec- tions sur le sport et de matériel	10.000
93.002	93.00	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour des aides financières à accorder sous forme de subven- tions en capital dans l'intérêt de la modernisation, de l'amélioration et du réaménagement des infrastructures et équipements sportifs par les communes, les syndicats de communes et les organismes sportifs. (Crédit non limitatif).....	3.500.000

41.4 - Sports.- Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
93.003	93.00	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif. (Crédit non limitatif).....	14.000.000
				17.643.700
			Section 41.5 - Institut national des sports	
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice).....	13.000
				13.000
			Section 41.7 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports	
74.010	74.22	08.30	Acquisition de machines de bureau	7.800
				7.800
			Total des dépenses du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.....	38.674.569

42.0 - Famille

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
42 ET 43 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION				
Section 42.0 - Famille				
51.001	51.10	06.36	Construction de maisons de soins: annuités de location-vente, frais de gestion administrative et d'entretien contractuels connexes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.609.000
74.010	74.22	06.36	Acquisition de machines de bureau	9.000
74.040	74.22	06.36	Acquisition d'équipements spéciaux	2.000
93.000	93.00	06.30	Alimentation du fonds pour le financement des infra-structures socio-familiales. (Crédit non limitatif).....	60.000.000
				67.620.000
Section 42.2 - Solidarité				
93.000	93.00	06.20	Alimentation du fonds d'assainissement en matière de surendettement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				100
Section 42.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration				
74.000	74.10	06.36	Acquisition de véhicules automoteurs	22.000
74.010	74.22	06.36	Acquisition de machines de bureau	9.300
				31.300
Section 42.4 - Fonds national de solidarité				
74.000	74.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs	18.000
74.010	74.22	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	5.000
<u>Restants d'exercices antérieurs</u>				
74.510	74.22	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	2.790
74.520	74.22	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	997
74.580	74.22	06.20	Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	1.440

42.5 - Caisse nationale des prestations familiales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
				28.227
			Section 42.5 - Caisse nationale des prestations familiales	
74.020	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications. (Crédit non limitatif).....	100
74.041	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	5.000
74.050	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements informatiques	205.850
74.060	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	1.200.000
74.080	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	20.000
				1.430.950
			Section 42.6 - Maisons d'enfants de l'Etat	
74.000	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	33.000
74.010	74.22	06.32	Acquisition de machines de bureau	500
74.040	74.22	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux pour la mise en place d'ateliers thérapeutiques suite à un legs fait aux Maisons d'Enfants de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	541
74.041	74.22	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	3.500
74.080	74.22	06.32	Acquisition de mobilier	20.000
				57.541
			Section 42.8 - Centre socio-éducatif de l'Etat	
74.000	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	25.000
74.010	74.22	06.32	Acquisition de machines de bureau	5.000
74.040	74.22	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	7.000
				37.000
			Section 42.9 - Service national d'action sociale	
74.060	74.40	06.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	1.000
				1.000

43.0 - Office national de l'enfance

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 43.0 - Office national de l'enfance	
74.010	74.22	06.32	Acquisition de machines de bureau	5.000
				5.000
			Total des dépenses du ministère de la famille et de l'intégration.....	69.211.118

44.0 - Ministère de la Santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
44 - MINISTERE DE LA SANTE				
Section 44.0 - Ministère de la Santé				
74.035	74.22	05.00	Echange partiel de l'installation dentaire du service médico-dentaire d'urgence au Centre Hospitalier de Luxembourg: acquisition d'appareils médicaux	174.000
74.040	74.22	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux	2.000
74.080	74.22	05.00	Acquisition de mobilier de bureau	2.000
				178.000
Section 44.1 - Direction de la santé				
74.000	74.10	05.10	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	25.000
74.010	74.22	05.10	Acquisition de machines de bureau	15.000
74.020	74.22	05.00	Acquisition d'installations de télécommunications	1.400
74.030	74.22	05.00	Acquisition d'appareils. (Sans distinction d'exercice)	177.310
74.050	74.22	05.00	Acquisition d'équipements informatiques et logiciels informatiques	35.000
74.060	74.22	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, modification et mise à jour de logiciels et du matériel électronique et informatique	32.000
74.080	74.22	05.10	Acquisition de mobilier de bureau	6.000
				291.710
Section 44.2 - Laboratoire national de santé				
74.000	74.10	05.20	Acquisition de véhicules automoteurs	15.000
74.010	74.22	05.20	Acquisition de machines de bureau	11.500
74.020	74.22	05.20	Acquisition d'installations de télécommunications	1.500
74.030	74.22	05.20	Acquisition d'appareils de laboratoire	830.000
74.040	74.22	05.20	Acquisition de biens d'équipements en vue de la recherche médicale suite à un legs fait au Laboratoire national de santé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.050	74.22	05.20	Acquisition d'équipements informatiques	25.000
74.060	74.40	05.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	178.500
74.080	74.22	05.20	Acquisition de mobilier	9.000

44.2 - Laboratoire national de santé

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.171	74.22	05.20	Crédit d'équipement du Registre Morphologique des Tumeurs	2.200
74.302	74.22	05.20	Médecine légale: laboratoire d'analyses ADN: crédit d'équipement	96.300
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
74.530	74.22	05.20	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	4.600
				1.173.700
			Section 44.3 - Centre thermal et de santé Mondorf	
52.000	51.10	05.23	Participation aux travaux de réfection des espaces extérieurs du parc du centre thermal et de Santé à Mondorf-les-Bains. (Sans distinction d'exercice)	240.000
				240.000
			Section 44.4 - Santé.- Travaux sanitaires et cliniques	
51.002	51.10	05.22	Application de la loi régissant l'aide à l'investissement hospitalier: participation aux frais d'investissements visés par les articles 11, 1er tiret et 12 de la loi du 28.08.1998: aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	2.500.000
52.000	52.10	05.22 05.23	Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation, de premier équipement et de grosses réparations des associations conventionnées oeuvrant dans le domaine de l'action socio-thérapeutique et des centres de diagnostic et des traitements. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	270.000
52.001	52.10	05.22	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: participation aux frais d'investissement et de premier équipement. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	750.000
52.002	52.10	05.22	Participation de l'Etat aux frais d'équipement d'associations conventionnées oeuvrant dans le domaine de l'action socio-thérapeutique, y compris les services dans les domaines des toxicomanies et de la psychiatrie extra-hospitalière	182.200
93.000	93.00	05.22	Alimentation du fonds spécial des investissements hospitaliers. (Crédit non limitatif)	37.800.000
				41.502.200

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Total des dépenses du ministère de la santé.....	43.385.610

45.0 - Logement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
45 - MINISTERE DU LOGEMENT				
Section 45.0 - Logement				
51.000	51.10	07.10	Participation de l'Etat aux frais exposés par les promoteurs publics dans le cadre des mesures d'accompagnement lors de la préparation et la réalisation de zones d'assainissement (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
51.003	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat (articles 21, 22 et 23 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.433.000
51.004	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux établissements publics placés sous surveillance de l'Etat (articles 27 et 29 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.550.000
51.006	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des fabriques d'église et par des communautés religieuses ayant conclu une convention avec l'Etat (article 30ter de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	401.000
51.008	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'infrastructures de garde et d'éducation dans le cadre de projets de construction d'ensembles: aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat (article 26 bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
51.040	51.10	06.36 07.10	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logis pour travailleurs étrangers seuls par des employeurs-bailleurs (article 30 bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
51.041	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux sociétés fondées sur base de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché (articles 21,22 et 23 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.550.000
51.042	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux sociétés fondées sur la base de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché (articles 27 et 29 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.790.000

45.0 - Logement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
51.043	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux promoteurs privés (articles 15 et suivants de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
51.044	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'infrastructures de garde et d'éducation dans le cadre de projets de construction d'ensembles: aide aux sociétés fondées sur base de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché (article 26bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
52.000	52.10	07.10	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logements locatifs par des associations privées sans but lucratif et des fondations (article 30ter de la loi modifiée du 25.2.1979). (Sans distinction d'exercice)	3.387.000
53.000	53.10	07.10	Aide au logement: primes de construction et d'acquisition (règlement ministériel modifié du 25.5.1973; loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.500.000
53.001	53.10	07.10	Epargne-logement et aide au logement: garantie de l'Etat (loi du 27.7.1971; loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
53.002	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'épargne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000
53.003	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'amélioration de logements anciens (règlement ministériel modifié du 25.5.1973; loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000
53.004	53.10	07.10	Aide au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées physiquement (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000
53.005	53.10	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement effectués par les propriétaires-occupants dans le cadre de l'assainissement par zone (article 46 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
53.007	53.10	07.10	Aide au financement de garanties locatives. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000
53.008	53.10	07.10	Aide d'épargne-logement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000
63.002	63.21	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (articles 21, 22 et 23 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.278.000

45.0 - Logement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
63.003	63.21	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux communes et aux établissements publics placées sous la surveillance des communes (articles 27, 29 et 30ter de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.184.000
63.004	63.21	07.10	Participation aux frais d'études et d'aménagement de logements effectués par les communes dans le cadre de l'assainissement par zone (article 45 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
63.005	63.21	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement des infrastructures publiques dans le cadre de l'assainissement par zone (article 38 et suivants de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
63.006	63.21	07.10	Participation aux frais de construction d'infrastructures de garde et d'éducation dans le cadre de projets de construction d'ensembles: aide aux communes (article 26bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000
63.007	63.21	07.10	Aide revenant aux communes pour financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	26.000.000
74.010	74.22	07.10	Acquisition de machines de bureau	17.000
74.020	74.22	07.10	Acquisition d'installations de télécommunications	1.500
74.040	74.22	13.90	Acquisition d'équipements spéciaux	4.700
74.060	74.40	07.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Sans distinction d'exercice)	39.620
81.030	81.40	07.10	Fonds pour le développement du logement et de l'habitat: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif).....	1.000.000
83.000	83.00	07.10	Lutte contre les taudis: subsides remboursables	50.000
				76.961.720
			Total des dépenses du ministère du logement.....	76.961.720

46.0 - Travail. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			46 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	
			Section 46.0 - Travail. - Dépenses générales	
74.000	74.10	06.40	Acquisition de véhicules automoteurs	18.000
				18.000
			Section 46.1 - Agence pour le développement de l'emploi	
74.010	74.22	06.43	Acquisition de machines de bureau	40.100
74.040	74.22	06.43	Acquisition d'équipements spéciaux	82.000
74.050	74.22	06.43	Acquisition d'équipements informatiques	24.000
74.060	74.40	06.43	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	2.000
				148.100
			Section 46.2 - Inspection du travail et des mines	
74.000	74.10	06.42	Acquisition de véhicules automoteurs	36.000
74.010	74.22	06.42	Acquisition de machines de bureau	25.000
74.040	74.22	06.42	Acquisition d'équipements spéciaux	22.000
74.050	74.22	06.42	Acquisition d'équipements informatiques	35.000
74.060	74.40	06.42	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	20.000
				138.000
			Section 46.5 - Emploi des accidentés et des handicapés	
74.040	74.22	06.34	Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000
				20.000
			Total des dépenses du ministère du travail et de l'emploi.....	324.100

47.1 - Inspection générale de la sécurité sociale

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			47/48 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE	
			Section 47.1 - Inspection générale de la sécurité sociale	
74.000	74.10	06.10	Acquisition de véhicules automoteurs	32.000
74.050	74.22	06.10	Acquisition d'équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)	25.000
74.060	74.40	06.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Sans distinction d'exercice)	160.000
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	1.000
				218.000
			Section 47.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale	
74.250	74.22	06.10	Frais d'équipement	33.749
				33.749
			Section 47.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale	
74.250	74.22	06.10	Frais d'équipement	48.150
				48.150
			Section 47.4 - Conseil supérieur de la sécurité sociale	
74.250	74.22	13.90	Frais d'équipement	3.000
				3.000
			Section 47.6 - Cellule d'évaluation et d'orientation	
74.000	74.10	06.10	Acquisition de véhicules automoteurs	36.000
				36.000
			Total des dépenses du ministère de la sécurité sociale.....	338.899

49.0 - Agriculture. - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
Section 49.0 - Agriculture. - Dépenses générales				
74.001	74.10	10.10	Unité de contrôle: acquisition de véhicules automoteurs	25.000
74.010	74.22	10.10	Unité de contrôle: acquisition de machines de bureau	1.000
74.040	74.22	10.10	Unité de contrôle: acquisition d'équipements spéciaux	12.000
74.050	74.22	10.10	Acquisition d'équipements informatiques	45.000
74.051	74.22	10.10	Unité de contrôle: acquisition d'équipements informati- ques	10.000
74.060	74.40	10.10	Unité de contrôle: acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	3.000
				96.000
Section 49.1 - Mesures économiques et sociales spéciales				
73.000	73.13	10.10	Travaux d'infrastructure à réaliser pour l'instauration de zones horticoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000
93.000	93.00	10.10	Alimentation du fonds d'orientation économique et socia- le pour l'agriculture. (Crédit non limitatif).....	57.000.000
				57.001.000
Section 49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture				
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	147.450
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	6.000
74.020	74.22	10.10	Acquisition d'installations de télécommunications	1.000
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharma- ceutiques et de laboratoire	120.000
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	70.000
74.050	74.22	10.10	Acquisition d'équipements informatiques	13.000
74.060	74.40	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens in- corporels	12.550
				370.000

49.3 - Sylviculture

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
Section 49.3 - Sylviculture				
53.020	53.10	10.30	Participation de l'Etat au financement d'actions d'amélioration des structures forestières effectuées par des propriétaires et exploitants (règlement grand-ducal du 10.10.1995). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	557.000
63.000	63.21	10.30	Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
73.010	73.11	10.30	Aménagement d'un réseau routier dans le domaine forestier de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	375.000
74.000	74.10	10.30	Administration Générale: acquisition de véhicules agricoles et forestiers	140.000
74.040	74.22	10.30	Acquisition d'équipements spéciaux	190.000
74.050	74.22	10.30	Acquisition d'équipements informatiques	15.000
74.060	74.40	10.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	15.000
				1.392.000
Section 49.4 - Service d'économie rurale				
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	7.000
74.060	74.40	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	19.920
				26.920
Section 49.5 - Administration des services vétérinaires				
53.030	53.20	10.10	Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail: indemnisation pour bêtes abattues d'office; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	18.000
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	4.500
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	55.000
74.031	74.22	10.10	Inspecteurs des viandes.- Acquisition d'appareils vétérinaires, pour l'inspection des viandes dans les abattoirs agréés	1.000
74.040	74.22	10.10	Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA) (part du département de l'agriculture). - Acquisition d'équipements spéciaux	1.000
74.060	74.22	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	35.000

49.6 - Viticulture

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
				314.500
			Section 49.6 - Viticulture	
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	1.000
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	114.100
				115.100
			Total des dépenses du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural.....	59.315.520

50.0 - Dépenses générales

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
50 ET 51 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES				
Section 50.0 - Dépenses générales				
74.000	74.10	12.00	Acquisition de véhicules automoteurs	2.000
74.050	74.22	12.00	Acquisition d'équipements informatiques	16.000
74.060	74.40	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	10.000
				28.000
Section 50.1 - Département de l'aménagement du territoire (DATer)				
74.010	74.22	07.20	Acquisition de machines de bureau	7.000
74.050	74.22	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	27.000
74.060	74.40	07.20	Acquisition de logiciels	25.000
				59.000
Section 50.2 - Protection de l'Environnement				
52.000	52.10	07.50	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains par les établissements d'utilité publique en vue de la constitution de réserves naturelles	100.000
52.001	52.10	07.30	Participation de l'Etat aux frais de construction par les associations d'infrastructures à finalité écologique. (Sans distinction d'exercice)	36.000
63.000	63.21	07.30	Travaux et fournitures dans l'intérêt de l'aménagement de décharges désaffectées, de construction d'installations de dépollution dans le domaine de la protection de l'atmosphère, de la gestion des déchets et de la protection contre le bruit: participation de l'Etat au financement de projets communaux. (Sans distinction d'exercice)	1.000
63.001	63.21	07.30	Participation de l'Etat aux frais de construction par les communes d'infrastructures à finalité écologique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	13.000
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	9.800
93.000	93.00	07.30	Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement. (Crédit non limitatif).....	9.000.000

50.2 - Protection de l'Environnement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
93.010	93.00	07.30	Alimentation du fonds climat et énergie. (Crédit non limitatif)	5.000.000
				14.459.800
			Section 50.3 - Administration de l'Environnement	
52.000	52.10	07.35	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique et du bruit. (Sans distinction d'exercice)	1.000
52.010	52.20	07.35	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des particuliers dans l'intérêt de la réduction du bruit dans l'environnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000
52.020	52.20	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une réalisation d'économie d'énergie et une valorisation des énergies renouvelables et nouvelles. - Participation à des projets pilotes et contrats de recherches. (Sans distinction d'exercice)	9.000
53.000	53.10	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000
73.070	73.40	07.35	Travaux de génie civil et d'infrastructures. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000
74.000	74.10	07.30	Acquisition de véhicules automoteurs	30.000
74.010	74.22	07.30	Acquisition de machines de bureau	12.000
74.020	74.22	07.30	Acquisition d'installations de télécommunications	20.000
74.030	74.22	07.30	Acquisition d'appareils de laboratoire et d'analyses	200.000
74.040	74.22	07.30	Acquisition d'équipements spéciaux	5.000
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	20.000
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	45.000
				9.752.000
			Section 50.4 - Administration de la nature et des forêts	
74.000	74.10	07.50 10.30 10.40	Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs	60.000
74.001	74.10	07.50 10.30 10.40	Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs	170.000

50.4 - Administration de la nature et des forêts

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.010	74.22	07.50 10.30 10.40	Acquisition de machines de bureau	9.000
74.020	74.22	07.50 10.30 10.40	Acquisition d'installations de télécommunications	1.000
74.040	74.22	07.50 10.30 10.40	Acquisition d'équipements spéciaux	70.000
74.050	74.22	07.50 10.30 10.40	Acquisition d'équipements informatiques	25.000
74.060	74.22	07.50 10.30 10.40	Acquisition de logiciels informatiques	25.000
				360.000
Section 50.5 - Transports.- Dépenses générales				
74.040	74.22	12.00	Acquisition d'équipements spéciaux	3.000
74.050	74.22	12.00	Acquisition d'équipements informatiques	10.000
74.060	74.40	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	5.000
				18.000
Section 50.6 - Circulation et sécurité routières				
72.010	51.20	12.10	Remboursement au Centre de Formation pour Conducteurs S.A. des frais de planification et de construction d'un centre de formation pour conducteurs professionnels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.475.000
74.000	51.20	12.10	Remboursement au Centre de Formation pour Conducteurs S.A. des investissements en matériel roulant dans le cadre de la formation pour conducteurs professionnels	287.500
74.040	51.20	12.14	Acquisition d'équipements spéciaux dans l'intérêt du contrôle technique routier	43.400
74.050	51.20	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique des frais d'amortissement pour la gestion du fichier national des véhicules et des permis de conduire	620.000
74.051	51.20	12.10	Remboursement au Centre de Formation pour Conducteurs S.A. des investissements en matériel informatique dans le cadre de la formation pour conducteurs professionnels	20.340
				5.446.240

50.7 - Transports publics et ferroviaires

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			Section 50.7 - Transports publics et ferroviaires	
81.031	51.12	12.13	Participation dans le capital de Luxtram. (Crédit non limitatif).....	300.000
93.000	93.00	12.20	Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000
93.001	93.00	12.20	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires in- ternationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000
				14.300.000
			Section 50.8 - Administration des enquêtes techniques	
74.010	74.22	12.00	Acquisition de machines de bureau	100
74.040	74.22	12.00	Acquisition d'équipements spéciaux	5.000
				5.100
			Section 50.9 - Navigation et transports fluviaux	
74.010	74.22	13.90	Acquisition de machines de bureau	7.610
74.020	74.22	12.34	Acquisition d'installations de télécommunications	22.000
74.040	74.22	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	250.000
				279.610
			Section 51.0 - Direction de l'aviation civile	
74.040	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de la sûreté et de la sécurité aéronautiques. (Crédit non limitatif).....	100
74.050	74.22	12.40	Acquisition d'équipements informatiques dans le cadre du système communautaire AESA. (Crédit non limitatif).....	100
74.060	74.40	12.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incor- porels dans le cadre du système communautaire AESA. (Crédit non limitatif).....	100
81.033	81.40	12.40	Participation dans le capital social de l'Agence luxem- bourgeoise pour la sécurité aérienne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
				400
			Section 51.2 - Garage du Gouvernement	
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif).....	260.000

51.2 - Garage du Gouvernement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	4.315
				264.315
			Section 51.3 - Aéroports et transports aériens	
73.011	73.11	12.40	Remboursement à la société de l'aéroport de certaines dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.745.000
				1.745.000
			Section 51.4 - Administration des chemins de fer	
74.000	74.10	12.20	Acquisition de véhicules automoteurs	22.000
74.010	74.22	12.20	Acquisition de machines de bureau	5.100
74.020	74.22	12.20	Acquisition d'installations de télécommunications	100
74.040	74.22	12.20	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de la sûreté ferroviaire	2.000
74.050	74.22	12.20	Acquisition d'équipements informatiques	7.390
				36.590
			Section 51.5 - Travaux publics.- Dépenses générales	
74.050	74.22	12.00	Acquisition d'équipements informatiques	5.000
74.060	74.40	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	20.000
93.000	41.40	07.20	Crédits contractés sous la garantie de l'Etat par l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest: remboursement en capital. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
93.001	93.00	07.20	Entretien constructif des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest: remboursement au Fonds Belval. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	207.000
				232.100
			Section 51.6 - Ponts et chaussées	
63.000	63.21	12.12	Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables: remboursement aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000

51.6 - Ponts et chaussées

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
71.000	71.11	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000
71.010	71.12	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000
72.010	72.10	12.12	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Sans distinction d'exercice)	1.240.000
73.001	73.13	12.12	Renouvellement des infrastructures de la localité d'In-senborn dans le cadre du projet de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000
73.010	73.11	12.12	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice)	11.000.000
73.011	73.11	12.12	Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice)	10.000.000
73.012	73.11	12.14	Audits de sécurité, études, aménagements et équipements visant l'amélioration de la sécurité routière. (Sans distinction d'exercice)	2.300.000
73.013	73.11	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.150.000
73.014	73.11	12.12	Voirie de l'Etat: construction de trottoirs. (Sans distinction d'exercice)	100.000
73.015	73.11	12.12	Glissements de terrains: réparation des dégâts causés à la voirie; consolidation des talus; installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir la chute de pierres. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	700.000
73.016	73.11	12.12	Aménagement de couloirs pour bus avec dispositifs de signalisation, de plate-formes intermodales et de gares routières. (Sans distinction d'exercice)	620.000
73.017	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public: travaux d'infrastructure et de génie civil. (Sans distinction d'exercice)	350.000

51.6 - Ponts et chaussées

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
73.018	73.11	12.12	Loi du 10 décembre 1998 relative à l'assainissement et à la réurbanisation du quartier "Place de l'Etoile": viabilisation du plan d'aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg.-Dépenses à charge de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000
73.019	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation. (Sans distinction d'exercice)	700.000
73.020	73.11	12.32	Port de Mertert et Moselle canalisée: travaux de construction et de réfection. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500.000
73.030	73.21	12.32	Approfondissement du chenal navigable de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000
73.031	73.21	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	700.000
73.032	73.21	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'investissements exécutés dans la partie commune de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.100.000
73.033	73.21	12.32	Moselle canalisée: réalisation de travaux d'investissement sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République Française et le Grand-Duché de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000
73.060	73.43	12.32	Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle. (Sans distinction d'exercice)	50.000
73.061	73.11	08.30 12.12	Pistes cyclables: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice)	400.000
73.062	73.11	07.50	Plantations et aménagements paysagers. (Sans distinction d'exercice)	95.000
73.063	73.43	12.12	Entretien, restauration et reconstruction d'édifices et de monuments historiques. (Sans distinction d'exercice)	25.000
73.064	73.43	03.00	Mise en place d'un système de contrôle sanction automatisé (CSA) à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000
73.065	73.43	12.40	Loi du 14 juillet 2005 relative à la revalorisation du site de Höhenhof: travaux d'aménagement et de remblaiement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000
73.066	73.43	12.40	Loi du 22 décembre 2004 sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport: travaux d'assainissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.000.000

51.6 - Ponts et chaussées

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
73.067	12.00	12.40	Aéroport de Luxembourg: travaux d'entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.500.000
73.068	73.43	12.40	Aérodrome de Noertrange: dépenses dans l'intérêt de l'aménagement du site. (Sans distinction d'exercice)	5.000
73.069	73.43	03.30	Mesures de sécurité à l'extérieur des ambassades et rem- boursement des frais avancés par les autorités communa- les. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
73.071	73.43	03.30	Réalisation d'un héliport pour les services de sécurité et de secours. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
73.072	73.41	07.50	Redressement et renforcement des routes étatiques: mesu- res compensatoires	180.000
74.000	74.10	12.10	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	3.150.000
74.010	74.22	12.10	Acquisition de machines de bureau	32.500
74.020	74.22	12.10	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	4.000
74.030	74.22	12.10	Acquisition d'appareils de laboratoire. (Sans distinction d'exercice)	138.000
74.040	74.22	12.10	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	2.100.000
74.041	74.22	12.10	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétus- tes: acquisitions d'équipements. (Sans distinction d'exercice)	1.050.000
74.042	74.22	12.10	Equipements d'éclairage public endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acqui- sition d'équipements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	110.000
74.043	74.22	12.10	Equipements spéciaux endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100
74.044	74.22	12.32	Acquisition d'équipements spéciaux pour le bateau ponton de la division des ouvrages d'art	75.000
74.045	74.22	12.10	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de la lutte contre des pandémies. (Crédit non limitatif).....	100
74.050	74.22	12.10	Acquisition d'équipements informatiques	200.000
74.060	74.40	12.10	Acquisition de logiciels. (Crédit non limitatif).....	100.000
74.080	74.22	12.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier	40.000

51.6 - Ponts et chaussées

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
			<u>Restants d'exercices antérieurs</u>	
74.800	74.22	12.10	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques: taxe sur la valeur ajoutée sur exercices antérieurs	188.219
				62.318.119
			Section 51.7 - Fonds d'investissements publics	
72.010	72.10	01.25	Fonds d'investissements publics, fonds pour la loi de garantie et fonds d'entretien et de rénovation: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	550.000
93.000	93.00	12.12	Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000
93.001	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	56.400.000
93.002	93.00	04.00	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	52.100.000
93.003	93.00	05.00 06.00	Alimentation du fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.500.000
93.004	93.00	01.25	Alimentation du fonds pour la loi de garantie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.300.000
93.005	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'entretien et de rénovation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	55.000.000
				193.850.000
			Section 51.8 - Bâtiments publics	
72.013	72.10	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000
72.020	72.10	01.34	Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000
72.023	72.10	01.25 04.00	Déplacement, évacuation, remise en état et installation de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000
72.026	72.10	01.34	Immeubles loués par l'Etat: Travaux de remise en état et de transformation.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.900.000
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	96.600

51.8 - Bâtiments publics

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.010	74.22	01.34	Acquisition de machines de bureau	15.000
74.020	74.22	01.34	Acquisition d'installations de télécommunications	3.000
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	89.900
74.041	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour fêtes publiques et autres manifestations. (Sans distinction d'exercice)	8.000
74.050	74.22	01.34	Acquisition d'équipements informatiques	57.500
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Sans distinction d'exercice)	79.000
74.080	74.22	01.34	Acquisition de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations. (Sans distinction d'exercice)	6.600
				9.055.600
Section 51.9 - Bâtiments publics.- Compétences communes				
74.080	74.22	01.10 01.34	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère d'Etat. (Sans distinction d'exercice)	725.500
74.081	74.22	01.34 01.42 02.10	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère des affaires étrangères. (Sans distinction d'exercice)	460.000
74.082	74.22	01.34 08.10 08.20	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de la culture. (Sans distinction d'exercice)	153.000
74.083	74.22	01.33 01.34	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative. (Sans distinction d'exercice)	120.500
74.084	74.22	01.20 01.22 01.25	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère des finances. (Sans distinction d'exercice)	418.000
74.086	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de la justice. (Sans distinction d'exercice)	271.000
74.088	74.22	01.10 03.50	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements pour les services relevant du ministère de l'intérieur et à la Grande Région. (Sans distinction d'exercice)	1.000.000
74.089	74.22	08.30	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du départements des sports. (Sans distinction d'exercice)	83.000

51.9 - Bâtiments publics.- Compétences communes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.090	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle. (Sans distinction d'exercice)	1.100.000
74.091	74.22	06.32 06.33 06.36	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de la famille et de l'intégration. (Sans distinction d'exercice)	243.000
74.092	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de la santé. (Sans distinction d'exercice)	89.500
74.094	74.22	06.42 06.43	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère du travail et de l'emploi. (Sans distinction d'exercice)	2.140.000
74.095	74.22	06.10 06.20	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de la sécurité sociale. (Sans distinction d'exercice)	85.000
74.096	74.22	10.10 10.11 10.20	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural. (Sans distinction d'exercice)	171.000
74.097	74.22	01.32 09.00 09.20	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de l'économie et du commerce extérieur. (Sans distinction d'exercice)	10.000
74.099	74.22	07.10	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère du logement. (Sans distinction d'exercice)	12.000
74.101	74.22	07.10	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère des classes moyennes et du tourisme. (Sans distinction d'exercice)	29.000
74.102	74.22	01.34	Acquisition de mobilier de bureau et d'équipements spéciaux pour les administrations et services publics. (Sans distinction d'exercice)	1.000.000
74.103	74.22	01.43 04.00	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les immeubles loués ou à louer par l'Etat aux institutions internationales. (Sans distinction d'exercice)	55.000
74.106	74.22	06.34	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux pour personnes handicapées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000
74.107	74.22	04.10 04.60	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. (Sans distinction d'exercice)	30.000

51.9 - Bâtiments publics.- Compétences communes

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
74.108	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux pour les services relevant du ministère du développement durable et des infrastructures. (Sans distinction d'exercice)	289.500
				8.500.000
			Total des dépenses du ministère du développement durable et des infrastructures.....	320.709.874
			Total des dépenses du chapitre IV.....	913.091.072
			Résumé	
			Total des dépenses du chapitre III.....	10.175.081.112
			Total des dépenses du chapitre IV.....	913.091.072
			Total général du budget des dépenses.....	11.088.172.184

Recettes pour ordre

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
<p align="center">BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES</p> <p align="center">POUR ORDRE</p> <p align="center">CHAPITRE V Recettes pour ordre</p>				
1.	00.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de Douanes et d'accise	1.009.000.000
3.	00.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles instituées dans le cadre de la politique agricole commune	18.000.000
5.	00.00	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: recettes brutes (y compris les recettes pour le compte de l'union européenne à titre de ressources propres à cette union)	2.968.000.000
6.	00.00	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: avances aux autorités militaires alliées pour le financement de cette rémunération	347.916
7.	00.00	13.90	Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	35.810.000
8.	42.00	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: recettes provenant de l'écoulement de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention et recettes connexes; versements de l'union européenne pour la couverture des pertes résultant éventuellement de l'écoulement des mêmes produits	100
10.	10.00	13.90	Produit de l'impôt commercial communal	580.000.000
11.	10.00	13.90	Produit de la taxe de consommation sur l'alcool	20.000.000
12.	00.00	13.90	Propriété intellectuelle: recettes pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	3.100.000
14.	00.00	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: recettes brutes	22.000.000
18.	00.00	13.90	Fonds européen de développement régional (FEDER): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	3.500.000
19.	00.00	13.90	Fonds social européen (FSE): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	12.000.000
20.	00.00	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) - section orientation: interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	17.750.000
26.	84.23	13.90	Produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	133.500.000
30.	84.23	13.90	Contributions financières des partenaires privés participant à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	400.000

Recettes pour ordre

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
31.	12.16	11.10	Produit des avertissements taxés et de dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: recettes brutes	10.650.000
33.	00.00	13.90	Heures supplémentaires des médecins du Centre hospitalier neuro-psychiatrique	133.478
34.	00.00	13.90	Indemnités des chargés de direction des Centres thérapeutiques de Manternach et d'Useldange	4.966
35.	00.00	13.90	Remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	17.139.455
37.	00.00	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	24.690.598
38.	00.00	13.90	Produit de la contribution dépendance prélevée par l'Administration des Contributions directes sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension	12.000.000
39.	00.00	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	1.600.000
43.	11.12	13.90	Programmes INTERREG A	94.000
44.	11.12	13.90	Autres programmes INTERREG	32.000.000
48.	74.22	13.90	Part de l'Union Européenne dans le financement de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	100
49.	52.10	13.90	Recettes pour le compte du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité	100
50.	00.00	13.90	Recettes provenant des entreprises concernées, perçues par l'ILNAS pour le compte d'organismes de normalisation étrangers pour la mise à disposition de normes dont les droits de reproduction font l'objet de contrats de coopération	19.000
51.	10.00	13.90	Indemnités et charges sociales patronales des employés de l'Etat des services de santé au travail (SNST); intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	3.726.249
52.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre de campagnes d'informations et de sensibilisation contre la discrimination et dans le cadre du Fonds Européen pour réfugiés et du Fonds pour l'Intégration	625.000
53.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre du Fonds européen d'intégration pour non communautaires	524.880
55.	10.00	13.90	Intérêts perçus sur les fonds de la Caisse de Consignation placés auprès de la Trésorerie de l'Etat	1.500.000

Recettes pour ordre

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Prévisions
56.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le financement de la mise en oeuvre d'actions nationales ayant trait à l'éducation et la formation dans le cadre du Fonds social européen	100
59.	00.00	13.90	Impôt retenu sur les revenus de l'épargne (non résidents)	180.000.000
61.	00.00	13.90	Cofinancement par la Communauté européenne des frais pour la réalisation de projets, d'activités et de formations dans l'intérêt de la sécurité publique	327.000
63.	00.00	13.90	Produit de la contribution spéciale "Kyoto" prélevée sur les carburants	64.000.000
64.	36.03	13.90	Produit de la taxe sur les véhicules automoteurs	67.500.000
66.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre du programme européen de la lutte contre les discriminations "PROGRESS"	250.000
68.	10.00	13.90	Part du Fonds National de Recherche dans le cadre de la réalisation du projet de recherche "SENSORLUX"	100
70.	10.00	13.90	Part de l'Agence de la Sécurité Alimentaire (EFSA) dans les frais de fonctionnement du Point Focal de l'Agence au Luxembourg	20.000
71.	10.00	13.90	Part de la Commission et EFSA aux frais de mise en oeuvre d'une collecte continue de données sur la présence de contaminants chimiques dans les denrées alimentaires	1.000
72.	84.23	13.90	Programme européen: Fundamental Rights and Citizenship	150.000
73.	00.00	13.90	Part du Fonds National de Recherche dans le cadre de la réalisation du projet de recherche "CORE-HYPOCAMP"	92.489
75.	00.00	13.90	Fonds Européen de Développement Régional (FEDER): part du Luxembourg dans le projet de recherche Interreg IVA	40.000
77.	10.00	13.90	Part de l'Union européenne dans le cadre du Fonds européen pour le retour	357.000
79.	10.00	13.90	Participation de la Commission et EFSA aux frais de mise en oeuvre de l'enquête paneuropéenne	1.000
80.	00.00	06.00	Part de l'Union européenne dans le financement de la mise en oeuvre d'actions nationales ayant trait à l'économie solidaire dans le cadre des fonds structurels européens	100
81.	39.40	13.90	Cofinancement par la Belgique de programmes d'aide au développement exécutés avec le Luxembourg	1.125.000
Total des recettes pour ordre.....				5.241.979.631

Dépenses pour ordre

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
CHAPITRE VI				
Dépenses pour ordre (Crédits non limitatifs et sans distinction d'exercice)				
1.	12.16	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de douane et d'accise	1.009.000.000
3.	12.16	13.90	Dépenses pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune	18.000.000
5.	00.00	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: dépenses brutes (y compris le versement à l'union européenne de la quote-part des recettes brutes leur revenant à titre de ressources propres)	2.968.000.000
6.	00.00	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: dépenses résultant de cette rémunération; remboursement d'avances aux autorités militaires alliées	347.916
7.	00.00	13.90	Interventions financières du fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	35.810.000
8.	00.00	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: dépenses résultant de l'achat et de la vente de produits agricoles par les organismes d'intervention; versement à l'union européenne des excédents de recettes réalisés éventuellement sur l'écoulement des mêmes produits	100
10.	00.00	13.90	Impôt commercial communal: versement aux communes du produit de l'impôt	580.000.000
11.	00.00	13.90	Taxe de consommation sur l'alcool; dépenses brutes	20.000.000
12.	00.00	13.90	Propriété intellectuelle: dépenses pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	3.100.000
14.	00.00	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: dépenses brutes	22.000.000
18.	00.00	13.90	Fonds européen de développement régional(FEDER): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	3.500.000
19.	00.00	13.90	Fonds social européen (FSE): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	12.000.000
20.	00.00	13.90	Interventions financières du fonds européen agricole pour le développement rural "FEADER" et du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - section orientation	17.750.000
26.	00.00	13.90	Versement au fonds pour l'emploi du produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	133.500.000
30.	12.16	11.10	Participations de partenaires privés à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	400.000

Dépenses pour ordre

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
31.	12.16	11.10	Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dû dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: dépenses brutes	10.650.000
33.	12.16	13.90	Heures supplémentaires des médecins du Centre hospitalier neuro-psychiatrique	133.478
34.	00.00	13.90	Indemnités des chargés de direction des Centres thérapeutiques de Manternach et d'Useldange	4.966
35.	00.00	13.90	Traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique; intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	17.139.455
37.	00.00	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	24.690.598
38.	00.00	13.90	Produit de la contribution dépendance prélevée par l'Administration des Contributions directes sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension	12.000.000
39.	00.00	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	1.600.000
43.	11.12	13.90	Programmes INTERREG A	94.000
44.	11.12	13.90	Autres programmes INTERREG	32.000.000
48.	74.22	13.90	Part de l'Union Européenne dans le financement de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	100
49.	52.10	13.90	Dépenses pour le compte du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité	100
50.	00.00	13.90	Dépenses effectuées par l'ILNAS pour le compte des entreprises concernées au titre des redevances dues aux organismes de normalisation étrangers pour la mise à disposition de normes dont les droits de reproduction font l'objet de contrats de coopération	19.000
51.	10.00	13.90	Indemnités et charges sociales patronales des employés de l'Etat des services de santé au travail (SNST); intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	3.726.249
52.	00.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre de campagnes d'informations et de sensibilisation contre la discrimination et dans le cadre du Fonds Européen pour réfugiés et du Fonds pour l'Intégration	625.000
53.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre du Fonds européen d'intégration pour non communautaires	524.880
55.	10.00	13.90	Intérêts à payer sur les fonds de la Caisse de Consignation placés auprès de la Trésorerie de l'Etat	1.500.000

Dépenses pour ordre

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	2012 Crédits
56.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le financement de la mise en oeuvre d'actions nationales ayant trait à l'éducation et la formation dans le cadre du Fonds social européen	100
59.	00.00	13.90	Impôt retenu sur les revenus de l'épargne (non résidents)	180.000.000
61.	00.00	13.90	Cofinancement par la Communauté européenne des frais pour la réalisation de projets, d'activités et de formations dans l'intérêt de la sécurité publique	327.000
63.	10.00	13.90	Versement au fonds de financement des mécanismes de Kyoto du produit de la contribution spéciale "Kyoto" prélevée sur les carburants	64.000.000
64.	36.03	13.90	Taxe sur les véhicules automoteurs: dépenses brutes	67.500.000
66.	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre du programme européen de la lutte contre les discriminations "PROGRESS"	250.000
68.	10.00	13.90	Part du Fonds National de Recherche dans le cadre de la réalisation du projet de recherche "SENSORLUX"	100
70.	10.00	13.90	Part de l'Agence de la Sécurité Alimentaire (EFSA) dans les frais de fonctionnement du Point Focal de l'Agence au Luxembourg	20.000
71.	10.00	13.90	Part de la Commission et EFSA aux frais de mise en oeuvre d'une collecte continue de données sur la présence de contaminants chimiques dans les denrées alimentaires	1.000
72.	12.16	13.90	Programme européen: Fundamental Rights and Citizenship	150.000
73.	00.00	13.90	Part du Fonds National de Recherche dans le cadre de la réalisation du projet de recherche "CORE-HYPOCAMP"	92.489
75.	00.00	13.90	Fonds Européen de Développement Régional (FEDER): part du Luxembourg dans le projet de recherche Interreg IVA	40.000
77.	10.00	13.90	Part de l'Union européenne dans le cadre du Fonds européen pour le retour	357.000
79.	00.00	13.90	Participation de la Commission et EFSA aux frais de mise en oeuvre de l'enquête paneuropéenne	1.000
80.	00.00	06.00	Part de l'Union européenne dans le financement de la mise en oeuvre d'actions nationales ayant trait à l'économie solidaire dans le cadre des fonds structurels européens	100
81.	39.40	13.90	Cofinancement par la Belgique de programmes d'aide au développement exécutés avec le Luxembourg	1.125.000
Total des dépenses pour ordre.....				5.241.979.631

Règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 portant exécution de la loi du 16 décembre 2011 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 16 décembre 2011 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les membres du Gouvernement sont autorisés, chacun dans son département, à disposer des crédits portés au budget des dépenses pour l'exercice 2012. Ils ordonneront et régleront, en se conformant aux lois et règlements, les dépenses qui, par leur nature, rentrent dans le libellé des articles respectifs.

Art. 2. Les dépenses à charge du crédit de l'article 00.4.12.011 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, suite à la demande des membres du Gouvernement compétents pour l'engagement juridique de la dépense.

Les dépenses à charge des crédits des articles 04.0.11.300, 04.0.12.300, 04.0.12.310 et 04.0.12.320 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par le Ministre des Finances suite à la demande du membre du Gouvernement compétent pour l'engagement juridique de la dépense.

Les dépenses à charge des crédits des articles 34.0.54.030 et 34.0.54.031 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre des Finances suite à la demande du Ministre du Trésor.

Les dépenses à charge des crédits des articles 08.0.11.130, 08.0.11.150, 08.0.11.300, 08.0.12.010 et 08.0.12.110 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative suite à la demande des membres du Gouvernement compétents pour l'engagement juridique de la dépense.

Les dépenses à charge du crédit de l'article 09.7.35.010 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région suite à la demande des membres du Gouvernement compétents pour l'engagement juridique de la dépense.

Les dépenses à charge du crédit de l'article 20.1.35.010 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures suite à la demande des membres du Gouvernement compétents pour l'engagement juridique de la dépense.

Art. 3. Toutes les dépenses en relation avec les rémunérations principales des agents de l'Etat à charge du budget des dépenses courantes, du budget pour ordre ou d'un fonds spécial sont engagées et ordonnancées par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Les dépenses à charge du crédit de l'article 00.4.12.131 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par la Ministre aux Relations avec le Parlement.

Les dépenses à charge du crédit de l'article 00.4.12.365 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par la Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre.

Les dépenses à charge des crédits des articles de la section 00.7 du budget des dépenses courantes ainsi que de la section 30.7 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre des Cultes.

Les dépenses à charge des crédits des articles de la section 00.8 du budget des dépenses courantes ainsi que de la section 30.8 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre des Communications et des Médias.

Les dépenses à charge des crédits des articles de la section 01.4 du budget des dépenses courantes ainsi que de la section 31.4 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.

Les dépenses à charge des crédits des articles des sections 01.5 et 01.6 du budget des dépenses courantes ainsi que des sections 31.5 et 31.6 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre de la Défense.

Les dépenses à charge des crédits des articles de la section 01.7 du budget des dépenses courantes ainsi que de la section 31.7 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

Les dépenses à charge des crédits des articles du budget des dépenses en capital 34.0.81.040, 34.0.84.070 et 34.0.84.237 ainsi que des sections 04.2 et 04.8 du budget des dépenses courantes et des sections 34.2 et 34.8 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre du Trésor.

Les dépenses à charge des crédits des articles de la section 05.9 du budget des dépenses courantes sont ordonnancées par le Ministre délégué à l'Economie solidaire.

Les dépenses à charge des crédits des articles des sections 11.4 à 11.7 du budget des dépenses courantes ainsi que des sections 41.4, 41.5 et 41.7 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par le Ministre des Sports.

Les dépenses à charge des crédits des articles de la section 16.5 du budget des dépenses courantes ainsi que de la section 46.5 du budget des dépenses en capital sont ordonnancées par la Ministre de la Famille et de l'Intégration.

Art. 4. Les membres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Les Membres du Gouvernement,

Jean-Claude Juncker
Jean Asselborn
Marie-Josée Jacobs
Mady Delvaux-Stehres
Luc Frieden
François Biltgen
Jeannot Krecké
Mars Di Bartolomeo
Jean-Marie Halsdorf
Claude Wiseler
Nicolas Schmit
Octavie Modert
Marco Schank
Françoise Hetto-Gaasch
Romain Schneider

Château de Berg, le 16 décembre 2011.

Henri